

LAMONARCHIE D'ANCIEN
REGIME EN FRANCE

Georges Pages

Published on demand by

UNIVERSITY MICROFILMS


University Microfilms Limited, High Wycomb, England

A Xerox Company, Ann Arbor, Michigan, U.S.A.

NUNC COGNOSCO EX PARTE



TRENT UNIVERSITY
LIBRARY



Digitized by the Internet Archive
in 2019 with funding from
Kahle/Austin Foundation

* * *

zed facsimile of the original book, and was
O by microfilm-xerography by University
ox Company, Ann Arbor, Michigan, U.S.A.

* * *

COLLECTION ARMAND COLIN

(Section d'Histoire et Sciences Économiques)

*La Monarchie
d'Ancien Régime
en France*

(De Henri IV à Louis XIV)

par

Georges PAGÈS

Professeur d'Histoire Moderne à la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris



LIBRAIRIE ARMAND COLIN
103, Boulevard Saint-Michel, PARIS

—
1928

Tous droits réservés

DC 121.P3

1970

COLLECTION ARMAND COLIN
(Série d'ouvrages de Science Contemporaine)

La Monarchie
d'Ancien Régime
en France

(De Henri IV à Louis XIV)

Georges Fauriol

Préface de M. Georges Fauriol, membre de l'Académie des Sciences et belles-lettres de France



LIBRAIRIE ARMAND COLIN
108 Boulevard Saint-Michel PARIS

1933

Tous droits réservés

138573

DU MÊME AUTEUR

Le Grand Électeur et Louis XIV, Société nouvelle de Librairie et d'Édition, 1905 (épuisé).

Les Origines et les Responsabilités de la Grande Guerre (en collaboration avec Émile Bourgeois), Hachette, 1922.

89

La Monarchie d'Ancien Régime
en France

(De Henri IV à Louis XIV)

6

Tous droits de reproduction
de traduction et d'adaptation
réservés pour tous pays.

Copyright 1928, by Max Leclerc et C^{ie}

History. Medieval

Ms. B. 1. 1

3-4-30

20972

AVERTISSEMENT

J'ai essayé d'étudier dans ce livre la naissance de la Monarchie d'Ancien régime au XVI^e siècle, son développement et son organisation au XVII^e, les raisons de son déclin à la fin du règne de Louis XIV. On n'y trouvera pas l'histoire de notre pays, mais celle de l'institution monarchique elle-même, sous la forme particulière qu'elle a revêtue alors. J'ai retenu seulement de la première ce qu'il m'a paru nécessaire d'en connaître pour bien comprendre la seconde.

La Collection dont ce livre fait partie ne comporte aucun appareil critique. Je le regrette pour deux raisons. D'abord parce qu'une étude comme celle-ci doit faire état de tous les travaux parus jusqu'à ce jour. J'aurais voulu citer ceux auxquels j'ai fait quelque emprunt. J'espère du moins que les historiens avertis les reconnaîtront sans peine. Puis l'histoire de la Monarchie d'Ancien régime est encore, dans quelques-unes de ses parties, mal connue. Il en est que j'ai personnellement étudiées. Certaines opinions, la façon dont j'ai présenté certains faits, surprendront peut-être. J'aurais été heureux d'indiquer à leur propos mes références. Il faudra que mes lecteurs me fassent crédit.

A vrai dire, lorsque l'on cherche à définir l'évolution d'un régime, comme j'ai tenté de le faire ici, on apporte nécessairement une conception personnelle, qui n'est pas la seule

possible. Je n'ai garde d'imposer la mienne. Je voudrais seulement que ce petit livre fût, pour ceux qui le liront, l'occasion de réfléchir, et aussi de se rendre compte de tout ce que nous ignorons encore des institutions politiques, sociales et administratives de l'ancienne France.

LA MONARCHIE D'ANCIEN RÉGIME

CHAPITRE PREMIER

LA MONARCHIE FRANÇAISE AU MILIEU DU XVI^e SIÈCLE

Jamais peut-être rois de France ne furent plus puissants que François I^{er} et Henri II et c'est au commencement du xvi^e siècle qu'a triomphé l'absolutisme monarchique. Il apparaît alors, sans doute, assez différent de ce qu'il devint un siècle et demi plus tard, sous Louis XIV. Pourtant, quelques-uns des traits essentiels de son organisation, quelques-unes des raisons de sa force datent bien de ce moment-là et, pour comprendre ce que fut la Monarchie d'Ancien régime, il n'est pas inutile de s'en rendre compte.

La théorie du pouvoir absolu et de droit divin était constituée depuis quelque temps déjà. Elle a été surtout, on le sait, l'œuvre des légistes, qui l'ont tirée du droit romain, et l'on trouverait aisément dans leurs écrits, du xiii^e siècle à la fin du xv^e, tout l'essentiel de la doctrine monarchique. Pour eux déjà la souveraineté est une, inaliénable, absolue. Déjà le roi considère tous les habitants du royaume, jusqu'aux seigneurs eux-mêmes, comme ses sujets, leurs franchises comme des privilèges qu'il dépend de lui d'étendre ou de limiter, et il se réserve à lui seul le pouvoir de légiférer. « Si veut le roi, si veut

la loi » : la formule est du XIII^e siècle. Ce sont également les légistes qui ont tiré, non plus de la tradition romaine, mais des croyances populaires, la théorie du droit divin du roi. « Il ne tient que de Dieu immédiatement », écrit l'un d'eux vers la fin du XV^e siècle. C'est Dieu qui a institué les rois, et ce n'est donc pas seulement au sacre, ainsi que le voudrait l'Eglise, qu'ils doivent leur caractère divin. Ils sont, comme le dira plus tard Louis XIV après beaucoup d'autres, les vicaires de Dieu sur la terre et ils ne doivent compte de leurs actes qu'à Dieu. Et de bonne heure, ils en ont tiré cette conséquence, que formuleront une fois de plus les États Généraux de 1614, qu'il n'y a puissance en terre, spirituelle ou temporelle, qui ait aucun droit sur leur royaume. Pouvoir absolu, caractère divin, le Parlement de Paris reconnaissait à François I^{er} l'un et l'autre, quand un de ses présidents disait au roi : « Nous ne voulons, Sire, révoquer en doute ou disputer de votre puissance. *Ce serait sacrilège, et savons bien que vous êtes par sus' les lois.* » Louis XIV ne prétendra pas davantage.

Mais cette royauté absolue et de droit divin est sortie d'une royauté féodale et tient de ses origines des caractères qui jamais ne s'effaceront tout à fait, bien qu'ils soient plus apparents au XVI^e siècle qu'au XVII^e. Après que la force de l'État se fut dissoute pendant le haut moyen âge, la notion même de l'État s'est perdue. La société s'est alors reconstruite sur un plan nouveau, par le groupement spontané des plus faibles autour des plus forts, ceux-là s'obligeant de leur personne à certains services, ceux-ci s'engageant en retour à les protéger. A l'obéissance collective se sont substitués les liens personnels, nés du contrat de fidélité. Et si les légistes ont de bonne heure retrouvé dans la loi romaine, au profit du pouvoir royal, la notion de l'État souverain, cette notion était trop abstraite pour pénétrer de longtemps dans les

cerveaux populaires. Pour l'ensemble de la nation, ce qui lie les sujets au roi, c'est encore une sorte de contrat tacite, très analogue au contrat de fidélité. C'est à un homme, ou pour mieux dire à une famille, celle de Hugues Capet, qu'ils se sentent tenus d'obéir de père en fils, tant que, de père en fils, les descendants de Hugues Capet les protégeront. De là le caractère personnel et familial de la royauté, que ne fera pas disparaître la conception romaine du souverain. Et c'est ce caractère personnel et familial, ce sont les idées et les mœurs héritées du haut moyen âge qui expliquent, beaucoup mieux que les théories des légistes, la façon dont les rois gouvernent, associant leurs parents à leur pouvoir et confondant les ministres de l'État avec les serviteurs de leur personne. Le gouvernement de François I^{er} offre sans doute le plus complet exemple de ce gouvernement familial, qui dut apparaître à ses contemporains, pendant les beaux jours du règne, comme la forme parfaite de la monarchie, en accord avec les traditions et les mœurs des Français. Aussi le roi ne rencontre-t-il plus qu'obéissance : il est empereur en son royaume, ainsi que l'écrivent alors les ambassadeurs vénitiens ; et le dernier effort des ordres et des pouvoirs locaux pour obtenir la confirmation perpétuelle de leurs privilèges a échoué aux États Généraux de 1484.

Le roi ne gouverne pas seulement : il administre, tout au moins dans la mesure où il se soucie d'administrer. Ni le nombre ni l'étendue des sénéchaussées et des bailliages n'a rien de fixe, mais ils couvrent le royaume entier. Partout le bailli ou plutôt le lieutenant général, toujours assisté d'ailleurs par le conseil de bailliage, reçoit l'hommage des feudataires, ou tout au moins d'un certain nombre d'entre eux, contrôle les actes d'aveu et de dénombrement qu'après chaque mutation ceux-ci doivent présenter à la Chambre des Comptes, veille au maintien de

la paix publique, rend la justice, fait exécuter les ordres qui lui sont transmis par les « lettres royaux ». Mais aussi, dès ce moment, des institutions nouvelles, ou qui se généralisent alors, donnent à l'administration royale une prise plus forte sur la nation.

C'est par exemple l'institution des gouverneurs de province au-dessus des baillis. Ils sont avant tout des gouverneurs militaires ; aussi les trouve-t-on de préférence, si ce n'est aux époques de troubles, dans les provinces frontières. Mais ils parlent au nom du roi, qui les a nommés par commission, et selon leur tempérament ou les circonstances, ils substituent plus ou moins leur autorité à celle des officiers locaux. Plus tard, cette indépendance deviendra dangereuse. Au début du ^{xvi}e siècle encore, le roi trouve en eux, le plus souvent, des agents fidèles : il les choisit parmi les nobles attachés à son service et qui lui doivent leur fortune ; il peut les déplacer ou les rappeler. Ils représentent presque, à l'origine, l'une des formes de ces commissaires, qui sous des noms divers, créeront plus tard l'administration monarchique plus régulière et plus stable du ^{xvii}e siècle. Ils ne sont pas seuls d'ailleurs à recevoir commission du roi. Tantôt c'est un évêque, tantôt un président de Parlement ou de Cour des Aides, un général des finances, un simple maître des requêtes de l'hôtel qu'une commission extraordinaire charge, ici ou là, de procéder à une enquête, à l'exécution d'une ordonnance, de reviser les feux, d'asseoir une taxe. Si insuffisantes que soient encore à ce sujet nos connaissances, il semble bien que ces commissions, qui annoncent de loin les intendants, aient été fréquentes au temps de Louis XII et de François I^{er}. Elles sont le signe d'une monarchie active et forte.

C'est également à cette époque que les rois introduisent la justice royale dans les provinces les plus récemment acquises en y créant de nouveaux parlements.

Après ceux de Toulouse, de Grenoble et de Bordeaux, qui datent de Charles VII, c'est pour la Bourgogne celui de Dijon, institué par Louis XI au lendemain de l'annexion, supprimé, puis rétabli par Charles VIII en 1494. En 1499, l'ancienne cour souveraine des ducs de Normandie, l'échiquier de Rouen, est organisée en forme de parlement : elle en prendra le nom en 1515. Enfin, bien que le roi de France, en devenant comte de Provence, eût solennellement juré de respecter la constitution et les privilèges du comté, Louis XII y crée le parlement d'Aix en 1501, restreignant ainsi l'autorité judiciaire, plus indépendante, du Grand Sénéchal. L'institution du parlement d'Aix offre un très bon exemple du rôle que joua le développement de la justice royale dans l'unification du royaume.

D'ailleurs, ce n'est pas seulement à l'effort opiniâtre des légistes, ni au développement des institutions monarchiques qu'est dû l'avènement de la royauté absolue au début du XVI^e siècle. Il est dû au moins autant aux changements profonds qui se produisent alors dans les rapports entre le roi et les différentes classes et qui s'expliquent eux-mêmes par de profondes transformations sociales et économiques. ..

La royauté s'était de tout temps appuyée sur l'Église. Celle-ci n'avait pas eu besoin de s'introduire dans l'État : elle était organisée bien avant lui. Toute la société féodale était animée de son esprit : longtemps le droit canon pénétrera le droit civil. Le roi même recevait d'elle, par le sacre, une sorte d'investiture, qui paraissait, au XV^e siècle encore, si indispensable qu'aux yeux de Jeanne d'Arc Charles VII ne devint vraiment roi qu'après qu'elle l'eût conduit à Reims. Le Capétien avait été, dès l'origine, « le Très Chrétien », le défenseur de la foi, qui jurait à son avènement d'exterminer les hérétiques. De bonne heure aussi il avait fait alliance avec les clercs contre la

violence des féodaux. Aussi l'Église lui prêtait-elle volontiers le secours de son prestige et les clercs — évêques ou abbés — jouaient-ils fréquemment un rôle important dans l'État.

Mais à mesure que le pouvoir royal se sentait plus fort, l'alliance se transformait pour l'Église en tutelle. Sous Charles VII, la Pragmatique Sanction de Bourges, en rendant l'Église de France plus indépendante du Saint-Siège, en a préparé la subordination à la royauté. Si la Pragmatique garantit la liberté des élections ecclésiastiques à l'égard du Pape, le roi entend bien que son autorité n'en souffre pas : il n'est guère d'élection d'évêque ou d'abbé où il n'intervienne pour recommander ou imposer un candidat. Il prétend disposer des bénéfices, comme il est parvenu à disposer des offices. Le clergé laisse faire, parce qu'il y trouve son profit. Déjà le roi introduit parmi les prélats ses officiers ou les cadets des familles nobles qui l'ont bien servi : il s'y forme une clientèle. Enfin, en 1516, la Pragmatique est révoquée, et le Concordat transforme en un état de droit, reconnu par le Saint-Siège, l'état de fait qui tendait à s'établir. Le souverain distribue les bénéfices les plus importants, évêchés et abbayes ; il nomme, et le Pape ne fait plus que conférer l'investiture canonique aux bénéficiaires. On sait tout le profit qu'en devait tirer le roi. Il a désormais, non pas sans doute la jouissance, mais la libre disposition d'une énorme fortune territoriale, ce qui lui permet de payer les services rendus et d'entretenir les dévouements. Plus largement que jusqu'alors, il introduit dans l'Église ses créatures. Avant le Concordat, il s'appuyait sur elle comme sur un corps indépendant, que rapprochait de lui la solidarité de leurs intérêts. Désormais, cette indépendance n'existe plus ; il n'attend plus de l'Église un appui, mais des services. Et de plus en plus se constitue, par la nomination royale, un haut clergé

issu de toutes les classes de la nation, noblesse, judicature, finance, un clergé trop riche, trop préoccupé d'intérêts temporels, mais instruit, expérimenté, apte à toutes les fonctions, intimement mêlé à la vie publique, et qui fournit au roi, dans les cours souveraines, dans les gouvernements, dans les ambassades, dans le Conseil, beaucoup de ses plus sûrs et de ses plus habiles serviteurs.

La transformation de la noblesse s'est faite de façon moins apparente, au cours d'une lente évolution économique, mais elle n'en a pas moins été considérable et très profitable à la royauté.

Tandis que les Capétiens reconstituaient la monarchie, les seigneurs ont perdu la puissance politique. Leurs sujets sont devenus les sujets du roi. L'autorité des officiers royaux s'est installée dans leurs fiefs. Ils ont alors cessé d'administrer ; ils se sont désintéressés des assemblées locales ; ils se sont réduits à exploiter leurs droits utiles. Ceux-ci qui, à l'origine, payaient les services rendus, prennent désormais le caractère de privilèges, dont l'existence même isole la noblesse de la nation, en opposant ses intérêts de classe à ceux de tous les non nobles ; et le besoin qu'elle a de conserver ces privilèges, qui la font vivre, l'oblige à rechercher les faveurs du roi, qui l'a dépouillée. Dès le xv^e siècle, toute seigneurie est fief, tout fief est considéré comme une concession royale : de là, le serment d'hommage que tout feudataire prête au roi ou au bailli royal ; de là, l'obligation qui lui incombe d'adresser aux juges royaux l'acte d'aveu. Dès lors, l'aristocratie des féodaux fait place à une noblesse, qui peut être et qui sera longtemps encore exigeante et turbulente, mais qui ne représente plus que l'un des ordres du royaume et qui dépend du roi.

Mais ce n'est pas tout. L'évolution économique s'est faite à ses dépens, de même que l'évolution politique. Après la Guerre de Cent Ans, les dernières années du

xv^e siècle ont été marquées par deux grands faits : l'un est le réveil de toutes les formes de l'activité économique, agriculture, industrie, commerce ; l'autre est le développement de la fortune mobilière, qui n'avait joué presque aucun rôle au moyen âge, mais qui résulte naturellement de l'activité commerciale, et qui devait s'accroître davantage encore au xvi^e siècle, lorsqu'affluèrent en Europe les métaux précieux du Nouveau-Monde. Or, la noblesse ne profite pas de cette fortune nouvelle. Elle n'a d'autre richesse que ses terres ; la coutume lui interdit d'y ajouter les gains du commerce, et précisément à cette époque la coutume est en quelque sorte transformée en loi du royaume par les parlements, qui posent en principe que le commerce déroge et entraîne, pour les nobles qui s'y livrent, l'inscription sur les rôles des taillables. Bien plus, la noblesse voit fondre entre ses mains cette fortune qu'elle ne peut accroître. A mesure que se crée la richesse mobilière, la valeur de l'argent diminue ; celle de la terre augmente, mais non les cens et rentes foncières dont le taux ne peut changer. Et le coût de la vie s'élevant de jour en jour, le luxe de la noblesse, les dépenses somptuaires, auxquelles elle ne se résigne pas à renoncer, deviennent aussi de jour en jour plus ruineuses pour elle. Bientôt elle ne peut plus y suffire qu'en engageant ses terres, puis en aliénant quelqueune d'entre elles, presque toujours au profit d'un bourgeois enrichi par le commerce ou la finance. Et c'est ainsi que commence, dès la fin du xv^e siècle, une lente expropriation de la noblesse, qui se poursuivra pendant les siècles suivants. De plus en plus appauvris, les nobles sont condamnés à vivre de la vie besogneuse des hobereaux ou à payer de leur soumission au roi, de leur docilité à le servir, les pensions et les charges lucratives qu'il consent à leur distribuer.

D'autres conséquences de la révolution économique

n'ont pas été moins favorables à la royauté. Les progrès de l'agriculture ont eu pour résultats de nouveaux défrichements, l'extension des terres cultivées, l'accroissement de la population rurale, dont la vie devient moins précaire. Les paysans s'attachent alors à la terre et n'ont plus d'autre souci que de travailler en paix. Aussi se tournent-ils vers le roi. C'est à lui que va leur reconnaissance ; c'est de lui qu'ils attendent un avenir meilleur encore. Il faut qu'il soit fort : il n'en sera que mieux armé pour maintenir l'ordre et faire bonne justice. Dans le cœur des paysans grandit cet amour pour le roi-justicier, si vivace et si naïf qu'il survivra à toutes les souffrances.

A vrai dire, la population rurale compte peu. La population urbaine compte davantage. On sait comment les Capétiens du XII^e et du XIII^e siècles avaient tiré parti de la révolution communale, soit en aidant les villes à s'émanciper, soit plutôt en profitant de leur mauvaise administration financière pour leur faire accepter le contrôle des officiers royaux. Mais la bourgeoisie du XIII^e siècle était encore peu nombreuse et surtout aussi préoccupée des libertés municipales que de ses propres intérêts matériels, parce que sa fortune et son prestige étaient liés à l'autonomie de l'organisme urbain. Il n'en est plus ainsi au début du XVI^e siècle. La bourgeoisie s'est enrichie dans les métiers et par le commerce et va bientôt s'enrichir plus encore par la banque ; une classe capitaliste est née, dont les intérêts s'étendent bien au delà des murailles des villes. Ce n'est pas qu'elle dédaigne les magistratures urbaines. Elle entend au contraire se les réserver ; il lui semble légitime que ceux qui disposent de la richesse jouissent aussi de l'autorité. Mais loin de se servir de l'échevinage pour défendre l'indépendance de la cité contre les empiètements du pouvoir royal, elle n'y voit qu'un moyen de consacrer et de perpétuer la puissance nouvelle qu'elle doit à l'argent. Elle s'entend

volontiers avec le roi pour restreindre les franchises municipales, en particulier la participation populaire à l'élection du magistrat.

Parmi ces bourgeois enrichis, naturellement attachés à la stabilité des institutions qui les protègent et partisans d'une royauté forte, il en est enfin dont les intérêts sont plus étroitement liés aux intérêts de la monarchie : ce sont les banquiers. Leur rôle public restera toujours considérable et nous les rencontrerons à toutes les époques de l'ancien régime. Mais sans doute n'ont-ils jamais été plus puissants, eux aussi, qu'au temps des Valois-Angoulême, soit lorsqu'au début du xvi^e siècle, avec les Briçonnet, les Poncher, les Bohier, les Beaune, ils s'emparaient de toute l'administration financière, s'introduisaient dans les charges de cour et jusque dans le haut clergé, soit lorsqu'après la chute de Semblançay et les réformes de François I^{er}, sous Henri II et Catherine de Médicis, ils soutenaient l'État de leur crédit et en obtenaient toutes les faveurs. Ceux-ci n'ont point d'attaches locales. Beaucoup sont des étrangers, des Italiens surtout à ce moment du xvi^e siècle. Ils vivent peut-être aux dépens du roi, mais le roi ne vivrait pas sans eux. S'il ne peut toujours compter sur leur probité, ils n'en sont pas moins, à leur manière, les serviteurs fidèles du pouvoir royal. Et jusqu'au bout, ils resteront l'un des éléments indispensables de la Monarchie d'Ancien régime.

Ainsi, vers le début du xvi^e siècle, la monarchie se trouve profiter de tous les changements qui se sont produits dans la structure sociale de la nation. Ceux-ci ont constitué les trois ordres, dans la forme qu'ils conserveront désormais jusqu'en 1789 ; et leur constitution est intimement liée au progrès de l'institution monarchique : elle a préparé le terrain de l'absolutisme. Ce n'est pas à tort qu'au xvii^e et qu'au xviii^e siècle, le maintien de leurs privilèges sera considéré comme l'une des lois fon-

damentales du royaume. On ne peut concevoir la Monarchie d'Ancien régime sans eux.



Ainsi la Monarchie d'Ancien régime apparaît, dès le milieu du xvi^e siècle, solidement constituée, puisqu'elle s'appuie sur l'organisation même de la société. Malheureusement, les Valois-Angoulême lui ont transmis un autre héritage : celui d'une politique fiscale déplorable, dont les conséquences n'ont pas été seulement d'ordre financier.

Il n'est peut-être aucune autre période, dans l'histoire de l'Ancien régime, où les dépenses aient été plus considérables, en comparaison des ressources, et où le déséquilibre financier ait eu de plus funestes résultats que sous François I^{er} et Henri II. Dépenses de toutes sortes. La Cour, telle que la conçoivent les premiers Valois-Angoulême, cette Cour où les dignités grassement payées, les cadeaux et les pensions, les voyages et les fêtes attirent et retiennent toute la haute noblesse, et qui devient l'un des moyens d'action les plus puissants de la royauté, est aussi pour elle une très lourde charge. Non moins coûteuse est la construction des nouvelles maisons royales : le Louvre, Saint-Germain, Fontainebleau ; et plus cher encore coûtent les guerres : expéditions d'Italie, brillantes ou désastreuses, auxquelles les rois ne renonceront tout à fait qu'en 1559, et guerre des frontières, contre les entreprises des Impériaux et des Espagnols. Toujours les caisses du roi s'emplissent et se vident. Vers le début du règne, les ambassadeurs vénitiens admirent les inépuisables ressources de François I^{er}, plus assurées, pensent-ils, que les richesses lointaines apportées au roi d'Espagne par les galions. Ils admirent l'empressement des sujets à payer l'impôt, la facilité et la régularité des

recouvrements. Mais peut-être sont-ils abusés par des apparences. Un incurable désordre, qui survit aux réformes entreprises en 1523, la prodigalité du roi, la perpétuelle confusion entre ses dépenses personnelles et celles de l'État, les malversations trop fréquentes de ses officiers de finance rendent de jour en jour la situation plus précaire. Si François I^{er} et Henri II ont pu satisfaire aux nécessités les plus pressantes, c'est qu'ils vont vécu au temps où la fortune de la nation commençait à se mobiliser, où le crédit naissait et brisait les entraves que lui avait opposées longtemps la législation du moyen âge. Ce fut le crédit qui leur permit de mener la guerre jusqu'au bout : crédit de la municipalité parisienne, qui assure le placement des premières rentes sur l'hôtel de ville ; crédit des banquiers de tous pays établis à Lyon, qui financent les expéditions des armées françaises, comme les Fugger d'Augsbourg celles des armées de Charles Quint.

Mais, malgré tout, d'année en année, le déficit s'accrut et la fiscalité royale, inaugurant une politique dont elle ne parviendra plus à se dégager, se mit en quête de ressources toujours nouvelles au risque de tarir la richesse acquise à mesure qu'elle se créait. On augmente la taille, en profitant des progrès de l'agriculture. On vend des morceaux du domaine. On aliène des aides. On se sert de tous les prétextes pour dissimuler les emprunts forcés, dons gratuits exigés des bonnes villes ou décimes obtenus du clergé ; et les premières émissions de rentes ne furent guère autre chose elles-mêmes, car on n'attendit pas qu'elles fussent spontanément acquises. Enfin, ce sont les nécessités fiscales qui seules expliquent cette faute irréparable de la monarchie : la vente des offices, d'abord des menus offices des bailliages, puis de tous les offices de finance, enfin des offices de judicature eux-mêmes.

Sans doute, les mœurs avaient préparé la voie et la tendance n'était pas nouvelle qui poussait à convertir l'exercice de la puissance publique en propriété. Dès que les offices ne furent plus révocables, ceux qui les détenaient se mirent à les résigner contre argent, tout comme s'ils leur'eussent appartenu, et les rois eurent la faiblesse d'autoriser ces résignations. Puis ils s'avisèrent de faire eux-mêmes, et à leur profit, ce qu'ils permettaient à leurs sujets. Dès le x^v^e siècle, ils firent payer des provisions d'offices. François I^{er} alla plus loin : il tira des ventes d'offices l'un de ses revenus réguliers, « érigeant, nous dit Loyseau, le bureau des parties casuelles en l'an 1522, pour servir de boutique à cette nouvelle marchandise ». Le bureau « n'était du commencement que pour les offices de finance » ; puis vint le tour des offices de judicature. On se mit à les délivrer, non sans doute sous forme de vente, « ains par forme de prêt seulement, mais c'était un prêt à jamais rendre ». Bien avant la fin du xvi^e siècle, tous les offices étaient devenus vénaux et lorsque les nouveaux magistrats, le jour de leur installation, juraient qu'ils n'avaient pas acquis leur office à prix d'argent, personne ne prenait au sérieux leur serment.

On comprend très bien, d'ailleurs, que les rois se soient laissés entraîner à vendre les offices. Les impôts anciens ne leur procuraient que des ressources insuffisantes. Ils n'osaient pas encore s'en prendre à la fortune du clergé. La noblesse était pauvre et son privilège fiscal devait paraître naturel à un roi qui n'était que le premier gentilhomme de son royaume. Une classe de la nation s'était au contraire enrichie démesurément, la bourgeoisie, et la richesse nouvelle qu'elle avait créée, la richesse mobilière, échappait à peu près complètement au fisc. Comment l'atteindre ? Les ventes d'offices en fournirent le moyen et furent mieux accueillies encore que les émissions de rentes : l'argent afflua au bureau des parties

casuelles. Peut-on s'étonner que les rois aient usé d'un expédient aussi merveilleux ? Ils en usèrent largement. Mais ils s'engagèrent ainsi dans une voie où bientôt il ne leur fut plus possible de s'arrêter, et moins encore de revenir en arrière. L'avenir de toute la Monarchie d'Ancien régime était engagé. Et les conséquences de la vénalité apparurent presque aussitôt.

Ce fut d'abord l'hérédité des offices. Dès l'origine, elle tendit à s'introduire, au moyen de la survivance. Le titulaire d'un office le résignait à survivance au profit d'un de ses enfants et celui-ci, lorsque son père mourait, obtenait du roi des lettres de provision qui lui permettaient d'être « reçu en l'office ». Le roi n'y mettait qu'une condition : les effets de la résignation étaient annulés, si la mort du titulaire survenait moins de quarante jours après elle. Un moment même, Henri III rendit purement et simplement héréditaires, par édit, tous les offices de finance. Puis l'édit fut révoqué. Mais il n'était guère douteux qu'un jour ou l'autre, l'hérédité s'établirait.

Une autre conséquence, non moins grave, fut la multiplication des offices et des officiers. Le roi ne créait pas des offices nouveaux parce qu'ils étaient nécessaires, mais parce qu'il avait besoin d'argent ; et comme il eut toujours besoin d'argent, les créations se multiplièrent. On en vint bien vite à ces ingénieuses inventions de la fiscalité : d'un même office, on en fit deux, ou trois, ce qui permit deux ou trois ventes, au lieu d'une, à deux ou trois titulaires, qui servirent chacun pendant un seul semestre, chaque année, ou pendant une année seulement sur trois. Dès le règne de François I^{er}, ce ne sont pas seulement les offices de finance qui sans cesse augmentent en nombre, mais aussi les offices de judicature, et presque toutes les réformes administratives dissimulent des expédients fiscaux. Les parlements, par exemple, reçoivent de nouvelles chambres, et chacune de leurs

chambres de nouveaux conseillers, sans que l'expédition de la justice y gagne rien. C'est avant tout une mesure fiscale que l'introduction de sièges de sénéchaussées en Provence. Et pour prendre comme exemple une réforme de plus grande portée, c'est une mesure fiscale aussi, pour une large part, que la fameuse institution des présidiaux par Henri II. Songeons à toutes les charges de moindre importance, qui toutes sont des offices vénaux — charges de conseillers aux sénéchaussées ou aux bailliages, charges de procureurs, de greffiers, d'huissiers, de notaires royaux, et tant d'autres — et nous pourrons nous faire quelque idée du nombre toujours croissant des offices et des officiers. Le goût des Français pour les fonctions publiques (si différentes qu'elles soient devenues des anciens offices) date de là : il est l'une des conséquences lointaines de la vénalité.

Si nous n'en considérons que les conséquences immédiates, apparues dès le xvi^e siècle, une remarque est encore indispensable. En généralisant la vénalité, en préparant l'hérédité des offices, les rois ont eux-mêmes dressé contre le pouvoir royal, au moment où il triomphait des dernières résistances à l'absolutisme, un obstacle nouveau, qu'ils ne réussiront jamais à supprimer tout à fait. Ils ont renoncé à choisir les détenteurs de la puissance publique, et il leur faudra plus tard accomplir une sorte de révolution administrative pour ressaisir le pouvoir de direction qu'ils ont alors bénévolement abandonné. De même, après de longs siècles d'efforts pour reprendre à la noblesse le droit de justice, ils l'ont vendu à la bourgeoisie et préparé ainsi le règne de la robe. A partir du milieu du xvi^e siècle, ainsi que l'a si justement écrit M. Romier, « la présence effective du pouvoir souverain dans les provinces ira s'affaiblissant jusqu'à l'avènement des intendants. »



Au moment où meurt Henri II, en 1559, la crise religieuse, qui depuis longtemps se préparait, va commencer. Près de quarante années de guerres civiles interrompent une fois de plus et ruinent en partie l'œuvre séculaire des successeurs de Hugues Capet. Nous allons en voir les conséquences. Mais il fallait montrer d'abord où en était cette œuvre vers le milieu du xvi^e siècle. Il fallait montrer aussi qu'à l'origine des transformations qui se produisirent alors dans l'état du royaume et dans la situation de la royauté, d'autres causes encore ont agi, qui sont antérieures aux Guerres de religion, et sans lesquelles ces transformations ne s'expliqueraient pas tout à fait.

CHAPITRE II

LA MONARCHIE FRANÇAISE A LA FIN DES GUERRES RELIGIEUSES HENRI IV

La Monarchie française du **xvii^e** siècle a ses origines au **xvi^e** : il était indispensable de le rappeler. Pourtant c'est bien au **xviii^e** siècle, sous les premiers Bourbons, que s'est constituée cette forme de monarchie absolue que nous appelons proprement la Monarchie d'Ancien régime. Elle est sortie des guerres religieuses, dont il est indispensable d'indiquer d'abord les conséquences.

Les guerres civiles avaient duré trente-cinq ans au moins. Dans quelques régions, le Midi surtout, elles avaient été plus continues, plus acharnées qu'ailleurs. Mais aucune province de France n'en était restée tout à fait indemne. Presque toute la noblesse, la plupart des villes, jusqu'aux paysans y avaient pris part. Guerres religieuses, elles n'avaient pas épargné les biens de l'Église ni les clercs. On ne peut faire le compte ni des vies humaines qu'elles ont sacrifiées, ni des ravages qui leur sont dus. On a souvent décrit les villes brûlées, les terres laissées en friche, les routes coupées de fondrières, les ponts écroulés ; on a souvent répété le mot célèbre de Pasquier : le royaume n'était plus que le cadavre de la France. Mais les descriptions des contemporains sont toujours fragmentaires ; elles visent souvent à émouvoir ; nous ne savons pas dans quelle mesure elles méritent notre

confiance. D'ailleurs, si la France était ruinée vers la fin du xvi^e siècle, elle se releva très vite de ses ruines. La misère du royaume n'a pas retardé la restauration du pouvoir royal.

Il n'y a pas à insister non plus sur un autre résultat des guerres civiles, qui ne dura pas davantage. Elles avaient ouvert le royaume aux étrangers. Bien des fois, à l'appel des huguenots, les reîtres d'Allemagne avaient franchi la frontière de l'Est. Elisabeth avait essayé d'occuper, en garantie de ses avances, Calais ou Le Havre. En 1591, le duc de Savoie, Charles-Emmanuel, avait été reçu presque en triomphe à Aix, puis à Marseille ; il s'était proclamé lui-même gouverneur et lieutenant-général de la Provence. Philippe II espéra, en 1593, installer sur le trône de France sa fille, l'Infante Isabelle, une petite-fille de Henri II, qui eût épousé un archiduc, au pis aller un prince français. En attendant, il fit entrer, d'accord avec Mayenne, quelques troupes dans Paris, puis il mit garnison espagnole dans un assez grand nombre de villes ou de châteaux. Mais les ambitions des princes étrangers, comme celles des ligueurs, leurs alliés, ne tardèrent pas à s'évanouir. En trois ans de guerre, Henri IV chassa les Espagnols et le duc de Savoie, et soumit les gouverneurs rebelles. Il avait su reprendre son bien, à ses ennemis comme à ses sujets.

Il ne faudrait pas non plus attacher trop d'importance aux attaques dirigées contre le pouvoir royal par les polémistes de la Ligue ou du parti protestant. A toutes les époques de guerre civile, les pamphlets et les libelles pullulent. La violence même de beaucoup d'entre eux en diminue la portée : ce sont des armes de combat ; on ne les lit plus, dès que se sont éteintes les passions qui les ont fait naître. Les idées qui y sont développées n'ont d'ailleurs rien de bien neuf. Elles sont de deux sortes.

Les protestants, Théodore de Bèze dans son livre *Du*

droit des magistrats sur leurs sujets, où l'auteur anonyme des fameuses *Vindiciæ contra tyrannos*, que l'on croit être du Plessis-Mornay, veulent avant tout légitimer la révolte des sujets contre un roi qui opprime les consciences. Mais ils sont naturellement conduits à nier le pouvoir absolu et leur conception d'une monarchie tempérée, contrôlée par les États-Généraux ou les parlements, se rapproche beaucoup de la théorie pseudo-historique d'Hotman. Celui-ci dans son *Franco-Gallia*, qui est à peu près de la même époque, s'efforce de prouver que la royauté du moyen âge était élective, que les représentants des diverses classes de la nation lui faisaient contrepoids et que, pour éviter la tyrannie, il suffisait d'en revenir aux institutions d'un passé tout récent encore. Si nous ne tenons pas compte des illusions historiques qui servent de base à la thèse, nous y retrouvons à peu près les idées qui, cent ans plus tôt, avaient inspiré les députés du Tiers aux États Généraux de 1484 et qui inspireront, au xvii^e siècle, tous les partisans de la monarchie tempérée. Elles ne mettront jamais en péril la royauté absolue.

L'autre courant d'idées est celui qui circule à travers les pamphlets des ligueurs et les traités dogmatiques des gens d'Église, en particulier des Jésuites. Ici encore, c'est Henri III qui est visé — après l'assassinat des Guises — ou plus tard, Henri IV, avant l'abjuration : le dernier terme de la thèse est l'apologie du régicide, ou tout au moins du tyrannicide, puisque la légitimité du meurtre n'est reconnue que le jour où le roi opprime l'Église et trahit le serment du sacre en favorisant ou en tolérant l'hérésie. Mais le point de départ est une idée très vieille : l'idée que se faisait l'Église de l'origine même du pouvoir royal et qu'elle opposait aux théories des légistes. Pour ceux-ci, la maxime *Non est potestas nisi a Deo*, — il n'y a pouvoir qui ne vienne de Dieu — signifie que les

rois tiennent directement de Dieu leur autorité et n'ont de comptes à rendre qu'à Dieu. Pour les théologiens, au contraire, et non pas seulement pour les Jésuites, elle signifie seulement que tout pouvoir est d'institution divine ; la vraie doctrine est que la souveraineté appartenait à l'origine à l'ensemble du peuple, qui l'avait reçue de Dieu en dépôt et qui s'en est dessaisi en se donnant des rois. Et sans doute, en temps de guerre civile, une pareille doctrine peut être interprétée dans un sens favorable au pouvoir populaire. Mais c'est la fausser que la comprendre ainsi. La seule interprétation légitime en est celle que présentera un peu plus tard, quand Henri IV se sera réconcilié avec l'Église romaine, le Cardinal Bellarmín dans son livre *De la puissance du Pape dans les choses temporelles* : dès que le peuple a délégué la souveraineté qu'il ne tenait de Dieu qu'en dépôt, dès qu'il s'est soumis à un roi (celui-ci se fût-il même imposé par la force), le gouvernement que le peuple s'est donné ou qu'il a subi est de droit divin et l'obéissance est un devoir envers le Prince, quel qu'il soit, comme envers Dieu. Au vrai, la doctrine ecclésiastique, dès qu'elle n'est plus une arme de guerre civile, ne vise à rien d'autre qu'à établir la supériorité du pouvoir pontifical, directement institué par Dieu, sur le pouvoir royal, qui vient aussi de Dieu, mais par l'intermédiaire du peuple. Elle reparaît chaque fois qu'un nouveau conflit oppose l'un à l'autre les deux pouvoirs spirituel et temporel. Les plus vives controverses en naissent alors. Mais en tout autre temps, les deux doctrines, celle du Saint-Siège et celle des légistes royaux, s'accordent pour imposer, au nom de Dieu, l'obéissance aux sujets.

Beaucoup plus importantes, dans l'histoire de la monarchie française, sont les conséquences religieuses de la longue crise du xvi^e siècle et des deux Réformes, la Réforme protestante et la Réforme catholique.

Le protestantisme n'a pu gagner en France l'ensemble de la nation ; il n'a même pas réussi à se maintenir partout où il s'était d'abord introduit. Pourtant des communautés protestantes se sont organisées d'un bout à l'autre du royaume : l'unité religieuse n'existe plus. Les rois ont bien été forcés d'en convenir. Au cours des guerres, ils ont dû plusieurs fois traiter avec les huguenots ; ils n'ont pu, dans les édits de pacification, les qualifier d'hérétiques et l'expression même de « religion prétendue réformée », dont s'est servie la chancellerie royale pour désigner le protestantisme, en impliquait presque la reconnaissance. Mais quel sera le statut de l'Église nouvelle ? Le Très Chrétien, qui a prêté serment, le jour du sacre, d'exterminer l'hérésie, osera-t-il admettre, à côté de l'Église traditionnelle dont il s'est constitué le défenseur, une autre Église, que le Pape, le clergé et le plus grand nombre des fidèles considéreront toujours comme hérétique ? Ou s'il en vient là, sera-t-il suivi par les masses catholiques, alors que les passions religieuses commencent à peine à s'apaiser ? Pour comprendre la gravité du problème, il faut songer aux liens étroits qui unissent depuis si longtemps l'État et l'Église, à la tradition séculaire qui veut que les ennemis de l'un soient aussi les ennemis de l'autre et qui fait de l'unité de foi la seule base de l'unité de l'État. Une foi, une loi, un roi : c'est la formule qui résume les aspirations de l'ancienne France. Comment les concilier avec la tolérance ?

Mais la crise religieuse n'a pas seulement divisé la Chrétienté : elle a transformé profondément l'Église catholique elle-même. Tandis qu'au x^v^e siècle s'étaient constituées des Églises nationales, à demi-indépendantes de Rome et bientôt soumises à l'autorité du roi, la Réforme catholique, au siècle suivant, eut des résultats tout contraires. A la fin des guerres religieuses, l'Église de France, lorsqu'elle reçut l'abjuration de Henri IV,

n'était déjà plus l'Église monarchique créée par le Concordat.

Léon X n'eût sans doute pas conclu l'accord de 1516, s'il n'y eût trouvé quelques avantages ; le principal avait été la révocation de la Pragmatique Sanction de Bourges et l'abandon des garanties d'indépendance qu'elle assurait au clergé de France à l'égard du Saint-Siège. Le chancelier Duprat pouvait bien dire que tout l'essentiel de la Pragmatique se retrouvait dans le Concordat : le Pape préférait pourtant des évêques nommés par le roi à des évêques élus par les chapitres, et l'événement lui donna raison. Du roi dépendirent, avec la collation des bénéfices les plus importants, le recrutement et l'avancement du haut clergé ; il put compter sur le dévouement des évêques ; mais les vices du système ne tardèrent pas à apparaître et ne tournèrent pas à l'avantage du pouvoir royal.

Le Concordat distinguait, plus nettement qu'on ne l'avait jamais fait encore, la fonction ecclésiastique du bénéfice ; chose plus grave, il faisait dépendre du bénéfice la fonction ecclésiastique, puisque le roi attribuait le premier à qui il voulait, tandis que le Pape ne pouvait refuser, sauf en cas d'indignité, l'investiture canonique au bénéficiaire. Aussi en vint-on bientôt à ne plus guère considérer, dans un évêché ou dans une abbaye, que le temporel, ou plutôt que les revenus. Un bénéfice ecclésiastique devint une sorte de rente viagère, dont le roi disposait à son gré, sous la seule condition de ne pas la garder pour lui-même. Il distribua donc les bénéfices, selon leur importance, à ses parents, à ses serviteurs, aux cadets des familles nobles qu'il jugeait utile de s'attacher. Si le titulaire n'avait pas reçu les ordres, il se les faisait conférer par complaisance, et l'on ne songeait guère à s'enquérir de sa vocation, de ses connaissances ni de ses vertus. Qu'importe ? Les revenus et la fonction

sont choses distinctes : les mœurs permettent à l'évêque, bien plus encore à l'abbé, de ne pas résider ; les revenus sont pour lui ; il délègue la fonction à quelque « confidentiaire » qui administre en son nom ; il met, selon l'expression du temps, l'évêché ou l'abbaye en « commende » ; on pourrait presque dire qu'il l'affirme. A côté du clergé qui a la fonction sans le titre et qui ne reçoit qu'une maigre part des revenus, se constitue ainsi, en marge et presque en dehors de l'Église, un haut clergé qui parfois n'a même pas reçu les ordres, qui en tous cas ne réside pas, mais tient les bénéfices et s'en réserve la jouissance : c'est le haut clergé, à demi-laïque, des évêques et des abbés « commendataires ». Peut-on s'étonner que les moindres bénéfices — cures et chapellenies, — dont la collation n'appartient pas au roi, mais aux évêques, aux abbés, le plus souvent même à des patrons laïques, soient distribués sans plus de scrupule. Aussi, peu à peu, dans tout le clergé, le zèle pastoral diminue-t-il, l'ignorance devient-elle de plus en plus fréquente, l'indifférence de plus en plus générale à l'égard des intérêts spirituels des fidèles. L'Église manque à sa fonction.

On pourrait croire que le roi n'eût pas à s'en inquiéter et que l'obéissance du clergé dût lui suffire. Ce serait se tromper gravement. Par la façon même dont il distribue les bénéfices, il a renoncé à la direction morale de l'Église gallicane. Or, quels que soient les vices du régime, cette Église n'est point si corrompue qu'on pourrait croire. Le mal est plus profond peut-être dans le clergé des paroisses, parce que l'ignorance y est plus générale. Mais il semble que les évêques indignes soient l'exception. Si beaucoup vivent trop souvent à la Cour, si le luxe de certains d'entre eux scandalise, s'ils sont, pour la plupart, trop préoccupés d'intérêts temporels, ce ne sont pas là choses bien nouvelles. Il en est aussi qui sont éclairés, pieux, soucieux de leur ministère. Et parmi ceux qui le sont moins,

beaucoup ne vont pas jusqu'à méconnaître les dangers que font courir à l'Église et à la foi les vices du temps : les progrès du protestantisme suffiraient d'ailleurs à les en avertir. Les partisans d'une réforme intérieure de l'Église ne manquent point dans le clergé de France ; et ce n'est pas vers le roi qu'ils se tournent, ce n'est pas au roi qu'ils demandent, en attendant la réforme, la direction spirituelle dont ils ont besoin, mais au Pape. Le discrédit croissant du clergé, la crainte qui grandit en lui que les fidèles ne lui échappent pour écouter l'Évangile nouveau, le désarroi de l'Église devant la crise imminente ont préparé le terrain où se développera bientôt l'ultramontanisme. Un cardinal de Tournon, un cardinal de Lorraine servent le roi, mais travaillent aussi à ramener l'Église gallicane dans les voies de la politique romaine.

Plus se fait sentir le besoin d'une réforme qui corrige les mœurs et rétablisse la discipline, plus apparaît la nécessité d'une direction ferme, qui s'impose à l'Église universelle. Or, à ce moment même, les guerres religieuses commencent en France, la volonté hésitante du souverain flotte entre les partis, la politique royale s'épuise en efforts stériles pour réaliser une impossible conciliation. A Rome, au contraire, les papes entendent enfin l'appel des clergés et des fidèles ; la curie romaine tarde sans doute à se réformer elle-même ; c'est néanmoins autour d'elle et à son profit que se fait le travail de concentration qui transforme la Chrétienté. Dès 1563, le Concile de Trente, dans sa dernière session, précise le dogme, resserre la hiérarchie et la discipline. L'Église si diverse du moyen âge s'unifie ; elle tend à devenir une monarchie centralisée sous l'autorité du Pape. Quelles que soient les tendances personnelles de quelques prélats politiques, l'Église de France elle-même subit de plus en plus l'influence romaine. L'esprit nouveau s'y manifeste dès le début des guerres religieuses : en 1561, au colloque de

Poissy, c'est de Rome que la plupart des évêques assemblés reçoivent leur mot d'ordre. Moins de trente ans plus tard l'évolution est achevée, lorsque la mort de Henri III appelle au trône un roi huguenot. Après l'abjuration, Henri IV se trouve en présence, non plus de l'Église gallicane, docile aux ordres royaux, qui, sous François I^{er} et Henri II, avait été l'un des soutiens de l'absolutisme ; mais d'une Église presque ultramontaine, aussi soucieuse, à tout le moins, de ménager Rome que d'obéir au roi. La question des rapports de la monarchie et de l'Église se pose une fois de plus, sous une forme nouvelle et de façon particulièrement délicate pour un roi qui a été hérétique et relaps.

Ce n'étaient certes pas des faits nouveaux que le déficit et la misère de la royauté. Il n'est pourtant pas inutile, si l'on veut se bien rendre compte des conditions dans lesquelles la Monarchie absolue allait être restaurée après un demi-siècle de guerres civiles, de rappeler les charges énormes et la désorganisation financière dont le premier des Bourbons hérita.

François I^{er}, Henri II, nous l'avons dit, n'avaient pu subvenir aux dépenses des guerres d'Italie qu'au moyen d'affaires *extraordinaires*, d'émissions de rentes, de créations d'offices vénaux. Leurs successeurs firent de même, et peut-être avec plus de cynisme encore et d'imprévoyance sous Henri III. L'avenir était chargé d'autant. Puis le roi ne trouvait de prêteurs qu'en leur abandonnant, en garantie, quelque morceau de son domaine, le produit d'un grenier à sel, ou la perception d'une aide. Dès 1560, ces aliénations étaient si nombreuses que les revenus ordinaires de la Couronne ne fournissaient plus que des sommes infimes pour couvrir les dépenses de l'État. En 1561, Charles IX, ou plutôt Catherine de Médicis, avait mis à profit l'impopularité du clergé et les convoitises qu'excitaient ses richesses pour rejeter

sur lui une partie du fardeau qui accablait le trésor royal. Par le contrat de Poissy, le clergé de France dut s'engager à verser au roi, en six annuités, une somme de 17 millions, qui serviraient à dégager les aides, les gabelles et les domaines aliénés, puis dix autres annuités de 1 million 600.000 livres pour racheter les rentes sur l'hôtel de ville. Il paya, mais presque tout l'argent versé fut absorbé par les dépenses courantes et le poids des arrérages ne diminua guère. De nouveaux contrats suivirent, qui eurent à peu près le même sort, et que le clergé n'exécuta qu'avec une mauvaise volonté croissante. Les guerres civiles avaient d'ailleurs rendu de plus en plus difficile le recouvrement des quelques taxes que le roi n'avait pas encore aliénées ; l'impossibilité de toute comptabilité régulière favorisait les dilapidations des officiers de finance ; et l'on peut se figurer ce que devint l'administration financière lorsqu'il y eut, pour ainsi dire, deux royaumes, dont les frontières se déplaçaient sans cesse, selon les succès ou les revers des deux partis, les royaux et les ligueurs. Le problème financier fut, pour la monarchie reconstituée, l'un des plus urgents à résoudre.

Un autre fut celui de la désorganisation administrative, qui s'explique à la fois par les conséquences de la vénalité, étendue à tous les offices, et par les inévitables résultats des guerres civiles. Même au temps de François I^{er} et de Henri II, les baillis, ou plutôt les lieutenants-généraux assistés du Conseil de bailliage, devaient jouir d'une assez large indépendance : le roi était loin et ne pouvait guère contrôler leur administration. Ils étaient tenus de faire exécuter les ordonnances royales ; mais celles-ci tombaient promptement en oubli. Ils avaient de plus le droit d'interpréter les ordres du roi, en tenant compte des circonstances locales, et de rendre à cet effet d'autres ordonnances, qui avaient même force que celles du roi dans toute l'étendue du ressort. On peut supposer

que cette interprétation des « lettres royaux » allait parfois assez loin ; car lieutenants-généraux et lieutenants particuliers étaient souvent originaires du pays où ils représentaient le roi ; ils y avaient leurs biens ; ils s'apparentaient aux principales familles nobles du voisinage ; ils créaient ainsi autour d'eux tout un réseau d'intérêts privés, qu'ils servaient et dont ils se servaient, et que sans doute ils ne sacrifiaient pas volontiers à l'intérêt général. Ce fut bien pis, cela va sans dire, quand les conséquences de la vénalité eurent fait de leur office un bien familial qui se transmet, par la survivance, du père au fils. L'hérédité des offices, qui n'attendit pas la Paulette pour s'introduire en fait presque partout, accrut l'indépendance des officiers. En même temps, la vénalité des offices, en les multipliant, groupa les officiers en « compagnies » et substitua ainsi aux responsabilités individuelles une responsabilité collective, c'est-à-dire à peu près illusoire. Il était dès lors inévitable que l'indépendance des officiers devint à peu près complète pendant les guerres civiles, en face d'un pouvoir royal affaibli ou partagé.

Le roi avait, il est vrai, d'autres représentants dans les provinces, mais qui n'étaient pas moins indépendants que les officiers des bailliages : c'étaient les gouverneurs. On les trouvait surtout, à l'origine, nous l'avons dit, au voisinage de la frontière. Mais pendant les troubles, il y en eut dans tout le royaume. Leur présence était alors partout nécessaire, écrit du Tillet, « puisqu'en temps de division toutes provinces sont limitrophes. » En même temps, l'affaiblissement de l'autorité monarchique leur permettait d'agir à leur guise. Après le meurtre de Henri III, certains, comme le duc de Mercœur, en Bretagne, rêvèrent de transformer leur gouvernement en principauté. Mais ceux mêmes qui restèrent fidèles à Henri IV ou à la Ligue ne s'en conduisirent pas moins

comme s'ils eussent été les maîtres dans leur province. Ils établissaient dans les principales villes des gouverneurs particuliers, qui ne dépendaient que d'eux, et ceux-ci, à leur tour, en établissaient d'autres, sous le nom de capitaines, dans les places fortes et les châteaux ; de sorte qu'il y eut, nous dit Loyseau, « autant de degrés de gouvernements que de justices ». Il va de soi qu'entre ces gouverneurs, comme entre eux et les parlements ou les magistrats des villes, les conflits étaient de tous les jours. Mais l'autorité du roi n'y gagnait rien.

Elle fut plus compromise encore par une sorte de régression générale des mœurs et des institutions. Pendant les règnes presque entiers de Charles VIII, de Louis XII, de François I^{er} et de Henri II, la noblesse avait mené la vie du soldat. Elle y avait pris le goût du risque, des aventures, des plaisirs sans frein, au lendemain de l'effort et du péril. Quand la paix eut obligé le roi à licencier la plus grande partie de ses troupes, bien des hobereaux ne surent vivre qu'en brigands. Puis, presque aussitôt, commencèrent les guerres religieuses et ce fut à toute la nation que s'étendit la brutalité des mœurs militaires. Rien ne la contraignait plus ; les passions religieuses excusaient toutes les violences. Les cruautés d'un Monluc, d'un baron des Adrets sont restées célèbres ; mais combien d'autres qu'eux s'enorgueillissaient de semblables exploits ? Les graveurs Tortorel et Périssin nous ont laissé une sorte d'histoire des guerres civiles par l'image : ils ne nous montrent guère que des massacres. Ces mœurs brutales survivront longtemps au rétablissement de la paix intérieure, parmi les nobles surtout. Henri IV, Richelieu luttèrent contre elles. Elles ne seront condamnées par l'opinion publique que sous Louis XIV.

Mais surtout l'insécurité, l'absence d'un pouvoir fort, capable d'assurer l'ordre et d'imposer l'obéissance ont

fait revivre les coutumes des siècles passés. De nouveau les liens personnels, la protection payant les services, remplacent la soumission des sujets au Prince et les garanties d'une organisation d'État : les clientèles se reforment et se resserrent. La vie reparaît dans les groupements locaux qui commençaient à se dissoudre. Les provinces avec leur gouverneur, les villes avec leur magistrat s'émancipent, aussi bien du roi légitime, Henri IV, que la plupart d'entre elles se refusent à reconnaître, que du lieutenant-général Mayenne, qu'elles ont pourtant accepté pour chef. La noblesse a ses assemblées locales. Le clergé retrouve son indépendance dans ses assemblées générales, qui renouvellent, de dix en dix ans, les obligations contractées à Poissy, mais qui surtout veillent aux intérêts de l'Ordre qu'elles représentent et qu'elles achèvent ainsi d'organiser. Enfin plus indépendants encore, les protestants, à la faveur des guerres civiles ou sous le couvert des édits de pacification, réglementent eux-mêmes la vie religieuse des fidèles et semblent prêts à se constituer en république, à « se cantonner », comme le font, au même moment, leurs coreligionnaires des Pays-Bas, révoltés contre le roi d'Espagne. Sous des formes diverses, on pourrait croire qu'une sorte de fédéralisme va remplacer l'unité monarchique. Le royaume entier se désagrège.

Pourtant, dans ce désarroi, deux gages de redressement apparaissent. Le roi est Henri IV. La nation, lasse des guerres civiles, n'attend plus que de la royauté la paix et l'ordre.

Un régime aussi personnel qu'était celui de l'ancienne France dépendait étroitement de la valeur propre du roi. De là ces périodes de troubles, où tout semble se dissoudre, qui accompagnent presque inévitablement les minorités. De là aussi ces surprenants retours d'activité et de puissance qui transforment le royaume dès que le hasard

des successions amène au trône un roi capable de gouverner. L'avantage est ici que le pouvoir royal se suffit à lui-même ; qu'il n'a pas besoin, pour agir, d'un système régulier d'institutions gouvernementales et administratives, mais qu'il se crée lui-même ses moyens d'action. Aussi la monarchie change-t-elle à chaque règne de caractère et d'aspect. Sous Henri IV, elle n'est pas ce qu'elle sera sous Louis XIII, ni sous Louis XIV. Pour ne pas laisser toute réalité s'évanouir, l'historien doit mettre au premier plan la personne du roi.

Mais ce gouvernement personnel, auquel manque le support commode d'institutions stabilisées, doit s'appuyer sur la nation. Cette royauté n'est forte qu'autant que la veulent forte de larges classes sociales, qui voient en elle la sauvegarde de leurs intérêts. Ce fut le cas à la fin du xvi^e siècle. Au temps de la Ligue, la majeure partie du royaume s'était déclarée contre un roi, en qui la plupart de ses sujets, conduits par l'Église, ne voyaient que le chef d'un parti et le protecteur des hérétiques. Un moment, les passions religieuses eurent plus d'empire sur les âmes que la fidélité séculaire à la dynastie. Mais les sentiments anciens se réveillèrent dès que l'abjuration de Henri IV eut rassuré les consciences. Sans doute ne furent-ils pas aussitôt unanimes : les défiances et les haines que laissaient après elles plus de trente années de guerres civiles ne pouvaient s'apaiser en quelques jours. Henri IV en fit l'expérience. Mais son œuvre de restauration n'eût pas été possible, si la nation, dans son ensemble, ne l'eût soutenu.



Henri IV est peut-être le plus populaire de nos rois. On croirait volontiers qu'il est un de ceux que nous connaissons le mieux. Nous possédons, sur son caractère,

une foule de témoignages contemporains. Il a lui-même beaucoup écrit, et non pas seulement des lettres officielles, mais des lettres familières, souvent griffonnées en hâte, et dont le style, rapide, incorrect, spontané, reflète, semble-t-il, toutes les nuances de la pensée. Il est pourtant si divers, si souple, si fuyant que l'on composerait sans peine, d'après lui-même, plusieurs portraits qui ne se ressembleraient guère. On peut admettre que le portrait traditionnel n'est pas le plus conforme à la réalité. L'imagination attendrie de Sully vieillissant en a fourni presque tous les traits ; et l'horreur inspirée par le crime de Ravallac, les troubles de la régence, le dur gouvernement de Richelieu ont fait au bon roi Henri — au roi de la poule au pot, — une popularité posthume qui nous cache un peu sa véritable figure. Peut-être approcherons-nous la réalité de plus près, si nous nous contentons de noter les impressions que nous laissent ses actes et ses écrits, sans trop essayer d'en concilier les disparates.

Henri IV est avant tout un soldat. Il avait 15 ans, en 1568, quand Jeanne d'Albret le conduisit à La Rochelle, où les protestants concentraient leurs forces ; il en avait 16, l'année suivante, quand la mort de Condé, à Jarnac, le fit chef du parti. Depuis lors, il vécut presque toujours dans les camps, guerroyant d'un bout à l'autre du royaume. Sa bravoure émerveillait ses compagnons d'armes et forçait la victoire. Il a, quand il parle de beaux coups d'épée, des mots pittoresques et joyeux. Si la fameuse lettre à Crillon, le soir d'Arques, n'est pas authentique, bien d'autres sont écrites du même ton. L'une des plus jolies est sans doute le billet qu'il envoyait au sieur de Batz, le 12 mars 1586, au moment de franchir, avec quelques braves, les lignes de l'armée royale, qui s'app préparait à le prendre aux filets : « Mon faucheur (c'est le surnom qu'il donnait à Batz), mets des ailes à ta meilleure bête.

J'ai dit à Montespan de crever la sienne. Pourquoi ? Tu le sauras de moi à Nérac. Hâte, cours, viens, vole ; c'est l'ordre de ton maître et la prière de ton ami. » Toujours, les billets de Henri IV, aux veilles ou au lendemain des batailles, sonnent ainsi comme des fanfares.

Toute une vie de soldat, avec ses veilles, ses fatigues, ses périls, ses plaisirs violents, implique ou façonne un tempérament. Après l'avoir goûtée trente ans, il n'est point aisé de s'en déprendre. Le tempérament de Henri IV est bien celui d'un soldat. Vigoureux et alerte, il aura besoin toujours d'activité physique et de grand air. A défaut des combats, il aime les longues courses à cheval, la paume, la chasse. « Jamais homme n'eut tant de plaisir à la chasse que j'ai eu aujourd'hui, écrit-il encore en 1609... je me porte mieux aux champs qu'à la ville. » Il est gros mangeur, grand buveur à l'occasion. Il a peine à tenir en place. Rien en lui de l'homme de cabinet, de l'homme d'études : ce qu'il sait, c'est d'expérience surtout qu'il le sait. La guerre finie, il changera sa façon de vivre le moins possible. Ici tous les témoignages confirment celui de Sully. On connaît le passage des *Economies royales* où Sully fait parler Henri IV à ses ministres : « Je viendrai aux travaux qu'il me faudra supporter, parmi les négoce et affaires politiques..., esquelles j'appréhende qu'il me conviendra vaquer assiduellement, n'ayant jamais eu l'humeur bien propre aux choses sédentaires et me plaisant beaucoup plus à vêtir un harnais, piquer un cheval et donner un coup d'épée, qu'à faire des loix, tenir la main à l'observation d'icelles, être toujours assis dans un conseil à signer des arrêts ou voir examiner des arrêts de finance. » De fait, c'était en marchant, dans ses jardins, que le plus souvent il tenait conseil. Sa vie amoureuse elle-même, dont l'histoire a fait tant de bruit qu'on ne peut nommer Henri IV sans évoquer ses maîtresses, est aussi celle d'un soldat. Il la con-

duisait comme ses campagnes. Avec les femmes, comme sur les champs de bataille, il ne savait être que victorieux.

Bien qu'il fût jeune encore lorsqu'il devint roi (il eut 36 ans en 1589), les longues années de guerre et d'aventures n'avaient pas façonné que son tempérament. Il en garda des habitudes de simplicité, de rusticité même, que jamais il ne devait perdre tout à fait. Simplicité de costume et de manières, de goûts aussi. Il détestait la pompe, les cérémonies. Au Louvre ou à Saint-Germain, il se plaisait à jouer avec ses enfants, ses « marmots », en bon père de famille, heureux de leur nombre et de leur gentillesse, élevant ensemble, d'ailleurs, sans nul scrupule, ceux de la Reine et ceux de Gabrielle. Il témoignait une confiance affectueuse à leur gouvernante, Mme de Montglat. Il se laissait approcher sans contrainte par ses anciens compagnons d'armes, comme au temps où ils se pressaient autour de lui dans les batailles. Il leur donnait des surnoms familiers : mon faucheur, le borgne, l'enfant, la Gode (grand fainéant), le grand pendard. Il y a là l'un des caractères, extérieurs sans doute, significatifs néanmoins, qui distinguent de la monarchie de Louis XIV celle de Henri IV. L'étiquette de Cour, à l'espagnole, ne s'est pas encore introduite en France. Elle n'isole pas encore le roi.

Soldat, homme d'action, Henri IV vit dans le présent. Il a trop de finesse pour ne pas prévoir ; mais il a trop de bons sens pour ne pas savoir la fragilité des prévisions. Il a d'ailleurs assez à faire à résoudre les difficultés de chaque jour. Il n'est l'homme, ni des chimères, qui naissent dans les imaginations désœuvrées, ni des projets patiemment mûris en vue d'une échéance lointaine. Il ne s'attarde pas non plus dans le passé. Il oublie vite, ou du moins les souvenirs cessent vite d'être pour lui des motifs d'action. Il ne connaît pas la rancune, il n'a pas

de peine à pardonner. On sait comment il accueillit, parmi ses conseillers les plus intimes, deux au moins des ministres de la Ligue, Villeroy et Jeannin. On connaît sa longue mansuétude à l'égard de Biron, deux fois traître. On l'a dit magnanime. Mais il oublie aisément les services, aussi bien que les injures. Parmi ses anciens compagnons des temps difficiles, il en est plus d'un, et non des moindres, — un Duplessis-Mornay par exemple — qui purent l'accuser d'ingratitude.

Quelle fut la portée de son intelligence ? Quelle en fut du moins la forme ? Il est bien difficile de répondre à la première question. L'œuvre accomplie par Henri IV est une œuvre de bon sens et d'énergie : aucune conception neuve ne s'y révèle. Mais à coup sûr, il eut un esprit clair, agile et fin. Dans ses billets personnels, les mots heureux abondent. Ils abondent aussi dans les courtes harangues qui nous ont été conservées. Peut-être la facilité, la saveur personnelle de sa parole, — il était Gascon — nous abusent-elles parfois sur l'originalité de sa pensée. Mais on ne peut douter qu'il eût un jugement sûr, une rare promptitude à comprendre et à concevoir. Son esprit a séduit tous ceux qui l'ont approché. Et cette séduction, à trois siècles de distance, nous la subissons encore.

S'il était séduisant, il était aussi décevant. Sa bonhomie, sa rondeur (il employait volontiers ce mot-là), sont proverbiales. Mais les périls de sa jeunesse, les années passées à la Cour de Charles IX, au temps de la Saint-Barthélemy, lui avaient enseigné la dissimulation. Il avait appris à connaître les hommes, à deviner leurs passions les plus cachées, à démêler leurs mobiles secrets, à se garder et à tromper. Il mentait, au besoin, avec naturel, et sans que le mensonge, semble-t-il, lui coûtât. Il faisait aisément à la raison d'État le sacrifice de solennelles promesses, s'il estimait qu'il eût commis, en les tenant, une faute politique.

Il avait dû, bien souvent, pendant les guerres civiles, ajourner l'exécution de ses desseins et reculer devant des obstacles imprévus. Nul roi ne fut moins entêté que lui, nul plus prompt à céder, quand la raison le lui conseillait. Il lui avait fallu, pour se faire accepter de la nation, briser les résistances, mais aussi conquérir les cœurs. Il savait le prix de l'acceptation volontaire. Lorsqu'il voulait se faire obéir, il s'efforçait d'abord de convaincre ; il n'hésitait pas à discuter avec ses sujets : « Je vous ai assemblés, disait-il aux notables de Rouen, pour recevoir vos conseils, pour les croire, pour les suivre, bref pour me mettre en tutelle entre vos mains. » Mais nous aurions tort de trop prendre au sérieux ces gentilleses. Henri IV, autant que Louis XIV, était convaincu, ainsi qu'il l'écrivit à Jacques I^{er}, qu'un roi « n'est responsable qu'à Dieu et à sa conscience. » Il voulait fortement et savait dire : je veux. « Je veux être obéi » : ces mots-là reviennent fréquemment dans sa correspondance, surtout pendant les dernières années du règne. Puis il était violent, bien qu'il fût capable de se contenir. Ce mélange d'autorité et de bonté, d'emportement et de sang-froid s'exprime à merveille dans un billet au duc d'Épernon, qui l'avait gravement mécontenté : « Venez donc me trouver, bien résolu à suivre mes volontés, car le serviteur qui veut être aimé de son maître lui témoigne toute obéissance. Votre lettre est d'homme en colère. Je n'y suis pas encore ; je vous prie, ne m'y mettez pas. »



Henri IV répara les ruines qu'avaient laissées les guerres religieuses.

Dans un livre dont le seul but est d'exposer l'établissement et l'évolution de la Monarchie d'Ancien régime, il est inutile d'étudier en détail cette œuvre pourtant indis-

pensable du règne. Mais il faut en noter certains caractères et en marquer les résultats. La restauration matérielle du royaume fut la condition du relèvement de l'autorité royale. Il n'était pas indifférent pour l'avenir de la Monarchie absolue qu'Henri IV restât, dans l'imagination populaire, le roi de la poule au pot. Quand on veut établir le caractère paternel de l'ancienne royauté française, c'est de Saint-Louis, de Louis XII et de Henri IV que l'on parle.

A cette œuvre réparatrice, Henri IV s'est personnellement intéressé. Il avait vu de ses yeux la France ravagée par la guerre. Il avait vu souffrir les paysans et le petit peuple des villes. Il n'était pas insensible à la pitié. La paix rétablie, il sentit bien que son œuvre resterait précaire, si le royaume ne retrouvait pas sa prospérité d'autrefois. « Mon affection paternelle envers mes sujets, disait-il, ne me permet point de m'arrêter en si beau chemin. » Il serait injuste d'attribuer la restauration matérielle du royaume à ceux-là seuls qui y travaillèrent, Sully, Olivier de Serres ou Barthélemy Laffemas : ce fut le roi qui leur donna les moyens d'agir, qui les encouragea et les dirigea. De fait, à tous moments, apparaît son initiative personnelle et nous ne voyons pas en lui ces préoccupations exclusives d'un Sully, qui ne connaît d'autres sources de richesse que le labourage et le pâturage, ou d'un Laffemas, qui ne songe qu'à barrer la frontière aux fabrications de l'étranger pour retenir en France l'or français. C'est Henri IV qui fait venir de Berg-op-Zoom un ingénieur hollandais pour entreprendre les premiers assèchements de marais en Saintonge et y créer une « Petite Flandre » ; qui réglemente l'exploitation forestière ; qui se fait lire et recommande à ses courtisans le *Théâtre d'Agriculture*. Mais c'est lui aussi qui s'efforce de répandre en France la culture du mûrier pour y implanter l'industrie de la soie ; qui loge et entretient dans la

galerie du Louvre des ouvriers d'art ; qui installe et protège les manufactures nouvelles, cristalleries, fabriques de tissus de soie ou de fils d'or, tapisseries façon de Flandre aux Gobelins. Il ne faudrait pas, sans doute, exagérer le rôle de la monarchie dans le relèvement économique : des résultats de cet ordre ne dépendent pas d'un homme, fût-il roi, et n'auraient pas été possibles, si la nation, « saoule de guerre » (pour employer un mot de Henri IV) ne s'était d'elle-même remise au travail. Pourtant l'action personnelle du souverain n'est pas négligeable non plus.

Quant à la politique économique qui s'élabore au temps de Henri IV, c'est déjà celle que suivra presque jusqu'au bout la Monarchie et dont l'abandon tardif sera l'un des symptômes de son déclin. Les deux caractères essentiels en sont la réglementation étroite et les préoccupations monétaires. Pour réglementer plus sûrement la fabrication, Henri IV s'efforce de réduire tous les métiers en métiers jurés. L'édit d'avril 1597, dont l'initiative revient à Laffemas, et qu'approuva l'assemblée des notables de Rouen, décidait que tous marchands et tous autres faisant profession de quelque trafic, art ou métier que ce fût, dans les villes, faubourgs, bourgs, bourgades et autres lieux (c'est-à-dire jusque dans la campagne), où les maîtrises jurées n'étaient pas encore établies, seraient tenus de prêter le serment de maîtrise. C'était beaucoup plus que ne pouvait obtenir un édit du roi. Celui-là, comme celui de 1581 qu'il renouvelait et élargissait, ne fut guère appliqué et le travail libre ne disparut pas. Mais l'intention était claire et la voie bien marquée où s'engagea de plus en plus le pouvoir royal. En même temps, Henri IV s'efforçait de protéger l'industrie renaissante en fermant le royaume aux articles de luxe fabriqués à l'étranger. Mais cette politique douanière n'était pas seulement dictée par un souci de protection : elle visait plus encore à ne pas permettre que l'or français fut

drainé par l'industrie étrangère ; elle s'inspirait d'un pur mercantilisme, que formule déjà Laffemas, dans son « Règlement pour dresser les manufactures en ce royaume ». Parce que la doctrine mercantile a été, plus tard, appliquée avec éclat par Colbert et qu'elle en a pris le nom de « colbertisme », nous nous figurons volontiers qu'elle date de Louis XIV. Elle a été, dès l'origine, la doctrine économique de la Monarchie absolue.

Dès l'origine aussi, les efforts de la royauté pour accroître les ressources économiques ont été viciés et gênés par les exigences fiscales. La Monarchie absolue est née et a grandi dans la misère. Elle a toujours vécu d'expédients, d'« affaires extraordinaires » comme 'on disait en ce temps-là. Presque toutes les mesures qu'elle prend ont deux buts, dont l'un est de procurer quelque argent au trésor. C'est le cas de l'édit de 1597 sur les métiers. Il crée, dans chaque métier, trois maîtres qui seront dispensés du chef-d'œuvre ; mais c'est à la condition, dit le roi, qu'ils « nous paieront la finance qui sera pour ce taxée en notre Conseil ». Il impose le serment de maîtrise à tous ceux qui fabriquent ou trafiquent ; mais ce n'est pas seulement par souci d'unifier ou de réglementer : quand les maîtres jurés auront prêté serment, ils en recevront acte « par vertu des quittances qu'ils feront apparoir de la finance qu'ils auront payée. » Le Bureau des parties casuelles apparaît décidément comme l'un des organes vitaux de la Monarchie d'Ancien régime ; et si tant d'édits royaux, — comme celui de 1597 — sont restés lettre morte, n'est-ce pas un peu parce que les sujets eux-mêmes n'y ont guère vu que des édits fiscaux ?

*
* * *

Aussi nécessaire que la restauration matérielle du royaume, mais plus urgente encore, était la réorgani-

sation financière ; et c'est précisément cette urgence qui rendait à peu près impossible une réforme d'ensemble du système fiscal, de l'assiette et du recouvrement des impôts. Tout avait concouru à créer une situation qui paraissait presque sans remède : le poids de la dette ancienne, les résultats des guerres civiles, l'incompétence des ministres, l'improbité des officiers de finance. Il nous faut renoncer à établir, avec les seuls renseignements que nous tenons de Sully, le budget exact d'une des premières années de paix. On n'en faisait d'ailleurs pas en ce temps-là. Puis l'habitude était que dans chaque généralité les receveurs généraux des finances, qui centralisaient les recettes, retenaient sur celles-ci la plupart des dépenses locales et n'expédiaient au trésor que le surplus, les *revenants-bons*, comme l'on disait. Les comptes tenus à l'Épargne ne représentaient donc pas, à beaucoup près, l'ensemble des recettes et des dépenses. En tout cas, à quelque chiffre que l'on estime les *deniers revenants-bons* (pour l'année 1597, Poirson dans son *Histoire de Henri IV*, dit 9 millions, Forbonnais, dans ses *Recherches et Considérations sur les finances*, dit 7 millions), ils ne fournissaient qu'une somme infime pour payer les dépenses d'État. Il fallait sans cesse recourir aux expédients, aux « inventions », et toute dépense inattendue posait un problème. Pendant la guerre, ç'avait été bien pis ! A chaque entreprise, le roi devait supplier les membres de son Conseil de réunir les fonds nécessaires ; et ceux-ci, aussitôt, criaient misère, ou promettaient et ne tenaient point parole, arrêtant ainsi les opérations en plein cours.

C'est dans ces conditions que Henri IV avait, pour la première fois, fait appel à Sully. Rosny (ainsi qu'on l'appelait alors, car il ne devint duc de Sully que plus tard), n'était pas un financier ; mais il avait l'esprit net, du courage, et le roi pouvait compter sur son dévouement. Au contraire, les membres du Conseil des finances s'en-

tendaient aux dépens de leur maître avec les fermiers des impôts. En 1595, au moment où Henri IV entreprit d'assiéger La Fère, il donna à Sully commission d'assurer la solde des troupes et les approvisionnements de l'armée. L'année suivante, il le fit entrer au Conseil des finances. Sully parcourut alors quatre généralités, vérifiant, autant qu'il se pouvait, les comptes des receveurs, ramassant et expédiant à la Cour, en charrettes, tout l'argent qui pouvait être pris dans les caisses : 500.000 écus, a-t-il prétendu. Henri IV put rentrer en campagne, et, lorsqu'il commença le siège d'Amiens, dont les Espagnols s'étaient emparés par surprise, il confia définitivement à Sully le soin de ses finances. « Ne me promettez-vous pas, lui avait-il écrit quelques mois plus tôt, d'être bon ménager et que vous et moi couperons bras et jambes à Madame Grivelée ? »

Au vrai, Sully ne fit pas autre chose. C'était besogne indispensable et le mérite n'est pas médiocre de l'avoir menée à bien. Il reprit une bonne partie des domaines et des recettes aliénées, revisa les rentes, fit interdire aux gouverneurs de lever aucune taxe en outre des taxes royales, obligea les receveurs particuliers ou généraux et les trésoriers de l'Épargne à tenir registre de leurs opérations, brava jusqu'au bout du règne, sous la protection de Henri IV, les inimitiés sans nombre que la rigueur de son administration lui attirait. En 1610, il n'avait pas seulement payé chaque année toutes les dépenses ; il avait mis aussi de côté plus de 12 millions de livres, — une très grosse somme pour l'époque.

Mais il n'avait rien innové. Il n'avait apporté au mal chronique des finances royales que des remèdes superficiels, qui n'en atteignaient point les causes profondes. Dès qu'il ne sera plus là, ni Henri IV, ces mêmes causes produiront de nouveau les mêmes effets. La taille resta l'impôt trop lourd, mal réparti, qu'elle avait toujours

été, et Sully lui-même reconnaissait, vers la fin de son ministère, que les paysans parvenaient à peine à la payer. Les revenus du domaine et les impôts continuèrent à ne couvrir qu'une petite partie des dépenses publiques : la royauté ne put se passer des affaires extraordinaires ni s'affranchir du tribut que levaient sur elle les financiers. Elle dut continuer à vendre en détail la puissance publique pour drainer vers le Bureau des parties casuelles l'or des bourgeois enrichis. Bien loin de combattre la vénalité des offices, Sully supprima les dernières entraves à l'hérédité. Les officiers purent résigner leur charge sans être astreints au délai des quarante jours : il leur suffit de payer, au commencement de chaque année, une taxe équivalente au soixantième du prix de l'office, la fameuse *paulette* ou droit annuel. Au total, Sully s'était contenté de tirer le meilleur parti possible, à force d'ordre et d'énergie, d'un mauvais système fiscal, qui resta mauvais.



Mais les questions les plus graves que Henri IV ait eu à résoudre, celles dont la solution devait influencer le plus sur l'avenir de la monarchie restaurée, c'étaient les questions religieuses. Il y en avait plusieurs, en effet, qui se posaient ensemble et, pour les bien comprendre, mieux vaut ne pas les considérer isolément. Il faut aussi tenir grand compte de la situation personnelle du roi, que rendait suspect aux catholiques son passé huguenot, aux protestants son abjuration. Jamais Henri IV n'a eu le loisir d'examiner les questions (et moins encore les questions religieuses que tout autres) dans leur forme théorique : si nous séparions ses actes des événements qui l'ont fait agir, nous risquerions fort de lui prêter un état d'esprit et des intentions peut-être vraisemblables, mais à coup sûr imaginaires.

A l'égard des protestants, Henri IV cesse, dès 1589, de se conduire en chef de parti. Il ne sert plus leurs intérêts que dans la mesure qu'il croit compatible avec l'intérêt général du royaume ; il a appris à ses dépens que la nation, dans son ensemble, est et restera catholique. Pourtant bien des liens l'attachent encore à ses anciens compagnons d'armes et c'est parmi ses coreligionnaires qu'il trouve l'appui le plus spontané et le plus ferme. D'ailleurs le Pape, Grégoire XIV, excommunie ceux qui le servent. Il est naturel qu'il assure aux huguenots, comme roi, tout au moins les libertés et les garanties que leur avait tant de fois promises Charles IX ou Henri III. Par l'édit de Mantes, en juillet 1591, il remet en vigueur celui de Poitiers, de 1577, qui leur avait accordé pleine liberté de conscience ; la liberté du culte partout où celui-ci était effectivement célébré, ainsi que dans les maisons des seigneurs hauts justiciers et dans les faubourgs d'une ville ou dans un bourg par bailliage ; des chambres mi-parties dans certains parlements ; l'admission à toutes les charges ; enfin quelques places de sûreté. Mais en même temps il renouvelait la promesse, qu'il avait faite au lendemain de l'avènement, de se laisser instruire dans la religion catholique, dès que pourrait se réunir un concile général ou quelque solennelle assemblée d'ecclésiastiques.

Deux ans après, le 25 juillet 1593, sans attendre le concile, Henri IV abjurait la foi protestante dans la basilique de Saint-Denis et l'archevêque de Bourges le recevait au giron de l'Église romaine : puis, le 27 février 1594, il était sacré à Chartres et prêtait le serment traditionnel de chasser du royaume les hérétiques. Il était encore naturel que les protestants furent mécontents et inquiets et que le roi cherchât à les rassurer. Ce fut après l'abjuration qu'il leur permit de renouveler l'Union de leurs Églises et de conserver toute leur organisation défensive. Au moment du sacre, il leur remit secrètement un

brevet, où il déclarait que ce n'était pas d'eux qu'il avait voulu parler dans le serment. Mais quelle valeur avait une promesse qui en désavouait une autre ? Sans même solliciter de Henri IV une permission qu'il n'eût guère pu leur refuser, et qu'il leur donna tardivement, les députés des Églises réformées se réunirent en Assemblée générale à Sainte-Foy, au mois de juin 1594. Ils y réorganisèrent les provinces, en s'inspirant de l'exemple que leur donnait alors la jeune République des Provinces-Unies ; ils créèrent un Conseil général pour prendre soin des intérêts du parti, régler les contributions, veiller au bon entretien des places fortes ; ils engagèrent les gouverneurs, au cas où le roi cesserait de payer les garnisons, à se saisir des tailles et à se payer eux-mêmes. Leurs griefs étaient que deux Parlements, ceux de Rennes et de Bordeaux, n'avaient pas encore enregistré l'édit de Mantes et que le Parlement de Paris en avait rejeté une clause essentielle : l'égale admission des protestants et des catholiques à tous les emplois. Il fallut bien que Henri IV fit un pas de plus : en novembre, l'édit de Saint-Germain étendit aux provinces ligueuses récemment soumises les stipulations de l'édit de Mantes, et fut enregistré sans restriction par le Parlement de Paris, comme par les autres parlements.

A la fin de décembre 1594, un événement imprévu parut propre à réveiller, dans l'esprit de Henri IV, les vieilles défiances à l'égard de l'Église romaine : ce fut l'attentat de Jean Châtel, où se trouvèrent compromis deux Jésuites, professeurs au Collège de Clermont. Henri IV ne s'opposa pas à ce que le Parlement de Paris bannit du royaume la Société, que l'on accusait d'autoriser le régicide. Mais il avait trop besoin du Saint-Siège pour songer à rompre toutes relations avec Rome, où il venait d'envoyer l'abbé d'Ossat. Les forces de la Ligue, bien qu'affaiblies, n'étaient pas dissoutes : Ma-

yenue, Mercœur, Joyeuse, des gouverneurs et des villes résistaient encore. Le Pape, qui seul avait reçu du Christ le droit de lier et de délier, tenait pour nulle l'absolution de Saint-Denis. C'était aussi l'avis de bien des catholiques ; nombreux étaient les prêtres et les moines qui ne voulaient pas croire à la sincérité de l'abjuration et qui refusaient de prier pour le roi tant que le Pape n'aurait pas parlé. Henri IV s'excusa auprès de Clément VIII d'avoir dû bannir les Jésuites, non certes pour des motifs religieux, mais parce qu'ils s'obstinaient à tenir pour le roi d'Espagne. Il n'obligea pas les Parlements de Bordeaux et de Toulouse, favorables à la Compagnie, à suivre l'exemple du Parlement de Paris et les Jésuites conservèrent leurs maisons et leurs collèges dans toute la France du Midi. Enfin, pour obtenir le pardon pontifical, il se soumit aux conditions que lui imposa Clément VIII : le 17 septembre 1595, à Rome, ses ambassadeurs, l'abbé d'Ossat et l'évêque d'Évreux, prosternés aux pieds du Pape, reconnurent que l'absolution donnée deux ans auparavant par l'archevêque de Bourges était sans valeur. A vrai dire, cette humiliation de l'Église gallicane devant les prétentions ultramontaines était la conséquence logique de l'abjuration. Pour racheter son passé d'hérétique, Henri IV devait être, à l'égal des plus pieux de ses prédécesseurs, le fils soumis de l'Église apostolique.

Pendant la négociation de Rome, une nouvelle Assemblée générale du parti protestant se réunit à Saumur, en février 1595, cette fois avec l'autorisation du roi. Ce fut alors que les protestants changèrent de tactique et crurent le moment venu de pousser leur avantage. Ils ne voulaient plus que Henri IV se contentât de remettre en vigueur un vieil édit de Henri III, tant de fois violé que les plus solennelles confirmations ne leur inspiraient plus confiance. Ils réclamaient un édit tout neuf et des conditions beaucoup plus favorables. Ils ne demandaient

rien de moins qu'une liberté de culte entière et générale, le partage égal des charges de conseillers entre protestants et catholiques dans tous les parlements du royaume et le maintien de garnisons protestantes, aux frais du roi, dans toutes les places et tous les châteaux que le parti tenait alors. Leur accorder tout cela, c'eût été soulever de nouveau la nation catholique et recommencer les guerres civiles. Henri IV était bien résolu à ne pas en venir là ; mais il fallut négocier et les protestants s'obstinèrent. L'Assemblée se transporta de Saumur à Loudun, en avril 1596, puis à Vendôme, puis une seconde fois à Saumur, puis à Châtellerault, sans que le roi parvint ni à la satisfaire ni à la dissoudre. Quand les Espagnols remportaient quelque succès, les députés devenaient plus exigeants. Pendant le siège de La Fère, Bouillon et La Trémoille n'hésitèrent pas à quitter le camp du roi avec leurs troupes ; après la surprise d'Amiens, ils pressèrent les Églises de se révolter. Henri IV, averti par Duplessis-Mornay, avait expédié déjà quatre commissaires à Châtellerault avec des instructions conciliantes et le péril fut écarté. Il put reprendre Amiens le 25 septembre 1597. Mais il résolut alors de pacifier le royaume, sans plus de délai, en obligeant les protestants à se contenter de conditions raisonnables et les catholiques à les accepter. Les pourparlers aboutirent enfin à l'Édit de Nantes, un véritable traité, conclu le 13 avril 1598.

On se tromperait donc si l'on croyait que l'Édit de Nantes fut offert spontanément par Henri IV à ses anciens coreligionnaires. Sans doute se fût-il contenté du renouvellement de l'édit de Poitiers, si les Églises réformées n'avaient exigé davantage et ne lui avaient pas fait craindre une révolte, en pleine guerre contre les Espagnols. L'édit de Nantes ne fut pas non plus, dans l'histoire des guerres religieuses, une aussi grande nouveauté qu'on le dit parfois. Il ressemblait beaucoup aux édits

de pacification qui l'avaient précédé, surtout à l'édit de 1577, dont il reproduisit textuellement bien des articles, et non pas seulement les moins importants. Tel fut l'article 6, qui accorda la liberté de conscience aux sujets du roi à peu près dans les mêmes termes que l'article 4 de l'édit de Poitiers. Tels furent les articles qui réglementèrent le culte : de part et d'autre, on confirmait un état de fait, en permettant le service divin partout où il était alors célébré et de plus dans un lieu par bailliage et dans les châteaux des seigneurs haut-justiciers, mais en l'interdisant à la Cour et dans quelques villes, en particulier à Paris. La seule différence fut que l'édit de Nantes n'étendait l'interdiction qu'à 5 lieues autour de la capitale, et non à 10 lieues, comme le faisait l'édit de Poitiers. L'article 26 prévint l'admission des protestants à tous les emplois, tout comme l'article 19 de 1577. On peut rapprocher aussi les uns des autres les articles qui accordaient aux réformés des chambres mi-parties et des villes de sûreté. Mais sur ces deux points, les clauses de 1577 étaient notablement élargies en 1598. Outre les chambres mi-parties créées jadis dans les ressorts des Parlements de Bordeaux, de Toulouse (Castres) et de Grenoble, l'édit de Nantes prévint aussi des chambres de l'édit, où devaient entrer quelques réformés, dans les ressorts des Parlements de Paris, de Rouen et de Rennes. Quant aux villes de sûreté, Henri IV en admit une centaine, au lieu d'une dizaine qu'énumérait l'édit de 1577, et pour une période de huit années, d'ailleurs renouvelable, au lieu de six ; il est vrai que ce fut par un simple brevet et sous la seule garantie de la parole royale.

Il ne faudrait pas toutefois ne voir dans l'édit de Nantes qu'un édit de pacification semblable à tous les autres. Entre 1577 et 1598, la situation s'était transformée. Non seulement le roi n'était plus Henri III, mais Henri IV, mais les passions n'étaient plus aussi violentes et nom-

bre de catholiques s'accoutumaient à l'idée qu'il fallait bien tolérer dans le royaume la religion prétendue réformée, puisqu'il ne paraissait plus possible d'y rétablir de longtemps l'unité de foi.

Dans le préambule de l'édit de Poitiers, Henri III exprimait encore l'espoir que Dieu lui ferait un jour la grâce de réunir tous ses sujets à l'Église catholique « par le moyen d'un bon, libre et légitime concile. » Il n'est plus question ni de concile ni de réunion des Églises dans le préambule de l'édit de Nantes. Henri IV y souhaite uniquement que tous les Français puissent adorer et prier Dieu sans crainte et que, « s'il n'a plu à Dieu de permettre que ce soit pour encore en une même forme de religion », ce soit au moins « d'une même intention. » Les seuls mots qui réservent l'avenir sont ces deux petits mots : pour encore ; et par là prend un peu plus de valeur la clause de style qui déclarait l'Édit de Nantes, comme tous les édits royaux, « perpétuel et irrévocable ». Les réformés savaient d'ailleurs ce qu'ils faisaient en préférant un nouvel édit au renouvellement d'un édit ancien. Henri IV n'en éluda pas les conséquences. Il en profita, bien au contraire, pour prévoir et régler avec précision, dans une série d'articles, tous les différends que le voisinage des deux cultes pouvait faire naître. Il s'efforça de porter remède à tous les griefs dont les protestants coloraient leurs rébellions. Il entendit bien donner à tous ses sujets, catholiques et réformés, « une loi générale, claire et absolue » et à la faire respecter des uns et des autres. Il la voulait, sinon perpétuelle, au moins durable, « selon que la qualité du temps le pourrait porter », parce qu'il y voyait la seule garantie solide de la paix intérieure. Il l'a affirmé dans le texte même de l'Édit. Il l'a répété avec plus de force, au Parlement de Paris, qui prétendait lui refuser l'enregistrement. Il n'est pas douteux qu'il ait été sincère.

L'Édit de Nantes rencontra d'ailleurs des résistances aussi vives parmi les protestants que parmi les catholiques. Doit-on s'en étonner ? Il nous est facile, à plus de trois siècles de distance, d'en admirer la sagesse. Nous en voyons surtout les conséquences politiques. C'était d'un autre point de vue que les protestants le jugeaient : ils sentaient très bien que l'établissement de la tolérance achevait l'œuvre commencée par l'abjuration et consommait leur défaite. Quant au secret de la conscience royale, il est évident qu'il nous échappe. Mais il se peut que Henri IV se soit converti plus sincèrement qu'on ne le croit. Il n'est pas certain qu'il ait prononcé le mot historique : Paris vaut bien une messe. Il a écrit dans un billet à Gabrielle : « Ce sera dimanche que je ferai le saut périlleux » ; mais ce n'était peut-être qu'une boutade. Il a dû, à tout le moins, comprendre très vite que le bénéfice de l'abjuration resterait mince s'il ne se convertissait que des lèvres. Les nécessités de la politique ; le sentiment de la grande force qu'apportaient au roi, fils aîné de l'Église, l'appui du clergé et la bienveillance du Pape ; l'habile attitude de son entourage catholique, qui sut lui témoigner confiance et lui faire crédit ; les suggestions des pratiques religieuses que la conversion lui imposa ; enfin son naturel facile et sentimental firent le reste. A la fin du règne, le Père Coton, qui fut son confesseur et ne le quittait point, se portait garant de sa sincérité. Et ses actes mêmes le prouvent.

On a souvent considéré sa politique religieuse comme une politique de bascule, qui s'efforçait de satisfaire à tour de rôle les deux partis dont les passions avaient si longtemps entretenu la guerre civile. Or, il est remarquable que les plus récents historiens catholiques le louent presque sans restriction des services qu'il a rendus à la catholicité. L'un d'eux cite même ce témoignage du Pape Clément VIII : « Le roi très chrétien professe hau-

tement et fermement la foi catholique et, en même temps, il ne s'attribue rien de ce qui appartient à l'Église et au Saint-Siège. » La politique religieuse de Henri IV est ici très précisément définie, par un témoin d'une incontestable autorité. Le passé du roi l'obligeait, pour dissiper les défiances, à professer la foi catholique « hautement » et rendait sa position trop délicate, à l'égard du Pape aussi bien qu'à l'égard du clergé, pour qu'il s'attribuât « rien de ce qui appartenait à l'Église ou au Saint-Siège ». L'une et l'autre surent à merveille tirer parti de leur avantage. Sans doute ils combattirent Henri IV aussi longtemps que la Ligue parût l'emporter. Mais ils changèrent de tactique dès qu'il fut possible de prévoir la victoire du roi. Dès l'automne de 1594, après l'échec d'une première mission royale à Rome, une partie du clergé ligueur, avec le Cardinal de Joyeuse, n'hésita pas à recommander au Pape d'absoudre Henri IV ; et ce fut aussi l'avis du légat, ainsi que de l'un des cardinaux les plus influents de la Curie, un Jésuite, le Cardinal Toledo. Dès lors, il y eut, entre le pontife et le roi, une suite de concessions réciproques, où l'Église reçut plus qu'elle ne donna. Clément VIII pardonna (septembre 1595), mais Henri IV reconnut la nullité de son absolution par l'archevêque de Bourges et promit de faire recevoir dans le royaume les décrets du Concile de Trente. Clément VIII consentit à annuler le mariage du roi avec Marguerite de Valois (décembre 1599), mais Henri IV, malgré la résistance des parlementaires, rappela les Jésuites (septembre 1603) et leur permit bientôt de rouvrir la plupart de leurs anciens collèges, puis d'en créer de nouveaux. S'il n'osa pas braver une résistance plus vive encore et publier, en 1600, après l'avoir signé et fait sceller, un édit qui eût transformé les décrets de Trente en lois de l'État, il seconda désormais de tout son pouvoir l'œuvre de réforme. On connaît sa réponse aux doléances de l'As-

semblée du clergé, en 1598, et la promesse qu'il lui fit : « Je ferai en sorte, Dieu aidant, que l'Église sera aussi bien qu'elle était il y a cent ans. » En 1605, devant une autre Assemblée, il se vantait de l'avoir tenue : « Je suis glorieux, disait-il, de voir les évêques que j'ai établis être bien différents de ceux du passé. » Sans doute exagérait-il un peu, puisque, en 1604 encore, il avait fait évêque de Lodève un fils du duc de Ventadour, un enfant de 4 ans. Mais il est certain que les bons choix se multiplièrent et que le roi retomba de moins en moins dans les errements déplorables de naguère.

Vers la fin du siècle, il semble que l'évolution qui s'est accomplie dans son esprit soit achevée. Peut-être a-t-il libéré sa conscience en accordant l'édit de Nantes à ses anciens coreligionnaires ? Autour de lui, le réseau des influences catholiques se resserre. En octobre 1600, il épouse une Italienne, Marie de Médicis, que les Jésuites vont recevoir à Avignon et dont ils reçoivent les promesses d'assistance. En mai 1603, il appelle le P. Coton et bientôt ne veut plus entendre prêcher que lui : « Il a du coton dans les oreilles », murmurent les protestants. Plus tard, en 1608, le P. Coton deviendra son confesseur. Dans les dernières années du règne, l'alliance est définitive entre la Monarchie et l'Église, soutien du trône — une alliance conclue de puissance à puissance, avec une Église organisée en corps par la tenue régulière des assemblées générales et l'action continue des agents généraux, et qui, de plus en plus, sous l'influence affermie des Jésuites, tourne ses regards vers Rome. Après la réforme de Trente et la réconciliation du Saint-Siège avec Henri IV, c'en est fait de la dépendance où, tout d'abord, le Concordat avait mis l'Église de France à l'égard du roi ; ou, du moins, le roi ne semble-t-il encore conduire l'Église qu'à la condition d'écouter ses doléances et de suivre ses avis. Dès le règne de Henri IV, la Monarchie d'Ancien

régime est devenue ce qu'elle restera jusqu'au bout, une Monarchie étroitement catholique.; et déjà la coutume s'établit, qui bientôt prendra force de tradition, de demander à la Compagnie de Jésus le confesseur du roi.



Dès le règne de Henri IV apparaît aussi l'une des conséquences périlleuses de l'union étroite entre la Monarchie et l'Église : le souci de ménager l'Église embarrasse presque toujours et parfois détermine la politique étrangère du roi.

Depuis 1598, la paix est rétablie entre les rois d'Espagne et de France ; mais les causes du conflit subsistent. La puissance espagnole reste formidable ; les Espagnols sont toujours à Perpignan, à Dole, à Arras, et le problème des frontières, qui n'était pas résolu en 1559, ne l'est pas davantage en 1598, puisque le traité de Vervins n'a fait que remettre en vigueur celui du Cateau-Cambrésis. Henri IV, qui a toujours trouvé les Espagnols parmi ses adversaires, sait mieux que personne que le royaume ne sera jamais en sûreté, tant que l'Espagne sera forte. Il sait aussi que la France ne peut affaiblir l'Espagne qu'en groupant tous les Princes et États qui la redoutent : princes allemands, République des Provinces-Unies, Cantons suisses, République de Venise, princes italiens. Mais parmi ces alliés possibles, les uns sont protestants, les autres en mauvais termes avec le Saint-Siège. Le roi de France ne peut agir contre l'Espagne sans se compromettre avec les ennemis de l'Église ou de la Papauté. Henri IV le voudra-t-il ? Le pourra-t-il ?

Peut-être l'eût-il voulu, car il avait le sentiment très vif de l'intérêt national. Après Vervins, et malgré les promesses inscrites dans le traité, il ne se fit aucun scrupule de continuer à secourir les Provinces-Unies, au

moins de son argent. Mais ses obligations envers le Pape le gênaient plus que ses engagements envers le roi d'Espagne. Il a souvent répété qu'il devait beaucoup à Clément VIII et qu'il ne serait pas ingrat. En fait, il alla jusqu'à mettre en péril ses alliances italiennes pour ne point mécontenter Rome. Il obligea la Maison d'Este à restituer le fief de Ferrare, que le Saint-Siège réclamait. Plus tard, en 1606, Paul V, en conflit avec Venise, mit la République en interdit ; aussitôt Jacques I^{er} d'Angleterre, les États Généraux des Provinces-Unies, une partie même du clergé de France se déclarèrent pour les Vénitiens ; mais Henri IV offrit sa médiation et régla l'affaire à la satisfaction du Pape. Sa politique allemande ne fut pas moins embarrassée de précautions et de scrupules. On comprend qu'il hésitât à soutenir ouvertement contre l'Empereur les princes protestants, qui ne parvenaient pas à s'entendre entre eux ; son ambassadeur même, Bongars, qui connaissait bien l'Allemagne et les Allemands, lui conseillait de se défier. Mais Henri IV n'y était que trop porté de lui-même. Les princes sentaient si bien qu'ils ne pouvaient pas compter sur le roi de France qu'en 1608, lorsqu'un certain nombre d'entre eux formèrent l'Union Évangélique, ils ne l'avertirent même pas. Enfin, si Henri IV ne voulut risquer de mécontenter le Pape ni pour satisfaire ses alliés italiens ni pour s'attacher les princes allemands, il est un domaine où sa politique fut, plus nettement encore, toute catholique : c'est l'Orient. Il ne fit rien pour apaiser l'irritation du Sultan, quand il eut signé la paix avec l'Espagne ; il alla jusqu'à lui laisser craindre qu'il ne se résolût à entrer dans une ligue des princes chrétiens contre l'Islam. Et s'il parvint néanmoins à conclure de nouvelles capitulations en 1604, il ne rétablit pas la confiance. Ce fut pendant son règne que les avanies des pachas tures, les pirateries des Barbaresques commencèrent à ruiner notre

commerce du Levant, au profit des marines de Venise, de Hollande et d'Angleterre.

La seule affaire que Henri IV conduisit avec décision fut l'affaire de Savoie. Mais il la conduisit d'accord avec le Pape et l'issue en fut considérée en son temps (à tort sans doute), comme plus favorable à l'Espagne qu'à la France. Depuis la fin des guerres d'Italie, le duc de Savoie, Charles-Emmanuel, occupait à l'entrée du Piémont le marquisat de Saluces, que le roi de France ne lui avait jamais cédé. Aussi, bien que Charles-Emmanuel eût été « reçu et compris » dans le traité de Vervins, avait-il réservé son différend avec Henri IV, en acceptant l'arbitrage du Pape. Mais Clément VIII, qui ne voulait ni irriter le roi d'Espagne en donnant tort à l'un de ses alliés, ni soutenir les prétentions injustifiables de Charles-Emmanuel, se déroba. L'affaire traîna près de deux ans. Henri IV rouvrit alors les hostilités, conquit la Savoie, puis consentit à reprendre les pourparlers, sous la médiation du Nonce. Ce fut celui-ci qui ménagea l'entente : par le traité de Lyon (17 janvier 1601), Charles-Emmanuel garda Saluces et céda en échange toutes ses possessions au nord du Rhône, Bresse, Bugey, Val Romey, Pays de Gex, à la seule condition que le roi de France laissât libre, en temps de paix, une voie d'accès vers la Franche-Comté. Le traité de Lyon était certainement très avantageux pour la France ; il en étendait le territoire jusqu'au lac de Genève et jusqu'au Rhône et fermait aux armées d'Espagne, en temps de guerre, leur route accoutumée entre l'Italie et les Pays-Bas. Mais le Pape put le présenter au roi d'Espagne comme un succès, parce qu'il fermait aussi la porte d'Italie aux Français. En fait, le traité de Lyon complétait celui du Cateau-Cambrésis et achevait de ruiner au delà des Alpes le prestige du roi de France.

Vers la fin du règne, partout, en Italie, en Allemagne,

aux Pays-Bas (où Henri IV ne s'était résigné qu'avec peine à procurer la Trêve de Douze ans aux Provinces-Unies soulevées contre l'Espagne), les alliances du roi très chrétien s'étaient relâchées. Jusqu'à quel point sa fermeté tardive à l'égard de l'Empereur, dans la fameuse affaire de la succession de Clève et de Juliers, les resserrait-elle ? Nous ne le savons guère, puisque nous ne pouvons dire avec certitude ni les raisons qui lui firent prendre les armes, ni même s'il eût, jusqu'au bout, persévéré dans sa résolution. Du moins cette fermeté (ne fût-elle qu'apparente) réserva-t-elle l'avenir, qu'il s'était toujours gardé de compromettre. Henri IV sembla rentrer alors dans les voies de la politique traditionnelle contre la Maison de Habsbourg. Et sa décision hardie, — qui était peut-être téméraire et que la mort le dispensa de soutenir — a plus fait pour sa gloire que toute la prudence de sa diplomatie. Elle a étayé la légende du « Grand Dessein ».



Henri IV ne fut pas seulement le pacificateur et le restaurateur du royaume. Il releva le pouvoir royal et rendit possible l'œuvre de Richelieu, de Mazarin et de Louis XIV. Mais il n'orienta pas la Monarchie dans des voies nouvelles.

On aurait pu croire (et quelques historiens ont cru) que ce Calviniste, qui si longtemps avait été le chef des huguenots rebelles, eût apporté sur le trône comme un souvenir de leur esprit républicain. Il n'en fut rien. On est surpris de voir tout au contraire avec quelle aisance, après la victoire, il joua son rôle traditionnel de monarque absolu. A peine eut-il abjuré qu'il parla en fils aîné de l'Église. A peine eut-il le pouvoir en main qu'il entendit que tous obéissent. Entre sa conception de la Monarchie

et celle de Louis XIV, à peine aperçoit-on quelques différences, et qui tiennent surtout au tempérament des deux rois. Henri IV est plus familier avec ceux qui l'approchent ; il a moins de hauteur et plus de naturel ; mais il n'est pas moins autoritaire. Il se soucie peu de se donner l'air de tout décider par lui-même ; et Villeroy, par exemple, conserve à côté de lui, dans la direction de la politique étrangère, un peu plus d'initiative que n'en auront Pomponne ou Croissy sous Louis XIV ; mais cette initiative ne va pas au delà des mesures d'exécution. Sully a ses idées à lui, où parfois il s'obstine, et les querelles sont fréquentes entre le vieux serviteur et son maître ; mais quand le maître ordonne, Sully ne peut lui-même qu'obéir. « Le roi veut être roi et le sera tant qu'il vivra », écrit encore Malherbe à Peirese, le 24 mars 1610. Henri IV ne prend conseil que de ses ministres et son gouvernement, tout personnel, paraît assez différent du gouvernement familial des derniers Valois ; mais c'est parce qu'il n'a point de mère (Jeanne d'Albret est morte en 1576), ni de femme (au moins tant que la qualité de reine appartient encore à Marguerite de Valois), ni de frère que la tradition eût associés à son pouvoir. Et s'il dérobe le secret de sa politique au Conseil ordinaire pour le réserver à un conseil étroit, — le Conseil des Affaires — où seuls ont entrée, pendant les dernières années du règne, Sillery, Sully, Villeroy et Jeannin, ce n'est encore là qu'une vieille tradition qu'il reprend.

Sans doute pensait-il que le régime des assemblées représentatives, si cher aux huguenots et qui faisait la force du parti, ne convenait pas à un État bien réglé. Du moins n'eut-il garde d'admettre aucun contrôle de la nation sur le gouvernement. Au lendemain du meurtre de Henri III et pour retenir autour de lui les partisans du feu roi, il avait promis de réunir les États Généraux dès que la situation du royaume le permet-

trait : il ne tint jamais sa parole. Pressé par le besoin d'argent, il convoqua, en 1596, des notables à Rouen et prononça devant eux une de ces habiles harangues qui lui gagnaient tous les cœurs ; il voulait, leur dit-il, se mettre en tutelle entre leurs mains. Mais dès qu'il eut obtenu d'eux les ressources dont il avait un urgent besoin, il les congédia ; et le fameux Conseil de raison que lui aurait imposé l'assemblée, si nous en croyions les *Economies royales*, pour partager avec lui le maniement de ses finances, n'a jamais existé que dans l'imagination de Sully.

Henri IV n'a rien changé d'essentiel (il n'en aurait eu ni le temps ni les moyens) aux institutions administratives du royaume. Il se contenta de réduire à l'obéissance ceux qui s'en étaient relâchés pendant les guerres civiles. Il avait dû, pour venir à bout de la Ligue, traiter avec les gouverneurs des Provinces. Ceux-ci restèrent en place et conservèrent leur autorité traditionnelle. Mais leurs pouvoirs étaient mal définis : Henri IV s'efforça de les réduire au commandement des gens de guerre ; surtout il leur enleva la nomination des gouverneurs des villes fortes et plaça à côté d'eux des lieutenants qui les surveillèrent. Il leur adjoignit aussi, à l'occasion, un maître des requêtes, qui recevait une commission d'intendant ou de surintendant de la justice. Les privilèges des provinces, en particulier ceux des pays d'États, et les privilèges des villes subsistèrent : il suffit au roi de n'en pas tenir compte lorsqu'il le jugeait à propos. Le bon historien Poirson, en réunissant un certain nombre d'exemples, choisis surtout dans la première partie du règne, a pu imaginer un Henri IV soucieux de concilier le pouvoir monarchique avec les libertés publiques, qu'il aurait, à l'en croire, respectées et même clargies. On pourrait citer autant et plus d'autres exemples, où nous verrions Henri IV en prendre très à son aise avec elles. Il suppor-

tait aussi impatiemment que le firent ses successeurs les remontrances des parlements et, comme eux, il s'efforça de ne les autoriser qu'après la vérification des édits. Il ne s'abstint pas plus que Louis XIII ou Louis XIV d'intervenir dans l'élection des corps municipaux. Il ne ménagea pas davantage les franchises des États provinciaux et sa vraie pensée sur les privilèges des sujets apparaît sans doute dans son apostrophe aux États de Bourgogne : « Vos plus beaux privilèges sont les bonnes grâces de votre roi. » Mais les pays d'États conservèrent leurs États, les villes leurs échevins ou leurs consuls élus, et les « communautés d'habitants » continuèrent à s'administrer elles-mêmes.

Au total, Henri IV s'accommoda des institutions établies. Il lui suffit que sa « pleine puissance » ne fût pas contestée et qu'il pût à tout moment, d'un coup d'autorité, briser les résistances qui le gênaient. Et il restait ainsi dans la vraie tradition monarchique. Mais, à défaut d'institutions administratives stables, le pouvoir royal n'était fort que dans la mesure où le prestige et la volonté du roi imposaient l'obéissance. Que deviendrait-il, le jour où succéderait à Henri IV un enfant, sous la régence d'une femme, et d'une étrangère ? C'est la question que posa brusquement le meurtre de Henri IV par Ravallac, le 14 mai 1610.

CHAPITRE III

LA MONARCHIE FRANÇAISE SOUS LOUIS XIII LA JEUNESSE DU ROI

La première période du règne de Louis XIII, de 1601 à 1624, n'a que peu d'importance dans l'histoire de la Monarchie d'Ancien régime. Il suffira, sans la raconter, de montrer dans quelle mesure l'œuvre de Henri IV fut alors compromise et ce qui en restait quand Louis XIII appela Richelieu au Conseil.

Tout d'abord, les craintes qu'avaient éveillées la catastrophe du 14 mai ne se réalisèrent pas. Il y eut bien quelques heures de panique, mais seulement à la Cour. Lorsque le peuple sut que Henri IV était mort, les mesures d'ordre étaient prises. Il n'y eut point de mouvement populaire : on pleurait le bon roi Henri, on ne songeait pas à « remuer ». Chez les Grands qui se trouvaient au Louvre, les premières démarches, dans le trouble qui suivit l'attentat, furent inspirées par le loyalisme à l'égard de la reine, qui, la veille, en prévision du prochain départ du roi, avait été sacrée à Saint-Denis et solennellement couronnée. Le duc d'Epéron, le duc de Guise pressèrent le Parlement de déclarer la régence, bien que Henri IV ne l'eût pas réglée par testament. Les princes du sang qui auraient pu réclamer leur part d'autorité, — Condé, Soissons — étaient l'un en Belgique et l'autre hors de Paris. Marie de Médicis, bien conseillée par les minis-

tres du roi défunt, en particulier par Sillery et Villeroy, eut le temps d'organiser le nouveau règne. Elle accorda l'entrée au Conseil à peu près à tous ceux qui pouvaient y prétendre, en sorte, écrit le Maréchal d'Estrées dans ses *Mémoires*, qu'il « se forma plutôt une cohue qu'un Conseil. » Sillery, Villeroy, Jeannin y poussèrent : ils savaient bien que les prétentions opposées empêcheraient toute influence de prévaloir et que la nécessité conduirait la reine à leur réserver son secret. En fait, le Conseil des Affaires se reconstitua, d'abord en présence des princes, puis en dehors d'eux. Les mêmes ministres, — les Barbons, comme on devait un peu plus tard les surnommer — dictèrent à Marie de Médicis ses premiers actes politiques, qui furent prudents et habiles. Pour tenir les engagements pris, les troupes rassemblées par le feu roi allèrent occuper Juliers ; mais l'Empereur fut averti qu'elles ne passeraient pas plus loin et les opérations de guerre s'arrêtèrent là : la politique extérieure de la Régence ne pouvait être que pacifique. A l'intérieur, dès la fin de mai, les protestants, un moment inquiets, furent rassurés par la confirmation de l'Edit de Nantes. Tout s'apaisa. « Nous avons eu un grand roi, écrivit Malherbe à son ami Peiresc en juin ; nous avons une grande reine. Dieu soit loué que les choses sont allées d'autre façon que les gens de bien n'avaient craint et les méchants espéré. » Malherbe, à vrai dire, était gentilhomme de la Chambre, pensionné, et il exagère un peu les mérites personnels de Marie. Mais, à la Cour, pendant ces premiers temps de la Régence, l'opinion qui prévalut fut bien celle qu'il exprimait : on avait confiance dans la bonne volonté de la reine-mère, dans l'expérience et la sagesse des vieux ministres, on attendait un heureux avenir du naturel ardent du petit roi. Il n'y eut guère qu'un mécontent, Sully, qui, dès la nouvelle de l'assassinat, s'enferma dans la Bastille, dont il était gouverneur. Il n'en sortit

que pour récriminer sur tous les actes de la Régente ; il se brouilla avec Villeroy, puis avec les princes, et dut se retirer dès janvier 1611. Il fut ainsi la seule victime du changement de règne.

Pendant les deux ou trois premières années, l'œuvre de restauration accomplie par Henri IV ne sembla donc pas en péril. Bien des circonstances étaient favorables. Après un demi-siècle, ou presque, de guerres civiles, paysans et artisans s'étaient remis au travail ; une vive reprise de la manufacture et du grand commerce avait enrichi le royaume. Il ne nous est pas possible de mesurer avec précision le progrès de la fortune nationale ; mais des indices sûrs nous montrent qu'elle s'était considérablement accrue. Les contemporains signalent le luxe du vêtement et du mobilier jusque dans les familles de petite bourgeoisie. Les villes, Paris surtout, se transforment ; elles s'ornent de places et de cours où les promeneurs aiment à faire admirer leur élégance ou leur faste. Le négociant ne s'enferme plus dans sa boutique ; il veut paraître, il donne de grosses dots à ses filles ; il emploie ses gains en achats de biens-fonds et d'offices. C'est alors qu'achève de s'installer sur la terre et dans les charges municipales cette bourgeoisie cossue, qui désormais forme seule le tiers état, à l'exclusion du petit peuple des campagnes et des villes. Soucieuse de conserver la fortune acquise, elle aime l'ordre. Elle servira fidèlement le pouvoir royal, dès qu'il paraîtra fort.

Autant que sur le tiers état, la Monarchie peut compter sur le clergé. L'un des grands faits de ce début du xvii^e siècle, c'est l'intensité de la vie religieuse. Les temps du clergé ligueur sont révolus. La foi ne pousse plus curés et moines vers les luttes civiles, qui sont closes ; désormais (à mesure du moins que la réforme purifiera le clergé des campagnes et des monastères), c'est à la conquête des consciences qu'ils s'emploieront : la ruée vers

les cloîtres commence. Henri IV, déjà, s'était associé à cette renaissance du catholicisme ; il avait permis aux Jésuites de reprendre les positions qu'ils avaient perdues et de ressaisir leur influence. Marie de Médicis ne fait que suivre son exemple, avec plus de docilité, en écoutant les avis du Nonce Ubaldini ou du P. Coton. Cette politique catholique, qu'elle ne sut pas tempérer à propos, comme l'eût fait sans doute Henri IV, n'était pas sans danger. Du moins la Régente y gagna-t-elle d'abord ce qu'elle en attendait : l'appui d'un corps discipliné et puissant.

La noblesse est beaucoup moins sûre. Elle a donné, pendant les guerres civiles, la mesure de sa turbulence, de son impatience à obéir, de ses convoitises. Les vieux ministres (sinon Marie de Médicis) n'ont pas oublié les entreprises d'Épernon ou de Mercœur, les complots de Biron ou du comte d'Auvergne. Les grands, d'ailleurs, tout en soutenant la régente, ont soin de se faire craindre. Ils entretiennent le dévouement de leurs clientèles. Les plus puissants d'entre eux ne se déplacent qu'accompagnés de plusieurs centaines de gentilshommes, qui « sont à eux », selon l'expression du temps, et qui n'hésiteraient pas à les suivre jusque dans la révolte ; et la garde du petit roi, réduite par économie, fait pauvre figure à côté de ces troupes bruyantes. Les grands règlent leurs querelles par les armes, sans souci des ordonnances royales, comme ce chevalier de Guise, qui tue, en pleine rue Saint-Honoré, le baron de Luz, puis quelques semaines après, le fils du baron, qui avait voulu venger son père. Cette indiscipline effrénée sème l'inquiétude, qui s'accroît encore chaque fois que l'un des princes, — Bouillon, Condé ou Guise — mécontent, se retire dans ses terres, où bientôt tous ses partisans viennent l'entourer. Mais il ne faudrait pas exagérer le péril que cette noblesse turbulente fait courir à la royauté. La génération des

guerres civiles a disparu presque entière. La génération nouvelle est plus désireuse d'influence à la Cour que d'indépendance loin de Paris et de Saint-Germain ; surtout elle est avide d'argent et de jouissances. Par là, elle sera facile à désarmer ; et Marie de Médicis saura la satisfaire.



Pourtant, après deux ou trois années de paix et de confiance, les troubles intérieurs firent renaître l'inquiétude. Il faut en chercher les raisons.

La première est que le pouvoir se défendit mal. Il était faible et ceux qui gouvernaient ne surent pas mettre à profit leurs avantages. Louis XIII, qui fut, selon la coutume, proclamé majeur à 13 ans révolus, en 1614, n'était qu'un enfant ; mais on louait sa piété, son désir de bien faire ; on admirait plus encore, sa vivacité, la façon hautaine dont il exigeait qu'on le respectât. « Il est, note Malherbe dès 1610, jaloux extrêmement de sa grandeur. » Il fut aisément devenu populaire. Par malheur, sa mère avait le cœur sec et se livrait de plus en plus à ses favoris, les Concini. Elle négligea Louis XIII. Elle le tint à l'écart ; elle commit cette faute irréparable de ne pas faire appel à l'amour de la nation pour son roi, de ne pas se contenter d'être la conseillère, en s'effaçant derrière son fils. Elle y gagna la satisfaction de garder, même après la fin de la Régence, une apparence d'autorité souveraine ; mais elle y perdit la confiance du roi ; et la médiocrité de son intelligence, son caractère à la fois obstiné et faible livrèrent la réalité du pouvoir, tantôt aux vieux ministres, les Barbons, tantôt au « seigneur Conchine », ainsi qu'on appelait à la Cour le favori, ou plus encore à sa femme, Léonora. Or, si les Barbons apportaient au ministère une longue et riche expérience,

ils s'étaient accoutumés, sous Henri IV, plutôt à l'obéissance qu'aux initiatives hardies, et l'âge les rendait chaque année plus craintifs ; Concini, qui n'était que vanité et cupidité et qui ne ménageait rien, leur en imposa sans peine. Les hauteurs de l'un irritèrent les grands, tandis que la pusillanimité des autres les encourageait à parler haut. De là les prises d'armes de 1614 et de 1615. Sans doute ne furent-elles pas très dangereuses. Elles n'en troublèrent pas moins le royaume, divisèrent l'opinion et donnèrent à l'étranger, surtout à la Cour d'Espagne, l'impression que le roi de France ne comptait plus guère en Europe.

Puis le développement de la politique catholique contribua pour sa large part au déclin de l'autorité monarchique à l'intérieur, de son prestige au dehors. Quand les protestants virent la Régente prendre conseil du Nonce et du P. Coton, s'entendre avec la Cour d'Espagne, fiancer le jeune roi avec une infante, ils s'inquiétèrent et prirent prétexte de leurs inquiétudes pour rester en armes et s'organiser. Dès mai 1611, une Assemblée générale des sujets de la R. P. R. s'était réunie à Saumur, avec l'autorisation de la Régente. Elle avait à désigner six candidats, parmi lesquels Marie choisirait les deux députés généraux. Elle en profita, selon la coutume, pour rédiger les cahiers qui énuméraient ses griefs. Mais elle ne s'en tint pas là. Elle précisa l'organisation du parti en réglant la compétence des *Conseils provinciaux*, qui devaient veiller à l'exécution des édits ; des *Assemblées provinciales* chargées surtout d'élire les députés à l'assemblée générale et de dresser leurs instructions ; enfin des *Assemblées générales* elles-mêmes. Elles compléta cette organisation en créant les *Cercles*, qui groupaient chacun trois ou quatre provinces, et les *Assemblées de cercle*, qui avaient mission de poursuivre le « redressement des griefs » sans attendre la convocation d'une Assemblée générale. Le

parti commençait à « se cantonner » dans le royaume et le péril protestant apparaissait.

A vrai dire, la politique catholique avait assuré le maintien de la paix et rapproché la Cour de France de la Cour d'Espagne. Mais il ne suffisait pas d'un accord entre Bourbons et Habsbourgs pour concilier les intérêts opposés des deux royaumes. Le péril espagnol subsistait. La Régente, en concluant l'alliance défensive du 30 avril 1611, en même temps que les doubles fiançailles de Louis avec l'Infante Anne d'Autriche et d'Élisabeth de France avec l'Infant Don Philippe, parut sacrifier à des ambitions dynastiques les intérêts permanents du pays. Les « catholiques zélés », à qui l'union du Roi catholique et du Très Chrétien faisait espérer le triomphe de la foi sur l'hérésie, applaudirent. Mais ce fut une raison de plus pour éveiller les défiances des « politiques », qui déplo- raient l'abandon des alliances protestantes. Les polémiques sur la politique étrangère furent d'autant plus vives que les esprits étaient surexcités déjà par le meurtre de Henri IV et par la réimpression, toute récente, du *De Rege et regis institutione*, où le Jésuite Mariana prétendait justifier l'attentat de Jacques Clément. Aussi Gallicans et « bons Français » — c'est ainsi que les politiques se qualifièrent — s'opposèrent-ils aux partisans des Jésuites et de l'Espagne. Chacun des deux partis multiplia les libelles, qui s'adressaient à la nation et y créaient des mouvements d'opinion que la Cour ne dirigeait plus. De là l'impression de désarroi que donnent les événements des années 1613 à 1617. Sans doute, ni la réunion des États Généraux en 1614, ni les révoltes des princes, conduits par Condé, en 1614 et en 1615, ne menacèrent-elles sérieusement le pouvoir royal : on sait que les dissensions entre les ordres permirent à la Régente de clore les États sans avoir satisfait à leurs demandes, et que les princes se contentèrent de se faire payer grassement leur

soumission. La facile chevauchée de la Cour jusqu'à Bordeaux, où fut célébré, le 28 novembre 1615, le mariage de Louis XIII et d'Anne d'Autriche, sembla même consacrer le triomphe de la politique espagnole et catholique. Mais l'opinion resta troublée et les conférences de Loudun, où Marie de Médicis dut subir les exigences des protestants et des princes, affaiblirent encore son autorité. En 1616, bien plus qu'en 1610, la restauration du pouvoir royal accomplie par Henri IV était compromise.

Deux tentatives de redressement se succédèrent, en 1616 et en 1617 ; mais ni l'une ni l'autre n'eut de conséquences durables. La première était viciée dès l'origine. L'initiative en appartient, semble-t-il, à Concini, ou peut-être à Léonora : elle ne visa guère qu'à affermir de façon définitive la situation, encore précaire, des favoris. Les Barbons furent renvoyés et Concini sut persuader aux nouveaux ministres, dont rien n'avait fait prévoir la fortune, qu'ils ne la devaient qu'à lui. C'étaient un intendant particulier de la Reine Mère, Barbin ; un président au Parlement de Bordeaux, Claude Mangot ; ce fut aussi, quelques mois plus tard, en novembre, l'évêque de Luçon, Richelieu, qui, depuis les États de 1614, où il avait été l'orateur du clergé, cherchait à se pousser à la Cour et n'y parvenait pas. Barbin, Mangot étaient d'habiles gens, et très résolus ; dès le 1^{er} septembre, ils n'hésitèrent pas à faire arrêter le Prince de Condé, que le traité de Loudun avait créé Chef des Conseils et qui n'en intriguait pas moins contre la Reine Mère et Concini. Quant à Richelieu, il entreprit un peu hâtivement, au lendemain des mariages espagnols, de relever le prestige du roi au dehors en rassurant les princes protestants. Il envoya en Allemagne Schomberg, avec une instruction où se trouvait la fameuse phrase, bien souvent citée : « C'est une pure calomnie... de dire que nous soyons tellement Romains et Espagnols que nous veuillons embrasser les intérêts,

soit de Rome, soit d'Espagne, au préjudice de nos anciennes alliances et de nous-mêmes, c'est-à-dire ou de ceux qui font profession de la religion prétendue réformée en France ou de tous autres qui, haïssant les Espagnols, font particulièrement état d'être bons Français. » C'était alors beaucoup dire et plus sans doute que le roi n'y eût consenti, s'il eût été consulté. Richelieu, d'ailleurs, dont l'expérience diplomatique était encore un peu courte, eut en Italie de grands projets, et n'y recueillit que de médiocres avantages. Mais ce qui ruina surtout l'autorité des nouveaux ministres, c'est qu'ils ne surent pas se rendre indépendants de Concini : quand le favori était à la Cour, ils tenaient conseil chez lui ; quand il n'y était pas, ils lui écrivaient presque chaque jour, pour lui rendre compte ou prendre ses ordres. Ils encouragèrent ainsi l'insolence du Florentin et s'avilirent eux-mêmes, bien plus qu'ils ne fortifièrent le gouvernement.

La seconde tentative interrompit brusquement la première. Ce furent alors l'entrée en scène du jeune roi, qui n'avait pas encore 16 ans ; le meurtre de Concini par Vitry, capitaine des gardes, dans le cour du Louvre, le 24 avril 1617 ; l'arrestation et le supplice de Léonora ; le renvoi des ministres ; l'éloignement de Marie de Médicis, qui dut se retirer à Blois. Louis XIII, le jour où il avait été déclaré majeur, avait prié sa mère de « continuer à commander, comme elle avait fait par ci-devant » ; le 2 mai 1617, en prenant congé d'elle, il lui déclara « qu'il voulait commencer à gouverner son État ». Mais il eût fallu qu'il s'en montrât capable. Son amour de la chasse, une certaine timidité naturelle qu'aggravait son bégaiement et qui lui rendait pénibles les séances du Conseil, ne lui permirent pas de s'appliquer aux affaires avec assiduité. Après quelques mois de juvénile ardeur, il laissa peu à peu le pouvoir glisser aux mains d'un nouveau favori, l'ancien compagnon de ses jeux, d'Albert de Luy-

nes, qui devint le maître du royaume parce qu'il fut le confident du roi. Luynes se montra bientôt aussi arrogant à l'égard des courtisans et des ministres eux-mêmes que l'avait été naguère Concini et le prestige du gouvernement royal ne gagna point au change. Le plus grave fut qu'à l'intérieur comme au dehors, la politique de Luynes eut les plus regrettables conséquences. A l'intérieur, il s'efforça d'empêcher tout rapprochement entre Louis XIII et la Reine Mère, dont il craignait le ressentiment ; et l'attitude qu'il fit prendre au jeune roi contribua sans doute à provoquer les prises d'armes de 1619 et de 1620, ces scandaleuses « Guerres de la Mère et du Fils », qui donnèrent pour chef aux mécontents et aux rebelles la propre mère du roi. Au dehors, lorsque la guerre commença, en Allemagne, entre le nouvel Empereur Ferdinand II et l'Électeur Palatin Frédéric V, élu roi par les Bohémiens révoltés, Luynes ne soutint pas le secrétaire d'État Puisieux, qui déconseillait au roi de prendre parti. Louis XIII accueillit favorablement un ambassadeur impérial ; il envoya lui-même en Allemagne une ambassade solennelle, conduite par le duc d'Angoulême, qui s'entremet entre l'Union Évangélique et la Ligue Catholique et décida les princes de l'Union à abandonner Frédéric V par le traité d'Ulm (juillet 1620). Quelques mois après, l'abstention de la France permettait aux Valtelins catholiques de se révolter contre les Ligues Grises et de livrer aux Espagnols les passages des Alpes. Louis XIII semblait résolu à mettre en œuvre son alliance avec l'Espagne sans plus ménager les anciens alliés de Henri IV, qui le voyaient avec stupeur soutenir, en Allemagne et en Italie, par scrupule religieux et par solidarité monarchique, contre l'intérêt certain de son royaume, celui du roi d'Espagne et de l'Empereur. Enfin, la même année, Luynes fit commettre à Louis XIII une dernière faute. Un édit de 1617 avait décidé que les protestants

du Béarn devraient rendre aux évêques les biens ecclésiastiques dont ils s'étaient jadis emparés. Aussitôt les États du Béarn avaient protesté : tout le parti réformé les soutint et l'exécution de l'édit fut suspendue. Or, à l'automne de 1620, Louis XIII, toujours conseillé par Luynes, se rendit en Béarn avec des troupes et procéda lui-même aux restitutions. Il triompha sans peine de quelques résistances locales. Mais, en décembre, une Assemblée Générale protestante, réunie à La Rochelle, compléta l'organisation militaire du parti et le Midi prit les armes. Une véritable guerre commença, pendant laquelle Luynes mourut (15 décembre 1621), et qui ne se termina que l'année suivante par la paix de Montpellier, le 18 octobre 1622. C'était la première guerre protestante depuis l'édit de Nantes.



On peut, après la paix de Montpellier, mesurer les conséquences des années écoulées depuis l'assassinat de Henri IV. Elles ne sont pas aussi désastreuses que beaucoup d'historiens l'ont dit.

L'attachement de la nation au roi n'a pas subi d'atteinte grave. En 1615, pendant le voyage de la Cour à Bordeaux, les populations ont acclamé Louis XIII adolescent. En 1617, non seulement le coup d'État du 24 avril n'a pas provoqué de troubles, mais le meurtre de Concini est apparu comme un acte de justice et comme l'annonce d'un grand règne. En fait, pendant quelques mois, Louis XIII a gouverné, assistant chaque matin au Conseil, et sa jeune volonté n'a pas rencontré de résistances. Elle n'en rencontra pas davantage quand Luynes fut mort. Les pamphlétaires du temps flétrissent les favoris et leur politique ; ils ne s'attaquent pas à la personne royale.

Ils ne s'attaquent pas non plus au régime. Ce qui leur rend odieux le gouvernement d'un Concini ou d'un Luynes, c'est que l'un et l'autre ont usurpé la puissance souveraine en abusant de la confiance de la reine mère ou du jeune roi. Concini, un étranger sans naissance, ne faisait même pas partie du Conseil. Luynes, de noblesse récente et médiocre, agissait en principal ministre, sans en avoir reçu le titre. Quant à l'absolutisme royal, nul ne le conteste alors. Au roi seul appartiennent tous les pouvoirs. Il peut les déléguer, s'il lui plaît. C'est ainsi que Louis XIII, devenu majeur, les a délégués à sa mère, avec le titre de « Chef du Conseil. » Il peut aussi les exercer lui-même, soit avec l'assistance du Conseil privé, soit en prenant seulement l'avis de quelques serviteurs intimes, réunis en « Conseil étroit » ou « Conseil des Affaires ». Ainsi l'a fait jadis Henri IV ; ainsi le fait Louis XIII en 1617, avec les Barbons rappelés, puis à l'automne de 1622, avec les Brûlart, le chancelier Brûlard de Sillery et son fils, le Secrétaire d'État Brûlart de Puisieux. Ni les parlements ne cherchent encore à borner le pouvoir royal, ni les nobles eux-mêmes à l'abaisser : quand le chef de la noblesse rebelle, M. le Prince, négocie à Loudun, ce qu'il réclame, c'est, en qualité de prince du sang, ce titre de « Chef du Conseil », auquel Marie de Médicis semble avoir renoncé en couvrant de sa faveur les usurpations d'un Concini. Entre 1610 et 1622, la forme traditionnelle du gouvernement monarchique n'a pas changé.

A vrai dire, l'autorité monarchique s'est relâchée et, avec elle la prise du gouvernement sur l'ensemble du royaume. Les conséquences de la vénalité des offices et de la reconstitution des clientèles ont pu se développer sans obstacles. Elles rendent à la vie locale son indépendance. Depuis la mort de Henri IV, la Monarchie, semble-t-il, administre de moins en moins. Elle n'intervient

guère dans les provinces que pour recueillir le produit des impôts, prêter main forte aux partisans qui lèvent les nouvelles taxes, et réprimer les soulèvements populaires, quand ceux-ci prennent une ampleur inaccoutumée. Pour le reste, elle s'en remet aux officiers des bailliages et des parlements, inamovibles puisqu'ils sont propriétaires de leurs charges, et les laisse interpréter les édits royaux, les accommoder aux besoins de leur région ou de leurs caste, et les faire exécuter, quand ils le veulent ou le peuvent. Le risque est une décentralisation excessive, où prédominent les intérêts personnels ou locaux, et qui pourrait conduire jusqu'au « cantonnement » si la notion de l'État continuait à s'affaiblir. C'est là ce « dérèglement » général que plus tard Richelieu combattrait — comme Henri IV naguère, mais d'une main plus rude, — en réduisant toutes les indisciplines à l'obéissance.

Ce n'est pas d'ailleurs ce danger-là qui paraît alors le plus menaçant et les pamphlets contemporains en parlent à peine. Ce qu'ils dénoncent, ce sont les progrès des réformés à l'intérieur et des Espagnols sur la frontière. La première guerre protestante, qu'avait provoquée la reprise des biens ecclésiastiques en Béarn, venait de permettre aux réformés de compléter leur organisation par le règlement de 1621, qui créait de grandes régions de recrutement et de grands commandements militaires attribués dès le temps de paix aux principaux chefs du parti. Ne suffirait-il pas d'une occasion propice pour décider ceux-ci à former au Sud de la France une Fédération de cantons libres, à l'exemple des Provinces-Unies, où la proportion des protestants parmi les catholiques n'était sans doute pas plus forte qu'en Poitou ou en Saintonge, qu'en Gascogne ou en Languedoc ? Quant aux Espagnols, ils profitent de l'inertie du roi de France et de la complicité du Pape pour s'installer à l'entrée de la

Valteline, dans les deux fortes places de Riva et de Chiavenna, qui commandent les routes du Tyrol et du Rhin moyen par les cols de la Maloia et du Splügen. Ils profitent aussi de la guerre allemande, surtout après l'avènement de Philippe IV (31 mai 1621), pour resserrer leur alliance avec l'Empereur contre le Palatin et garnir de troupes espagnoles la plus grande partie du Palatinat rhénan. Ainsi deviendra plus facile et plus sûr le cheminement de leurs armées entre le Milanais, la Franche-Comté, l'Alsace et les Pays-Bas, tout au long de la frontière française. Vers la fin de l'année 1623, la nécessité paraît s'imposer au roi de France de choisir entre deux politiques également périlleuses : soumettre les protestants de l'Ouest et du Midi et pour cela resserrer l'alliance espagnole en abandonnant les alliés d'Italie, au risque de sacrifier les intérêts de l'État à ceux de l'Église et d'humilier le Très Chrétien devant le Catholique ; ou combattre les Espagnols, et pour cela restaurer les alliances protestantes au dehors et satisfaire les protestants à l'intérieur, au risque de mettre en péril la foi traditionnelle et l'unité du royaume.

Entre ces deux politiques, Louis XIII, mal conseillé, hésita longtemps. Après la mort de Luynes, Condé l'avait entraîné à reprendre les armes contre les huguenots du Languedoc, puis n'avait pu l'empêcher de leur accorder la paix. Les Brûlart, un moment, avaient cherché dans l'alliance de la Savoie et de Venise un moyen de rendre la Valteline aux Liges Grises et de reprendre les passages des Alpes aux Espagnols ; mais ils n'avaient su que menacer le roi d'Espagne sans oser passer aux actes. Il était temps que Louis XIII, qui voyait le péril et s'irritait de son impuissance, mais se défiait de lui-même, trouvât le ferme conseiller qui lui manquait.

Il le trouva en Richelieu.

CHAPITRE IV

LA MONARCHIE FRANÇAISE SOUS LOUIS XIII. RICHELIEU

Il est incontestable que Richelieu a puissamment contribué à l'affermissement de la Monarchie absolue. Mais il ne l'a pas créée et tant de légendes se sont formées autour de son nom qu'il est difficile d'en dégager sa véritable figure. Pour bien comprendre le « Ministériat » de Richelieu, il faut remettre au premier plan celui à qui tout pouvoir appartenait, le Roi ; il faut d'abord se demander pourquoi et comment Louis XIII en vint à accorder toute sa confiance à un ministre qu'il avait, pendant de longues années, obstinément écarté du Conseil. Les caractères du Ministériat sont inséparables de ses origines.

Au lendemain du coup d'État d'avril 1617, rien ne faisait prévoir la fortune politique que l'avenir réservait à Richelieu ; rien ne le recommandait alors à Louis XIII. Il avait commis l'erreur de « se donner » à Concini et de ne pas prévoir que le jeune roi ne se laisserait pas toujours traiter en enfant. Il eut beau renier prestement son protecteur : il n'évita pas l'exil. Son ambition impatiente lui fit commettre aussitôt une autre faute. Pour gagner la confiance du roi et sous prétexte de préparer le rapprochement de la mère et du fils, il s'offrit à surveiller Marie de Médicis à Blois et il correspondit secrè-

tement avec l'un des confidents de Luynes, Deageant. Le seul résultat qu'il obtint fut d'accroître le ressentiment de Louis XIII et les défiances de la nouvelle Cour : dès la fin de mai, Richelieu dut quitter Blois pour se retirer à Luçon. Il comprit enfin que sa meilleure chance était de s'attacher sans réserve à la Reine-Mère, dont l'éloignement ne pouvait être définitif. Mais il ne sut pas attendre. Il commença trop tôt, contre le favori tout puissant, une guerre de libelles, qui ne pouvait qu'irriter le roi, sans le convaincre. Les éditions successives de l'un d'eux, *La Restauration de l'Etat*, dont la dernière, celle de 1618, parut sous le titre de *Manifeste de la Reine-Mère*, nous montre le développement d'un parti, qui a Marie de Médicis à sa tête, qu'inspire secrètement l'évêque de Luçon, et qui ne craint pas de présenter au roi tout un programme de gouvernement. Louis XIII n'était pas d'humeur à se laisser ainsi forcer la main. Il est bien probable qu'il fut d'accord avec Luynes pour enjoindre à Richelieu d'aller vivre hors du royaume, à Avignon. La disgrâce était si complète que Richelieu, découragé, songea, semble-t-il, à résigner son évêché pour se faire moine.

Son ambition, sa fierté avaient subi de dures épreuves, mais son éducation politique était faite. C'est alors qu'une chance s'offrit à lui, dont il sut profiter habilement. Marie de Médicis, qu'il ne conseillait plus, s'était laissée circonvenir par un grand seigneur mécontent, le duc d'Épernon. En février 1619, elle s'était enfuie de Blois à Angoulême, où d'Épernon lui avait donné rendez-vous. Luynes, inquiet, pensa que Richelieu seul avait assez d'ascendant sur la reine mère pour la détacher des rebelles ; il lui fit écrire par le roi qu'il se hâtât d'aller la rejoindre. Richelieu partit aussitôt d'Avignon, et Marie, que d'Épernon pouvait entraîner, mais non diriger, le reçut avec joie. Moins de deux mois après, il remporta son premier succès : la paix d'Angoulême, qu'il

avait négociée, rapprocha Marie de Médicis de Louis XIII. Luynes, pourtant, ne souhaitait point que la réconciliation fût complète, ni Richelieu qu'elle se fît prématurément, sans qu'il eût obtenu la certitude que le roi ne l'écarterait pas de nouveau. Marie de Médicis ne passa donc que quinze jours auprès de son fils. Puis, elle reçut le gouvernement de l'Anjou, qui l'éloignait de la Cour, et elle ne tarda pas à y grouper les mécontents autour d'elle. Nous ne savons pas si Richelieu encouragea ou s'il ne put empêcher une seconde prise d'armes. En tout cas, dès que les troupes royales eurent isolé Marie de Médicis en s'emparant des Ponts-de-Cé, il reprit son rôle d'intermédiaire et obtint, par la paix d'Angers (10 août 1620), que la Reine-Mère eut désormais « la liberté d'approcher le roi, son fils ». Il recevait lui-même la promesse, secrète mais formelle, que le roi demanderait bientôt pour lui le chapeau de cardinal. Il revint alors à la Cour et put travailler à dissiper les défiances que son passé inspirait à Louis XIII.

Il lui fallut encore beaucoup de prudence et de souplesse, mais il y parvint. Il guidait Marie de Médicis sans paraître ; sans paraître davantage, il inspirait contre les ministres des libelles que composaient des pamphlétaires à gages, tels que Mathieu de Morgues ou Fancan. Par l'intermédiaire du P. Joseph, dont il s'était rapproché à l'automne de 1617, il se faisait bienvenir des dévôts, tout en combattant sous main leur politique : avant même que Luynes ne fût mort, le bon cardinal de Bérulle recommandait Richelieu à Louis XIII. A partir de janvier 1622, le roi commença d'appeler parfois Marie de Médicis au Conseil. Celle-ci, qui ne faisait plus rien sans consulter l'évêque de Luçon, ne s'imposa point, s'effaça même, tout en témoignant à son fils une affection attentive et dévouée qui peu à peu le rassura. Richelieu rédigea pour elle des notes (nous en avons conservé au moins une) qui

lui indiquaient ce qu'elle devrait dire au roi, lorsqu'il viendrait la voir. Et Louis XIII fut tout heureux de trouver, auprès de sa mère, si sèche à son égard jadis, de la tendresse et de bons conseils. Jusqu'alors, il avait été conduit tantôt par son orgueil, qui le faisait souffrir d'être dirigé, et tantôt par sa naturelle paresse, qui lui rendait presque insupportable d'assister chaque jour aux délibérations de ses ministres. Tandis que les Brûlart en venaient à gouverner sans lui, il écoutait avec plaisir sa mère ; il s'entretenait avec elle de tout ce qui lui tenait à cœur ; et Marie glissait dans leurs entretiens, comme d'elle-même, les avis que Richelieu voulait faire parvenir jusqu'au roi. Elle lui faisait honte de sa faiblesse et de la puissance du roi d'Espagne ; elle le flattait en lui suggérant, ainsi que l'écrivait alors un ambassadeur vénitien, « des idées de gloire et de grandeur ». Et Louis XIII était assez clairvoyant pour comprendre d'où lui venaient tant de bons conseils. En janvier 1622, le nonce Corsini écrivait, à propos du retour de la Reine-Mère auprès du roi : « Le Prince est ombrageux et récalcitrant ; il ne se livrera que quand il sera persuadé qu'elle ne veut autre chose que de le voir tenir lui-même les rênes du gouvernement d'une main ferme. » Richelieu sut convaincre Louis XIII que ni Marie de Médicis ni lui-même n'avaient d'autre ambition que celle-là.

Richelieu recueillit enfin le prix d'une souplesse et d'une patience qui ne lui étaient pas naturelles. Quand Marie eut repris sa place au Conseil, Louis XIII consentit à demander au Pape, ainsi qu'il l'avait promis en 1620, le chapeau de cardinal pour l'évêque de Luçon et il l'obtint en août 1622. En février 1624, lorsqu'il eut renvoyé les Brûlart, il hésita encore : ce fut la Vieuville, et non Richelieu qui succéda aux ministres disgraciés. Mauvais choix, que le roi regretta bientôt. Enfin, en avril, Louis XIII, pressé de tous côtés, même par les dévôts,

qui se croyaient sûrs du nouveau cardinal, fit entrer Richelieu dans le Conseil. Quelques mois après, en août, La Vieuville était chassé à son tour, et Richelieu recevait ce titre de « Chef du Conseil » qu'avait autrefois porté Marie de Médicis elle-même. Le « Ministériat » commençait. .

Que devons-nous entendre par là ? Pour le savoir, il suffit d'interroger Richelieu. Il nous l'a dit, vers la fin du règne, dans son *Testament Politique*. Sa pensée se dégage aisément aussi d'un grand nombre d' « Avis au roi », qu'Avenel a publiés, ou de notes qu'il rédigeait pour lui-même avant ses entretiens avec Louis XIII. Elle apparaît encore très nette, dès 1624, — avant ou très peu de temps après l'entrée au Conseil — dans une curieuse pièce qui porte bien sa marque, quoiqu'elle ait paru sous le nom d'un sieur du Luat, secrétaire ordinaire de la Chambre, le « Discours de la Confiance au Roi ». Nous n'en possédons malheureusement qu'un extrait, mais fait pour Richelieu et conservé dans ses papiers. Alors que Richelieu s'offre à Louis XIII pour réparer les fautes des mauvais conseillers qui mènent le royaume à sa ruine, il est porté sans doute à exagérer le péril. « La maladie de l'État est telle, affirme-t-il, qu'il est prêt à périr s'il n'y est remédié. » Au reste, ce qui nous importe, c'est la façon dont il conçoit le remède. Le salut de l'État dépend, à ses yeux, du roi seul, « comme le chef de ce corps, par l'établissement d'un bon conseil ». Mais il sait bien que ce conseil, quel qu'il soit, sera toujours « composé de personnes qui préfèrent d'ordinaire leurs intérêts à ceux de leur maître ». Aussi estime-t-il « nécessaire au roi d'avoir un souverain confident qui n'ait d'autre but que la conservation, utilité et grandeur de son Prince et de l'État, ainsi que la république romaine élisait un dictateur, lorsqu'elle se voyait en péril éminent. » Il semble ici que Richelieu veuille obtenir de Louis XIII qu'il

abdique toute autorité entre ses mains, comme le faisaient les magistrats de la République romaine entre les mains du dictateur. Mais il ne faudrait pas prendre l'expression trop à la lettre. Richelieu savait Louis XIII trop convaincu des devoirs que sa dignité de roi lui imposait et sa conscience trop scrupuleuse pour qu'il rejetât sur un ministre la responsabilité de ses actes. Ce qui lui était permis, sans qu'il manquât au serment du sacre, c'était de laisser faire ce qu'il ne se sentait pas capable de faire lui-même, c'était d'associer un confident à son autorité souveraine : « Les plus grands princes du monde, écrit le sieur du Luat en 1624, ne sont sortis de leurs affaires que par cette association. » Plus tard, dans le *Testament*, Richelieu a donné à la même pensée une autre forme, en écrivant « qu'il n'y a point de prince en si mauvais état que celui qui, ne pouvant pas toujours faire par soi-même les choses à quoi il est obligé, a de la peine à souffrir qu'elles soient faites par autrui, et qu'être capable de se laisser servir n'est pas une des moindres qualités que puisse avoir un grand roi ». Ce caractère d'*association*, de collaboration intime entre le roi et le ministre est bien marqué déjà dans l'opuscule de 1624 : il faudra, y est-il dit, que le Prince fortifie la capacité de son ministre « d'une communication et déclaration de sa volonté ou de ce qui lui pèsera sur le cœur ». Et Richelieu, dès ce moment — s'il a inspiré l'opuscule — tient compte du tempérament sentimental de Louis XIII, de ce besoin toujours inquiet d'affection et de confiance qui alimentait les perpétuels soupçons du roi. Il faudra que le ministre « soit entièrement à son maître » et que le roi entretienne « cette ardente affection qu'il lui portera d'une amitié grande, l'affection se nourrissant de mutuelle affection ».

On saisit bien ici le caractère propre du *Ministériat* de Richelieu et le rôle que s'y réserve Louis XIII. Pour écar-

ter du pouvoir les mauvais conseillers, Richelieu (par la voix de la Reine-Mère), a dû encourager d'abord le roi à faire prévaloir sa volonté ; il s'est efforcé de dissiper ses doutes, sa « mauvaise honte », et il y est parvenu en faisant appel à son amour de la gloire, à l'ambition qu'il a toujours eue (mais une ambition qu'il fallait souvent réveiller ou entretenir) d'être un grand roi. Il a su lui donner ainsi la joie de se sentir un peu plus de confiance en lui-même ; et c'est par là qu'il s'est emparé de son esprit. Mais il ne l'a pas fait seulement pour parvenir. Il était sincère, quand, plus tard encore, il adjurait Louis XIII de ne pas se désintéresser du gouvernement. Il était sincère quand il le pressait de faire sentir au besoin son autorité absolue : « Il se trouve souvent des occasions, a-t-il écrit, où, quelque autorité qu'ait un ministre, elle ne peut être assez grande pour produire certains effets qui requièrent la voix d'un souverain et une puissance absolue. » Ni les scrupules de Louis XIII, ni la conception monarchique de Richelieu ne pouvaient admettre un roi fainéant. Mais on voit l'extrême difficulté du rôle où les forces de Richelieu s'épuiseront. Il lui faudra sans cesse (et particulièrement pendant les premières années de son ministère) redresser la volonté de Louis XIII et lui inspirer les résolutions nécessaires au bien de l'État. Jamais il ne pourra ou ne voudra se substituer entièrement à son roi. Et jamais non plus, il ne se sentira tout à fait assuré de conserver jusqu'au bout l'affection d'un maître dont l'esprit se tourmentait sans cesse d'inquiétudes et de soupçons.

On ne peut trop insister sur ce lien d'affection mutuelle qui doit unir le ministre et le roi. Richelieu y voyait la plus sûre garantie de son autorité ; et, d'autre part, il caractérise une forme de monarchie, aussi absolue déjà que celle de Louis XIV, mais plus personnelle, en ce sens que l'idée abstraite de l'État, mal dégagée encore, y tient

bien moins de place que la personne du Prince. Quant à la réalité de cette affection et à ses causes, elles apparaissent nettement dans la correspondance privée des confidents du Cardinal avec leur maître ou dans les billets que Louis XIII adressait presque chaque jour à son ministre, dès que Richelieu quittait la Cour. Les passages significatifs y abondent. « J'ai vu le roi le 28, écrit par exemple Bullion en novembre 1632 à Richelieu malade ; il m'a témoigné des tendresses si grandes pour vous qu'il ne s'y peut rien désirer, m'ayant dit une douzaine de fois que, pour un homme de votre qualité, il ne pourrait survivre, si Dieu l'avait tellement affligé que de vous retirer. » Et Bouthillier le jeune, — « Monsieur le Jeune », comme l'appelait familièrement Richelieu — écrit en 1635 : « Le roi a plus de tendresse que jamais pour Monseigneur. Il m'a protesté encore hier au soir qu'il l'aimait plus que sa vie. » Le ton est le même dans les billets autographes de Louis XIII. Le plus expressif peut-être est celui — encore inédit — qu'il adressa à Richelieu pendant le siège de La Rochelle, le 17 mai 1628, pour le dissuader d'assister en personne à un combat naval qui allait être livré devant la ville. Par trois fois en quelques lignes, et dans les termes les plus pressants, il le conjure de ne point s'exposer au péril, et il ajoute : « C'est le plus grand témoignage d'affection que vous me puissiez témoigner que d'avoir soin de vous. Car vous savez que je vous ai dit plusieurs fois que, si je vous avais perdu, il me semblerait être perdu moi-même. » Seule la présence de Richelieu dissipe la mélancolie de Louis XIII. Combien de fois le roi a-t-il écrit au Cardinal ce qu'il lui écrivait le 30 juillet 1628 : « Je ne me porte pas bien, mais j'espère qu'en vous voyant, cela me guérira. »

Ce qui nourrit cette affection du roi, c'est avant tout sa confiance entière dans le dévouement de Richelieu et sa reconnaissance envers un ministre dont il sait apprécier

les services. Cette reconnaissance s'exprime en termes parfois naïfs, mais dont la sincérité est évidente. « Vous usez de tant de diligence, écrit Louis XIII le 21 avril 1628, que vous en faites plus en un jour que les autres n'en feraient en huit. » Et le 4 septembre : « Vous vous pouvez assurer que je suis si extrêmement content de vous qu'il ne se peut rien dire davantage. » Mais, dans cette fidélité persistante du roi, il y avait quelque chose de plus qu'un sentiment de reconnaissance : le souvenir d'une promesse solennelle qu'il avait faite à son ministre, à l'époque de la conspiration de Chalais, alors que Richelieu hésitait à faire arrêter les deux fils naturels de Henri IV, le duc de Vendôme et le Grand Prieur. « Assurez-vous, lui écrivait déjà Louis XIII le 9 juin 1626, que je vous protégerai contre qui que ce soit et que je ne vous abandonnerai jamais... assurez-vous que je ne changerai jamais, et que, quiconque vous attaquera, vous m'aurez pour second. » Dès lors, les allusions à la promesse royale sont fréquentes dans les billets de Louis XIII à Richelieu : « Je vous prie, écrit par exemple le roi en 1628, de vous assurer toujours de mon amitié qui durera jusques à la mort et que je vous tiendrai toujours ce que je vous ai promis. » Et quelques mois après, alors que Richelieu avait, une fois de plus, gravement à se plaindre de Gaston : « Je vous prie de ne vous en mettre point en peine et de croire que je vous maintiendrai bien contre lui et que je mettrai toujours le tout pour le tout pour vous. Je finirai en vous assurant que je vous tiendrai toujours ce que je vous ai promis. »

La situation de Richelieu s'affermait d'ailleurs avec les années, surtout quand les difficultés de la guerre contre l'Empereur et l'Espagne l'eurent rendu plus que jamais indispensable à l'État et au roi. Mais toujours il dut compter avec un caprice possible de Louis XIII et entretenir la confiance du maître en maintenant l'accord

entre leurs deux volontés. Longtemps même, jusqu'en 1631, c'est-à-dire jusqu'à la disgrâce définitive de Marie de Médicis, ce furent trois volontés, et non deux, qu'il fallut accorder ensemble. Il s'y efforça certainement. Il était lié à Marie de Médicis par un long passé. Il lui avait « appartenu », avant de se « donner » au roi ; et c'eût été pour lui une périlleuse entreprise (les événements plus tard le prouvèrent), que de travailler à désunir de nouveau la mère et le fils, alors qu'il devait sa fortune à leur réconciliation. Il ne pouvait d'ailleurs empêcher que la plus vieille tradition monarchique fit à la mère du roi sa place dans le gouvernement ; que Marie de Médicis assistât presque toujours aux séances du Conseil des Affaires et prit part aux délibérations des ministres ; que souvent même le Conseil se tint dans sa chambre. En 1630, encore, nous voyons Richelieu, lorsqu'il lui faut emporter le consentement de Louis XIII à quelque décision grave, agir tout à la fois sur la reine-mère et sur le roi. « Je vous prie, écrit-il le 17 août à Bouthillier qui accompagnait la Cour, tandis que lui-même était en Italie avec l'armée, — je vous prie communiquer ceci plusieurs fois en un jour au roi et à la reine sa mère *étant ensemble*, et nous envoyer une réponse signée du roi sur ce sujet. »

A vrai dire, les malentendus étaient inévitables entre Marie de Médicis et Richelieu. La Reine-Mère avait peine à admettre qu'en « donnant » le Cardinal à son fils, elle eût abandonné tout droit de lui imposer ses préférences ou sa clientèle. Richelieu ne l'a conseillé plus (il n'en avait plus le temps et ce n'était plus son rôle), elle fut conseillée par d'autres, qui n'étaient pas les amis du Cardinal. Elle intervenait dans le gouvernement de façon indiscrette et maladroite. Dès qu'une charge devenait vacante, elle cherchait à y pousser quelqu'un qui fût à elle. Elle se plaignait que Richelieu éloignât d'elle le roi, lorsqu'il appelait celui-ci à La Rochelle ou en Italie.

Elle ne comprenait pas qu'elle dût sacrifier ses affections de famille aux intérêts de l'État : elle eût voulu que Louis XIII ménageât le duc de Savoie, parce que sa fille, qu'elle chérissait tendrement, avait épousé le prince de Piémont. Surtout elle s'obstinait à faire confiance à son second fils, Gaston d'Orléans, qui l'enjôlait ; elle s'irritait que Louis XIII le tint à l'écart : elle attribuait au seul Richelieu, — bien à tort, — la mésintelligence entre les deux frères. Déjà, pendant l'été de 1629, une première brouille survint entre Marie de Médicis et le Cardinal. Louis XIII parvint cette fois à les réconcilier et ce fut peu de temps après que Richelieu reçut du roi le titre de Principal Ministre d'État (21 novembre 1629). Mais Marie de Médicis n'avait pardonné que des lèvres. Enfin, après une crise longue et pénible, dont les principaux incidents sont bien connus — la maladie du roi à Lyon en septembre 1630, la Journée des Dupes, le 10 novembre — Louis XIII se résigna à rompre avec sa mère. Bien qu'il fût très scrupuleux sur son devoir filial, comme il l'était sur tous ses devoirs, il avait pris son parti, et il s'y tint. La fuite même de sa mère à Bruxelles ne fit, semble-t-il, que l'attacher davantage à son ministre. « Je me porte bien, Dieu merci, lui écrivit-il quelques jours après, le 24 juillet 1631, et vous assure que tant plus mes ennemis disent du mal de vous, tant plus cela m'augmente l'affection que j'ai pour vous, qui sera toujours telle que vous la pouvez désirer. » Les « ennemis » dont il parle là, ce sont les partisans de Marie de Médicis et de Gaston.

Sans méconnaître l'autorité personnelle de Richelieu, qui fut d'année en année plus étendue, il convient donc de noter qu'elle dépendit toujours de la volonté du roi et parfois — avant 1631 — des caprices et des entêtements de la Reine-Mère. Mais pour en préciser les limites, il faudrait encore bien connaître le rôle que jouèrent, à côté du Cardinal et de Louis XIII, les autres ministres ; or,

nous le connaissons très mal. Au début, le Conseil était assez indépendant de Richelieu, malgré ce titre de « Chef du Conseil », qui le mettait au-dessus des autres conseillers. Il y comptait peu d'amis, et il hésita longtemps à en modifier la composition. Ce ne fut guère qu'après le complot de 1626 qu'il commença d'en écarter peu à peu ceux dont il se défiait et d'y introduire ses créatures. Sur l'ordre même du roi, les membres du Conseil durent avoir désormais « habitude » avec lui, c'est-à-dire le voir souvent et prendre ses instructions. Pourtant, à côté de Richelieu, il y eut toujours un petit groupe de conseillers intimes (son grand art fut ici de faire agréer par Louis XIII ceux-là seuls qui lui devaient leur fortune), qui continuèrent à former le Conseil des Affaires. En sa présence, il est évident que l'indépendance du Conseil des Affaires, ainsi composé, était illusoire. Mais Richelieu était très souvent malade ; il se retirait très souvent dans une de ses maisons, Bois le Vicomte ou Rueil, ou s'en allait prendre les eaux de Forges. Et le gouvernement ne l'y suivait pas. Le Conseil des Affaires délibérait alors en dehors de lui et préparait seul les décisions du roi. Plus tard, au contraire, il semble qu'il se réunît assez souvent chez Richelieu, et sans que le roi y parût. On est surpris de voir, par exemple, Chavigny, le 6 janvier 1636, s'excuser auprès de Louis XIII de ne pouvoir se rendre à une audience des Nonces, parce qu'il doit se « trouver au Conseil sur les 10 heures chez Monseigneur le Cardinal. » Mais, même alors, les pouvoirs de Richelieu sont limités d'une autre façon, par la nécessité. Ses forces ne suffiraient pas, s'il voulait diriger toutes les parties du Gouvernement. Il en est où son incompetence lui interdit toute action personnelle : c'est le cas des finances ; il ne contrôle guère l'activité des surintendants. Il en est dont il semble se désintéresser : c'est le cas de l'administration provinciale ; les intendants de justice

ne reçoivent que du Chancelier leur commission et ne correspondent qu'avec lui. Or, peut-on qualifier de tout puissant, si puissant qu'il soit, un ministre auquel échappent, ou peu s'en faut, tout le maniement des finances et tout le détail de l'administration locale ?

Mais le trait essentiel, sur lequel il faut toujours revenir, c'est la fragilité d'un pareil pouvoir. Celle-ci ne s'explique pas uniquement par le caractère de Louis XIII, elle tient aussi à la nature même de la monarchie en ce temps-là. On connaît le mot fameux de Richelieu sur les quelques pieds carrés du Cabinet royal. On sait combien d'intrigues de Cour il eut à déjouer, combien de complots à punir et de révoltes à réprimer. Et quand on a lu, dans sa correspondance, tant de notes écrites de sa main qui témoignent de ses perpétuelles inquiétudes, on ne peut mettre en doute le sentiment d'insécurité qui, jusqu'au bout, aggrava pour lui la charge déjà si lourde du ministère et ruina de bonne heure une santé qui n'avait jamais été très robuste. Parmi tant d'intrigues qu'il s'épuisait à démêler, il en est beaucoup, à vrai dire, que nous hésitons à prendre au tragique : intrigues de courtisans, de femmes ou de valets. Mais si l'importance que leur attribuait Richelieu nous surprend d'abord, c'est que nous avons peine à nous représenter un régime où toute la puissance publique se trouvait renfermée dans le cercle étroit de la famille royale, de ses familiers et de ses domestiques ; où les passions et les caprices de ceux qui vivaient autour du roi, avec le roi, pouvaient à tout moment entraîner la volonté royale, dont le gouvernement tout entier dépendait. Jusqu'aux derniers jours du règne (c'est de 1638 à 1642 que grandit la faveur de Cinq-Mars), la toute puissance de Richelieu fut à la merci d'un retour d'orgueil ou d'un moment de faiblesse d'un maître, dont il n'était, pour employer ses propres termes, que « la créature ».



Nous n'avons pas à étudier ici la politique étrangère de Richelieu. Nous ne pouvons pourtant la négliger tout à fait et cela pour deux raisons.

La première, c'est qu'il n'est pas indifférent de rappeler que Richelieu y a consacré la plus grande part de son activité et de son génie. A la lutte contre l'Espagne, il a tout sacrifié. Aussi n'est-il pas possible de comprendre son œuvre intérieure, d'en expliquer les insuffisances et les lacunes, si l'on perd de vue qu'elle n'a jamais été pour lui l'essentiel. Dès son entrée dans le Ministère et jusqu'à son dernier jour, d'autres préoccupations, plus pressantes, l'ont sans cesse empêché d'entreprendre ou de mener à bien les réformes les plus nécessaires. Vers la fin de sa vie, lorsqu'il écrivait la « Succincte Narration des grandes action du Roi », dont il a fait le premier chapitre de son *Testament Politique*, Richelieu a voulu persuader à Louis XIII, et peut-être était-il persuadé lui-même, que son œuvre entière s'était ordonnée dans le cadre d'un programme précis. « Je promis à Votre Majesté d'employer toute mon industrie et toute l'autorité qu'il lui plaisait me donner, pour ruiner le parti huguenot, rabaisser l'orgueil des grands, réduire tous ses sujets en leur devoir, et relever son nom dans les nations étrangères au point où il devait être. » Mais l'histoire ne découvre pas dans ses actes cette belle ordonnance. En réalité, lorsque Louis XIII eut fait entrer Richelieu dans ses Conseils, les premières initiatives du nouveau ministre n'eurent pas d'autre objet que le redressement de la politique royale au dehors, et dès ce moment, ce fut à la lutte contre l'Espagne, longtemps « couverte », mais toujours active, qu'il se consacra tout entier ; ce furent les péripéties de cette lutte qui déterminèrent ses résolutions au

jour le jour, à l'intérieur du royaume comme au dehors. Ce grand esprit, tout cartésien avant Descartes, et qui eût voulu mettre dans les choses l'ordre qui était la règle de sa pensée, a dû se résigner à ne vivre que d'expédients.

La politique étrangère de Richelieu intéresse encore notre sujet d'une autre façon : par ses résultats. L'aveuglement et la faiblesse de Luynes, puis des Brûlart, avaient fait tomber très bas le prestige de Louis XIII hors du royaume. En sacrifiant aux intérêts de l'Église universelle l'intérêt national, les mauvais ministres n'avaient pas seulement ruiné la confiance des princes et des États protestants, groupés jadis autour du roi de France contre le roi d'Espagne ; ils avaient aussi découragé les princes et les États italiens, qui ne pouvaient trouver le repos et la paix que dans l'alliance française ou sous la tutelle espagnole ; ils avaient isolé Louis XIII en Europe. Et cet isolement, cette humiliation avaient affaibli le pouvoir royal à l'intérieur. Avec Richelieu, tout changea. Non pas aussitôt, sans doute. Sa première campagne diplomatique contre l'Espagne s'acheva même par un échec, qui lui fut très dur, la paix de Monçon (1626). Mais il se remit à la tâche après la prise de La Rochelle et son long effort, traversé de bien des épreuves, le conduisit du moins presque jusqu'au but : s'il ne vit pas la victoire, il la croyait toute proche au moment où il mourut. Certaines affirmations du *Testament politique* sont caractéristiques à cet égard. Il avait, en tout cas, « relevé le nom du roi dans les nations étrangères au point où il devait être » et, par là-même, il avait affermi l'autorité de Louis XIII dans le royaume. Un roi glorieux obtient aisément l'obéissance. C'est peut-être par les succès remportés sur les Espagnols, que Richelieu a contribué le plus au triomphe de la Monarchie absolue.



Il y a contribué, non davantage, mais de façon plus directe, en ruinant le parti huguenot. Il semble qu'il ait arrêté de très bonne heure, bien avant son entrée au Conseil, les principes dont il s'inspira toujours dans sa politique à l'égard des Calvinistes, et ce sont les principes mêmes de l'Édit de Nantes. Reconnaître à tous les sujets de confession réformée une pleine liberté de conscience ; leur accorder une large liberté de culte, — aussi large que les passions, encore très vives, le pouvaient permettre ; ne point distinguer entre eux et les sujets catholiques, pourvu qu'ils obéissent au roi, et leur assurer à tous des droits égaux ; n'attendre enfin que de leur reconnaissance et de la grâce divine le retour des hérétiques à la foi traditionnelle : c'est bien là ce que Henri IV aurait voulu et ce qu'il s'était efforcé de réaliser par l'Édit de Nantes. Mais la dureté des temps, tout proches encore des guerres civiles, ne le lui avait pas permis. Il avait dû ajouter aux libertés des garanties ; il avait signé le brevet qui abandonnait, pour six ans, des places de sûreté aux réformés. Il avait dû permettre à ceux-ci d'entretenir à la Cour, auprès du roi, deux délégués, et reconnaître ainsi qu'ils avaient des intérêts particuliers à défendre, qu'ils formaient toujours un parti dans l'État ; enfin, pour qu'ils pussent désigner leurs délégués, il avait dû leur permettre de réunir, par intervalles, des assemblées générales. Rien de tout cela n'était dans l'Édit de Nantes ; rien de tout cela ne s'accordait avec l'esprit de l'Édit de Nantes ; et l'œuvre d'apaisement en avait été faussée dès l'origine. Puis la mort prématurée du roi, la régence de Marie de Médicis, la politique espagnole et catholique du nouveau règne, avaient accru les inquiétudes du parti protestant, l'avaient entraîné peu à peu

à compléter son organisation propre, à créer un État dans l'État, une sorte de république dans le royaume ; bientôt même, il avait repris les armes contre le roi. Après deux nouvelles guerres religieuses, Louis XIII eût été peut-être en droit de prétendre que les réformés eux-mêmes, par leur révolte, l'avaient dégagé de ses promesses : le Prince de Condé, en 1622, eût voulu qu'il sacrifiât l'Édit de Nantes au serment du sacre et qu'il « exterminât » les hérétiques, ou du moins qu'il les réunit de force à l'Église romaine. Ce fut aussi par la force, — il le fallut bien — que Richelieu réduisit les huguenots à l'obéissance. La Rochelle fut assiégée onze mois et plus de quinze mille habitants, dit-on, y succombèrent à la famine ; les vieillards, les femmes, les enfants, que les assiégés chassèrent quand il ne fut plus possible de les nourrir, moururent de faim entre les murailles et les lignes de l'armée royale. En Languedoc, Condé brûla toutes les récoltes autour des villes assiégées ; en 1629, Privas fut pris d'assaut par Louis XIII, mis à sac, puis rasé. Mais dès que La Rochelle eût ouvert ses portes, Richelieu, s'il y rétablit le culte catholique, permit aux réformés d'y prier et d'y prêcher à leur mode. Après la soumission du Languedoc, il n'y eût plus de villes de sûreté protestantes, d'assemblées protestantes, de parti protestant : les protestants perdirent tous leurs privilèges, qui les rendaient dangereux et qui leur étaient désormais inutiles. Mais la Grâce d'Alais (28 juin 1629) ne touchait à aucune des clauses de l'Édit de Nantes ; elle donnait au contraire à celui-ci une vigueur nouvelle, puisque le roi l'y confirmait librement après sa victoire. Richelieu, bien qu'il fût d'Église et Cardinal, avait achevé l'œuvre de Henri IV.

Parmi les dévôts, il en est plus d'un que la mansuétude du roi victorieux scandalisa. Pourtant il semble bien que Louis XIII se laissa gagner sans peine à la poli-

tique dont l'Édit de Grâce fut l'affirmation solennelle. Elle flattait sa générosité et sans doute se sentait-il plus lié par les promesses de Henri IV que ne voudra l'être Louis XIV. Les résultats de la paix, en tout cas, le récompensèrent. Au lendemain de l'Édit de Grâce, Montauban résistait encore : Richelieu n'eut qu'à paraître pour s'en faire ouvrir les portes et les pasteurs eux-mêmes vinrent l'assurer de leur obéissance. Les troupes royales ne laissèrent pas de garnison dans les villes rebelles, où furent rétablis les anciens corps municipaux et qui acceptèrent de raser elles-mêmes leurs remparts. Les passions s'éteignirent. Lorsque, moins de trois ans après, le duc de Montmorency tenta de les réveiller pour soulever tout le Languedoc contre le roi, les protestants ne répondirent pas à son appel. Ils étaient devenus et ils restèrent des sujets fidèles. Richelieu n'avait pas seulement « ruiné le parti huguenot » ; il avait rétabli la paix religieuse dans le royaume, au grand profit du pouvoir royal.



Pour combattre les protestants, puis les Espagnols, il fallut créer une flotte ; il fallut lever de nouveaux corps de troupes, les compléter par de fréquentes recrues, les entretenir de munitions et de vivres. Richelieu a-t-il su ou pu donner à la France les forces de mer et de terre dont la Monarchie avait besoin pour développer et affermir sa puissance ?

Il a voulu — et c'était une idée nouvelle, — que le roi fût aussi puissant sur mer qu'il l'était sur terre, et il ne l'a pas voulu seulement dans un but de politique étrangère, mais aussi en vue de réaliser des desseins économiques qui lui font grand honneur, mais que la guerre a rendus vains ; il a fait un gros effort pour doter le royaume d'une marine capable de protéger les ports et le commerce et

de tenir tête aux escadres de la Hollande et de l'Angleterre. Il a fait construire sur l'Océan de gros vaisseaux « à la hollandaise », et sur la Méditerranée des galères, à l'exemple de l'Ordre de Malte. Dans les mers du Ponant la « Couronne », de 200 pieds de long et de 1 900 tonneaux, fut le plus gros navire qui eût été jusqu'alors construit en France ; en 1635, d'Harcourt et Sourdis commandèrent une flotte de trente-cinq vaisseaux de ligne, sans compter les navires légers, les frégates et les brûlots. A Toulon fut lancée « La Réale », une galère dont la chiourme ne comptait pas moins de six cent soixante hommes. Richelieu fit nettoyer les ports, créa des arsenaux — à Brouage, à Brest, au Havre — et des chantiers de construction dans l'île d'Indret. Pour mener à bien cette œuvre longue et difficile, il s'était fait attribuer, dès 1626, la charge nouvelle de « Grand Maître, Chef et surintendant général de la Navigation et Commerce de France » et il parvint à réunir entre ses mains les pouvoirs jusqu'alors dispersés, des amiraux de France, de Guyenne, de Bretagne et de Provence. Son œuvre fut donc considérable ; mais elle ne dura point. La pénurie d'argent l'empêcha de construire autant de vaisseaux qu'il eût voulu. Surtout il ne sut pas ou il ne put organiser le recrutement. La chiourme des galères fut toujours insuffisamment pourvue de prisonniers barbaresques ou de forçats ; la flotte du Ponant manqua plus encore de matelots, uniquement recrutés par engagements volontaires ou forcés. On trouvait, sur les vaisseaux hollandais et anglais, plus de marins français que sur les vaisseaux du roi. La charge même de Grand-Maître de la Navigation et du Commerce, que Richelieu avait fait créer pour lui, ne lui survécut guère. Le vrai créateur d'une marine royale ne viendra que plus tard et ne sera pas un Grand-Maître, mais un simple Secrétaire d'État.



Personne encore n'a entrepris d'étudier l'organisation de l'armée royale au temps de Richelieu. Nous savons l'intérêt très vif que Louis XIII prenait à l'administration militaire ; la joie qu'il eut de commander des troupes en personne, contre les protestants en 1622, devant La Rochelle en 1627 et 1628 ; au Pas de Suze et devant Privas en 1629, en Savoie en 1630, malgré la peste. Nous savons aussi qu'il aimait à régler lui-même les plus petits détails relatifs aux recrues, aux routes d'étapes, à la discipline, à l'équipement : de ces détails, ses billets à Richelieu sont remplis. Richelieu lui-même n'avait pas moins d'ardeur guerrière ; il portait volontiers la cuirasse sur sa robe de cardinal et il fut, en 1628 et en 1630, lieutenant-général du roi aux armées. Ses papiers sont riches en pièces concernant les troupes, le recrutement, les effectifs, la solde, le ravitaillement surtout. Mais ils n'ont pas été méthodiquement dépouillés. Sur son œuvre militaire, nous n'avons encore que des impressions.

Elle ne fut, semble-t-il, nullement systématique. Richelieu, à mesure que s'étendaient les opérations, s'efforça d'augmenter le nombre des régiments entretenus. Il s'efforça de maintenir le bon ordre parmi les troupes et d'en assurer le ravitaillement ; il y employa quelques-uns de ses plus fidèles serviteurs, comme l'évêque de Mende. « Il se trouve en l'histoire, a-t-il écrit dans son *Testament Politique*, beaucoup plus d'armées périées par faute de pain et de police que par l'effort des armes ennemies. » Il s'efforça enfin d'empêcher l'infidélité des généraux. Mais si l'armée royale fut plus nombreuse, un peu mieux payée (quand le Trésor n'était pas vide), un peu mieux ravitaillée (quand les fournisseurs des vivres ne trompaient pas le roi), l'organisation n'en changea guère. Sur

deux points seulement, il y eut progrès certain, et même si l'on veut, innovation. Le Secrétaire d'État chargé de la guerre fut plus spécialisé qu'auparavant : Sublet de Noyers prépare et annonce son successeur, Michel Le Tellier. L'autorité des intendants de la justice et des finances aux armées se fit mieux sentir. Et sans doute la place chaque jour plus grande que se font ces civils à côté des généraux n'est pas un fait négligeable.

Mais la plupart des vices anciens subsistent. Le recrutement se fait toujours par les sergents racoleurs, au nom des capitaines. Un tel système rend facile les désertions, parce que les capitaines ne connaissent pas leurs soldats, pour la plupart gens sans aveu, sans état civil, qui dissimulent leur identité sous un petit nombre de noms de guerre, La Fleur, La Violette, La Jeunesse, La Fortune, quelques douzaines de noms tout au plus ; il les encourage même, car les capitaines ne se soucient de l'effectif qu'au lendemain de la levée, au moment de la « montre » (revue), et sont bien aises qu'ensuite leur compagnie s'affaiblisse, parce qu'ils profitent alors de la solde des déserteurs. La plaie du racolage est d'ailleurs une plaie permanente : il n'existe ni dépôts ni réserves et, chaque hiver, les opérations sont interrompues pendant quelques mois, pour permettre aux capitaines de rafraîchir leurs compagnies par de nouvelles recrues. Les intendants de justice aux armées veillent du mieux qu'ils peuvent aux routes d'étapes, aux quartiers d'hiver ; mais la charge en est très lourde aux « assujétis à la taille », qui en paient les frais, et la discipline est si relâchée que les troupes en quartiers ou en marche font presque autant de mal aux sujets du roi que les troupes en campagne aux ennemis. Parmi les officiers eux-mêmes, la discipline n'est guère plus stricte. Ne voit-on pas des capitaines, des « mestres de camp » (colonels) abandonner

leur poste sans congé, si quelque affaire d'importance les rappelle dans leurs pays ?

Surtout l'armée n'appartient pas au roi. Elle est soumise, comme l'administration financière, au régime de l'entreprise. Elle est formée d'un plus ou moins grand nombre de compagnies, dont chacune appartient à un capitaine, qui l'a levée et qui l'entretient, avec l'aide du roi, sans doute, mais en partie à ses frais ou à son profit. Les régiments ne sont que des groupes de compagnies dont un « mestre de camp » commande à la fois la première, la « Compagnie Mestre de camp », et le régiment tout entier, qui le plus souvent porte son nom. C'est le roi, sans doute, qui « donne » les régiments, mais il n'est pas toujours libre de les donner à qui il veut : « Je crois, écrit par exemple un jour Louis XIII à Richelieu, que vous aurez su la mort du pauvre comte de Ribérac. J'ai donné son régiment à son fils, qui était son premier capitaine ; aussi, si je l'eusse donné à un autre, le régiment se fût tout débandé, à cause que les capitaines étaient tous *d'autour de chez lui et parents ou amis du défunt.* » Les clientèles s'étaient solidement implantées dans les régiments. Enfin, à la tête de toute l'administration militaire, se trouvent placés, bien plus que le roi, les titulaires de grandes charges — colonel général de la cavalerie, de l'infanterie, colonel de la cavalerie légère, grand maître de l'artillerie (Richelieu n'a laissé vacant que l'office de connétable) — auprès de qui le représentant du roi, le Secrétaire d'État, n'est qu'un assez petit personnage.

Avant l'entrée en guerre du roi de France contre le roi d'Espagne, Richelieu n'avait eu ni le temps, ni les moyens (ni peut-être la pensée ?) de réorganiser l'armée royale. Il les eut bien moins encore en pleine guerre. La seule innovation de conséquence fut l'autorité plus grande des intendants de la justice aux armées.



Il n'est peut-être pas d'époque, dans l'histoire des institutions de l'ancienne France, qui nous soit plus mal connue que celle de Louis XIII. Que sont devenus, sous Louis XIII, les organes essentiels du gouvernement monarchique ? L'organisation administrative du royaume s'est-elle transformée ? Quelle a été, dans ce domaine, l'œuvre propre de Richelieu ? Autant de questions auxquelles nous ne pouvons encore donner des réponses toujours précises.

J'ai dit ce que fut le Ministériat, cette association d'un roi et d'un ministre dans l'exercice du pouvoir absolu. Nouvelle façon de pratiquer l'absolutisme, peut-être, mais qui n'en change pas le caractère traditionnel. A côté du roi et du principal ministre, les organes du gouvernement monarchique et de l'administration centrale restent ceux de la période précédente : le Conseil des Affaires, le Conseil d'État, les Secrétaires d'État. Ce qui peut changer dans le Conseil des Affaires, et ce qui change en effet, c'est la composition ; ce n'est pas l'organisation, car il n'en a point ; il a toujours pris la forme que lui donnaient le tempérament et la volonté du roi. — Pendant le ministère de Richelieu se sont succédé les règlements relatifs au Conseil d'État ; nous en connaissons quatre entre 1624 et 1630. Mais ils n'avaient pas été moins fréquents entre 1610 et 1624. Leur but est toujours le même : diminuer le nombre excessif des conseillers d'État ; renvoyer au Grand Conseil, au Parlement, à la Cour des Aides, un certain nombre des procès dont le Conseil d'État, siégeant comme Conseil des Parties, était surchargé ; réglementer l'activité du Conseil, en distinguant les jours où il siégerait comme tribunal (Conseil des Parties), ou serait « tenu pour les finances », ou s'occupe-

rait des affaires de toutes sortes au sujet desquelles le roi désirait prendre son avis. Peut-être le règlement du 18 janvier 1630 fut-il mieux appliqué que les précédents et régla-t-il de manière un peu plus durable les « séances » diverses du Conseil ? Mais nous n'en sommes pas très certains. Puis Richelieu prit-il part à son élaboration ? André d'Ormesson, dans son *Journal*, nous dit que les règlements de 1624, de 1626, de 1628 furent rédigés par Michel de Marillac. Il ne nomme pas l'auteur de celui de 1630. Mais, le 18 janvier, Richelieu était, avec l'armée royale, sur la route du Piémont ; pendant le mois de décembre précédent, il avait été bien occupé, bien préoccupé aussi des affaires d'Italie et de ses dissentiments avec Marie de Médicis, qui désapprouvait sa politique d'intervention. On peut se poser la question. En tout cas, il ne faut parler de conseils distincts, même après 1630, qu'en n'attachant pas aux mots un sens trop précis ; car ce sont les mêmes conseillers qui se répartissent entre eux, et chacun d'eux, quel que soit le nombre de ses membres, représente toujours le « Conseil d'État du roi ». Enfin, entre les Secrétaires d'État, on continue à répartir les provinces en quatre parts à peu près égales. En 1624, les pays étrangers étaient répartis de même, et aussi la guerre. Mais il n'en avait pas toujours été ainsi : jadis, sous Henri III, puis sous Henri IV, « tous les étrangers », comme on disait alors, avaient été réunis entre les mains d'un seul Secrétaire d'État, Revol, puis Villeroy ; et le règlement de 1589 avait donné de même « toute la guerre » à M. de Beaulieu. On revint, en 1626, à ce système, plus logique et plus commode, et le règlement de cette année-là, nous dit l'historien des Secrétaires d'État, Fauvelet du Toc, qui écrivait en 1668, « n'a point été changé depuis, si ce n'est par l'échange de quelques provinces ». Mais il n'avait pas poussé plus loin la spécialisation.



En ce qui concerne l'administration provinciale, des innovations étaient devenues nécessaires : elles se produisirent, et nous savons dans quel sens, par quels moyens. Mais nous savons de façon beaucoup moins sûre quelles furent les étapes de l'évolution et surtout dans quelle mesure l'action personnelle de Richelieu y contribua.

Si des innovations étaient devenues nécessaires, c'est que la vénalité et l'hérédité des offices avaient produit leurs dernières conséquences : le gouvernement monarchique avait presque perdu toute prise sur l'administration locale, tout au moins en ce qui concerne les affaires courantes. Comment, sous ce régime nouveau, qui s'était établi peu à peu, par la force des choses et par l'abstention du pouvoir central, la France était-elle administrée ? Il faut avouer que nous l'ignorons presque entièrement. Il semble que les lieutenants-généraux et les Conseils de bailliages n'avaient plus à beaucoup près, au début du xvii^e siècle, l'activité administrative que M. Dupont-Ferrier leur reconnaît à la fin du xve, et qu'ils fussent presque réduits à leur fonction de juges royaux ; il est vrai que, dans l'ancienne France, fonction judiciaire et fonction administrative étaient si intimement liées l'une à l'autre qu'il est presque impossible de les distinguer. Il semble aussi que le premier rôle appartenait de plus en plus, dans l'administration locale, aux bureaux des finances, c'est-à-dire aux trésoriers de France ; ce serait là d'ailleurs un résultat très naturel de la fiscalité envahissante. En tout cas, nous ne voyons l'autorité royale se manifester dans les provinces qu'en matière d'impôts, en particulier pour assurer la levée des taxes et protéger les traitants, ou pour rétablir l'ordre par la force, quand il y est trop gravement troublé.

Il va sans dire qu'un pareil système favorisait l'indépendance des compagnies — parlements, cours des aides, bureaux de finances, etc., — et de toutes les assemblées locales, qui étaient encore très nombreuses dans le royaume : assemblée des États Généraux et assemblées de diocèses dans le pays de Languedoc ; assemblée des trois états dans un assez grand nombre de provinces, dont beaucoup les ont perdues un peu plus tard ; assemblées générales d'habitants dans les villes et dans les paroisses rurales. Malheureusement l'état social ne permettait pas que cette décentralisation très large, qui souvent compromettait l'intérêt général, tournât du moins au profit des administrés : elle n'était guère favorable qu'aux intérêts de caste ou souvent même aux intérêts particuliers. Elle devint, d'autre part, insupportable au pouvoir royal, dès que celui-ci se fut raffermi. Mais le roi n'était en état ni de supprimer la vénalité en remboursant les offices (on en parla quelquefois, on ne l'essaya jamais, et pour cause), ni de rétablir son autorité sur les officiers, ni de créer de toutes pièces une administration nouvelle. Il fallut que celle-ci se créât d'elle-même, par des moyens de fortune, parce qu'on ne pouvait pas se passer d'elle.

Cette administration nouvelle, ce devait être l'administration par les intendants. Quand et comment a-t-elle pris naissance ? Comment s'est-elle développée, consolidée ? A ces questions-là, nous ne pouvons faire que des réponses hypothétiques. La première d'ailleurs, est certainement oiseuse. Il est bien rare, sous l'ancien régime, que les institutions aient un acte de naissance : elles sortent peu à peu d'institutions plus anciennes, elles ne naissent pas à un jour donné. Mais il n'en faut pas moins essayer d'expliquer comment se fit le passage de l'administration presque irresponsable des compagnies d'officiers à cette administration par les intendants, qui parais-

sait déjà si bien établie en 1648, que parlements et officiers firent un gros effort pour s'en affranchir.

L'instrument de cette administration nouvelle, la Monarchie n'eut pas à l'inventer ; il existait depuis très longtemps et il avait déjà pris bien des formes différentes : c'est le commissaire. Si toute l'autorité réside dans la personne du roi, il est naturel que le roi puisse déléguer cette autorité souveraine à qui il veut. Il l'a toujours fait. Mais à mesure que le royaume s'étend, que la monarchie devient plus puissante et que pourtant l'administration locale lui échappe davantage, le commissaire devient plus indispensable. L'extension du rôle des commissaires (l'abus des commissaires, penseront les contemporains) est bien l'un des caractères essentiels de l'administration monarchique au temps de Louis XIII et de Richelieu. Ces commissaires, Richelieu les prend un peu partout, parmi ses domestiques, — tels ses anciens « maîtres de la chambre », l'évêque de Mende ou l'évêque de Nantes, — parmi ceux du roi — tel Sanguin, maître d'hôtel de Sa Majesté, — mais, le plus souvent, parmi ces serviteurs expérimentés, ambitieux et fidèles que sont les maîtres des requêtes. Ceux-ci, anciens magistrats (ils ont tous passé par une chambre de parlement), initiés aux affaires de finance et d'administration (ils sont rapporteurs au Conseil d'État), peuvent être employés aux besognes les plus diverses. Ils forment, avec des conseillers de parlements, les fameuses commissions extraordinaires qui jugèrent le maréchal de Marillac, les complices de Gaston d'Orléans ou Cinq-Mars. Ils vont, sur les routes que suivront les armées, préparer les étapes. Ici et là, nous les trouvons prêts à protéger les fermiers des taxes ou à se substituer aux autorités locales pour réprimer une sédition.

Plus communément encore le roi les envoie écouter les plaintes de ses sujets et réformer les abus de la jus-

tice : ils tiennent lieu de Grands Jours, agissent plus rapidement et coûtent moins cher.

Mais le commissaire n'est pas l'intendant, même quand il en porte déjà le nom. On peut même dire, sans paradoxe, que l'administration par les officiers et les commissaires, ceux-ci corrigeant ceux-là, et l'administration par les intendants, tels que les comprendront plus tard Colbert et Louis XIV, procèdent de deux conceptions contraires. La seconde vise à créer, et à substituer aux officiers, une administration locale qui dépendra étroitement du roi et de ses ministres (puisque les intendants ne seront pas « en titre d'office » et tiendront uniquement leurs pouvoirs de commissions révocables), mais qui n'en aura pas moins son existence propre, stable, et bientôt ses traditions. La première ne crée rien de permanent, rien qui existe en dehors du bon plaisir royal ; elle ne vise pas à supprimer les officiers, mais seulement à se passer d'eux chaque fois que la raison d'État l'exige. C'est bien là, semble-t-il, la conception de Richelieu, qui préférerait les expédients aux réformes, et qui a écrit, dans son *Testament Politique*, cette phrase extraordinaire : la vénalité des offices « serait un crime au nouvel établissement d'une République », mais « la prudence ne permet pas d'agir de même pied en une Monarchie dont les imperfections ont passé en habitude, et dont le désordre fait (non sans utilité) partie de l'ordre de l'État ».

Il n'en est pas moins vrai que, peu à peu, l'intendant, au sens plein du mot, sortit du commissaire. Le titre apparaît de très bonne heure : on le rencontre déjà fréquemment sous Henri IV. Le titre n'a sans doute que peu d'importance ; il est pourtant lié à une certaine stabilité de la fonction et, par là, prépare ou annonce l'avenir. Le maître des requêtes qui accompagne un général d'armée est « intendant de la justice en l'armée de Sa Majesté ». D'autres maîtres des requêtes sont placés à

côté d'un gouverneur, dans la ville capitale d'une province : ils y prennent aussi le titre d' « intendants ou de surintendants de la justice. » A Lyon, par exemple, les intendants de la justice se succèdent sans intervalle depuis 1598 ; de Monthelon y réside pendant dix ans, de 1607 à 1617 ; puis Jacques Olier, le père du curé de Saint-Sulpice, pendant sept ans, de 1617 à 1624. Bien d'autres demeurent deux et trois ans dans la ville où ils ont été envoyés. En 1626, déjà, les parlements se plaignent à l'assemblée des notables « d'un nouvel usage d'intendants de la justice, qui sont envoyés près de MM. les gouverneurs et lieutenants généraux » et qui « résident » dans les provinces « plusieurs années ». Ils n'obtiennent pas que le roi renonce à ce nouvel usage, plus ancien d'ailleurs qu'ils ne le disaient. En 1628, Machault qui venait de servir comme maître des requêtes en Bretagne, est envoyé en Languedoc avec une commission « d'intendants de la justice, police et finances » et y reste jusqu'à la prise d'armes de Montmorency, en mars 1632. En 1631, Hay du Chastelet porte le même titre en Bourgogne et Bresse. On pourrait en citer bien d'autres. Les maîtres des requêtes, cela va sans dire, tiennent à cette qualité d'intendant qui rehausse leur prestige. Machault, en 1630, au moment où la commission va lui être renouvelée, insiste auprès de Richelieu pour « que ce ne soit avec moins de dignité » et pour que le titre d'intendant de la justice et des finances lui soit conservé. Tout naturellement aussi ils s'efforcent d'élargir leur compétence. A leurs pouvoirs d'enquête et de police s'ajoutait naturellement un droit de justice, inhérent à leur qualité de maîtres des requêtes : ils présidaient les juges royaux lorsqu'ils siégeaient dans un tribunal ; ils pouvaient juger eux-mêmes, et souverainement, dans les cas prévus par leur commission, à la seule condition d'appeler auprès d'eux « le nombre de juges requis par les ordon-

nances. » Mais, en matière de finances, ils n'eurent longtemps que des pouvoirs de contrôle et de correction. Les Trésoriers de France étaient encore de puissants personnages et tenaient à leurs privilèges. Un règlement d'août 1642, cité par Caillet, est le premier en date, semble-t-il, qui donne à l'intendant le droit de présider le bureau des finances et de procéder au département de la taille avec les Trésoriers de France, ou même sans eux, s'ils ne consentent point à lui abandonner la présidence. Désormais l'intendant de la justice (car, dans l'usage on continue souvent à ne lui donner que ce nom et c'est ainsi que le nomme le règlement même de 1642) se trouve pourvu, ou peu s'en faut, de toute la compétence que les commissions ultérieures accorderont communément aux intendants.

Mais cette évolution, qui semble achevée à la fin du ministère de Richelieu, Richelieu y a-t-il systématiquement travaillé ? Il ne le paraît pas. Il ne fut certainement pour rien dans le règlement d'août 1642 ; à ce moment-là, il était à Lyon, où s'achevait le procès de Cinq-Mars. Il est bien surprenant que dans ses papiers si abondants et qui touchent à tout, il ne soit à peu près jamais question des intendants. Sans doute, c'est avec le Garde des Sceaux que ceux-ci correspondaient ; mais si Richelieu s'était intéressé à leur administration, s'il avait estimé que le développement de leur compétence importait au premier chef à l'affermissement de la Monarchie absolue, nous en trouverions, semble-t-il, de nombreux témoignages dans sa correspondance. Or, elle est presque muette à leur sujet et, tout au contraire, Richelieu parle d'eux, dans son *Testament Politique*, en termes singuliers. Il y recommande au roi d'envoyer souvent des maîtres des requêtes dans les provinces pour contrôler l'administration des officiers de justice et de finances, mais non pas seulement ajoute-t-il, « pour faire la fonc-

tion d'intendant de la justice dans les villes capitales, ce qui peut plus servir à leur vanité qu'à l'utilité du public ». Qu'est-ce à dire, sinon que Richelieu préfère le commissaire à l'intendant ?

Il faut bien constater d'autres indices troublants. Il ne parut, sous le règne de Louis XIII, qu'une seule ordonnance réformatrice, celle de 1629, qui traite, — mais sans aucun ordre et sans aucunes vues systématiques — de toutes les parties de l'administration. Or, nous savons très précisément que cette ordonnance (le *Code Michaud*, comme on l'appela), fut l'œuvre personnelle de Michel de Marillac, qui ne s'entendait guère avec Richelieu. Nous savons aussi que Richelieu désapprouva Marillac de l'avoir fait enregistrer par le Parlement de Paris en lit de justice, et qu'après la disgrâce du Garde des Sceaux, lorsque le Parlement cessa d'appliquer l'ordonnance, Richelieu ne fit rien pour l'y obliger. Vers la même époque (ou un peu plus tôt, dès 1627), une tentative fut faite pour introduire des élus royaux dans quelques-uns des grands Pays d'États, en Dauphiné, en Bourgogne, en Provence, en Languedoc, c'est-à-dire pour unifier l'administration financière du royaume. La réforme, si elle était conduite avec vigueur, et maintenue, pouvait avoir de grandes conséquences. Mais elle ne réussit qu'en Dauphiné, où les États cessèrent bientôt de se réunir. Elle se heurta partout ailleurs à des résistances tenaces, que l'on ne put ou que l'on n'osa briser. Puis, à partir de 1631, — après la disgrâce de Marillac — elle fut abandonnée successivement en Bourgogne, en Provence, en Languedoc, et les États achetèrent la suppression des élus nouvellement créés. Tout se termina par un expédient de fiscalité. Qui avait conseillé la tentative ? Nous n'en savons rien. Mais au moment où elle se produisit, c'est à Michel de Marillac qu'appartenait surtout le soin de l'administration intérieure ; c'est avec lui que correspondaient les

maîtres des requêtes en mission. Et ce fut Richelieu qui négocia l'abandon de cette grande réforme financière.

A bien réfléchir, il est difficile d'échapper à une conclusion, vers laquelle tous les indices semblent conduire et devant laquelle on hésite seulement parce qu'elle heurte des opinions traditionnelles : Richelieu fut un très grand homme d'État, il ne fut pas un administrateur. Peut-être n'en avait-il pas le tempérament ? Il n'en eut d'ailleurs ni le temps ni les moyens, et à la tâche (que certains proposaient à son activité créatrice) de réorganiser le royaume, il préféra celle, qui lui parut sans doute de plus de portée et plus urgente, d'assurer l'indépendance et la puissance de la Monarchie française en Europe. Il semble, en tout cas, qu'il ait très bien vu l'impossibilité où il se trouvait de conduire à bonne fin les deux tâches à la fois, et qu'il ait pris nettement parti dès 1630. A ce moment, la soumission des huguenots lui ouvrait les plus larges perspectives au dehors. Mais, au dedans, le royaume était plus désorganisé que jamais. Presque chaque jour, une sédition se produisait ici ou là ; et, ce qui était plus grave encore, les parlements s'abstenaient de poursuivre les coupables, souvent même entravaient l'initiative des maîtres des requêtes envoyés par le roi pour rétablir l'ordre. Michel de Marillac était alors à Lyon, avec les reines, tandis que Richelieu, dans les Alpes, surveillait les opérations militaires. Le Garde des Sceaux ne manquait pas, dans ses lettres, de signaler les séditions au Cardinal, à mesure qu'il en était informé lui-même, et d'insister sur l'attitude factieuse des parlements. « Tout est plein de séditions en France, écrivait-il encore le 15 juillet 1630 ; les parlements n'en châtent aucune. » Mais déjà les préoccupations de Richelieu étaient ailleurs. Le 30 mars, il avait surpris Pignerol. Après ce coup de partie, il fallait choisir : ou garder Pignerol et se résoudre à la guerre contre les Espagnols,

ou rendre Pignerol pour conserver la paix et « quitter les pensées d'Italie pour l'avenir ». C'est dans ces termes que Richelieu posait au roi le dilemne ; et il ajoutait : « Si le roi se résolvait à la guerre, il fallait quitter toute pensée de repos, *d'épargne et de règlement du dedans du royaume* ». Or, Louis XIII, ainsi que Richelieu le souhaitait, choisit la guerre ; couverte, ouverte, il la soutint tant qu'il vécut. Dès lors, d'année en année, Richelieu dut ajourner les réformes jusqu'à la conclusion d'une paix qu'il espérait toujours et qui toujours se dérobait.

Engagé dans une lutte où se jouait l'avenir du royaume, Richelieu fut aussi, tant qu'il vécut, en proie à des difficultés de plus en plus inextricables. Lorsqu'il était devenu Chef du Conseil, « l'état des affaires du roi », comme on disait, c'est-à-dire l'état des finances, empirait d'année en année. Il en a dit lui-même les raisons, dans un mémoire du 1^{er} juin 1626. Morceau par morceau, comme au siècle précédent, le domaine était aliéné ou hypothéqué pour servir de gage à des emprunts. Les ressources normales, grevées d'assignments qui en déterminaient à l'avance l'emploi, étaient tombées presque à rien et l'État vivait surtout d'« affaires extraordinaires », imaginées au jour le jour. Dans la confusion, les comptables, dont les comptes n'étaient plus vérifiés en temps utile, dissimulaient leurs rentrées, et prêtaient au roi, à gros intérêts, les deniers qu'ils auraient dû verser à l'Épargne. Les fermiers et les traitants faisaient de même : ils embrouillaient leurs comptes, obtenaient des réductions sur le prix de leurs fermes, sous prétexte de pertes fictives, puis, de débiteurs du roi qu'ils étaient, se transformaient en créanciers en lui consentant des avances. Un compte de l'Épargne pour l'année 1623 précise la situation du Trésor royal. Les recettes générales, dont le fonds principal était la taille, ne fournissaient plus, pour les dépenses d'État, qu'un peu moins de 10 millions de

livres sur un total de 36 millions ; au contraire, les parties casuelles, alimentées surtout par les ventes d'offices, comptaient dans l'ensemble, pour près de la moitié, plus de 17 millions. Aux dépenses — autre signe du désordre croissant, — les *comptants*, dont aucun état vérifié ne justifiait la destination, montaient à plus de 9 millions, presque le quart du total.

En 1626, Richelieu, semble-t-il, fit un gros effort, ou du moins il s'en vanta. Avant de confier la surintendance au Maréchal d'Effiat, honnête homme et tout dévoué au Cardinal, mais qui n'était pas un spécialiste, il établit un plan de reconstitution du domaine ; il vérifia et arrêta un grand nombre de comptes, tant de comptables royaux que de fermiers ; il révisa les baux de quelques fermes. Mais cet effort, comment l'aurait-il poursuivi ? Les dépenses croissaient et devaient croître beaucoup plus encore avec la guerre. Peu à peu, les traitants, un moment tenus en bride, reprirent leurs opérations lucratives. Après 1632, pendant la surintendance de Bullion et de Bouthillier, Richelieu n'a plus d'autre but que d'obtenir, sans trop de retard, les sommes indispensables pour payer la solde des troupes. Le contrôle de l'administration financière lui échappe, parce qu'il manque de connaissances techniques, mais surtout parce que les besoins du trésor l'obligent à accepter tous les expédients. Il s'irrite parfois, quand les fonds manquent ; mais plus souvent il supplie les surintendants de se procurer, coûte que coûte, quelques millions de plus, puis quelques autres encore. Que de fois, dans sa correspondance avec Bullion, fait-il figure de quémandeur. Bullion s'excuse ou promet, et toujours crie misère. « Je mourrai à la peine, écrit-il en 1639, ou j'en sortirai Votre Éminence ». Mais quand les finances en sont là, comment un gouvernement pourrait-il songer à des réformes ?

C'est aussi l'état des finances qui fait comprendre

l'attitude de Richelieu à l'égard des parlements, du Parlement de Paris, en particulier. Elle n'a pas encore été étudiée d'après toutes les sources et l'histoire traditionnelle a surtout retenu quelques paroles très dures, dites au Parlement par le roi : « Si vous continuez vos entreprises, je vous rognerai les ongles de si près qu'il vous en cuira. » En réalité, Richelieu, en matière fiscale, paraît s'être montré aussi patient que l'avait été, avant lui, Henri IV. Il le fallait bien. Jamais il ne pensa, cela va sans dire, à se passer de l'enregistrement pour établir de nouvelles taxes ; et le plus souvent, il aima mieux se contenter de compromis que de faire intervenir, en lit de justice, la pleine puissance du roi. Il laissait le Garde des Sceaux négocier, d'accord avec Bullion, en faisant alterner les menaces et les concessions. M. Mariéjol a fait remarquer que l'édit de février 1641, qui fixa, pour la dernière fois sous Louis XIII, les droits du Parlement, ne priva pas celui-ci du droit de remontrances, et alla jusqu'à permettre, avec quelques précautions, les itératives remontrances elles-mêmes. Sur deux points seulement, Louis XIII ne céda jamais : toujours il considéra comme un droit absolu du souverain de supprimer ou de créer des charges de conseillers ou de présidents ; toujours il refusa d'admettre que les parlements pussent intervenir dans les affaires d'État. Chaque fois que le Parlement de Paris s'y essaya, il le réprimanda avec cette dureté qui lui était naturelle : « Je ne capitule point avec mes sujets, dit-il en 1636 au Premier Président Le Jay ; je suis le maître et veux être obéi. » Et sans doute, en ces cas-là, Richelieu était-il en plein accord avec son roi. Mais il n'est pas douteux non plus qu'il inclinât souvent à la modération, tandis que Louis XIII s'irritait et lui répétait qu'il ne fallait point « marchander ces Messieurs du Parlement, qui font les insolents ». Le roi ne songeait qu'à sa dignité. Richelieu,

qui savait mieux que lui l'état des affaires, songeait aussi à l'argent que feraient entrer dans le trésor certaines créations d'offices ou certaines taxes nouvelles, pour lesquelles l'approbation du Parlement était indispensable.



Si l'on admet que Richelieu ne fut pas un administrateur, s'il n'a pas souhaité, ni peut-être conçu les réformes administratives qui ont créé la Monarchie lousquatorzienne, il reste à mesurer et à définir son action personnelle sur l'évolution de l'ancien régime. Il n'est pas douteux qu'elle ait été très grande.

Il a réduit les sujets, tous les sujets, à l'obéissance. Pour comprendre son œuvre, il est bon de relire ce qu'il en a dit lui-même dans son *Testament Politique* : « Lorsque Votre Majesté se résolut de me donner... l'entrée de ses Conseils... je puis dire avec vérité... que les Grands se conduisaient comme s'ils n'eussent pas été ses sujets et les plus puissants gouverneurs des provinces comme s'ils eussent été souverains en leurs charges. Je puis dire que le mauvais exemple des uns et des autres était si préjudiciable à ce royaume que les Compagnies les plus réglées se sentaient de leur dérèglement et diminuaient en certains cas votre légitime autorité autant qu'il leur était possible, pour porter la leur au delà des termes de la raison. Je puis dire que chacun mesurait son mérite par son audace ; qu'au lieu d'estimer les bienfaits qu'ils recevaient de Votre Majesté par leur propre prix, ils n'en faisaient cas qu'autant qu'ils étaient proportionnés au dérèglement de leur fantaisie, et que les plus entreprenants étaient estimés les plus sages et se trouvaient souvent les plus heureux. » Dans ces quelques lignes, Richelieu fait nettement apparaître sa conception de la Monarchie absolue. La *raison* veut que le roi ait toute l'auto-

rité, sans aucun partage. Pour que la Monarchie soit bien *réglée*, il convient que tous lui obéissent. Si les Grands ou les Compagnies agissent selon leur *fantaisie*, et mesurent leur mérite à leur audace, c'est le *dérèglement*, et il n'y a plus ni raison ni bon ordre. Ce dérèglement, Richelieu l'a trouvé partout, lorsqu'il a pris le pouvoir et c'est contre lui qu'il a porté son effort.

Sur la nécessité, sur la légitimité, sur la force bien-faisante de la Monarchie absolue, il n'a jamais eu aucun doute. Il suffit qu'elle ne s'abandonne pas elle-même. Ceux qui lui résistent se révoltent à la fois contre la raison et contre le droit divin : leur résistance doit donc être brisée. Mais Richelieu n'a pas pensé que les institutions essentielles de la vieille France — les Ordres, les Compagnies, toutes les « puissances secondes » — fussent incompatibles avec l'absolutisme. Il suffit qu'elles soient maintenues à leur place, qu'elles n'entreprennent pas de « diminuer » la « légitime autorité » du souverain, « pour porter la leur au-delà des termes de la raison ». Il suffit qu'elles soient *réglées* par une volonté sans défaillance.

Nous avons vu que Richelieu n'a pas cherché à priver les parlements des droits que les prédécesseurs de Louis XIII leur avaient accordés ou reconnus ; mais il ne leur a pas permis de se mêler des affaires d'État. Il n'a pas davantage essayé de supprimer les grands offices de la couronne : il s'est contenté de prendre pour lui l'un d'entre eux, l'amiralat, sous un autre nom, et de ne pas donner de successeur à Lesdiguières dans celui de connétable ; tous les autres lui ont survécu. Il n'a pas non plus, comme on l'a tant dit, révoqué sans ménagement tous les gouverneurs indociles : si la liste est longue de ceux qui, pendant son ministère, ont perdu leur charge, deux seulement ont été rappelés : en 1636, Vitry, gouverneur de la Provence, parce que ses violences l'y avaient rendu

insupportable ; en 1641 seulement, d'Épernon, gouverneur de la Guyenne, dont Richelieu, pendant de longues années, avait patiemment supporté les incartades. Tous les autres, mêlés aux entreprises de la famille royale et des Grands contre le roi et son ministre, furent punis pour crime d'État ou s'enfuirent après l'échec de leur rébellion ou de leurs intrigues : le premier cas fut celui du duc de Vendôme et du duc de Montmorency ; le second, celui du duc de Bellegarde, du duc de Guise, du duc d'Elbeuf, du comte de Soissons, du duc de La Valette, et celui même de la Reine-Mère, qui avait gardé depuis 1620 le gouvernement de l'Anjou. L'action de Richelieu consista surtout à installer, dans les gouvernements devenus vacants, des gouverneurs attachés à sa fortune, ou à placer à côté des gouverneurs des lieutenants-généraux qui fussent « à lui » ; ce n'était pas une innovation, mais une politique. Enfin Richelieu n'a pas brisé les clientèles ; lui-même en eut une, qu'il s'attacha, jusqu'à la fin de sa vie, à rendre plus nombreuse et plus docile et qu'il opposa à celles de ses ennemis. Mais, en obligeant les Grands à obéir, il mit leurs clientèles au service du roi. Toute désobéissance devint « crime d'État » ; et Richelieu était d'avis qu'« en matière de crime d'État, il faut fermer la porte à la pitié ». Sur ce point-là, il n'eut certes pas à combattre, chez Louis XIII, des tentations de faiblesse ; il eut plutôt, semble-t-il, à modérer parfois une rigueur excessive, qui ne distinguait point entre les sujets, quelles que fussent leur naissance et leur dignité.

En tout cela, point de doctrine, si ce n'est celle de la puissance absolue du roi. Dans chaque cas particulier, le roi, ou son ministre, se fait obéir par les moyens qui lui conviennent. Il faut noter pourtant que Richelieu, si personnel qu'ait été son gouvernement, a fortement contribué à faire prévaloir la notion abstraite de l'État. La Monarchie absolue, telle qu'il l'a comprise, n'est pas le

despotisme, en ce sens qu'à ses yeux « les intérêts publics doivent être l'unique fin du Prince ». Ce n'est pas aux caprices d'un monarque qu'il sacrifie les « fantaisies » des Grands et les revendications des Compagnies, mais à la prospérité du royaume, dont il ne conçoit pas d'autres garanties que l'autorité souveraine et la gloire du Prince. Tout subordonner à cette autorité souveraine, c'est obéir à la « raison d'État », dont Richelieu a fait le principe essentiel de sa politique. Là fut peut-être l'innovation. Là était, en tout cas, le péril pour les « puissances secondes ». Ni celles-ci, ni les partisans d'une monarchie limitée par elles ne s'y trompèrent. Parmi les jugements portés sur Richelieu pendant la jeunesse de Louis XIV, celui de Guy Joly, dans ses *Maximes véritables*, est particulièrement significatif. Guy Joly ne lui reproche pas seulement les « impositions cruelles dont le peuple a été affligé » ou « les persécutions faites à tant de gens de bien », mais surtout « l'introduction de quantité de pernicieuses maximes dont les esprits ont été corrompus ». Ces « pernicieuses maximes » se résument toutes en la « raison d'État », et ce sont elles qui, en « corrompant » les esprits, ont préparé la monarchie de Louis XIV.

Voilà définie, je crois, la part de Richelieu dans le développement de la Monarchie absolue au xvii^e siècle. On doit pourtant ajouter que son œuvre, si importante qu'elle ait été, restait fragile. Il lui aurait fallu, pour la consolider, des années de paix, un réveil de la prospérité économique, compromise par la guerre ; et la guerre, à peu près continue pendant les dix-huit ans de son ministère, a duré, après sa mort, dix-sept ans encore. Sans doute était-elle indispensable pour affranchir la France, et l'Europe, de la prépondérance espagnole. Mais Richelieu avait dû, pour la soutenir, abandonner, ainsi qu'il le prévoyait dès 1630, « toute pensée... d'épargne et de règlement du dedans du royaume »,

c'est-à-dire tout espoir de relèvement financier et de réformes systématiques à l'intérieur. L'ordre n'avait été maintenu que par des moyens de violence, qui fortifiaient la thèse des partisans d'une Monarchie limitée et paraissaient justifier les aspirations des Corps et des Compagnies. Puis, surtout, en l'absence d'une réorganisation financière impossible, ce paradoxe se perpétuait que la guerre devenait presque permanente et que pourtant le budget ne le prévoyait pas : les frais énormes n'en pouvaient être couverts que par les « affaires extraordinaires », par des expédients toujours ruineux et souvent iniques. De là l'impopularité de cette guerre, du roi qui l'avait entreprise, et du ministre qui y avait entraîné le roi. De là les séditions, qui, presque toutes, eurent pour origine la levée de quelque taxe nouvelle et qui se répétèrent d'année en année, d'un bout à l'autre du règne de Louis XIII, toujours plus étendues et plus sanglantes. Quand le Cardinal et son Maître furent morts, à peu près personne ne les regretta. On oublia Louis XIII : on ne parla plus que du « bon roi Henri » ; et la légende de Richelieu, qui ne tarda pas à se former, acheva de rendre sa mémoire, ainsi que l'écrivait Guy Joly, dès 1652, « odieuse à la postérité ». Elle l'est restée plus de deux siècles.

CHAPITRE V

LA MONARCHIE FRANÇAISE PENDANT LA JEUNESSE DE LOUIS XIV

Dans une étude sur la formation et le progrès de la Monarchie d'Ancien régime, un long chapitre devrait être probablement consacré à la minorité et à la jeunesse de Louis XIV, si l'état de nos connaissances le permettait. Mais il ne le permet pas. Nous connaissons bien, par les correspondances diplomatiques et les lettres de Mazarin, la politique étrangère du successeur de Richelieu, la préparation des traités de Westphalie, de la Ligue du Rhin, de la paix des Pyrénées. On a beaucoup écrit sur la Fronde dont tous les épisodes pittoresques nous ont été racontés en détail, d'après les *Mémoires* contemporains, qui abondent. Nous pouvons nous faire une idée presque suffisante de l'administration financière de Particelli d'Émeri ou de Fouquet. Mais les historiens plus récents n'ont pas ajouté beaucoup aux ouvrages classiques de Chéruel. Nous continuons à ne savoir à peu près rien sur ce qu'était devenue l'administration des intendants entre 1643 et 1648, ni sur la façon dont ils furent rétablis dans tout le royaume après la Fronde, ni sur l'œuvre gouvernementale et administrative des années fécondes qui s'écoulèrent entre le retour et la mort de Mazarin. On nous montre la Monarchie désorganisée au temps des guerres civiles ; on nous la montre ensuite reconstituée

et plus forte que jamais, lorsque Louis XIV commence à gouverner par lui-même. On ne nous dit pas comment s'est fait le passage de l'une à l'autre. Et c'est pourquoi ce chapitre, en témoignage de notre ignorance, sera court.



La mort de Richelieu ne changea rien, ni à l'organisation du gouvernement, ni à la politique française au dehors. Il s'était préparé lui-même un successeur. C'eût été le Père Joseph, si celui-ci n'était pas mort trop tôt. Ce fut Mazarin, auquel Richelieu s'était attaché de bonne heure et qu'il avait fait ministre d'État. Dès le 5 décembre 1642, Louis XIII lui donna le titre de Principal Ministre et Mazarin garda près de lui, au Conseil, tous ceux qui avaient avec lui servi Richelieu : le Chancelier Séguier, le surintendant Bouthillier et son fils Chavigny, le Secrétaire d'État Sublet de Noyers. En avril, la disgrâce de Sublet fit entrer au Conseil un autre serviteur fidèle de Richelieu, Le Tellier. Quand Louis XIII fut mort à son tour, le 18 mai, la régente Anne d'Autriche fit casser par le Parlement de Paris le testament du roi, qui eût limité ses pouvoirs, mais elle maintint Mazarin dans la charge de Principal Ministre et Chef du Conseil. Plus encore que Louis XIII, Anne d'Autriche avait besoin d'être conseillée et dirigée.

Au ministériat de Richelieu succédait ainsi le ministériat de Mazarin. C'était un changement de personne, non de régime. Mais dans un gouvernement où les personnes tenaient tant de place, ce changement-là n'était pas sans importance. En fait, les deux ministériats ne se ressemblèrent pas autant qu'on pourrait croire, parce que Mazarin ne ressemblait pas à Richelieu, ni Anne d'Autriche à Louis XIII, et que les rapports de ministre à souverain ne furent pas non plus les mêmes. Richelieu

comptait, pour se maintenir au pouvoir et pour faire prévaloir ses conseils, sur la confiance et sur l'affection du roi. Mazarin put compter sur un sentiment plus tendre. Sans doute les relations du Cardinal-Ministre et de la Régente sont-elles restées, et resteront-elles probablement toujours enveloppées de mystère. Bien des contemporains ont cru qu'un mariage secret les avait unis, comme plus tard Louis XIV et Mme de Maintenon ; et les indices ne manquent pas qui nous porteraient à le croire. Mais ce qui n'est pas contestable, ce sont les termes et le ton de leur correspondance chiffrée : il faudrait beaucoup de complaisance pour n'y voir que de la confiance affectueuse. Ce qui n'est pas contestable non plus, c'est que Mazarin n'avait pas à prendre à l'égard de la Reine les ménagements dont Richelieu ne put jamais se dispenser à l'égard du roi. Ses « Carnets », où il notait au jour le jour ce qu'il faisait et ce qu'il pensait, ne laissent aucun doute sur ce point. Quand il expose à la Reine l'état des affaires, ce n'est pas pour l'éclairer et préparer ses décisions, c'est pour ~~lui~~ dicter sa conduite. Quant à sa correspondance officielle, elle nous le montre presque toujours agissant de son autorité propre. Plus encore qu'au temps de Richelieu, les secrétaires d'État ne sont que les commis du ministre ; en dehors d'eux, Mazarin écrit directement aux ambassadeurs et aux généraux, leur envoie ses instructions, même alors que le Secrétaire d'État auquel il se substitue fait partie du Conseil secret. Tous les documents confirment l'affirmation de l'historien Priolo, lorsqu'il écrit que Mazarin « traitait lui-même, sans intermédiaire, toutes les grandes affaires ». Le vrai Ministériat, au sens que la tradition devait attacher à ce mot, ce fut celui de Mazarin, et il dura, même après la majorité de Louis XIV, jusqu'à la mort du Cardinal.

Il fut marqué, on le sait, par une longue crise, qui, pen-

dant cinq ans environ, parut mettre en péril la Monarchie absolue, et qui aboutit, tout au contraire, à soumettre plus étroitement la nation au roi. Les contemporains l'ont appelée la Fronde, en la comparant à un jeu d'enfants, parce qu'ils n'en aperçurent pas les causes profondes, et le nom lui en est resté. Ce fut, pour la royauté d'Ancien régime, une crise de croissance, dont elle sortit plus forte. Il faut essayer d'en dégager les véritables caractères.



Les signes précurseurs de la crise apparurent dès le début du nouveau règne. L'héritage de Richelieu et de Louis XIII était lourd. C'était la guerre en Allemagne, aux Pays-Bas, en Italie, en Catalogne, une guerre difficile, malgré quelques victoires brillantes, et dont personne ne pouvait encore prévoir la fin ; c'était la désorganisation et l'épuisement des finances royales ; c'était le mécontentement du peuple, qui voyait s'accroître la misère, des nobles, réduits par la crainte à l'obéissance, des bourgeois eux-mêmes, atteints par les impôts, les retranchements de rentes et les emprunts forcés. Il était inévitable qu'une réaction se produisît, le jour où disparurent ensemble Louis XIII et Richelieu ; et personne n'était moins capable d'en arrêter le cours que la Régente, autour de qui s'étaient formés tant d'intrigues et de complots contre le ministre détesté. Anné d'Autriche ne manqua pas de rappeler tous les mécontents, tous les exilés, toutes les victimes du défunt cardinal. Et les cabales se reformèrent aussitôt, non point certes contre elle, — la Reine était si bonne ! — mais contre le ministre qui semblait abuser de sa faiblesse pour s'installer à côté d'elle au pouvoir. Un évêque, quelques grands seigneurs, quelques grandes dames intrigèrent

pour obtenir le renvoi de Mazarin, qui n'eut point de peine à disperser les intrigants ou à les réduire au silence. Mais la *Cabale des Importants* fut comme un prélude dérisoire de la Fronde princière.

Princes et seigneurs recommençaient, comme avant le grand effort de Richelieu, à ne plus obéir qu'au « dérèglement de leur fantaisie », et comme alors, mais plus qu'alors, le désordre gagna bientôt les « Compagnies ». La mauvaise administration financière y aida. Les contemporains l'attribuèrent, tout à la fois, à l'avidité de Mazarin (qui semble bien pourtant ne s'être manifestée que plus tard) et aux malversations de Particelli d'Émeri, qui dirigea les finances de juin 1643 jusqu'en juillet 1648 d'abord comme intendant des finances adjoint au surintendant, puis comme contrôleur général, enfin comme surintendant. A vrai dire, l'impopularité de Particelli ne suffit pas à condamner son administration. Il fallait sans cesse, par de nouvelles rentrées de fonds, payer et entretenir de nombreuses armées, et il se procurait l'argent comme il le pouvait par des créations d'offices, des emprunts forcés, des traités de toutes sortes avec les gens d'affaires. Rien de tout cela n'était pratique nouvelle et sans doute ne pouvait-il faire autrement. Quelques-uns de ses expédients (parmi beaucoup d'autres) sont restés célèbres, comme le *toisé* ou le *tarif*. Mais, quel que fût leur caractère vexatoire, les édits fiscaux devaient être enregistrés. Or le Parlement de Paris se montrait d'autant plus difficile, qu'en temps de minorité, il se prétendait tenu à surveiller de plus près le gouvernement du royaume. Les remontrances et les itératives remontrances se succédèrent ; mais elles se heurtèrent à l'entêtement hautain de la Régente, que les gens d'affaires soutenaient et poussaient. Dès 1644, le conflit est à peu près perpétuel. En septembre, si nous en croyons le témoignage précis de Lefebvre d'Ormesson, le traitant La Rallièrre, entouré

d'autres financiers, venait parler à la reine « fort hardiment », et tous la pressaient de mater le Parlement, en la menaçant de ne plus avancer le fonds des rentes, de ne plus faire d'affaires, ce qui eût promptement réduit l'État à la banqueroute. En 1645, un grave incident annonça déjà la Fronde parlementaire, : le Parlement qui refusait d'enregistrer l'édit du toisé fut mandé au Louvre ; la reine lui parla avec sa brutalité coutumière ; puis comme il résistait encore, elle exila quelques conseillers et fit conduire le Président Barillon à Pignerol, où il mourut.

Malheureusement les mauvaises finances n'inquiétaient pas seulement les Cours souveraines ; elles irritaient la bourgeoisie, et jusqu'au peuple, où l'on comptait beaucoup de petits rentiers. Ce n'était pas non plus pratique nouvelle que de retrancher aux rentiers un quartier de leurs rentes. Encore fallait-il que l'opération ne se répétât pas trop souvent. Mais la situation du Trésor ne permettait pas la prudence. La fréquence des « retranchements » créa, dans la petite bourgeoisie parisienne, dont toutes les réserves étaient placées en rentes, une irritation très vive, qui finit par se traduire en actes. Nous n'apercevons que par intervalles, dans les documents trop rares, cette agitation populaire qui fut, elle aussi, l'une des formes de la Fronde. Mais nous savons, par exemple, qu'en août 1648 (avant la journée des Barrières), les rentiers de Paris s'ameutèrent devant l'Hôtel de Ville ; ils voulurent former un « syndicat des rentiers » et leurs délégués vinrent porter plainte devant la Grand'Chambre du Parlement, où le Premier Président essaya de les éconduire, mais où le vieux conseiller Broussel prit leur défense et fut acclamé par la foule. Le mécontentement des rentiers assura, un peu plus tard, à l'insurrection populaire, ce gage indispensable de succès : la neutralité ou la bienveillance des bourgeois.

Ainsi s'étendait le « dérèglement ». Mazarin s'en inquiétait-il ? C'est probable. Mais il ne semble pas en avoir prévu les suites graves, ou du moins les avoir crues si prochaines. Comme Richelieu naguère, il attendait, pour remédier au mal intérieur, qu'il eût achevé, au dehors, l'œuvre nécessaire à laquelle il se donnait tout entier. Jusqu'en 1646, les victoires de Condé et de Turenne se succédèrent : Rocroy, Fribourg, Nordlingen. Des alliances renouées menacèrent l'Empereur au Nord et à l'Est : avec le Danemark, avec la Pologne, avec les insurgés hongrois. Tous les espoirs paraissaient permis. Ils grisèrent un peu Mazarin et l'année 1646 fut de nouveau critique. Mais quelques échecs en Italie, en Catalogne, provoquèrent un nouvel effort et surtout décidèrent Mazarin à négocier plus sérieusement à Munster. Puis ce furent de nouvelles victoires françaises : par deux fois, Turenne pénétra jusqu'à Munich et força l'Électeur de Bavière à poser les armes. Au printemps de 1648, si la France avait perdu l'alliance des Provinces-Unies, qui signèrent une paix séparée avec les Espagnols, et si le roi d'Espagne avait rappelé de Munster ses ambassadeurs, la paix d'Allemagne — la glorieuse paix de Westphalie — était à peu près assurée. Elle fut conclue le 24 octobre.

Mais à ce moment-là, à Paris, la Fronde était commencée.



La tradition est de ne faire commencer la Fronde qu'au moment où la Cour s'enfuit à Saint-Germain, en janvier 1649. C'est conserver son sens propre au nom de Fronde, dont les contemporains désignèrent la guerre civile. Mais toute l'année 1648 fut marquée déjà par une série de conflits très graves, où se montre l'un des caractères essentiels de la crise. Elle intéresse bien plus notre

sujet que les prises d'armes du Parlement de Paris ou des Princes.

Peut-être en comprendrions-nous mieux les péripéties, si nous savions mieux aussi comment les nouvelles pratiques administratives avaient évolué depuis les dernières années du règne de Louis XIII. Nous en savons pourtant quelque chose. Les deux systèmes auxquels la Monarchie avait eu recours, et que sans doute elle ne distinguait pas très nettement elle-même, le système des intendants de justice et celui des commissions extraordinaires, étaient pratiqués simultanément. Il semble bien qu'il n'y eût plus de généralité sans un intendant de justice, et, d'autre part, le gouvernement ne se faisait pas faute d'enlever le jugement de certains procès aux tribunaux ordinaires, non seulement pour les évoquer au Grand Conseil ou au Conseil Privé, — le roi retenant toujours son droit de justice, — mais aussi, comme au temps de Richelieu, pour les déferer à des commissions extraordinaires, formées surtout de maîtres des requêtes. Maîtres des requêtes ou intendants de justice ne différaient d'ailleurs que par les termes et la durée de leur commission, et les uns et les autres ne pouvaient agir qu'au préjudice de l'autorité et des prérogatives des juges ordinaires. Puis les intendants des généralités en étaient venus à présider le Bureau de finances, à répartir la taille entre les paroisses avec ou sans le concours des Trésoriers de France et des élus, à juger les contestations, probablement même déjà à taxer d'office les taillables quand ils l'estimaient nécessaire. Ils privaient ainsi les officiers de finance de leurs attributions les plus honorables et les plus utiles et ceux-ci ne pouvaient qu'en être gravement atteints dans leur amour-propre, comme dans leurs intérêts. Les écrits du temps nous montrent à quel point ils tenaient à leur rang et à leurs privilèges. Mais il ne faut pas oublier non plus qu'ils étaient propriétaires de leurs offices, que ces offices

représentaient un capital qu'ils faisaient valoir en commun, et qu'à mesure que diminuaient leurs privilèges ou leur compétence, le capital engagé par eux dans les offices perdait aussi de sa valeur.

Aux yeux des officiers, les commissaires et les intendants n'étaient que des usurpateurs. Longtemps sans doute, il ne s'éleva contre eux que des protestations individuelles et des résistances facilement brisées. Mais, peu à peu, ces résistances s'organisèrent. Plus lésés que d'autres, étaient les Trésoriers de France et les élus, que les intendants avaient dépouillés de presque toutes leurs attributions. Or, il leur était facile de se concerter et d'agir en commun. Dans chaque généralité, les trésoriers de France formaient un Collège, le Bureau de finances, et, depuis plus d'un demi-siècle, ils déléguaient auprès du roi quelques-uns d'entre eux, qui se réunissaient en « assemblée » au Palais, dans la Chambre du Trésor. Quant aux élus, depuis 1641 et « sous le bon plaisir du roi », ils se cotisaient pour entretenir à Paris des « syndics », organisés en commission permanente, avec un orateur et un secrétaire. Le plus souvent, « assemblée » des trésoriers de France et « syndicat des élus » étaient en rivalité, parce qu'ils se disputaient le « département » des tailles. Mais, en 1648, ils s'unirent. M. Esmonin nous a fait connaître le rôle actif d'un trésorier de France, secrétaire de « l'assemblée », Fournival, qui paraît bien avoir conduit toute la campagne, et nous avons le cahier des griefs que les bureaux des finances dressèrent en commun à son appel en juillet 1648. Ils y attaquaient les intendants avec violence et se plaignaient de leurs perpétuelles usurpations. « Si ces dangereuses nouveautés continuent et sont autorisées, écrivaient-ils, il ne nous reste plus de nos offices qu'un vain nom de magistrat. »

Ils furent soutenus dans leurs revendications par les Cours souveraines, en particulier par le Parlement de

Paris. Si les officiers de justice n'avaient pas autant souffert des « nouveautés » que les officiers de finance, ils ne s'inquiétaient pas moins du nombre croissant des évocations et des commissions extraordinaires, qui les désaisissaient. Leur intérêt était d'accord avec leur doctrine pour les dresser contre une politique nouvelle, dont ils voyaient enfin les conséquences. Ce n'était rien moins qu'une révolution, qui changeait peu à peu la forme même de la Monarchie, en substituant la commission à l'office et le gouvernement personnel et direct des maîtres des requêtes, commissaires du roi dans les provinces, au gouvernement collectif et local des collèges d'officiers et des compagnies. Il nous est aisé, aujourd'hui, de nous rendre compte que ce gouvernement des officiers et des compagnies, où beaucoup de bons esprits voyaient alors une forme heureuse de Monarchie tempérée, eût été, tout au contraire, le gouvernement oppressif d'une caste : les effets de la vénalité l'avaient vicié dans son principe. Mais les contemporains n'apercevaient pas aussi bien que nous ses vices. Les parlementaires, en tout cas, ne prétendaient point réduire et limiter le pouvoir royal, mais seulement maintenir à côté de lui, les « puissances secondes » qu'il avait lui-même instituées. Ils ne voulaient pas, comme on l'a dit trop souvent, faire une révolution dans l'État, mais au contraire, s'opposer à une révolution déjà plus qu'à demi faite et d'où sortira bientôt la Monarchie centralisée et bureaucratique de Louis XIV et de Louis XV. La Fronde, à ses origines et dans l'un de ses aspects, apparaît donc comme une contre-attaque des Collèges d'officiers et des Compagnies de justice pour maintenir leur autorité et leurs privilèges contre les empiètements des commissaires royaux. La royauté s'était longtemps servie des officiers pour dépouiller les féodaux de la puissance publique, et ne laisser aux anciens maîtres du sol que des privilèges

d'honneur et des droits utiles. Mais les officiers n'avaient pas travaillé que pour elle ; ils en étaient venus à former, de son aveu, des corps à demi indépendants, où elle prenait appui sans doute, mais qui prétendaient défendre mieux qu'elle ses propres intérêts, l'éclairer et la contrôler. Puis la vénalité des offices, — œuvre des rois, elle aussi — leur avait assuré l'hérédité. Un peu plus tard, la royauté s'était aperçue qu'elle avait reconstitué de ses mains une sorte de féodalité nouvelle. Elle entreprit alors de ruiner la puissance des officiers au moyen des commissaires, comme elle avait ruiné jadis celle des féodaux au moyen des officiers. Mais à la mort de Louis XIII, ceux-ci possédaient encore assez de prestige et d'autorité pour se défendre. Ils se concertèrent et se défendirent.



Un premier incident, au début même de l'année 1648, montre jusqu'où s'étaient étendus les effets de la vénalité. Individuellement, les maîtres des requêtes, qui ne voyaient dans leurs fonctions qu'un moyen de faire valoir leur mérite et de se préparer à des dignités plus hautes, servaient docilement le roi. Ils formaient collège néanmoins et, avant d'être des commissaires, ils étaient, eux aussi, des officiers, car leur charge était vénale. En janvier, Mazarin — ou Particelli — créa d'un coup tout un nouveau « quartier » de maîtres des requêtes, c'est-à-dire autant de charges qu'il en fallait pour assurer le service pendant un trimestre, les anciens titulaires étant répartis entre les trois autres. Aussitôt le collège entier fut en effervescence : son honneur et ses intérêts étaient menacés à la fois. Il décida d'aller porter ses plaintes à la régente et de n'accepter d'autre accommodement que la révocation de l'édit. C'était désobéir à la volonté du roi :

acte grave et dont la gravité n'échappait pas aux maîtres des requêtes, car ils disaient hautement « que ce n'était pas prudence de les attaquer et les obliger de montrer la désobéissance aux autres compagnies dans le temps présent, eux qui servaient à faire obéir les autres ».

La révolte des maîtres des requêtes ne fut qu'un feu de paille. Mais elle était un signe des temps et pouvait être un encouragement « aux autres compagnies ». Bientôt un nouveau conflit opposa le Parlement de Paris à la Cour. Il était beaucoup plus dangereux pour elle que celui de 1645, parce que, cette fois, le Parlement y était soutenu (ou pour mieux dire entraîné), par les trois autres Cours souveraines, Grand Conseil, Chambre des Comptes et Cour des Aides. Le renouvellement de la Paulette, qui se faisait tous les neuf ans, en fut l'occasion. Mazarin avait voulu, selon l'usage, en profiter pour tirer des bénéficiaires « quelque secours », mais il avait épargné le Parlement, dans l'espoir de diviser les Cours souveraines. Or, aussitôt, les trois autres Compagnies s'assemblèrent et demandèrent au Parlement de s'unir à elles. Malgré le Premier Président et les vieux conseillers de la Grand'-Chambre, qui temporisaient, les jeunes conseillers des Enquêtes, plus ardents, obtinrent le 8 mai que toutes les chambres du Parlement s'assemblassent ; puis, le 13, le fameux « Arrêt d'Union », invita les quatre Cours souveraines à se réunir dans la Chambre de Saint-Louis, au Palais, pour aviser à la réforme des abus. Avec les Cours, les officiers de finance, trésoriers et élus s'agitaient aussi : ils préparaient la rédaction de leurs griefs et multipliaient les placets au roi. Toute la robe, toute la caste des officiers s'apprêtait à défendre ses privilèges. En vain la reine, au nom du roi, fit-elle interdire l'Union. Le Parlement répondit par un nouvel arrêt, qui confirmait le premier, et, quand il fut demandé au Palais Royal par la régente, « l'on ne vit jamais, écrit d'Ormesson, tant de

peuple dans les rues ». Mazarin intimidé, céda. Les délibérations des Cours à la Chambre de Saint-Louis furent autorisées le 30 juin, et, le jour même, elles commencèrent.

Il en sortit une série d'arrêts, qui se reprennent et se complètent, sans plan d'ensemble. C'est la manière de ce temps-là. Mais, dès les premiers, ceux du 30 juin, les préoccupations des Cours apparaissent. Ce qu'elles demandent au roi tout d'abord, c'est la « révocation des intendances de justice et de toutes les commissions extraordinaires non vérifiées es cours souveraines » ; et c'est que les trésoriers de France et les élus soient « rétablis en la fonction de leurs charges, gages et droits ». L'administration du royaume remise entre les mains des seuls officiers, la justice rendue par les seuls juges ordinaires ; les gages et droits des offices vérifiés par les Cours souveraines et partant inattaquables ; les commissions extraordinaires non point sans doute interdites, mais soumises elles-mêmes à la vérification, c'est-à-dire au bon vouloir des Cours : voilà bien la forme de gouvernement que la Chambre de Saint-Louis prétendait, non pas introduire dans le royaume (elle existait, et c'étaient les rois eux-mêmes qui l'avaient créée), mais maintenir, et mettre à l'abri de toute atteinte en la faisant solennellement reconnaître. C'eût été, sans doute, une Monarchie tempérée, mais au profit exclusif d'une caste d'officiers héréditaires, qui, grâce au trafic des charges, se recrutaient par cooptation ; une Monarchie contrôlée par les Parlements, mais où l'arbitraire du souverain eût fait place à l'arbitraire d'une multitude de magistrats locaux, presque libérés eux-mêmes de tout contrôle. Les revendications de la Chambre de Saint-Louis tendaient bien plus à une réaction contre « les nouveautés » qu'à une révolution créatrice ; il y avait en elles beaucoup plus de passé que d'avenir ; et c'est là, sans doute, l'une des raisons profondes de leur échec.

Tout d'abord, on put croire que les Cours souveraines l'emporteraient parce qu'elles avaient derrière elles tous les mécontents : non seulement les officiers de justice et de finance, qui défendaient ensemble leur autorité et leurs privilèges, mais beaucoup de grands seigneurs et de nobles toujours rebelles à l'obéissance, et presque toute la population parisienne, bourgeois aisés ou petites gens, irrités des retranchements de rentes et des impôts trop lourds. La Régente, dirigée par Mazarin, n'avait pas seulement permis l'Union ; elle avait chargé le duc d'Orléans de négocier avec les Compagnies, et la déclaration du 31 juillet confirma bientôt les arrêts de la Chambre de Saint-Louis. La Cour se sentait isolée, avec le seul appui des gens d'affaires, qui la compromettaient en la servant. Quand Mazarin voulut réagir, au lendemain de la victoire de Lens, et rétablir l'autorité absolue du roi par un coup de force, il ne réussit qu'à mieux faire apparaître la puissance et la résolution de ses ennemis : Paris répondit à l'arrestation de Broussel par les *Barricades* (27 août 1648) et, bien que l'émeute, semble-t-il, eût effrayé et rapproché de la Cour une partie de la bourgeoisie parisienne, la Régente dut relâcher Broussel, puis, retirée à Rueil avec le petit roi et le Conseil, renouveler et étendre la déclaration royale de juillet par celle d'octobre. Le roi accordait remise d'un cinquième des tailles pour l'année courante, supprimait quelques taxes, prenait des mesures en vue du paiement régulier des rentes, mais surtout donnait satisfaction aux officiers de justice et de finance, en s'interdisant les évocations et les commissions extraordinaires, en promettant de ne plus créer d'offices et de ne plus taxer les officiers, sinon en vertu d'édits dûment vérifiés au Parlement.

Belles promesses, que ni Mazarin ni la régente n'avaient sans doute l'intention de tenir. Il n'est pas douteux qu'Anne d'Autriche eût été profondément blessée dans

son orgueil par l'attitude du Parlement, qui, en réclamant la liberté de Broussel, le 27 août, s'était associé à l'émeute. Quant à Mazarin, il a noté, le 29, ses propres sentiments dans ses carnets : « Le Parlement, y a-t-il écrit, a fait les fonctions du Roi et le peuple lui a déferé entièrement ; il a donné au Roi Broussel comme associé... » Devant un pareil crime, le roi, par prudence, pouvait ajourner sa revanche ; il ne pouvait y renoncer. Mazarin et la Régente la préparèrent. On sait que dans la nuit du 5 au 6 janvier 1649, la famille royale s'enfuit à Saint-Germain, et qu'une première guerre civile, — la Fronde *parlementaire* — commença.

Mais prendre les armes contre le roi était autre chose que de rédiger des arrêts ou de présenter des remontrances. En dehors de quelques têtes chaudes, les parlementaires s'en rendirent compte très vite. Pour résister aux troupes royales que commandait Condé, il fallut que le Parlement fit appel aux passions populaires et à l'ambition des Grands. Le peuple fut armé ; les princes — Elbeuf, Conti, Longueville, Beaufort — devinrent les « généraux » de la Fronde. Or, les gens de robe se défiaient de cette noblesse turbulente, avide, sans scrupule, qui songeait bien moins à réformer l'État qu'à profiter de l'anarchie. Ils se défiaient aussi de la foule, qui les acclamait aujourd'hui, mais dont ils n'étaient pas certains de conduire à leur gré demain la force brutale. Hardis en paroles, leurs instincts d'ordre les faisaient hésiter devant les actes irréparables. Ils se refusaient à avouer qu'ils s'étaient mis en révolte ; ils prétendaient, selon la fiction traditionnelle, combattre non le roi, dont ils entendaient rester les sujets fidèles, mais seulement les mauvais conseillers du roi, ceux qui le trompaient, et surtout l'étranger, le Mazarin. Tous ces sentiments confus se laissent aisément reconnaître dans les Mémoires du temps, en particulier dans le *Journal* d'un maître des requêtes,

Olivier Lefèvre d'Ormesson. Celui-ci note, le 23 janvier, une assemblée du Parlement, où « il se fit de grandes plaintes » contre « les généraux », qui prenaient l'argent et se moquaient des Cours. Le 6 février, de Mesme lui témoignait déjà « souhaiter avec passion l'accommodement » et ajoutait « qu'il fallait se hâter avant que les Princes fussent en campagne, parce qu'alors, ils seraient les maîtres ». Plus tôt encore, dès le 21 janvier, d'Ormesson rapportait ainsi l'opinion de ses collègues : « Nous conclûmes que le roi serait le maître à la fin, et qu'il était nécessaire qu'il le fût, ou bien toute la France était perdue, et que cette affaire finirait par une sédition du peuple... ». Quand la prise de Charenton par Condé fit craindre la disette, quand le Parlement vit les Princes, à bout d'expédients, traiter avec l'archiduc Léopold et quêter des troupes en Belgique, il n'hésita plus. Le Premier Président Molé s'en alla trouver la Cour ; il osa traiter avec Mazarin, au lieu de réclamer son éloignement ; et la paix de Rueil, ratifiée le 11 mars, mit fin à la Fronde parlementaire.

Celle-ci, à vrai dire, ne fut que la préface d'une autre Fronde, beaucoup plus longue, puisqu'elle dura trois ans (1650-1652), et beaucoup plus grave, sembla-t-il, puisqu'elle obligea Mazarin à s'exiler deux fois et que la guerre civile s'étendit à presque tout le royaume. Arrestation des Princes et prises d'armes des Princesses ; union de tous les mécontents contre Mazarin et fuite du Cardinal à Brühl, près de Cologne ; rentrée de Mazarin et guerre générale ; combats de Bléneau et de la Porte Saint-Antoine ; les portes de Paris ouvertes à Condé par la Grande Mademoiselle ; massacre à l'Hôtel de Ville, fuite et trahison de Condé ; Frondes locales dont les causes, le caractère et les péripéties diffèrent de province à province, Normandie, Provence ou Guyenne : on en connaît les multiples épisodes. Cette Fronde-là (la *Fronde princière*,

comme on l'appelle, bien qu'elle ne le fût pas uniquement) parut mettre en danger la Couronne, effraya Mazarin, laissa d'ineffaçables souvenirs dans l'esprit de Louis XIV enfant, et couvrit le royaume de ruines et de misère. Elle ne mérite pourtant pas que nous nous y arrêtions longtemps. Universel « dérèglement », aurait dit Richelieu, désordre général, révolte de toutes les ambitions déçues, de tous les intérêts lésés ou menacés, de toutes les indisciplines qui ne parviennent à se donner aucun programme commun et d'où ne se dégage aucune vue d'avenir, elle ne fut possible que par la défaillance du pouvoir souverain. Elle ne servit qu'à grouper plus fortement autour du roi tous ceux qui avaient le goût et le besoin de l'ordre et de la paix civile, c'est-à-dire à peu près toute la nation.

Tous les historiens ont insisté sur ce fait capital, et les conséquences matérielles de la Fronde ont été assez lamentables pour expliquer le réveil du sentiment monarchique, ce désir et cette attente à peu près unanime d'une royauté forte, que Louis XIV n'allait pas tarder à satisfaire. Ce que nous savons beaucoup moins, c'est comment évoluèrent les institutions et par quelles étapes se prépara, au sortir des années troubles, la Monarchie centralisée et administrative de Louis XIV et de Colbert.

Que Mazarin ait considéré comme nulles les concessions arrachées à la régente par la sédition, c'est ce qui ne fait aucun doute : il en a d'ailleurs consigné l'aveu dans ses Carnets. Pourtant la déclaration royale de juillet 1648 fut confirmée par celle d'octobre, puis celle-ci (malgré la défaite du Parlement et des frondeurs), par les articles de Rueil en mars 1649. Il fallut bien tenir en partie les promesses faites et ne les violer ensuite que prudemment. A vrai dire, maintes fois déjà la royauté s'était engagée ne plus faire usage des commissions extraordinaires, à ne plus créer d'offices nouveaux, à ne plus taxer les offi-

ciers : c'était là de belles paroles, dont les effets ne duraient guère, et l'on a peine à croire que ceux qui les obtenaient se faisaient beaucoup d'illusions à leur égard. Il en devait être évidemment de même d'une autre promesse, celle de renoncer aux lettres de cachet. Tant que durèrent les troubles, il était naturel que la régente ménageât les officiers, surtout ceux des Cours souveraines. Il ne l'était pas moins que le jeune roi, déclaré majeur et rentré presque en triomphe dans sa capitale, en usât tout autrement. Mais d'autres articles des déclarations royales ne contenaient pas que des promesses, en particulier ceux qui supprimaient les intendances et rétablissaient les officiers de finance, trésoriers et élus, dans leurs fonctions et leurs privilèges. Ceux-là, que devinrent-ils ? La question est d'importance et nous voudrions pouvoir y apporter une réponse tout à fait précise.

Le retrait des intendants n'avait été d'ailleurs accordé, ni sans résistance, ni sans restrictions. Le 11 juillet, la régente ne promit de les supprimer que dans le ressort du Parlement de Paris ; encore excepta-t-elle trois provinces frontières, Lyonnais, Champagne, Picardie, où un intendant serait maintenu, mais ne s'occuperait que du passage et du logement des troupes. Le 18 juillet, les intendants furent supprimés dans le reste du royaume, mais toujours à l'exception des provinces frontières, Languedoc, Provence, Bourgogne. Il est probable que la suppression fut effective à peu près partout et que, dans les généralités où il n'y eut plus d'intendant, les trésoriers de France et les élus exercèrent à nouveau leurs fonctions anciennes. Mais que fut cette administration des officiers de finance, pendant les années de guerre civile et jusqu'au retour des intendants ? Dans quelles conditions ceux-ci furent-ils rétablis ici ou là, quand les circonstances y parurent favorables ? Sur tout cela, nous sommes encore très incomplètement renseignés.

Nous voyons bien que la nation, fatiguée des guerres civiles, était prête à tout permettre à un roi qui saurait se faire obéir. Nous voyons aussi de quelle façon Mazarin, sans rien changer aux pratiques traditionnelles de la Monarchie absolue, affermit son autorité. Il fit Premier Président du Parlement de Paris, Pomponne de Bellièvre, l'une de ses créatures, et, par son entremise, il parvint à apaiser, puis à gagner les parlementaires. Il ne ménagea pas les faveurs royales à ceux qui l'avaient bien servi, il créa pour Turenne la charge nouvelle de maréchal-général. Il sut faire entrer dans sa famille et lier à sa fortune quelques-uns des plus grands seigneurs du royaume : Laure Mancini épousa le duc de Mercœur ; Olympe, Eugène de Savoie ; Marie-Anne, le duc de Bouillon ; Hortense, le duc de La Meilleraie. Il poussa vers les grands emplois ceux qui ne l'avaient pas abandonné au jour du péril : des gens de robe, comme Le Tellier, Servien, Fouquet ; de petits gentilshommes, comme Hugues de Lionne ; un fils de marchand, Colbert. Dans tout cela, aucun système, rien que des expédients.

Plus important fut le progrès des intendances. Mais ici notre ignorance est presque complète. Tout ce que nous pouvons dire, c'est qu'à partir de leur rétablissement, les intendants, semble-t-il, ne rencontrèrent plus que des résistances locales, vite brisées. L'institution put alors se consolider et s'étendre. Mais s'est-elle développée spontanément, parce qu'elle était nécessaire et que les officiers eux-mêmes n'osaient plus la combattre ? Le développement en fut-il au contraire le résultat d'une politique ? Nous l'ignorons encore. Le caractère nouveau que paraît prendre, après 1653, l'administration des généralités a frappé bien des chercheurs. Mais s'il fut l'effet d'un plan formé, qui donc prépara ainsi, avant 1661, l'œuvre qu'allait poursuivre Colbert pendant les années suivantes ? Mazarin ? Il ne semble pas qu'il ait

été, plus que Richelieu, un administrateur. Le chancelier Séguier, avec qui correspondaient les intendants, et qui, dans sa jeunesse, avait été lui-même intendant de la justice ? Le Tellier, dont l'influence a été souvent ignorée, parce qu'elle se faisait toujours discrète ? Colbert lui-même, dont le rôle auprès de Mazarin n'a pas été suffisamment étudié jusqu'ici ? Il faut encore nous contenter de poser la question sans y répondre.

CHAPITRE VI

LA MONARCHIE FRANÇAISE SOUS LOUIS XIV

A la mort de Mazarin, il s'en fallait de beaucoup que fût achevée l'œuvre de restauration entreprise au lendemain de la Fronde. Le Cardinal, si l'on en croit les conseils de vigueur que lui adressait fréquemment Colbert, l'avait conduite avec quelque mollesse. Son tempérament l'inclinait aux compromis ; la continuation de la guerre lui suggérait des raisons de prudence. Les intendants, bien que rétablis partout, ne rendaient pas encore tous les services qu'ils auraient dû rendre : les uns n'osaient pas agir ; d'autres ne résidaient même pas dans leur généralité. Colbert ne pouvait comprendre que le roi fût « si mal servi ». Louis XIV lui-même l'a noté dans ses *Mémoires pour l'année 1661* : « Le désordre régnait partout ». C'est entre 1661 et 1670 environ que l'ordre fut rétabli dans le royaume, que toutes les indisciplines furent réduites à l'obéissance, que l'administration des intendants fut définitivement organisée et que la Monarchie absolue acheva de prendre la forme qu'elle devait à peu près conserver jusqu'à la fin de l'Ancien régime.

Les circonstances y étaient exceptionnellement favorables. Deux surtout. Tout d'abord le rétablissement de la paix. Celle-ci succédait à plus de trente années de guerre presque continue et devait durer huit ans entiers,

de 1659 à 1667. Paix au dehors et dans le royaume : la France, depuis Henri IV, n'en avait jamais joui si longtemps. Elle rendait enfin possibles des réformes qui ne fussent pas des expédients. Puis c'était le découragement de tous ceux qui avaient souhaité une limitation du pouvoir royal, l'établissement d'une Monarchie contrôlée, « tempérée ». Leurs espérances n'avaient pas survécu aux épreuves stériles que la Fronde avait imposées à la France. Toute la nation s'était ralliée autour du roi, dont l'autorité sans limite apparaissait comme la seule garantie de l'ordre intérieur, de la puissance et de la prospérité du royaume. Cette raison d'État, que Richelieu, naguère, avait eu tant de peine à faire triompher des intérêts locaux et des ambitions individuelles, nul ne la contestait plus, à la condition qu'elle ne s'incarnât point dans la personne d'un ministre étranger, mais dans celle d'un roi national, que l'on pût admirer et aimer. Les intrigues attardées de quelques nobles, celles même d'un Fouquet, si étendue que fût sa clientèle, étaient sans écho dans le pays. Le roi et l'État ne faisaient plus qu'un et la volonté royale ne rencontrait plus aucun obstacle qu'elle ne pût aisément briser.

Mais les circonstances les plus favorables fussent restées inutiles, si la France n'avait alors rencontré, comme à la fin des guerres religieuses du xvi^e siècle, un roi et un ministre capables de les mettre à profit. La Monarchie Louisquatorzienne est l'œuvre personnelle, et commune, de Louis XIV et de Colbert.

Louis XIV, en mars 1661, avait 22 ans et demi. Il était sorti de l'adolescence avec un tempérament robuste, que ne purent ébranler de longtemps ni les médecins, ni l'abus des exercices violents et des plaisirs. Très différent en cela de son père et de son grand-père, il était capable (et il le resta toute sa vie) de suivre avec attention les délibérations de ses Conseils et de travailler chaque jour avec

ses ministres, sans que jamais le détail ou la difficulté des affaires le rebutât. Il avait peu d'imagination, semble-t-il, mais beaucoup de bon sens et comprenait bien tout ce qui lui était expliqué. Rien ne rappelait en lui la vivacité de Henri IV, mais rien non plus l'esprit tourmenté, scrupuleux, tantôt hésitant et tantôt violent de Louis XIII : toujours maître de lui, il surprit, tout jeune encore, les ambassadeurs étrangers par son assurance tranquille et sa lucidité. On ne peut dire qu'il fût bon, car la bonté comporte un certain abandon de soi-même qu'il ne se permit jamais ; mais il était naturellement juste, d'une équité un peu froide, qui pesait exactement les droits et les mérites. La Fronde lui avait appris ce que valent les hommes et comment on les mène ; il les jugeait sans passion, sans illusion, mesurant sa bienveillance sur le dévouement et les services. Il était secret ; il savait dissimuler, quand il le voulait, ses sentiments et ses intentions, avec un art qui trompait les moins crédules ; on connaît la mise en scène, si admirablement réglée, dont il entoura — à 15 ans — l'arrestation du Cardinal de Retz au Louvre, puis, un peu plus tard, celle de Fouquet à Nantes. Au total, il faut beaucoup de complaisance pour lui attribuer ces dons exceptionnels qui font les très grands hommes. Mais un rare ensemble de qualités solides lui ont permis de tenir à la perfection le rôle difficile que lui destinaient sa naissance et les événements. Il fut le Roi que la Nation attendait.

Pendant la dernière maladie de Mazarin, Louis XIV avait eu tout le temps de méditer et de préparer son entrée en scène. Il est certain qu'il la régla lui-même. Mais il ne l'est pas moins qu'il faille associer Colbert à tous les premiers actes du règne. Nous connaissons mal, à vrai dire, le rôle politique de Colbert avant son entrée au Conseil d'en haut, et sans doute ne le connaissons-nous jamais beaucoup mieux. On le devine ; il n'apparaît pas en pleine

lumière. Bien que depuis longtemps Conseiller d'État, Colbert, jusqu'à la disgrâce de Fouquet, n'était encore pour Louis XIV, comme il l'avait été pour Mazarin, qu'un *domestique*. Mais il avait, par là-même, un accès facile auprès du roi. Très laborieux, très sûr, très secret lui aussi, il pouvait être (et il fut certainement) le conseiller de tous les jours, trop petit personnage pour inquiéter l'orgueil du maître, assez expérimenté et assez habile pour lui inspirer toute confiance. Cela seul eût suffi sans doute à lui assurer la grande faveur auprès d'un roi très ambitieux de gloire, mais jeune, conscient de ses ignorances et dont le jugement avait encore besoin d'être éclairé. Il s'y joignit la complicité d'un acte grave, qu'ils préparèrent ensemble en complète communion d'idées; et qui fut, aux yeux de Louis XIV, l'épreuve décisive de sa toute puissance : l'arrestation et le procès criminel de Fouquet. Fouquet écarté, Colbert eut la suprême habileté de s'effacer encore, en conseillant lui-même la suppression de la surintendance : mais il entra tout à la fois dans le nouveau Conseil des finances et dans le Conseil d'en haut. Rien ne fut changé à ses rapports personnels avec Louis XIV ; mais l'influence secrète du *domestique* (Colbert le resta toute sa vie, au sens, bien entendu, que le xvii^e siècle donnait à ce mot) s'accrut de toute l'autorité du ministre.

Lavisse nous a donné de Colbert, d'après ses *Lettres, instructions et mémoires*, un portrait si vivant, qu'il est aussitôt devenu classique, et que nous avons peine à nous en abstraire. Pourtant la publication de Clément, qui en est presque la source unique, n'est pas complète, et Lavisse, sans dissimuler les faiblesses d'un caractère où tout n'était pas beau, a peut-être exagéré la grandeur de l'homme d'État. Mais peu importe ici, où nous étudierons seulement ce que lui doivent les progrès et l'organisation de la Monarchie absolue. Nul certes ne contes-

tera que Colbert fût un organisateur et un administrateur de premier ordre et que son tempérament l'apparentât de très près à Louis XIV, ce qui ne pouvait manquer de rendre leur collaboration plus féconde. « Il a été, nous dit Lavisso, un travailleur invraisemblable », qui régla sa vie entière en vue du travail et ne se lassa jamais du plaisir qu'il prenait à « démêler », à « débrouiller » les affaires difficiles. Une méthode précise, la pure méthode cartésienne, lui fournissait « des principes certains et fixes », et lui inspirait, son enquête terminée, cette certitude qui rend l'esprit lucide et joyeux. Enfin nul mieux que lui ne savait exposer clairement une affaire après l'avoir débrouillée ; nul n'était plus capable de donner à Louis XIV les connaissances qui lui manquaient, et surtout de lui rendre, dans chaque cas, la décision facile et de le convaincre que « la fonction des rois consiste principalement à laisser agir le bon sens, qui agit toujours naturellement et sans peine ». La page des *Mémoires* où se trouve cette phrase, souvent citée, nous fait bien comprendre la collaboration des ministres et du roi. Comment le bon sens du roi eût-il pu agir sans peine, si la décision, avant de lui paraître aisée, n'eût été préparée par le labeur de ceux qui le servaient, d'un Colbert en particulier ? Mais il n'était certes pas indifférent qu'elle fût toujours réservée au maître. « Un roi, a écrit Louis XIV dans la même page, quelque éclairés et quelque habiles que soient ses ministres, ne porte pas lui-même les mains à l'ouvrage sans qu'il y paraisse ». Comme autrefois Richelieu, Colbert, autant que Louis XIV, en était convaincu.



La Monarchie de Louis XIV ne s'est pas organisée en quelques jours, et tout en conservant certains caractères essentiels, n'a pas cessé d'évoluer, pendant les cin-

quante-quatre années qu'elle dura, en même temps que changeaient peu à peu la situation du royaume, l'entourage du roi et Louis XIV lui-même. Un homme, quel qu'il soit, ne reste pas le même homme au cours d'un demi-siècle entier. Il n'en est pas autrement d'un régime, si bien établi qu'il paraisse. Une description générale du gouvernement et de l'administration monarchiques sous Louis XIV, qui ne tiendrait pas compte des temps, serait une pure conception de l'esprit ; elle ne correspondrait à la réalité précise pour aucune époque d'un règne aussi long. Essayons, si malaisé qu'il soit de le faire en quelques pages, de suivre d'abord la formation du régime pendant les premières années du règne personnel ; puis nous en étudierons, dans un autre chapitre, la déformation, qui commença longtemps avant la mort du Grand Roi.

La condition essentielle du nouveau régime, tel que le concevait Louis XIV, était réalisée dès l'origine : la France avait un roi bien résolu à gouverner lui-même et dont aucune institution traditionnelle ne limitait plus l'autorité. Nous savons que la théorie de la Monarchie absolue était constituée depuis longtemps. Nul ne l'a exposée avec plus de force que le juriste Le Bret, en 1632, dans son livre *De la souveraineté du roi*, où il déclare après beaucoup d'autres, mais en termes dont la précision n'a sans doute jamais été dépassée, « que le roi est seul souverain dans son royaume et que la souveraineté n'est non plus divisible que le point en géométrie ». A vrai dire, pendant la Fronde, d'autres théories étaient apparues, qui renouvelaient les hardiesses des polémistes du xvi^e siècle et qui resserraient considérablement les limites du pouvoir royal. Mais personne n'osait plus les invoquer en 1661. Les théories, d'ailleurs, importent peu. Le fait essentiel, que Lemontey signalait dès le commencement du siècle dernier, c'est que Louis XIV les ignorait ou les

dédaignait ; jamais il ne fait allusion à aucune d'elles ; jamais il n'eut aucun doute, ni sur le caractère sacré de la Monarchie, ni sur l'étendue illimitée de ses pouvoirs, ni sur les lumières particulières que Dieu, dont il était le lieutenant sur la terre, ne pouvait lui refuser. Tout cela, c'était pour lui l'évidence même, qui n'a pas besoin d'être démontrée. Et il en tirait toutes les conséquences logiques : celle-ci, par exemple, « que les rois sont seigneurs absolus (seigneur est ici pris dans le sens juridique) et ont naturellement la disposition pleine et libre de tous les biens, tant des séculiers que des ecclésiastiques » ; ou cette autre, que le roi, si mauvais qu'il soit, a droit à l'obéissance et que « la révolte de ses sujets est toujours infiniment criminelle ». Tandis qu'il observait et méditait, en attendant son heure, Louis XIV ne s'est certainement jamais demandé jusqu'où il étendrait ses pouvoirs, mais seulement comment il s'y prendrait pour les exercer lui-même. Dans ses *Mémoires pour l'année 1661*, qui ne sont point de sa main, mais dont il a ordonné, guidé et approuvé la rédaction, il s'excuse, presque comme d'une faute (le mot y est), de n'avoir pas « pris d'abord la conduite de son État », et ajoute : « J'ai tâché, si c'en est une, de la bien réparer par les suites. » Il se décrit lui-même, s'éprouvant en secret et sans confident, incertain encore de ses forces, jusqu'au jour où la mort de Mazarin l'obligea, écrit-il, « à ne pas différer davantage ce que je souhaitais et craignais tout ensemble depuis si longtemps ». Voilà bien la grande innovation du nouveau règne : la fin du Ministériat, et non point seulement le retour au gouvernement personnel de Henri IV, si peu fait pour le travail de cabinet, et qui se contentait de diriger de haut, mais la création d'une nouvelle forme de Monarchie, dont tous les organes recevaient du roi leur impulsion et travaillaient sous ses yeux. Louis XIV l'a décrite, ou l'a fait décrire, au moment même où elle

achevait de s'organiser, vers 1671, dans une page des *Mémoires* qu'il faut citer, et qui pourrait être de Colbert, tant l'idéal du ministre et celui du roi se confondaient :

« C'est ici la dixième année que je marche, comme il me semble, assez constamment dans la même route, ne relâchant rien de mon application ; informé de tout ; écoutant mes moindres sujets ; sachant à toute heure le nombre et la qualité de mes troupes, et l'état de mes places ; donnant incessamment mes ordres pour leurs besoins ; traitant immédiatement avec les ministres étrangers ; recevant et lisant les dépêches ; faisant moi-même une partie des réponses, et donnant à mes secrétaires la substance des autres ; réglant la recette et la dépense de mon État ; me faisant rendre compte directement par ceux que je mets dans les emplois importants ; tenant mes affaires aussi secrètes qu'aucun autre l'ait fait avant moi ; distribuant les grâces par mon propre choix, et retenant, si je ne me trompe, ceux qui me servent, quoique comblés de bienfaits pour eux-mêmes et pour les leurs, dans une modestie fort éloignée de l'élévation et du pouvoir des premiers ministres. »

Sans doute le tableau que les rédacteurs des *Mémoires* nous donnent ici du gouvernement de Louis XIV est-il quelque peu flatté. Mais il correspond exactement à la conception que s'en fit Louis XIV lui-même et qu'il s'efforça, d'un bout à l'autre du règne, de réaliser tout entière. Il en avait déjà pris l'engagement envers lui-même, lorsqu'il ne craignit pas d'annoncer à la Cour, le 9 mars 1661, que désormais rien ne se ferait dans l'État sans son ordre.

Un roi ne peut gouverner sans *Ministère*. Louis XIV organisa donc aussitôt le Ministère, après y avoir longuement songé pendant la dernière maladie de Mazarin. « M. le Cardinal ne fut pas plus tôt mort, écrivit Brienne le fils en tête des *Mémoriaux du Conseil*, que le

roi fit appeler MM. Fouquet, Le Tellier et de Lionne, pour leur donner à eux seuls la plus secrète part dans sa confiance. » Ils portèrent tous trois le titre de *Ministres d'Etat* et formèrent le *Conseil d'Etat* ou *Conseil d'en haut* (c'est ce dernier nom qui fut bientôt le plus en usage), que le roi réunissait dans sa chambre chaque fois qu'il le jugeait nécessaire. Louis XIV ne faisait ainsi que revenir à la tradition. Les rois avaient toujours eu coutume de ne consulter, sur les plus importantes affaires, qu'un petit nombre de conseillers très sûrs. Ni le titre de ministre d'État n'était nouveau, ni le nom même de Conseil d'en haut, bien que d'autres noms fussent jusqu'alors employés plus souvent. Mais la Fronde avait tout brouillé. Puis le Cardinal avait conservé l'habitude de régler personnellement les affaires secrètes avec la reine, ou, par faiblesse, d'admettre à y délibérer un Conseil plus nombreux, où entraient les princes du sang, de grands seigneurs et des magistrats. Le retour à l'ancien Conseil étroit parut une nouveauté. On s'étonna surtout de la composition du Ministère. Louis XIV en écartait à la fois son frère et sa mère, rompant ainsi avec cette autre tradition, aussi vieille que la Monarchie capétienne, qui associait toujours au roi sa famille proche, et particulièrement la reine-mère. Il n'y appelait aucun prince de sang, alors qu'il venait de se réconcilier avec Condé, qui ne demandait qu'à servir ; aucun prélat ; et pas même le Maréchal de Turenne, qui avait rendu à la Monarchie les plus éclatants services et qui jouissait pourtant d'une faveur marquée. « Les grands de la Cour, écrit le chanoine Hermant dans ses *Mémoires*, et, entre autres, M. de Turenne, n'en étaient pas fort satisfaits, et demandèrent s'il se pourrait bien faire que trois bourgeois eussent la principale part dans le gouvernement de l'État. »

Or, c'était justement là ce que voulait Louis XIV. « Pour vous découvrir toute ma pensée, dit-il au Dau-

phin dans les *Mémoires*, il n'était pas de mon intérêt de prendre des sujets d'une qualité plus éminente. Il fallait, avant toutes choses, établir ma propre réputation et faire connaître au public, par le rang même d'où je les prenais, que mon intention n'était pas de partager mon autorité avec eux. » Il eut soin, d'ailleurs, de ne pas les établir de telle sorte, qu'ils pussent concevoir, écrit-il encore, « de plus hautes espérances que celles qu'il me plairait de leur donner ». Et il prit ses précautions à cet égard. Jusqu'alors les ministres d'État étaient nommés par lettres patentes ; désormais ils durent se contenter d'un ordre verbal d'assister au Conseil, et cet ordre était parfois transmis par un simple huissier du Cabinet. Il en fut ainsi dès le premier jour et jusqu'à la fin du règne. Voici, par exemple, comment Dangeau raconte la nomination de Chamillart : « Le roi, après le Conseil des finances, retint M. de Chamillart dans son Cabinet et lui dit : Il y a longtemps que vous me servez, et bien à mon gré ; je veux présentement que vous soyez dans tous mes conseils, et je vous fais ministre. Venez demain au Conseil d'État. » On chercherait donc en vain, dans les Archives, une trace quelconque de la nomination d'un ministre d'État, et c'est pourquoi nous ne savons même pas le moment précis où Colbert le devint. On ne peut donner une plus exacte définition des ministres, au temps de Louis XIV, que celle de Saint-Simon : « Les ministres n'ont ni office, ni charge, ni patente, ni serment... Ce sont des hommes dont la profession ni l'espèce n'est point déterminée et que le roi choisit de tous états, en très petit nombre, pour leur communiquer ses affaires et prendre leurs avis sur ce qu'il juge à propos, sans nécessité ni de les suivre, ni de continuer à les prendre. » Il lui sembla, en mars 1661, que trois ministres suffisaient, Le Tellier, Lionne et Fouquet ; mais à celui-ci, dont il se défiait déjà, il adjoignit, nous dit-il, « Colbert comme

contrôleur, sous le titre d'intendant ». Quelques mois après, Colbert avait remplacé Fouquet, et le Ministère prenait la forme de « la Triade », avec laquelle Louis XIV gouverna jusqu'au mois de janvier 1672, pendant les dix premières et plus fécondes années du règne.

D'ailleurs une organisation aussi souple ne gênait en rien la volonté du roi. Elle n'empêchait nullement Louis XIV de consulter, s'il lui plaisait, d'autres que les ministres. Ceux-ci n'étaient que des conseillers *ordinaires*, surtout au début. « Le roi, écrit le Prince de Condé, dans une lettre inédite, continue de se servir de M. Fouquet, de M. Le Tellier et de M. de Lionne. Ces messieurs sont les seuls dont il se sert pour l'ordinaire ; et lorsqu'il tient quelque conseil extraordinaire, ce qui arrive assez souvent, il me fait l'honneur de m'y appeler, M. de Turenne, M. le Maréchal de Gramont, M. le Maréchal de Villeroy et M. le Maréchal de Plessis-Praslin. » Mais la lettre est du 16 mars 1661. Assez promptement, ces conseils extraordinaires, auxquels Louis XIV eut peut-être recours pour éviter un trop vif mécontentement des grands, s'espacèrent. Ils ne cessèrent jamais néanmoins de façon complète et le roi ne s'interdit jamais, en particulier, de recourir à l'expérience militaire de Turenne, ou à son influence auprès des Cours protestantes d'Angleterre et d'Allemagne, ainsi qu'auprès des États Généraux. L'activité politique du Maréchal, longtemps ignorée des historiens, fut grande surtout pendant la première guerre du règne, en 1667 et 1668. Il assiste alors presque toujours au Conseil qui se tient en présence du roi. Il n'y a que lui et les ministres, écrit le 3 juillet 1667 l'ambassadeur du duc de Savoie, Saint-Maurice, « qui sachent les résolutions ». Et quand la Cour revient à Paris passer l'hiver, Saint-Maurice va rendre visite à Turenne, le 27 janvier 1668 ; le principal motif qu'il en ait eu, écrit-il, « c'est qu'il veut que l'on le con-

sidère pour ministre ; en effet, il a grande part aux affaires ». La guerre, à vrai dire, et les longues absences du roi, qui ne garda auprès de lui, pendant la campagne de Flandre, que Le Tellier, et ne se fit accompagner en Franche-Comté, l'année suivante, par aucun ministre, eurent pour conséquence inévitable de transformer momentanément le Ministère. Ce sont les événements qui permirent à Turenne d'y tenir, pendant quelque temps, le premier rôle, bien qu'il n'ait jamais été ministre d'État. Ce sont eux aussi qui assurèrent, ou du moins hâtèrent la fortune de Louvois. Celui-ci ne quitta le roi, ni pendant la campagne de Flandre, ni pendant les séjours que fit Louis XIV à Chambord, à l'automne de 1668 et de 1669. Il n'attendra plus longtemps la grande faveur.

Le Conseil d'en haut n'a jamais rédigé de procès-verbal, sinon pendant quelques mois de l'année 1661. Mais son caractère propre ne fait aucun doute. C'était un Conseil de Gouvernement, c'est-à-dire que toutes les affaires d'État y étaient d'abord discutées, puis résolues. Spanheim nous en a donné une définition un peu longue, parce qu'il s'est efforcé de n'y rien omettre, mais très exacte, et où l'essentiel est nettement indiqué : « C'est dans ce Conseil du Ministère que se traitent toutes les grandes affaires de l'État, tant de paix que de guerre... » ; c'est là qu'on « propose » et qu'on « résout tout ce qui regarde le gouvernement et qui peut être de quelque importance pour le roi, pour la Cour, pour l'État, en un mot pour le dedans et pour le dehors du royaume. » Quant à l'exercice du pouvoir législatif, qui appartenait au roi seul, il ne semble pas que le Conseil d'en haut y ait été d'ordinaire associé. Il est probable que la plupart des édits ont été élaborés dans les Conseils ordinaires ou dans les bureaux des secrétariats d'État ; et les grandes ordonnances de cette première partie du règne, telles que l'Ordonnance civile ou l'Ordonnance criminelle, l'ont été par

des Commissions particulières, composées de Conseillers d'État, de maîtres des requêtes et d'avocats au Parlement.

Enfin les grands services publics ne dépendent pas du Conseil d'en haut. Il est impossible, bien entendu, de distinguer toujours les affaires d'État des affaires administratives, et l'ancienne Monarchie, plus encore que nos régimes modernes, se souciait très peu d'une pareille distinction, qui ne saurait avoir de valeur pratique. Aujourd'hui même, administration centrale et gouvernement se confondent presque, parce que les ministres, qui sont avant tout des chefs de service, forment aussi le gouvernement, lorsqu'ils se réunissent en Conseil. Il pouvait arriver de même, sous Louis XIV, qu'une simple affaire administrative fût « de quelque importance pour le roi, pour la Cour ou pour l'État », et que le roi la soumit à la délibération du Conseil d'en haut. Mais la distinction était peut-être plus nette qu'aujourd'hui, en ce sens qu'un petit nombre de chefs de service seulement étaient en même temps ministres d'État, et à titre tout personnel. On peut donc séparer, même dans une étude historique, l'administration centrale (c'est-à-dire la direction des grands services publics) du gouvernement. Le moment est venu de la décrire avec quelque détail.



Les grands services publics ne s'étaient pas constitués à une même époque et ceux qui les dirigeaient portaient des titres différents.

L'un d'eux était, par sa nature même, intermédiaire entre le gouvernement et l'administration : c'est la Chancellerie, où tous les actes du roi étaient scellés, avant d'être rendus publics ou expédiés à ceux qui les avaient obtenus. Il y a toujours eu une Chancellerie, et un Chan-

celier, qui avait la garde des sceaux royaux, le grand et le petit sceau, et le privilège de les apposer lui-même sur les actes. A cette organisation très ancienne, Louis XIV n'a rien changé, bien qu'il l'ait réglementée de plus près à la mort du Chancelier Séguier et qu'il ait, pendant quelques mois, tenu les sceaux lui-même. Le Chancelier resta le premier officier du royaume ; il ne perdait sa dignité qu'avec la vie ; mais Louis XIV, comme ses prédécesseurs, se réserva de le priver de sa fonction, quand il avait déplu, en lui substituant un garde des sceaux. Ce ne fut pas lui non plus qui, pour la première fois, écarta le Chancelier du Ministère : déjà, Richelieu jadis, n'y avait pas admis Séguier. Et les raisons de l'un et de l'autre furent les mêmes : la dignité de chancelier eût paru faire, écrit Louis XIV, « un de mes ministres trop grand, et l'élever au-dessus des autres, ce que je ne voulais pas ».

Le droit de justice était l'une des prérogatives essentielles de la royauté, et qui avait le plus contribué à reconstituer la puissance publique à son profit. Les Capétiens étaient parvenus à faire prévaloir l'idée que toute justice émanait du roi, soit qu'il l'exerçât lui-même, soit qu'il en délégât l'exercice. En fait, bien que le temps fût loin où Saint-Louis donnait audience aux plaideurs et que les « plaids de la porte » n'eussent pas survécu, les maîtres des requêtes ordinaires de l'hôtel, commissaires permanents du roi, continuaient à juger en son nom certaines causes, soit en vertu de la qualité des plaideurs, soit qu'elles leur fussent renvoyées par le Conseil d'État. Celui-ci rendait aussi la justice au nom du roi, dans tous les cas d'évocation, soit dans ses séances ordinaires, soit, le plus souvent, lorsqu'il siégeait à titre de *Conseil des Parties*. Mais il avait bien fallu que le roi délégât l'exercice de la justice à des tribunaux plus éloignés et plus indépendants de sa personne, qui formaient une hiérarchie compliquée, depuis l'audience du prévôt royal jus-

qu'à la Cour de Parlement, et qui tous, de degré en degré, s'efforçaient d'élargir leur compétence, en première instance comme en appel. La tradition faisait du Chancelier le président né de toutes les Cours de justice. Il présidait le Conseil des Parties, qui se réunissait presque toujours en dehors de la présence du roi. Quand il venait au parlement, il y prenait place au-dessus du Premier Président. Quand le roi tenait un lit de justice, c'est le Chancelier qu'il chargeait d'expliquer sa volonté. Mais le Chancelier n'avait pas à intervenir dans l'organisation intérieure des Cours et le régime de la vénalité, consacré par le temps, le dispensait de choisir les magistrats et de régler leur avancement. En fait, au début du règne personnel de Louis XIV, il est tenu quelque peu à l'écart, même dans certains cas où son entremise eût semblé naturelle. Nous possédons une série de notes secrètes, que Depping a publiées, sur les présidents et conseillers de tous les parlements de France ; elles ont été rédigées, non pour le Chancelier Séguier, mais pour Colbert, qui n'était encore à cette date (en 1663), ni contrôleur général ni secrétaire d'État. C'est là, d'ailleurs, un fait nouveau, et de quelque importance, dans l'évolution de la Monarchie après la mort de Mazarin. On aurait grand tort d'attribuer au Chancelier la fonction d'un ministre de la justice, alors qu'il n'a plus entrée dans le Conseil d'en haut. Les rapports avec les Cours, la surveillance des magistrats sont affaire de gouvernement : ils sont naturellement de la compétence des ministres d'État, ou de celui d'entre eux sur qui le roi s'en remet de les assurer en son nom.

Si la haute administration de la justice est à peu près restée, après 1661, ce qu'elle était auparavant, il n'en fut pas ainsi de la haute administration des finances. L'assainissement de la situation financière était, avant même que Mazarin mourût, la préoccupation principale de Colbert.

Pour la réaliser, il ne suffisait pas d'écarter Fouquet, il fallait encore accomplir des réformes profondes. Colbert n'eut pas de peine à en convaincre Louis XIV. A vrai dire, depuis la réorganisation des finances royales au temps de François 1^{er} et de Henri II, bien des régimes s'étaient succédé et l'histoire de la haute administration financière est l'une des plus compliquées qui soient. Je ne rappellerai que ses dernières transformations, au cours du xvi^e siècle, pour faire mieux comprendre le sens des réformes qui suivirent la disgrâce et l'arrestation de Fouquet.

A la fin du règne de Henri IV, Sully l'avait autant que possible simplifiée, afin d'assurer son autorité personnelle. A titre de surintendant (qu'il en ait ou non reçu le brevet), il ordonnait toutes les dépenses. Il réduisit de huit à deux le nombre des intendants qui l'assistaient dans sa gestion. Il existait encore, à vrai dire, un Conseil particulier pour les finances, que le roi ne voulut pas supprimer. Mais, si nous en croyons Noël Valois, Sully s'arrangea de façon à « le dépouiller de toute part active dans la direction des affaires », et à le subordonner au Conseil d'État, où il était certain de ne pas rencontrer d'opposition. Les membres du Conseil des finances ne furent plus que des conseillers d'État mieux payés et Sully eut « l'entière charge » de l'administration financière.

Mais, après la mort de Henri IV et la retraite de Sully, l'organisation changea sans cesse. La surintendance fut supprimée, puis rétablie. A côté du surintendant, un contrôleur général des finances visa tous les ordres de paiement. Puis il y eut, par moment tout au moins, deux surintendants et un contrôleur, parfois deux contrôleurs aussi. Ce fut le cas, en particulier, de 1653 à 1659, c'est-à-dire pendant presque toute la période du Ministère de Mazarin postérieure à la Fronde. Servien et Fou-

quet se partageaient alors la surintendance, le premier comme ordonnateur et le second se réservant les négociations avec les financiers, tandis qu'Hervart, un banquier, et Breteuil assuraient ensemble le contrôle général. Fouquet ne fut seul surintendant qu'après la mort de Servien, en février 1659 ; encore dut-il conserver les deux contrôleurs généraux. D'autre part, le nombre des intendants des finances avait été porté à quatre, puis à douze, puis ramené à quatre par une déclaration de mai 1657, puis porté de nouveau à douze par Fouquet. Enfin, bien qu'il subsistât une sorte de conseil des finances, que l'on appelait la Direction, celle-ci n'était guère qu'une commission du Conseil d'État, où presque toutes les affaires étaient délibérées et résolues ; aussi l'appelait-on le *Conseil d'Etat et des Finances*. Or, en dépit de plusieurs réductions, qui n'aboutirent pas ou n'eurent pas de résultats durables, le nombre des conseillers d'État ne cessa guère d'augmenter : un rôle de 1644 porte les noms de cent vingt conseillers. Plus tard, ce fut pire encore : le Conseil d'État et des Finances, bien que la plupart des conseillers n'y vinssent pas, était une cohue. Ce fut l'organisation systématique du désordre, où se complaisait Mazarin, qui d'ailleurs y trouvait son compte, et où se déploya la virtuosité de Fouquet.

Ce désordre systématique, Colbert le connaissait bien, puisqu'il avait dû s'en accommoder longtemps et qu'il avait su s'en servir pour accroître la fortune de son maître et commencer la sienne propre. Mais il ne convenait pas à son esprit. Colbert inaugura, auprès de Louis XIV, de tout autres méthodes. On peut dire que la haute administration financière, telle qu'il l'organisa de 1661 à 1665, fut presque entièrement neuve, bien que la plupart des éléments qui la composent aient porté des noms anciens.

Il n'y a plus de surintendant ; et sans doute la surin-

tendance, qui ne datait que du xvi^e siècle, avait-elle été déjà plusieurs fois supprimée. Toujours la Monarchie avait hésité ou oscillé entre deux systèmes : l'administration des finances, confiée à la direction d'un homme, le surintendant, ou à celle d'un Conseil. Mais, en 1661, la suppression de la surintendance s'accordait avec le régime nouveau du gouvernement personnel : si le roi gouvernait lui-même, il convenait qu'il pût avoir à tout moment la connaissance précise de ses ressources financières et qu'il fût seul ordonnateur. Colbert comprit d'ailleurs à merveille que le meilleur moyen d'assurer à l'administration financière l'unité de direction indispensable (et cette direction unique ne pouvait être que la sienne), c'était qu'il s'effaçât derrière le roi. Le Trésor ne ferait aucun paiement qu'en vertu d'une ordonnance signée par le roi. Le roi vérifierait fréquemment les deux registres des fonds (des recettes) et des dépenses, qui se contrôleraient l'un et l'autre, et chaque mois le *journal*, où seraient inscrites toutes les ordonnances portées au Trésor. Il arrêterait également et signerait chaque année l'*état au vrai*, qui apporterait les corrections nécessaires aux comptes de prévision établis l'année précédente. Le roi devenait, en somme, son propre surintendant. Mais à côté de lui se tenait Colbert, qui seul guidait sa pensée et sa main. Il n'en pouvait être autrement. La direction financière d'un grand royaume est une science ardue, que Louis XIV n'avait pas apprise. Dans un billet à Colbert, en date du 19 mai 1673, il fait cet aveu : « Vous savez que, sur les finances, j'approuve tout ce que vous faites, et m'en trouve bien. » Et plus tard, en 1683, le successeur de Colbert au contrôle général, Le Pelletier, qui cherchera à se rendre compte de la situation financière à cette date, n'y parviendra pas complètement : « M. Colbert, écrira-t-il, avait renfermé en lui-même toute la direction des finances, si bien qu'il n'y avait

personne qui fût dans la suite des affaires et en état de m'en instruire. »

Mais Colbert n'en vint là que très prudemment et par étapes. Il se contenta d'abord d'établir, ainsi qu'il l'a dit « la maxime de l'ordre », par la prévision et le contrôle des recettes et des dépenses. Pour voir plus clair, dans la comptabilité du Trésor, il supprima, en avril 1664, les offices des trois Trésoriers de l'Épargne, qui exerçaient à tour de rôle une année chacun et dont les comptes ne pouvaient être réglés en fin d'exercice, et il les remplaça par deux *gardes du Trésor*, pourvus seulement d'une commission. Enfin la suppression de la surintendance entraînait nécessairement le rétablissement d'un Conseil des finances. Ici Colbert n'eut pas recours au même expédient que Sully. Tandis que Sully, à qui le Conseil était imposé, s'efforça d'en rendre l'activité illusoire, Colbert en fit la pièce essentielle de la haute administration financière, mais il l'organisa de telle sorte qu'il n'en eût pas à craindre l'indépendance. Il ne s'agissait pas là d'une réorganisation, mais d'une création. Le nom est ancien, sans doute, mais la chose est nouvelle, et c'est la composition du Conseil royal des Finances (du *Conseil royal*, comme on l'appelait communément) qui en détermina le caractère et le rôle. Il comprit un *Chef du Conseil* (simple personnage d'apparat, le Maréchal de Villeroi), le Chancelier (mais qui ne paraissait guère qu'en l'absence du roi), deux conseillers d'État (de Sève et d'Aligre, que, bien entendu, Colbert désigna), enfin un intendant des finances, qui était d'ailleurs aussi conseiller d'État, Colbert lui-même. Presque toujours le roi était là, dans le grand fauteuil de velours violet qui lui était réservé. En fait, le Conseil royal, qui se réunissait deux fois la semaine, examinait toutes les affaires que l'un des conseillers d'État y rapportait, et qui étaient ensuite résolues par le roi. Peut-on douter que la volonté

de Colbert y fût prépondérante, à la condition qu'elle ne s'imposât pas et qu'il se contentât de suggérer à Louis XIV ses résolutions ? La composition du Conseil royal était d'ailleurs combinée en vue d'un avenir que Colbert, sans doute, croyait plus proche encore qu'il ne fut.

On sait que la Chambre de Justice, établie en novembre 1661, ne termina le procès de Fouquet qu'en décembre 1664. Ce fut en 1665 seulement que Colbert ajouta à son titre d'intendant des finances celui de contrôleur général, en achetant, sur l'ordre du roi, la charge d'Herbart. Dès lors, le Conseil royal, où Villeroy ne comptait guère et dont le chancelier se désintéressait, ne fut que la réunion, en présence du roi, du contrôleur général et des deux conseillers d'État spécialisés qui travaillaient sous sa direction. A côté du contrôleur, il n'y avait plus que deux intendants des finances, que l'on peut comparer à des directeurs actuels à côté du ministre. Jamais pareille centralisation de la haute administration financière n'avait été jusqu'alors réalisée.

En dehors de la justice et des finances, tous les autres services publics restèrent, comme auparavant, répartis entre les quatre Secrétaires d'État. Ici Louis XIV n'innova guère. Depuis longtemps les Secrétaires d'État se partageaient les généralités et chacun recevait les « dépêches » des généralités qui formaient sa part ; il y eut de l'un à l'autre, en 1661 et pendant les années suivantes, quelques généralités échangées, mais sans autres raisons que de convenance. Depuis longtemps aussi l'un avait dans son département « tous les étrangers », comme on disait sous Louis XIII, c'est-à-dire la correspondance avec tous les ambassadeurs et ministres du roi, un autre « toute la guerre ». L'habitude s'en maintint. Encore n'en put-il être ainsi tout de suite, parce que Louis XIV appela au Conseil d'en haut Hugues de Lionne, qui

n'était pas alors Secrétaire d'État, et en écarta Brienne, le Secrétaire d'État « des étrangers ». Il en résulta que Brienne continua à diriger les bureaux des Affaires étrangères, tandis que Lionne recevait seul la correspondance secrète et en rendait compte au Conseil d'en haut. La situation ne se simplifia qu'en avril 1663, par la démission de Brienne, qui vendit à Lionne sa charge de Secrétaire d'État. Une autre anomalie disparut un peu plus tard. La Marine du Levant était du département de Le Tellier, avec la guerre ; celle du Ponant, du département de Brienne, puis de Lionne. En 1661, le roi n'en accrédita pas moins, auprès des officiers généraux, Colbert, qu'il chargea de « prendre soin de toutes les affaires de la Marine », sans qu'il fût Secrétaire d'État, et sans que la Marine fut distraite des Secrétariats d'État auxquels elle se trouvait attachée. Lionne, qui ne s'intéressait qu'aux Affaires étrangères, se contenta, pendant plusieurs années, de faire expédier les dépêches dont Colbert dressait les minutes. En 1669 seulement, Colbert devint Secrétaire d'État et reçut toute la Marine, celle du Levant comme celle du Ponant. Mais la charge qui lui était échue comprenait la maison du roi et les affaires du clergé : il les garda. Le Tellier, dès lors, n'eut plus que la guerre ; et le quatrième Secrétaire d'État, La Vrillière, continua à s'occuper uniquement des affaires de la Religion prétendue réformée. Incohérente en 1661, l'organisation des services publics le resta. Sans doute suffisait-il à Colbert de réunir sous sa direction tous ceux où il avait besoin de faire prévaloir sa volonté, pour réaliser l'œuvre à laquelle il consacra les vingt dernières années de sa vie, celle d'un ministre de l'économie nationale. Aux services qui dépendaient de son Secrétariat d'État, à ceux qu'il parvint à grouper sous l'autorité du Contrôle général, il en ajouta seulement, en 1664, un autre encore : celui du surintendant des bâtiments. Il eut la charge de toutes les cons-

tructions royales et collabora intimement avec Louis XIV à la création de Versailles.

Justice, avec le chancelier pour chef ; Finances, sous la direction du Conseil royal et (depuis 1665) du contrôleur général ; Affaires étrangères, Guerre, Marine, Maison du roi, clergé catholique et religion prétendue réformée, c'est-à-dire, selon la langue administrative du temps, toutes les « affaires particulières », réparties entre les quatre Secrétaires d'État ; Agriculture, industrie, commerce, colonies, rattachées au Contrôle général ; bâtiments, avec un surintendant particulier : telle était donc l'organisation, qui nous paraît compliquée et irrationnelle, des grands services publics au début du règne personnel de Louis XIV. Nous y retrouvons sans peine tous nos départements ministériels d'aujourd'hui, sauf deux : le ministère de l'Instruction publique et celui de l'Intérieur. Mais l'instruction n'était pas, en ce temps-là, un service public : elle était donnée par l'Église, par des corps indépendants, les Universités, ou par l'initiative privée. On comprend d'autre part, pour peu qu'on y réfléchisse, qu'il ne pouvait y avoir, sous l'Ancien régime, un ministère de l'Intérieur, sous quelque nom que ce fût. Nous sommes ici, plus qu'ailleurs, sur la frontière indécise entre gouvernement et administration. Le maintien de l'ordre et la surveillance de l'opinion sont affaires de gouvernement : ils appartenaient au Conseil d'en haut ou à l'un des ministres d'État, le plus souvent à Colbert. Quant à la direction des administrations locales, elle est tantôt affaire de gouvernement et tantôt simple affaire administrative, sans que la distinction entre les deux cas puisse être nettement définie. En pratique, les intendants des provinces correspondaient surtout avec le contrôleur général, parfois avec le Secrétaire d'État à qui appartenait leur généralité ; et c'est par l'un ou par l'autre, le plus souvent par le premier, qu'ils recevaient les

ordres du roi. Mais deux fois par semaine, au début de notre période, les quatre Secrétaires d'État se réunissaient en Conseil avec les ministres qui n'étaient pas Secrétaires d'État. Ils formaient alors, en la présence du roi et dans « l'appartement », le Conseil des dépêches, dont nous connaissons très mal les origines, qui ne remontent pas au delà du règne de Louis XIII. Les affaires, peu nombreuses sans doute, y étaient rapportées debout par les Secrétaires d'État, chacun pour son département. La décision, prise par le roi, pouvait être transmise sous la forme d'une *dépêche* du Secrétaire d'État intéressé (de là le nom donné au Conseil) ou sous la forme d'un *arrêt en commandement*, c'est-à-dire délibéré en Conseil en présence du roi, qui en ordonnait l'expédition. Le roi pouvait aussi prendre une décision, en matière administrative, hors de tout Conseil, sur rapport particulier d'un Secrétaire d'État, qui recevait de sa bouche l'ordre de rédiger et de signer l'arrêt : c'était alors un *arrêt signé en commandement*, qui ne portait aucune mention de délibération en Conseil.

Organisation incohérente à nos yeux, certes, et l'on peut, d'abord, s'étonner que Louis XIV ne l'ait pas refondue. Mais combien elle était souple ! Combien elle gênait peu l'initiative du roi, toujours libre de choisir ses instruments, de laisser faire (parce que tout se faisait en son nom) ou d'ordonner ! Ne pourrait-on se demander plutôt si plus de régularité administrative n'aurait pas introduit un germe de mort dans ce régime d'absolutisme monarchique, dont le principe même était la « pleine puissance » d'un souverain, qui n'avait de comptes à rendre qu'à Dieu ?



Dans l'évolution du régime monarchique après la mort de Mazarin s'affirment deux tendances distinctes, je

dirais volontiers contraires. La Monarchie de Louis XIV veut être à la fois un gouvernement absolu et personnel (aussi personnel qu'il en fut jamais) et une Monarchie organisée, ordonnée, administrative. La première tendance eut vite conduit au despotisme, si la « pleine puissance » du roi n'eût pas consenti à se régler. La seconde, en créant une administration fortement centralisée, permit au roi de faire pénétrer, par de multiples canaux, sa volonté jusqu'aux extrémités du corps social. Celui-ci, selon la forte expression de Lemontey, fut comme « injecté de despotisme ». Mais, à mesure que l'administration se développe dans l'État, elle y crée des institutions stables qui, par leur existence même, limitent le bon plaisir du souverain. Si la vie se conformait à la logique, la Monarchie pure et absolue à la Louis XIV et la Monarchie administrative seraient deux régimes qui s'exclueraient. Mais un État est un être collectif, pour qui la vie, comme chez l'individu, est faite d'un équilibre instable entre des forces contraires. C'est un équilibre de ce genre que Louis XIV et Colbert (car il faut ici, je crois, les associer étroitement) ont su réaliser et maintenir pendant une courte période, la plus brillante du règne.

Des deux tendances, la première l'emporta d'abord. Elle apparaît dans l'extrême concentration du gouvernement. Louis XIV n'associe à son autorité, jusqu'en janvier 1671, que trois ministres ; à partir de 1663 deux d'entre eux, à partir de 1669 tous trois sont en même temps Secrétaires d'État ; l'un d'eux est contrôleur général. Il ne reste en dehors du Ministère que le Chancelier Séguier, vieux et faible, et l'un des Secrétaires d'État, La Vrillière, qui n'a dans son département, avec quelques provinces, que les affaires de la Religion prétendue réformée. Le royaume est donc gouverné par quatre personnes en tout, trois ministres, égaux dans leur dépendance à l'égard du roi, et le roi lui-même. Celui-ci les a

faits ce qu'ils sont : il peut compter sur leur dévouement absolu. Il partage entre eux (ce sont les termes des *Mémoires*) sa confiance et l'exécution de ses ordres; « sans la donner tout entière à pas un (à aucun) ». Il travaille chaque jour avec eux. Il les consulte quand il lui plaît, soit ensemble, en Conseil d'en haut, soit en particulier. Toutes les décisions sont prises par lui, « car la décision a besoin d'un esprit de maître », ou en son nom, avec son approbation tacite ; quelque forme qu'elles prennent — lettres patentes ou de cachet, arrêts signés en commandement, arrêts du Conseil — c'est la volonté du roi qu'elles expriment.

Ce caractère personnel du Gouvernement explique la destinée du « Conseil du roi ». On a coutume de dire qu'il acheva, après 1661, de se diviser en sections spéciales, qui furent « les Conseils ». Cette apparence ne correspond guère à la réalité. Ni le Conseil d'en haut (qui n'est que le Ministère délibérant avec le roi), ni le Conseil des Finances, ni le Conseil des Dépêches, tels que Louis XIV les organisa après la mort de Mazarin, ne sont des démembrements de l'ancien « Conseil du roi ». La vérité, c'est que celui-ci achève de perdre ce qui lui restait de son rôle ancien de Conseil de gouvernement. Aucune affaire d'État ne lui est plus soumise. La direction des grands services publics lui échappe aussi, tout particulièrement celle des finances. Il n'est plus que le « Conseil des parties » ou « Conseil privé », haut tribunal à double compétence, judiciaire et administrative. Aussi ne se réunit-il pas dans l'appartement, mais seulement dans le palais, et le roi n'y est-il le plus souvent représenté que par son fauteuil. C'est par un souvenir du passé que l'on continue à l'appeler parfois « le Conseil » et que ses membres ont conservé leur titre de conseillers d'État ; ce nom, d'ailleurs, prend dès lors un sens nouveau, celui que nous lui connaissons aujourd'hui. Sa composition — trente con-

seillers d'État et quatre-vingts maîtres des requêtes, qui y servent de rapporteurs, — et sa compétence, ainsi réduite, sont définies pour longtemps, par le règlement du 3 janvier 1673.

Quant à la seconde tendance, elle contribue, avec la première, à expliquer que les trois ministres soient en même temps Secrétaires d'État. Le rôle de l'administration dans l'État devient tel qu'il n'est plus guère possible que les principaux services publics ne soient pas dirigés par les ministres eux-mêmes. Autant que le développement du pouvoir personnel, celui des administrations provinciales donne à la Monarchie d'ancien régime le caractère nouveau qu'elle prend avec Louis XIV et qu'elle conservera désormais jusqu'à la Révolution. Il est donc indispensable d'y insister.



Ce sont les intendants des provinces qui ont transformé l'administration monarchique au temps de Louis XIV. Nous savons qu'ils n'ont pas été créés par Colbert, pas même par Richelieu ; que leur origine (sous la forme de l'intendant de la justice) remonte au moins au xvi^e siècle ; que leurs pouvoirs s'étaient accrus pendant les dernières années du règne de Louis XIII, puis après la Fronde, sans que nous soyons très précisément informés de leur rôle et de leur activité à la fin du Ministère de Mazarin. En tout cas, même après 1661, l'institution des intendants n'a pas pris sa forme définitive d'un seul coup, mais, selon les habitudes de ce temps, par une série d'adaptations, qui semblent dues beaucoup moins à la réalisation d'un système qu'aux circonstances. Un Mémoire de 1659, publié par Clément, montre qu'à cette époque Colbert considérait les intendants comme les instruments indispensables du pouvoir royal. Après

avoir proposé à Mazarin diverses réformes fiscales, il ajoute : « Toutes ces choses ne peuvent être exécutées dans les provinces que par le ministère des intendants auxquels il faut donner des instructions fort amples. » Mais une autre phrase, un peu plus loin, donne l'impression qu'il voit dans les intendants, comme autrefois Richelieu, des commissaires, bien plus que des administrateurs : il faut, écrit-il, « leur donner à chacun autant de généralités qu'ils en pourront conduire, en travaillant toute l'année avec application ». Comment un seul homme aurait-il pu administrer, sinon de très haut, plusieurs généralités à la fois ? Et, quatre ans après, Colbert réduit plus encore le rôle des intendants à celui d'enquêteurs : le roi, dit-il, les transportera d'une province à l'autre, sans les laisser dans chacune plus de quelques mois, « voulant que, par un travail assidu et une application extraordinaire, lesdits maîtres des requêtes visitent tout le dedans du royaume en l'espace de sept ou huit années de temps et se rendent par là capables des plus grands emplois ».

Il ne faudrait pas, sans doute, conclure trop vite, d'après quelques textes, qui n'expriment pas directement la pensée de Colbert sur l'institution des intendants. D'autres nous donneraient une impression différente. Un Mémoire sur les finances, qui date de 1661, contient par exemple cette note précise : « Travailler fortement à la suppression des trésoriers de France. » Or, si Colbert voulait supprimer les trésoriers de France, n'était-ce pas pour concentrer toute l'administration de la généralité entre les mains de l'intendant ? Il n'y parvint pas. Mais les circonstances ne le conduisirent pas moins à étendre considérablement les attributions des intendants, qui, par voie de conséquence, furent maintenus plus longtemps dans une même province, et dont le ressort fut restreint à l'étendue d'une seule généralité.

En septembre 1663, ou peut-être vers la fin de février

1664 (la date précise n'est pas établie), Colbert qui n'avait pas d'archives administratives où il pût s'informer, eut l'idée d'une vaste enquête, qui lui fournirait, sur l'état intérieur du royaume, tous les renseignements dont il avait besoin. Il ne pouvait la confier qu'aux « maîtres des requêtes départis dans les provinces » c'est-à-dire aux intendants. Il rédigea donc pour eux un long Mémoire, en forme d'instruction, afin qu'ils pussent, y disait-il, « travailler chacun dans l'étendue de leur emploi et s'informer soigneusement et exactement de tous les articles y contenus ». Or les articles, très nombreux, étendaient les investigations des intendants à toute la population du royaume, à toutes les parties de l'administration, à toutes les formes de l'activité économique. Peut-être ne s'agissait-il, dans l'esprit du ministre, que d'une enquête exceptionnelle, ou qu'il ne serait pas nécessaire de renouveler souvent. Mais un commissaire, pourvu de pouvoirs aussi larges, aussi mal délimités que les pouvoirs d'un intendant de justice, police et finances, devait tout naturellement y prendre occasion d'étendre sa compétence. « Je vous supplie, écrit à Colbert, en 1666, un intendant nouvellement nommé, que je puisse avoir la grande instruction qui a été donnée autrefois à tous les intendants des provinces, afin que j'essaye de ne rien oublier pour servir dignement dans cet emploi ». Le Mémoire de 1663 (ou de 1664) était ainsi devenu une sorte d'instruction permanente. Dès ce moment, l'intendant a mission de surveiller, dans sa province, tous ceux à qui leur dignité, leurs charges ou leur fortune assurent une influence personnelle, dont ils pourraient être tentés de se mal servir : les ecclésiastiques, les nobles, les officiers royaux. Il doit rechercher tous les abus qui se commettent, soit dans l'exercice de la justice, soit dans l'établissement ou la levée des impositions, et en proposer les remèdes. Il peut d'ailleurs agir par lui-même, dans tous

les cas où sa commission générale l'y autorise et dans tous ceux où il en reçoit commission particulière par un arrêt du Conseil. Il est en droit de siéger dans tous les tribunaux royaux de son ressort et d'y occuper la présidence. Il peut même, dans certains cas déterminés, juger en personne, à la condition de s'entourer du nombre d'assesseurs prescrit par les ordonnances, mais avec toute liberté de les choisir comme il l'entend. Enfin, il est associé aux trésoriers de France et aux élus pour le « département » de la taille, c'est-à-dire pour la répartition entre les paroisses de chaque élection ; il a droit de vérifier les rôles dressés par les collecteurs et de taxer d'office les contribuables qui ont obtenu, sans raison légitime, l'exemption de taille ou la modération de leur cote.

A la même époque, une autre mission, confiée aux intendants, fit pénétrer leur autorité dans un domaine qui leur avait été jusqu'alors à peu près fermé, celui de l'administration municipale. Au temps de Louis XIII, les villes et les paroisses rurales, ou, pour les désigner ensemble sous le nom le plus fréquemment employé, les communautés d'habitants, jouissaient encore d'une très large autonomie administrative. Elles avaient (les villes surtout) leurs « deniers communs », qu'elles administraient à leur guise, mais qui ne leur suffisaient pas ; pour couvrir chaque dépense particulière de quelque importance, elles devaient obtenir du roi l'établissement d'un octroi ou la levée d'une taxe « sur tous les contribuables à la taille », et le Conseil ne refusait guère l'autorisation ; enfin, quand les octrois et les taxes ne suffisaient pas encore, elles empruntaient, moyennant constitution de rente. Il n'est pas douteux que l'autonomie financière des communautés d'habitants leur ait surtout permis de s'endetter, et que la déplorable gestion des « deniers communs » ait été scandaleusement profitable à quelques-uns. Colbert eut toute raison de s'en inquiéter, et

par esprit d'équité, et par souci du bon ordre et de l'intérêt bien entendu de l'État. Le rendement de l'impôt se ressentait de l'endettement des villes et de la misère des paroisses rurales, qui engageaient, puis vendaient leurs communaux pour se libérer, et n'en étaient que davantage à la merci de leurs créanciers. Une ordonnance d'octobre 1662 attribua aux intendants la vérification des dettes des communautés, puis un arrêt de février 1665 les chargea de les liquider. Lourde charge ! Les intendants se heurtèrent à tant d'intérêts coalisés, ils furent si mal soutenus par les populations elles-mêmes, terrorisées par des créanciers trop puissants, que des années s'écoulèrent sans que la liquidation avançât beaucoup. Mais cette grande et difficile entreprise eut en tout cas deux résultats : elle attacha l'intendant à la généralité et prépara, à son profit, la tutelle administrative des villes.

Le progrès des pouvoirs de l'intendant apparaît bien dans ses rapports avec les trésoriers de France en matière de taille. Colbert, qui voulait d'abord supprimer les bureaux des finances, y dût renoncer bientôt : pour supprimer des offices vénaux, il fallait les racheter, et le roi, qui en vendait chaque jour de nouveaux, ne pouvait se permettre une aussi coûteuse opération. Colbert conserva donc les trésoriers généraux. Il s'efforça même de les obliger à faire leur charge en les astreignant à la résidence. Ce sont eux encore, pendant les premières années du règne personnel, qui préparent le « département » de la taille par leurs « chevauchées ». M. Esmonin a constaté que, jusqu'en 1666 environ (en ce qui concerne du moins la Normandie), les rapports sur la chevauchée, qui renseignent le Conseil royal sur la situation des paroisses, sont encore rédigés par les trésoriers, tandis qu'il n'a rencontré aucun témoignage, jusqu'à cette date, d'une chevauchée faite par un intendant. Jusqu'à la même date, les

trésoriers de France et l'intendant reçoivent en même temps les « commissions » royales qui les chargent du département de la taille, et l'intendant y procède, dans chaque élection, avec les élus et deux trésoriers désignés par le Bureau. Puis, à partir de 1666 à peu près, les intendants cessent de ménager leurs rivaux. C'est alors l'intendant qui fait la chevauchée. C'est lui seul qui reçoit les commissions pour le département et lui qui en remet une expédition au bureau des finances ; c'est lui aussi qui désigne les deux trésoriers qui l'accompagneront dans les élections. Autre indice : jusque vers 1666 encore, il arrive assez fréquemment qu'entre le départ d'un intendant et l'installation de son successeur, plusieurs mois s'écoulent, et ce sont alors les trésoriers de France qui font l'intérim ; après 1666, on n'en rencontre plus d'exemple et l'intendant ne quitte plus la généralité qu'après avoir transmis ses pouvoirs en personne. Enfin, c'est à partir de 1666 que l'habitude s'établit de ne confier à chaque intendant qu'une seule généralité.

D'ailleurs, si insignifiant que soit désormais le rôle des trésoriers de France, ils conservent, du seul fait qu'ils existent, assez de droits pour gêner les intendants. Ceux-ci n'ont donc pas une compétence universelle et Colbert lui-même le leur rappelle à l'occasion : en 1673 encore, nous le voyons inviter un intendant à « ne connaître que des matières qui peuvent être de sa compétence ». Mais les souvenirs du passé s'effacent un peu plus chaque jour et les officiers royaux (car les trésoriers de France ne sont pas les seuls) s'en rendent parfaitement compte. Après avoir âprement défendu leurs privilèges, ils ne cherchent bientôt plus qu'à se faire personnellement leur place dans le régime nouveau. Beaucoup d'entre eux — lieutenants de sénéchaussées ou de bailliages, élus, trésoriers même — n'ont plus d'autre ambition que de conserver, sous l'autorité de l'intendant, le plus possible de

leur influence et de leurs profits : à leur office, ils ajoutent la commission de subdélégué.



On voit que, de 1661 à 1670 environ, la nouvelle administration monarchique s'est constituée peu à peu, sans système, et n'a pas encore reçu cette organisation logique et régulière, qui nous paraît aujourd'hui indispensable. Les institutions anciennes y subsistent, à peu près vidées de leur substance, à côté des institutions nouvelles, encore mal définies. Elle n'en est ainsi que mieux adaptée au régime de la pure Monarchie absolue, où rien ne doit gêner le bon plaisir du roi. Mais un pareil régime ne peut, d'autre part, se maintenir, dans un pays de civilisation avancée, que s'il assure aux diverses classes de la nation des conditions de vie qui les satisfassent et s'il a pour lui l'opinion. Dans quelle mesure en fut-il ainsi pendant les dix premières années du gouvernement personnel de Louis XIV ?

Le clergé forme, dans le royaume, un corps indépendant, organisé, puissant, très capable (semblait-il), d'opposer à l'autorité royale une résistance difficile à vaincre. Des trois ordres, il est le seul qui mérite ce nom. Il se distingue du reste de la nation par la tonsure et par l'habit ; par l'origine de ses membres, qui tous ont reçu l'un au moins des ordres sacrés ou prononcé les vœux monastiques ; enfin par sa vocation. Il est très riche. On ne peut évaluer exactement sa richesse, pas plus au temps de Louis XIV qu'à toute autre époque de l'ancien régime ; mais il est, en tout cas, le plus grand propriétaire du royaume et ses biens dépassent de beaucoup, en étendue et en valeur, ceux de la noblesse ; les legs et les dons les accroissent sans cesse, et il ne souffre pas que le roi s'informe trop précisément de ses revenus. Il gère lui-même

cette énorme fortune. Quand il s'impose, l'imposition est répartie entre les bénéficiers par les bureaux diocésains, qui sont aussi juges au contentieux, avec appel à des chambres provinciales ; elle est recueillie par toute une hiérarchie d'officiers de finances, qui ne dépendent que du clergé lui-même : receveurs et contrôleurs diocésains, receveurs et contrôleurs provinciaux, receveur général. Il ne contribue aux dépenses du royaume que par le versement des décimes ordinaires, auquel il s'est engagé par contrat, et par l'octroi d'un don gratuit, dont il est libre de fixer le chiffre. Tous les cinq ans, ses représentants élus se réunissent en Assemblée. C'est l'Assemblée générale du Clergé de France, qui renouvelle périodiquement le contrat pour le versement des décimes, qui apure les comptes de chaque période décennale, qui accorde le don gratuit ; et le roi traite avec elle de puissance à puissance. Dans l'intervalle des sessions, ses délégués, les agents généraux du clergé, représentent le clergé de France auprès du roi et ont entrée dans le Conseil des Parties pour y suivre toutes les affaires qui intéressent leurs mandants. Que serait devenue la Monarchie, si la noblesse et le tiers-état avaient été pourvus d'une organisation pareille ?

Heureusement pour elle, la belle unité du clergé n'est qu'apparence. Il est partagé en clergé séculier et clergé régulier, et les réguliers disputent aux séculiers la direction des consciences, la prédication, l'enseignement, en même temps qu'ils s'efforcent d'échapper le plus possible, par l'exemption, à la juridiction de l'ordinaire, c'est-à-dire à l'autorité ou au contrôle de l'évêché. De là de perpétuels conflits, qui ont fait grand bruit dans l'Église de France au temps de Louis XIII, malgré les prescriptions impératives du Concile de Trente, et qui renaissent à tout moment. C'est un conflit de ce genre, qui sous Louis XIV même, oppose à la Société de Jésus une par-

tie du clergé gallican. Mais le clergé est surtout divisé en haut et bas clergé. La misère du second — curés et vicaires, — en particulier dans les campagnes, fait contraste avec l'opulence du premier, — archevêques, évêques, abbés — qui jouit seul de presque toute l'immense fortune de l'ordre et ne laisse même aux administrateurs des cures que la moindre partie des dîmes. Plus grave encore que cette misère est d'ailleurs cette sorte de déchéance du simple prêtre et du curé qui résulte de la transformation de l'Église universelle à la fin du xvi^e siècle. Pour vaincre l'hérésie, l'Église s'est organisée en Monarchie ; elle a concentré tous les pouvoirs spirituels entre les mains des évêques, successeurs des apôtres, et consacré la primauté du siège de Rome. Quelques théologiens, dont Richer est le plus connu, ont bien essayé, en France, de lutter contre les idées nouvelles ; mais, en 1612, Richer s'est vu condamner par le Pape et par l'Assemblée du clergé. Les oratoriens, avec Bérulle, les premiers disciples de Jansénius, avec Saint-Cyran, ont bien exalté le sacerdoce ; mais toute l'Église de France, au milieu du xvii^e siècle, et les Jansénistes eux-mêmes admettent que les évêques ont seuls reçu de Dieu le pouvoir d'administrer les sacrements. A côté d'eux, les curés ne sont associés en rien au gouvernement du diocèse, où d'ailleurs l'usage des conciles diocésains tombe en désuétude ; et la séparation se fait ainsi plus profonde entre les deux clergés, dont le premier domine les Assemblées générales et compte seul aux yeux du roi.

Le roi sera donc maître du clergé, s'il peut accoutumer à l'obéissance les abbés et les évêques, ceux-ci surtout, qui ne sont guère plus de cent vingt. Or, ils y sont portés par l'intérêt même de l'Église, aussi bien que par leur propre intérêt. Entre eux et Louis XIV, il y a identité de doctrine. Il est le Très Chrétien, dévoué à la défense de l'orthodoxie. Comme eux, il ne conçoit l'État

qu'intimement uni à l'Église. Comme lui, ils sont galliens pour la plupart, et prêts à soutenir avec lui contre le Pape ses droits de chef temporel. Mais, surtout, depuis le Concordat de 1516, le roi dispose de tous les biens du clergé, non certes pour en jouir, mais pour les distribuer comme il lui plaît. Tout ecclésiastique qui n'a pas uniquement en vue l'exercice du ministère sacré, dépend donc, d'un bout à l'autre de sa carrière, du bon plaisir du souverain. Il entre dans l'Église en sollicitant un bénéfice, abbaye ou même simple prieuré. Pauvre abbaye souvent, qui ne suffit pas à le faire vivre. Heureusement l'usage de la commende, condamné par le Concile de Trente, mais qui n'en est pas devenu moins fréquent, lui permettra, s'il est bien en Cour, d'obtenir d'autres abbayes, qu'il n'administrera pas, mais dont les fruits s'ajouteront à ceux de la première. Abbé bien renté, peut-être pourra-t-il se faire déléguer par son Ordre à l'Assemblée générale du Clergé de France et y bien servir. Peut-être encore, un peu plus tard, une autre Assemblée lui confiera-t-elle la charge d'agent général, lourde charge, mais profitable, et qui le fera mieux connaître des ministres et du roi. Dès lors sa fortune est faite, car la coutume est que presque tous les agents généraux deviennent évêques à l'issue de leur mandat. Mais c'est le roi qui en décide et, même alors, il faut encore mériter ses faveurs. S'il y a des évêchés opulents, il y en a de pauvres, et qui ne valent pas même une bonne abbaye. C'est par la grâce du roi que l'on échange un « évêché crotté » contre un autre, mieux pourvu de biens, ou que l'on en grossit les revenus en y ajoutant ceux de bénéfices en commende. C'est par la grâce du roi qu'enfin, si l'on est d'assez bonne naissance ou assez bien apparenté, on se hausse jusqu'à la dignité d'archevêque. Choisir les bénéficiers, ou du moins les proposer au roi, cela s'appelle, dans le langage du temps, « tenir la feuille des bénéfices ». Sous

Louis XIV, c'est presque toujours le confesseur qui « tient la feuille », mais il n'y inscrit personne que sur l'ordre ou avec l'assentiment du roi. Ainsi Louis XIV a bien en main tout le haut clergé et, par lui, toute l'Église, et cette dépendance étroite de l'Église gallicane à son égard éclatera bientôt à tous les yeux, quand, en 1682, dans la fameuse affaire des « quatre propositions », elle semblera prendre tout entière parti, par la voix de ses chefs, pour le Roi contre le Saint-Siège.



Le souvenir de la Fronde, qui ne s'effaça jamais dans l'esprit de Louis XIV, entretint en lui l'illusion que la noblesse pouvait devenir à nouveau, par sa turbulence et par ses intrigues, un danger pour l'État. En réalité, elle n'était pas, à beaucoup près, aussi puissante que le clergé. Elle ne formait pas un corps et n'apparaissait constituée en ordre, depuis que les États Généraux du royaume n'étaient plus réunis, que pendant les courtes sessions des assemblées d'États, dans quelques provinces. Les nobles étaient probablement plus nombreux encore que les clercs, mais il y en avait de tant de sortes, et si différentes, qu'on a peine à les énumérer, et bien plus à les définir.

On ne distingue pas seulement une haute noblesse et une petite noblesse, entre lesquelles le contraste est aussi grand qu'entre le haut et le bas clergé. On distingue aussi (car ce n'est pas la même chose), la noblesse de Cour et la noblesse des provinces ; la noblesse de race, transmise héréditairement depuis les temps féodaux, et la noblesse récemment acquise par l'anoblissement. Celle-ci peut être elle-même héréditaire (elle le devient presque toujours) ou personnelle ; elle peut être due à l'exercice des charges de judicature (noblesse de robe) ou des

charges municipales (noblesse de cloche) ; elle peut s'acheter, lorsque le roi, pour se procurer quelque argent, vend des lettres de noblesse ; enfin, elle peut être usurpée, et l'on a dit, sans paradoxe, que l'une des principales sources de la noblesse était, au ^{xvii}^e siècle, l'usurpation. La recherche des « faux nobles », ordonnée par Colbert dès 1661, et poursuivie tout au long du règne, en fournit d'abondantes preuves. Entre des éléments aussi divers, il va de soi qu'aucune cohésion n'était possible : ils se méprisaient ou se jalouaient les uns les autres, et ne se trouvaient d'accord que pour défendre leurs privilèges, privilèges d'honneur ou privilèges financiers. Ce sont, en somme, ces privilèges qui presque uniquement, au ^{xvii}^e siècle, définissent l'ordre de la noblesse et le distinguent du Tiers. Et le maintien n'en dépendait-il pas surtout du roi ?

Il y avait eu la Fronde, sans doute. Mais elle n'eût pas été possible sans les difficultés, les mécontentements, la misère créés par une guerre trop longue, et sans l'impopularité de Mazarin. D'ailleurs, depuis Mazarin, la situation avait bien changé. A la tête des mécontents s'étaient mis alors les princes du sang, Condé, Conti, Longueville, et parfois l'oncle même du roi, Gaston d'Orléans. Ceux-ci n'étaient pas dangereux que par leur prestige personnel, mais aussi par les vastes clientèles qui s'attachaient à leur fortune. Or, en 1661, Monsieur, ce n'était plus Gaston, mort l'année précédente, mais le frère puiné de Louis XIV, Philippe d'Orléans, léger, bavard, efféminé, qui ne songeait qu'à la parure et qu'aux plaisirs. Condé, qui avait eu tant de peine à obtenir la restitution de ses dignités et de ses biens, s'efforçait, par sa docilité, de mériter les bonnes grâces du roi. Parmi les autres princes du sang, Conti, Longueville, achevaient leur vie dans la retraite et la dévotion. Le comté de Soissons était passé de la maison de Bourbon dans celle de Savoie-Carignan, et Mau-

rice de Savoie, qui en portait le titre, avait épousé Olympe Mancini ; il servait le roi comme colonel-général des Suisses. La maison de Lorraine, jadis si puissante, et qui avait failli se saisir de la couronne, n'était plus représentée à la Cour de France que par le comte d'Armagnac, que distinguait seule sa qualité de grand écuyer. En dehors des princes du sang et des princes étrangers, les Grands ne tenaient que du roi leur titre et leur rang. C'étaient les ducs et pairs, et toutes les pairies, sauf les pairies ecclésiastiques et celles des princes du sang, étaient de création royale ; sur dix-neuf qui existaient en 1672, quatre seulement étaient antérieures à 1610, six seulement avaient été créées par Louis XIII, neuf par Louis XIV, qui en créa cinq rien qu'en l'année 1663. Au-dessous des ducs et pairs, venaient les ducs héréditaires, et c'était aussi le roi qui érigeait une terre noble en duché, par lettres patentes enregistrées au Parlement. Enfin les simples ducs, dont la dignité n'était pas transmissible, la tenaient d'un brevet du roi ; aussi les appelait-on les ducs à brevet. Tels étaient désormais les Grands. Ils ne ressemblaient guère à ceux qu'avait abaissés Richelieu ou qui entouraient Condé, au temps de la Fronde. Ils n'avaient plus de clientèles, plus de troupes disposées, comme autrefois, à les suivre jusque dans la rébellion. Louis XIV, au fond, le savait bien. Il ne reproche à la noblesse, dans ses *Mémoires*, que la tyrannie qu'elle exerçait parfois sur ses vassaux, et qui ne pouvait être « réprimée que par des exemples de sévérité et de rigueur ». Il en fit quelques-uns, pas autant qu'il aurait fallu. Mais ce n'était là qu'affaire de police, et nullement affaire d'État.

Enfin la ruine de la noblesse assurait sa dépendance à l'égard du roi. Elle datait de loin, nous l'avons vu. Le développement de la fortune mobilière, dont les nobles, condamnés à l'oisiveté par la coutume et bientôt par la

loi, ne pouvaient prendre leur part, l'avait précipitée au xvi^e siècle. Alors avait commencé l'expropriation de la terre noble au profit des marchands enrichis. Elle continua pendant tout le cours du xvii^e siècle, favorisée par l'attrait qu'exerçaient sur la noblesse provinciale Paris et la Cour. Mais à Paris, que pouvait-elle faire que de se ruiner davantage ? Besogneuse, endettée, réduite aux pires expédients (pour beaucoup de nobles, sous Louis XIV, le jeu était moins une passion qu'un moyen de vivre), il lui fallait bien servir, flatter, quêter les charges de Cour, les dons de toute sorte. Nous avons peine à concevoir l'extrême importance que Louis XIV attachait (il y insiste dans ses *Mémoires*) à ce qu'on lui demandât « directement ce qui n'était que grâce », la peine qu'il prit et le temps qu'il dépensa à examiner lui-même la plupart des placets. S'il donnait beaucoup, c'était moins par générosité que par calcul. Il n'est pas douteux qu'il y trouva le moyen de transformer très vite une noblesse turbulente en une noblesse docile et quémandeuse. A quelques-uns — les plus grands — il donnait les offices de sa maison ou des pensions sur sa cassette ; il dotait leurs filles ; parfois il payait leurs dettes. Aux autres, il accordait de moindres dons : biens confisqués par arrêt de justice, part dans les amendes infligées par les tribunaux, privilèges lucratifs, qu'ils faisaient exploiter par des commis. Aux cadets enfin, il distribuait la manne inépuisable des biens d'Église. Les grâces du roi prenaient toutes les formes et tenaient perpétuellement en haleine la servilité des courtisans. « Il peut arriver, écrit Mme de Sévigné, qu'en faisant sa cour, on se trouvera sous ce qu'il jette. » Le trait est connu, mais aucun ne peint mieux ce qu'était devenue la noblesse et comment Louis XIV pouvait la traiter. Elle n'était plus dangereuse par son indiscipline et son ambition, mais par sa ruine et son inutilité. Ce danger-là, d'ailleurs,

n'apparaîtra, ou ne s'aggravera qu'un peu plus tard, et nous le retrouverons bientôt.

Bien moins encore que la noblesse, le tiers état était un ordre, si toutefois nous prétendons grouper sous ce nom tous ceux qui n'étaient ni clercs ni nobles. Jamais, à vrai dire, les contemporains de Louis XIV ne l'ont employé dans ce sens. Pour eux, le tiers comprenait seulement ceux qui, sans être nobles, jouissaient néanmoins de droits et de privilèges qui les distinguaient de la foule, ceux par exemple dont parle Loyseau, au début du siècle, dans son traité *Des ordres et simples dignités*. En ce sens, ni les paysans, ni les artisans ne font partie du tiers, mais tout au plus les marchands, « les derniers du peuple, écrit Loyseau, qui portent qualité d'honneur, étant qualifiés honorables hommes ». La société du xvii^e siècle était essentiellement hiérarchisée (d'où la fréquence et la chaleur des conflits de préséance), mais les degrés de la hiérarchie cessaient à un certain niveau, au-dessous duquel il n'existait plus qu'une masse confuse. Peu importait que cette masse fût le plus grand nombre : la loi du nombre n'avait aucun sens pour les esprits de ce temps-là. Aussi paysans et artisans ne comptaient-ils pas ; on n'imaginait pas qu'ils pussent avoir d'autre rôle que de faire vivre par leur travail ceux qui avaient « qualité d'honneur ». Ils ne comptaient pas non plus, par ce qu'il leur était impossible de se concerter et de s'unir et qu'ils n'y songeaient même pas. Le paysan ne s'intéressait qu'à sa récolte et à la taille ; si la misère devenait trop dure, il se révoltait parfois, mais les révoltes, toutes locales, étaient facilement réprimées par les troupes du roi. Les artisans, en un temps où la manufacture apparaissait à peine, étaient trop peu nombreux, trop dispersés pour résister à la police des métiers ou des villes. Le roi songeait à ses peuples dans le préambule de ses édits, où il aimait à leur donner « des marques de bonté pater-

nelle ». Colbert, soucieux d'accroître le rendement des impôts, sans décourager la culture, se préoccupait de la misère paysanne, quand il préparait, pour le Conseil royal, le brevet de la taille. Mais ni l'un ni l'autre ne pensait que cette misère pût jamais devenir un danger pour la Monarchie.

Quant à ceux qui comptaient, et qui seuls constituaient le tiers, au sens du ^{xvii}^e siècle, bourgeois vivant noblement de leurs rentes (ils étaient rares encore sous Louis XIV) ; banquiers et financiers ; avocats, procureurs, praticiens de toute sorte ; gens de lettres (qui, reçus dans les salons, avaient pris rang dans la société) ; artistes (que la création des Académies avait élevés au-dessus des métiers), ce n'était certes pas eux que la royauté pouvait craindre. Elle trouvait au contraire en eux ses plus fermes appuis. Ils n'avaient pas perdu le souvenir de la longue alliance entre les rois et la bourgeoisie contre les féodaux, et la Fronde venait précisément de le réveiller sous une forme nouvelle : à tous ceux qui avaient besoin de sécurité, de stabilité, elle laissait le sentiment très vif qu'une forte Monarchie pouvait seule leur garantir les conditions de vie qu'ils souhaitaient. Ils ne demandaient à celle-ci que deux choses, inséparables l'une de l'autre : la paix et des impôts moins lourds. Or, le jeune roi venait de conclure avec l'Espagne une paix glorieuse ; après trente années de guerre presque ininterrompue, ainsi qu'il le dit dans ses *Mémoires*, « tout était calme en tous lieux » ; et le nouveau régime commençait par de larges réformes financières, par l'arrestation de Fouquet, par l'institution de la Chambre de justice, enfin par une diminution de taille de 3 millions. La bourgeoisie n'en demandait pas davantage.

Mais il est encore une catégorie de sujets du roi dont nous n'avons pas parlé, sinon pour indiquer qu'un assez grand nombre d'entre eux avait pénétré dans la noblesse :

ce sont les officiers. Ceux même qui font partie du tiers état aspirent à en sortir, ou tout au moins à échapper à ce qui en est la marque avilissante, la qualité de taillable. On sait combien les officiers étaient nombreux au xviii^e siècle, puisque les fonctions publiques avaient été, à bien peu d'exceptions près, des plus hautes jusqu'aux plus humbles, transformées en offices. Ils détenaient une part de la fortune mobilière qu'il est tout à fait impossible d'évaluer, mais qui était certainement considérable ; une part de la puissance publique que l'on ne sera pas tenté d'estimer négligeable, si l'on songe à l'autorité des parlementaires. Enfin, l'établissement du droit annuel leur avait permis de se recruter le plus souvent dans les mêmes familles et de constituer une caste, qui n'était certes pas fermée, mais s'efforçait de s'ouvrir le moins possible aux nouveaux venus. Ils avaient tous même origine — la transmission héréditaire ou l'achat des offices — et des privilèges d'étendue différente, mais de même nature. Nobles ou non nobles, ils formaient presque un ordre et on les désignait parfois de ce nom. Mais il ne faut pas qu'il nous abuse. De même qu'il y avait une grande et une petite noblesse, il y avait aussi une « grande robe » et une « petite robe », et il convient de les considérer séparément, si l'on veut se rendre compte de la résistance qu'elles pouvaient encore opposer à l'absolutisme.

La grande robe, ce sont les présidents et les membres des Cours souveraines : Grand Conseil, parlements, chambres des comptes, cours des aides. Encore, même ici, faut-il avoir soin de distinguer. Entre le Grand Conseil et le Conseil du roi, d'où il était sorti, s'élevaient parfois des conflits de compétence ; mais ceux-ci opposaient bien plus souvent le Grand Conseil aux parlements, aux dépens desquels sa juridiction s'était constituée. Les Chambres des comptes n'avaient que des attributions techni-

ques. Les Cours des aides, plus actives, ne s'en prenaient guère, et bien en vain, qu'à la compétence financière des intendants. Les résistances à l'absolutisme royal ne pouvaient venir que des parlements, qui, par l'enregistrement, se trouvaient être les garants des privilèges et les conservateurs des lois. Ce rôle, les rois eux-mêmes ne l'avaient jamais contesté, pas plus que le droit de remontrances, qui seul en assurait l'exercice ; ils n'en condamnaient que l'abus. Même en 1655, dans la fameuse séance où la légende attribue au jeune Louis XIV le mot : *l'Etat c'est moi*, le roi s'était contenté d'interdire au parlement de délibérer sur des édits qu'il avait fait enregistrer devant lui. Au fond, ces magistrats, qui ne devaient leurs charges qu'à leur naissance ou à leur fortune et qui avaient été créés pour rendre la justice au nom du roi, tiraient uniquement leur force de la faiblesse du pouvoir royal et de l'appui qu'ils trouvaient dans l'opinion. On l'avait vu pendant la Fronde ; on le verra de nouveau au siècle suivant. Quand l'une et l'autre leur manquaient, ils se rendaient compte de leur impuissance. En 1665, Louis XIV prévint des remontrances sans même daigner paraître en personne et se contenta de faire signifier sa volonté par le premier président aux chambres assemblées : le premier président fit part des ordres du roi et les Chambres se séparèrent sans mot dire. Louis XIV n'eut pas à briser l'opposition des parlements : il montra qu'il ne la craignait pas et cela suffit. Après les lettres patentes de février 1673, qui les obligeaient à enregistrer d'abord les édits et à ne présenter qu'ensuite leurs remontrances, il n'y eut plus de remontrances, parce qu'elles étaient désormais inutiles. Les parlements se turent jusqu'à la fin du règne.

La petite robe, ce sont les officiers de judicature des tribunaux inférieurs et la masse des officiers de finance, parmi lesquels se distinguaient les trésoriers de France et

les élus. Ils étaient trop minces personnages (même les trésoriers) pour donner de grands soucis au roi. Au début de la Fronde, ils n'avaient pu jouer quelque rôle qu'en s'abritant derrière les magistrats des Cours souveraines. Ce sont eux pourtant qui perdaient le plus, à mesure que s'étendaient les attributions financières des intendants. Elles les rendaient inutiles et, d'autre part, leurs privilèges étaient attachés à tous les abus qu'avait fait naître la vénalité des offices. C'était assez pour que Colbert voulut les faire disparaître. Mais nous avons vu qu'il dut conserver les trésoriers et qu'il eut grand peine à supprimer quelques élus. Quant aux magistrats des Cours inférieures, bailliages ou présidiaux, il leur déplaisait de céder la présidence à l'intendant, lorsqu'il se présentait dans leur auditoire, et bien plus encore d'accepter qu'il jugeât lui-même, avec les assesseurs prescrits par les ordonnances, un grand nombre de procès qu'ils estimaient leur appartenir. Aussi les officiers de justice et de finances, qui formaient dans les principales villes une société assez fermée, n'épargnaient à l'intendant ni les médisances, ni parfois même les affronts. Mais il ne s'en inquiétait guère. Leur mauvaise humeur, elle aussi, n'aurait pu devenir gênante que s'ils avaient été soutenus par l'opinion. Or, ils ne l'étaient plus. Ils ne représentaient que les abus du passé.



Les tendances nouvelles du gouvernement monarchique ne rencontraient donc aucune opposition sérieuse, ni dans le clergé, ni dans la noblesse, ni dans le tiers état, au sens restreint que le xvii^e siècle donnait à ce mot. Les officiers eux-mêmes, qui avaient le plus à en souffrir, se sentaient incapables d'y résister et ne cherchaient plus qu'à s'y accommoder de leur mieux. Le peuple enfin ne

comptait pas encore. C'est dire que l'absolutisme monarchique, à l'aube glorieuse du nouveau règne, n'avait, semblait-il, rien à craindre de l'opinion.

Pourtant, une observation s'impose. La politique sociale de Louis XIV donnait pour base à la Monarchie absolue (sans que peut-être il s'en rendit compte) l'organisation traditionnelle de la société, ainsi que les privilèges et les abus qui en constituaient l'armature. Ces privilèges, les rois, et Louis XIV plus encore que ses prédécesseurs, avaient cru les rendre inoffensifs en leur retirant peu à peu le caractère de franchises ; ils n'étaient plus, à leurs yeux, que des bienfaits du souverain et il dépendait de sa toute puissance de les maintenir ou de les supprimer. Mais, par là-même, il en devenait plus étroitement solidaire. Les privilèges étaient désormais la rançon de l'obéissance. Le roi se condamnait ainsi à payer la docilité du haut clergé, qui lui assurait la soumission de toute l'Église, en réprimant à son profit les aspirations du bas clergé ; celle des nobles de Cour, en faisant vivre sa noblesse des faveurs royales ; celle du tiers état, en sacrifiant bien des réformes, que Colbert jugeait pourtant indispensables, au maintien des inégalités et des exemptions qui faisaient retomber sur le peuple tout le poids de l'impôt.

Il se condamnait aussi, par là-même, à fonder l'ordre, non sur la reconnaissance spontanée de son peuple, que lui eût facilement assurée un peu plus de justice sociale, mais sur l'obéissance imposée. L'un des caractères du nouveau régime, c'est l'emploi continu de la force armée comme moyen de gouvernement, et c'est le développement de la police. Celle-ci, jusqu'alors, n'existait guère, abandonnée qu'elle était aux pouvoirs locaux. Dans les campagnes, la maréchaussée, trop peu nombreuse, intervenait le moins possible. Dans les villes, la police municipale ne parvenait même pas à maintenir la sécurité

dans la rue, et le roi ne pouvait guère compter sur les milices bourgeoises pour réprimer les émeutes, alors si fréquentes. A Paris, en particulier, les juridictions diverses qui se partageaient la police — Parlement, Châtelet, prévôt des marchands, chevalier du guet — se jalousaient et ne parvenaient pas à s'entendre. Il est certain qu'une police meilleure était nécessaire et que l'institution du lieutenant de police, dès 1667, à côté du lieutenant civil, fut un bienfait pour la capitale. Il lui fut assez longtemps réservé. Dans les provinces, à vrai dire, les intendants étaient bien intendants *de police*, mais l'étendue de leur circonscription ne leur permettait pas d'intervenir partout et ils ne pouvaient agir que d'accord — ou en conflit — avec la police des villes et l'autorité des parlements. Ils avaient le plus souvent recours à l'armée. Les dragons, sorte d'infanterie montée, qui pouvaient se transporter vite d'un lieu à un autre, ne servaient pas seulement à réprimer les émeutes, mais à poursuivre les faux-sauniers, ou même à presser le recouvrement des impôts. Si défectueux qu'en fussent encore les instruments, la police ne cesse d'étendre son champ d'action ; elle ne se contente pas de maintenir l'ordre, elle intervient jusque dans la vie privée et prétend surveiller jusqu'à la conscience des sujets. La Monarchie est ainsi devenue, sous Louis XIV (ce qu'elle n'avait jamais été jusqu'alors), une Monarchie policière et militaire. Le développement des attributions de police des intendants, la création — par Michel Le Tellier et son fils Louvois — d'une armée étroitement soumise au roi, sont ainsi deux faits essentiels dans l'évolution de la Monarchie d'Ancien régime vers la fin du xvii^e siècle.

Dès lors, peut-on parler d'une opinion publique ? Après la mort de Mazarin, l'agitation des esprits, qui avait survécu à la Fronde, ne se calma pas aussitôt. La création et la composition du Ministère firent des mécon-

tents dans l'entourage même du roi. La persécution contre les jansénistes, qui commença dès les premiers jours du règne personnel, en fit d'autres, et « la secte, écrit Lavis, se doubla d'une coterie politique ». L'arrestation de Fouquet alarma tous ceux qui avaient été associés à sa fortune ou gagnés par la séduction de son esprit : ils formèrent, un moment, presque une cabale, aux éléments très divers. Des libelles se répandirent clandestinement ou bien étaient affichés dans Paris. Mais, ni Louis XIV ni Colbert n'étaient d'humeur à souffrir ces « désordres ». Ils réprimèrent, sans ménagements, toutes les manifestations indépendantes de la pensée. Les auteurs, imprimeurs, colporteurs de libelles furent punis de prison ou de bannissement. La presse périodique se trouva réduite à l'officielle *Gazette* et à la puérile *Muse historique* de Loret. Les livres ne purent paraître qu'après censure et sous la garantie d'un « privilège » royal. Pour faciliter la surveillance, une cinquantaine de maîtrises (sur quatre-vingt-six) furent supprimées à Paris dans la corporation des imprimeurs et libraires, et le droit d'en accorder de nouvelles fut réservé au roi, qui n'en usa guère. Dans les provinces, bien des villes n'eurent qu'un imprimeur autorisé. Ce fut presque le silence qui se fit, pour que rien ne vint troubler le concert d'éloges et d'adulations dont Louis XIV ne se lassa jamais. Seuls les prédicateurs, dans leurs sermons, parlent encore librement, très librement parfois, mais ils ne critiquent que les mœurs et non le régime. Quant aux auteurs pensionnés ou qu'éblouissent le faste de la Cour et la munificence du roi, leur témoignage vaut à peu près celui des Académies ou celui des médailles qui composent l'*Histoire métallique*. Les flagorneries de Chapelain, le dispensateur des grâces, nous montrent ce que nous devons penser de ces « gens de bien », de ces « plumes accréditées, toutes dévouées au service du roi et obligées par ses faveurs

royales à mettre leur vie pour la défense de ses moindres intérêts ». Ils ne sont certes pas les interprètes de l'opinion publique.

Bientôt, les assemblées générales du clergé, satisfaites des efforts de Louis XIV pour rétablir dans le royaume l'unité de culte et l'unité de doctrine, ne se réunissent plus que pour quelques jours. Les anciens frondeurs sont devenus les courtisans les plus empressés. Les parlements enregistrent les édits sans mot dire. Les Assemblées d'États ne discutent même plus le don gratuit. Les mécontents ont désarmé ou sont contraints de se taire. Il semble que le nouveau régime ait pour lui l'assentiment de toute la nation.

CHAPITRE VII

L'AR. V. 6

LA DÉFORMATION DE LA MONARCHIE D'ANCIEN RÉGIME

La Monarchie d'Ancien régime avait été, dès l'origine, absolue et de droit divin ; elle l'est plus que jamais sous Louis XIV. La doctrine monarchique, portée à sa perfection, est devenue une sorte de dogme. La discuter est une hérésie ; la combattre est un attentat contre les lois humaines et divines. C'est bien ce que signifie la phrase célèbre : « Quelque mauvais que soit un prince, la révolte de ses sujets est toujours infiniment criminelle. » En ce sens, l'évolution du principe monarchique est achevée. On peut toutefois la considérer sous un autre aspect. La Monarchie avait jusqu'alors souffert de cette instabilité, de cette insécurité à laquelle un pouvoir absolu n'échappe qu'à la condition de renoncer à l'arbitraire, c'est-à-dire de se limiter soi-même. C'est un renoncement de cette sorte que le Parlement avait essayé d'imposer au roi, en l'obligeant à reconnaître et à respecter les « lois fondamentales » du royaume. Mais la reconnaissance de ces lois fondamentales eût transformé en libertés publiques et mis hors d'atteinte l'ensemble des privilèges, c'est-à-dire toute l'organisation de la société. Elle parut incompatible avec le principe de l'absolutisme. L'esprit de la Fronde n'était pas seulement, aux yeux de Louis XIV, un esprit d'indiscipline et de rébellion, mais la négation

même de la Monarchie de droit divin. Pourtant il éprouvait, autant que Colbert et bien plus que ses prédécesseurs un besoin d'ordre, qui tenait peut-être à sa propre nature, peut-être aussi à l'influence du cartésianisme sur la pensée française, et qui, en tout cas, tempérait son despotisme. On a peine à imaginer Louis XIV vivant, comme autrefois Louis XIII et Richelieu, ou comme Mazarin, dans un perpétuel provisoire et de perpétuels expédients. Il admettait volontiers, il lui paraissait même satisfaisant qu'une administration s'organisât, qui agit selon des règles fixes, pourvu qu'elle agit en son nom. Il a, plus que tout autre roi, mérité le titre, que ne lui décerne aucune des médailles de l'*Histoire métallique* et que Lemontey, le premier, lui a donné : « Louis l'Administrateur ». Mais il ouvrait ainsi, sans l'avoir prévu, une ère nouvelle : la ruine de l'Ancien régime est en germe dans les institutions de l'époque louisquatorzienne. Pure Monarchie absolue, en même temps que Monarchie administrative, la Monarchie de Louis XIV ne pouvait bénéficier que d'un équilibre précaire, bientôt rompu. Sa déformation s'annonce dès la seconde partie du règne.



Par sa durée seule, à vrai dire, un aussi long règne l'eût rendue de toute façon inévitable. L'avènement d'un souverain nouveau, qui participe à l'esprit de son temps, favorise l'adaptation nécessaire des institutions au changement des idées et des mœurs. Pendant les cinquante-quatre années du règne personnel de Louis XIV, tout au contraire, les mœurs, les idées changent ; la société évolue ; les appuis de la Monarchie de droit divin faiblissent ; mais le gouvernement, loin d'en tenir compte, se fait d'année en année plus absolu et plus personnel.

L'histoire du « Ministère », au cours du règne, est, de

ce point de vue, très instructive. A la mort de Mazarin, Louis XIV ne pouvait prendre les ministres que parmi le petit nombre de ceux qui se trouvaient déjà « dans les charges » et dont les services antérieurs garantissaient la fidélité et l'habileté. C'est ainsi qu'il fit choix de Michel Le Tellier, de Lionne et de Colbert, et il n'eut pas à s'en repentir. Mais, si souples qu'ils fussent tous trois, ils avaient une trop riche expérience et trop de valeur personnelle pour n'être que des instruments entre les mains de leur maître. Puis il ne faut pas que les écrits officiels nous abusent, — et les *Mémoires* du roi sont de ceux-là. En 1661, depuis la fin d'avril jusqu'au début de décembre, Louis XIV est à Fontainebleau. La reine y est aussi, et les filles d'honneur, et La Vallière. Est-il téméraire de penser qu'à 23 ans, le jeune roi donnait aux plaisirs un peu plus de temps qu'il ne le fit plus tard et que, sans relâcher son autorité, il s'en remettait volontiers à ses ministres des soins journaliers du gouvernement ? Il s'accoutumait à écouter leurs suggestions, qui étaient profitables à sa gloire. Ainsi s'établissait leur influence, et le prestige de la « Triade » auprès du public, qui ne s'y trompe pas. En 1667, Saint-Maurice, l'envoyé du duc de Savoie, marque la situation d'une note très juste, dans une lettre du 27 mai. « Dimanche matin, écrit-il, MM. les Ministres partirent, et ce qui fit l'admiration de tout Paris et des esprits les plus éclairés, c'est qu'ils partirent ensemble, dans le même carrosse, et de chez M. de Colbert... L'on attend toutes sortes de félicités par leur belle union, par leur clairvoyance, par leur zèle et par leur savoir. »

Louis XIV connaissait leurs services ; il avait l'esprit trop juste, malgré l'orgueil que l'adulation de toute la Cour nourrissait en lui, pour ne pas conserver à Colbert son estime et sa reconnaissance. Ses lettres en portent le témoignage. Pourtant, les premières années passées,

il y montre aussi quelque impatience d'avoir permis qu'un Ministre, fût-ce un Colbert, pût sembler indispensable. Aussi lui oppose-t-il Louvois, dont la faveur grandit dès 1667 ; et bientôt il se fait un système de partager le Ministère entre deux familles, dont il entretiendra et contiendra tout à la fois la rivalité. Il y appelle Louvois en 1672 ; puis, de 1679 à 1683, le partage devient égal : le Conseil d'en haut comprend quatre ministres, deux Colbert, Jean-Baptiste et son frère, le marquis de Croissy, deux Le Tellier, Michel et son fils, le marquis de Louvois. Mais, une fois encore, une forte personnalité s'impose au roi, sans que d'abord il en prenne ombrage. Le Tellier vieillit ; Croissy, bien qu'habile, a peu d'autorité ; Colbert, trop clairvoyant pour méconnaître les fautes commises et trop soucieux de sauvegarder son œuvre pour les taire, devient importun. Quand il meurt, en 1683, son fils, Seignelay, n'est que Secrétaire d'État de la Marine et n'entre pas au Conseil d'en haut. Louvois y introduit Le Pelletier, tout dévoué à son père et à lui-même, et reçoit la charge de surintendant des bâtiments. Ce sont ses conseils, et non ceux de Croissy, qui poussent Louis XIV à la politique d'usurpations et de violences d'où sortira la guerre contre presque toute l'Europe, en 1688. Par son ascendant sur l'esprit du roi, Louvois a, vers 1690, ainsi que l'écrivit Spanheim, et bien plus que ne l'avait jamais eu Colbert, « sinon l'entière, au moins la principale part dans la direction des grandes affaires ». On a pu parler, sans trop de paradoxe, du « règne » de Louvois.

Il disparaît à son tour en 1691, au moment où se manifestaient les résultats funestes de sa politique et où Louis XIV, sur qui Mme de Maintenon veillait dans l'ombre, commençait à se ressaisir. C'est alors, en apparence, la revanche des Colbert, mais sans le grand Colbert et sous les auspices du parti dévôt. A côté de Sei-

gnelay, devenu ministre en 1689 et qui meurt bientôt, Louis XIV appelle au Ministère un gendre de Colbert, le duc de Beauvillier. Mais désormais, ce n'est plus la personnalité des ministres qui importe. Ni Beauvillier, ni Pontchartrain, ni Chamillart, ni Desmarets, ni Voyer, ni même Torcy ne pourront aspirer à jouer le rôle d'un Colbert ou d'un Louvois. A partir de 1691, pendant les vingt-quatre dernières années du règne, le gouvernement personnel, tel que l'avait conçu Louis XIV en 1661, devient plus que jamais une réalité. Plus que jamais, Bossuet peut admirer « ce peuple immense réuni en une seule personne, une raison secrète renfermée dans une seule tête et gouvernant tout le corps de l'État ».

Mais en même temps une autre évolution s'est accomplie, et de sens contraire, bien qu'il n'y paraisse pas d'abord : c'est l'évolution de la centralisation bureaucratique. Ce gouvernement, aussi personnel qu'un gouvernement peut l'être, est en même temps (on l'a souvent dit) celui des commis et des bureaux. C'est en développant la bureaucratie, que les Secrétaires d'État au centre, les intendants dans tout le royaume, ont établi leur pouvoir, et que les derniers sont devenus, ainsi que Law l'écrira un peu plus tard, ces « trente maîtres des requêtes commis aux provinces, de qui dépendent le bonheur ou le malheur de ces provinces, leur abondance ou leur stérilité ».

Au début, les Secrétaires d'État géraient eux-mêmes leur département, en prenant presque chaque jour, sur telle ou telle affaire, les ordres du roi ; ils n'avaient, pour les aider, que deux ou trois commis chacun ; leurs bureaux, peu développés encore (et dont nous ne savons à peu près rien), étaient installés à Paris, même alors que la Cour résidait à Saint-Germain ou à Fontainebleau. Mais, dès que le roi entreprend d'administrer son royaume, le nombre des affaires qui relèvent des Secrétaires

d'État va croissant, tandis que le Conseil des Dépêches, où elles pourraient être discutées, ne se réunit plus qu'une fois par quinzaine. C'est dire que Louis XIV s'en désintéresse. Seules les affaires les plus importantes, ou qui le touchent, lui sont encore soumises par les Secrétaires d'État et font l'objet d'un arrêt signé en commandement. La décision de toutes les autres — de toutes les affaires courantes — appartient désormais au Secrétaire d'État en personne, ou, plus fréquemment aux bureaux, qui les envoient toutes réglées à la signature. Quand la Cour et le Gouvernement s'installent à Versailles, les bureaux ont pris une telle ampleur qu'ils occupent à eux seuls deux longs bâtiments, de chaque côté de l'avant-cour, ou Cour des Ministres. La bureaucratie moderne est née, et vivra dès lors de sa vie propre, en dehors du roi.

Les intendants en sont naturellement devenus les instruments dans les provinces ; mais ils ont, eux aussi, changé de caractère. Au début, ils avaient été surtout des enquêteurs ; ils laissaient encore aux officiers de finance, élus et trésoriers, quelques restes de leur activité administrative d'autrefois, et Colbert leur rappelait volontiers les limites de leur compétence. Ils n'avaient guère de bureaux. Ils usaient de subdélégués, ce qui n'était pas chose nouvelle, car les intendants de la justice, au temps de Louis XIII, en avaient déjà ; mais Colbert n'admettait cet usage qu'à titre exceptionnel, lorsqu'une rencontre d'affaires obligeait les intendants à se faire suppléer. En 1674, il ordonna la suppression de tous les subdélégués permanents. Il ne fut pas obéi. A la fin du règne, la compétence des intendants s'est démesurément étendue. Il leur faut désormais s'occuper de tout, intervenir partout, régler un tel nombre d'affaires qu'ils sont bien forcés de s'en remettre à l'avis de leurs subordonnés, c'est-à-dire de leurs bureaux, qui se développent, tout comme ceux des Secrétaires d'État, et de

leurs subdélégués, seuls capables de s'informer sur place et qui s'établissent dans toutes les villes importantes de l'intendance. Dans chaque généralité, les intendants se succèdent sans intervalle et se transmettent les pouvoirs de l'un à l'autre ; chacun d'eux n'en administre qu'une, et non plus deux ou trois, comme il arrivait fréquemment avant 1666. Une administration régulière est créée, dont nous connaissons bien l'activité par la grande publication de Boislisle. Elle reçoit directement du contrôle général les ordres du roi ; mais l'éloignement et la lenteur des courriers lui confèrent une large initiative et, sur place, il n'est plus guère de résistance qui la contraigne. Dès lors, elle se crée à elle-même des précédents, des règles administratives, une tradition. C'est à elle que les sujets obéissent, c'est à son profit que les pouvoirs locaux sont dépouillés. Tout autant que le roi, peut-être davantage, c'est elle qui, pour la Nation, représente désormais l'État.



Or, c'est là, pour les sujets de Louis XIV, chose toute nouvelle. Bien que nous connaissions mal la vie journalière des communautés d'habitants pendant la première moitié du xvii^e siècle, celle des villes et moins encore celle des campagnes, nous savons (et je l'ai dit), qu'elles géraient elles-mêmes leurs affaires. L'autorité du roi n'y apparaissait que par intervalle. De loin en loin, des troupes venaient y réprimer quelque rébellion ; plus fréquemment les commis des fermes venaient y établir ou y lever quelque taxe. Ceux-ci, cela va sans dire, étaient détestés et presque toujours leur passage provoquait des violences ou des émeutes ; mais on ne les confondait pas avec le roi ; on regrettait seulement que celui-ci ne fût pas assez riche pour se passer de leurs services ou

assez fort pour empêcher leurs exactions. A la fin du siècle, au contraire, l'ingérence de l'intendant dans la vie municipale est continue ; en 1683, une ordonnance lui attribue la tutelle des communautés. Les villes sont ainsi mieux administrées, sans doute ; l'intendant y pourchasse les abus et le menu peuple y gagne. Mais l'oligarchie municipale y perd, et s'en irrite. Souvent même, les petites gens, accoutumés à leurs maux, pliés au respect des hiérarchies traditionnelles, en veulent à cet étranger qui se mêle de leurs affaires. « Et s'il me plaît d'être battue ! » Le mot est du temps. C'est l'administration des intendants qui fait connaître à la nation l'*arbitraire* royal. L'alliance entre le roi et les bourgeois se rompt-elle donc ? Pas encore. Mais il est certain que la nouvelle organisation administrative la rend plus fragile. Il faut aussi noter, avec Lemontey, la contradiction qu'il y avait (et que Colbert n'a certainement pas aperçue) à supprimer l'indépendance municipale, au moment précis où le gouvernement voulait développer en France la grande industrie et le commerce de mer et faisait appel, pour y parvenir, à l'esprit d'entreprise de la bourgeoisie. Ici encore, l'antinomie se manifeste entre l'absolutisme de droit divin et l'évolution de la société moderne.

Chose plus grave, elle se manifeste également entre cette évolution et l'existence de toute une classe, la noblesse, dont l'inutilité dispendieuse devient une lourde charge pour l'ensemble du corps social, en même temps qu'un danger pour la Monarchie. Mais il ne paraît pas que ni Louis XIV ni Colbert en aient prévu les conséquences. Un demi-siècle plus tôt, Richelieu, dans son *Testament Politique*, recherchait les moyens de rendre la noblesse utile à l'État. Louis XIV semble satisfait de l'avoir privée de tout rôle actif, dans le gouvernement comme dans la nation. Il attire la haute noblesse à Versailles, mais ne lui réserve que l'honneur de le servir, de

figurer à toutes les cérémonies du « culte » royal, de former le décor somptueux de sa vie : il l'écarte avec soin de ses Conseils. Dans les provinces, les seigneurs ne comptent plus guère à côté des intendants. C'est l'intendant qui veille seul à la police des marchés, qui assure la distribution des grains, qui modère la taille des paroisses ravagées par la grêle, qui taxe d'office les taillables aisés, quand ceux-ci se dérobent aux charges communes et en font retomber le poids sur les plus pauvres. Ce n'est plus du seigneur que les paysans attendent quelque soulagement à leur infortune, mais de l'intendant. Quant aux gentilshommes, dont les fermiers paient comme les autres, parfois plus que les autres, ils sont de plus en plus réduits à l'oisiveté, qui les conduit promptement à la misère. On a prouvé que les « réformations de la noblesse » ordonnées par Colbert au profit du fisc, ont atteint surtout les nobles qui *dérogeaient*, en participant, pour vivre, à des entreprises industrielles ou commerciales. Il restait à la noblesse de labourer les « quatre charrues » que la coutume exemptait de la taille et de faire valoir âprement ses droits seigneuriaux ; mais ceux-ci, qu'aucun service ne justifiait plus, n'en paraissaient que plus lourds aux tenanciers, et le fossé se creusait davantage entre les paysans et les gentilshommes. La noblesse n'avait plus qu'une fonction honorable, la guerre ; aussi la réclamait-elle, comme si le roi eût manqué à quelque devoir en ne lui donnant pas l'occasion de se battre. Encore n'en attendait-elle qu'une diversion à son oisiveté, et non la fortune ; car les charges d'officiers se vendaient si cher, la vie en campagne était si coûteuse, que la solde et les primes n'en compensaient pas les frais. Que de gentilshommes se battaient au service du roi jusqu'au seuil de la vieillesse, qui s'en revenaient enfin, décorés de l'ordre de Saint-Louis, mais blessés et perclus, mourir en gueux dans leur gentilhommière en ruine !

Ce fut l'une des fautes irréparables de Louis XIV que d'avoir rendu délibérément les nobles inutiles. Lavisse y a insisté avec raison. La conséquence n'en fut pas seulement qu'ils devinrent odieux à la nation, mais que le roi, en s'entourant de sa noblesse à Versailles, parut se solidariser avec elle. Alors que l'évolution économique et l'évolution des mœurs tendaient à confondre les classes, leur hiérarchie traditionnelle fut plus que jamais l'une des lois fondamentales du royaume. Le pouvoir royal s'interdisait ainsi de se donner une autre base que le privilège. Désormais, noblesse et Monarchie d'Ancien régime, liées l'une à l'autre, étaient destinées à périr ensemble.



La politique religieuse de Louis XIV a contribué davantage encore à préparer la ruine de la Monarchie d'Ancien régime. Il faut, pour en mesurer les conséquences, la considérer sous ses différents aspects.

Et d'abord la politique à l'égard des protestants. Nous ne savons pas combien il y avait de protestants en France vers 1661, ni même si le nombre en avait augmenté ou diminué pendant la période de tolérance gouvernementale qui dura de la Grâce d'Alais jusqu'à la mort de Mazarin. On peut tout au plus supposer que le Calvinisme avait cessé de s'étendre, parce que la paix religieuse était, par elle-même, favorable à l'Eglise la plus nombreuse et la plus forte, et que d'ailleurs ni le clergé, ni les catholiques militants n'avaient cessé, même alors, de combattre la Religion prétendue réformée. Mais nous savons un peu mieux comment les protestants se répartissaient dans la société. Il y en avait dans l'armée, dont le chef le plus glorieux, Turenne, ne se convertit qu'en 1668. Il y en avait dans la marine, et Duquesne refusa de se conver-

tir, même après l'Édit de Fontainebleau. Il y en avait parmi les officiers de judicature, les avocats, les praticiens. Ils étaient nombreux parmi les officiers de finance, plus nombreux encore parmi les maîtres des métiers, les armateurs, la bourgeoisie commerçante des ports de l'Océan. Ils ne formaient qu'une minorité, sans doute, mais riche, intelligente, active, et dont l'influence sur l'opinion ne pouvait être négligeable. Pendant la Fronde, leur fidélité avait empêché, dans le Midi surtout, les révoltes de s'étendre. Ils professaient, sur l'origine du pouvoir royal, les mêmes théories que les catholiques et, presque à la veille de la Révocation, ils affirmaient encore leur respect des ordres du roi.

Pourtant, depuis 1661, les édits et les déclarations s'étaient succédé, apportant presque chaque année de nouvelles restrictions aux droits que l'Édit de Nantes paraissait leur avoir garantis. Il n'en résultait pas seulement pour eux une gêne croissante.; mais la répétition des mesures restrictives, dont chacune en faisait prévoir quelque autre, les irritait et les énervait. Ils ne pouvaient être dupes du sophisme des commentateurs de l'Édit, qui prétendaient en assurer l'exécution stricte par la suppression des abus; et les vœux répétés des Assemblées du Clergé de France ne leur indiquaient que trop clairement le but assigné par l'Église à la politique royale. A l'angoisse du lendemain s'ajoutait ainsi le sentiment de l'injustice et de l'hypocrisie. Comment leur loyalisme y eût-il résisté? Il fléchit après 1680. Après 1685, il fait place à des sentiments d'indignation, et bientôt de haine, que ne justifient que trop les dragonnades, les raptés d'enfants convertis à 7 ans, les souffrances des protestants aux galères, l'incessante persécution des nouveaux catholiques. Certains de leurs ennemis, comme l'intendant du Languedoc, Basville, le comprennent si bien, qu'ils semblent presque les excuser.

« Il faut, écrivait Basville en 1698, regarder les protestants comme un peuple irrité, qui..., s'étant persuadé qu'on lui a fait une injustice de lui avoir ravi, contre la foi des édits, ce que les hommes ont naturellement de plus libre et de plus cher, croit aussi qu'il doit à son tour manquer de fidélité et de patience. »

La Révocation avait donc créé dans le royaume *un peuple irrité*, que son attachement à sa foi dressait contre son roi. Dans le Haut-Languedoc, où les prêches au Désert entretenaient l'exaltation, la colère des montagnards cévenols alla jusqu'à la révolte : les Camisards résistèrent plusieurs années aux armées royales. Hors de France, un foyer de haine s'alluma, non loin des frontières, en Hollande, où la plupart des pasteurs s'étaient groupés. Les plus exaltés d'entre eux comparaient le roi à la Bête de l'Apocalypse ou le traitaient, comme le Pape, d'Antechrist. Tous, après la révolution d'Angleterre lui prédisent le sort de Jacques II et n'attendent plus la restauration de leur Église que de la victoire des coalisés. Jurieu sert Guillaume III contre Louis XIV. Les protestants, à vrai dire, apparaissent dès lors aux catholiques comme des rebelles et leur cause en est compromise. En 1886, Bayle avait protesté vigoureusement contre la Révocation dans son *Commentaire philosophique sur les paroles du Christ : Contrains-les d'entrer*. Il n'était certes pas suspect de sympathie pour les persécuteurs. Il n'en écrivit pas moins, un peu plus tard, en 1690, son *Avis aux réfugiés*, qui souleva de terribles colères à Amsterdam. Mais que pensaient, dans le royaume, les « nouveaux catholiques », nombreux semble-t-il, qui n'avaient pas eu, comme leurs frères, le courage de s'exiler ou de se refuser à l'abjuration ? Beaucoup sans doute, torturés de remords et s'accusant eux-mêmes de sacrilège chaque fois qu'ils approchaient des sacrements, attendaient que Dieu les délivrât, quoique indignes, et formaient des

vœux secrets pour la victoire des coalisés. Louis XIV n'était pas parvenu à exterminer le protestantisme : il s'était réfugié au Désert ou caché dans le fond des cœurs, prêt à reparaître au grand jour, dès que la persécution se relâcherait. Mais l'Édit de Fontainebleau avait eu ce résultat (entre beaucoup d'autres) de diviser profondément la nation et d'y réveiller l'esprit de révolte. Il avait fait renaître le péril, un moment écarté par l'Édit de Nantes : un schisme des consciences, dans une Monarchie de droit divin, où l'union était indissoluble entre l'ancienne Église et la Royauté.

Un schisme parmi les consciences *catholiques* devait être plus dangereux encore pour la Monarchie *catholique* de Louis XIV. Ce fut pourtant à ce résultat que conduisit la persécution contre les jansénistes. Le début en avait été un peu antérieur au règne personnel ; mais il semble bien qu'elle fut ordonnée par le roi lui-même et non par Mazarin, qui, depuis 1655, laissait dormir le Formulaire. Trois hommes dominaient alors l'esprit de Louis XIV, dès qu'il s'agissait d'une question de foi : le P. Annat, son confesseur ; Pierre de Marca, archevêque de Toulouse ; et l'archevêque de Rouen, Harlay de Chanvallon, qui, dès 1660, inaugura la persécution dans son diocèse. Dès 1660 aussi, les *Petites écoles* de Port-Royal furent définitivement dispersées. Puis, le 9 mars 1661, Louis XIV créa le Conseil de Conscience, où il adjoignit au P. Annat deux prélats dociles, qui se succédèrent bientôt sur le siège de Paris, Marca et Péréfixe, évêque de Rodez, l'ancien précepteur du roi. En avril enfin, les pensionnaires et les novices des deux maisons de Port-Royal furent expulsées et la signature du Formulaire fut exigée dans tout le royaume. La lutte contre le jansénisme était bien l'œuvre personnelle de Louis XIV, qui s'en faisait gloire, et sans doute n'en prévoyait guère ni la durée ni les répercussions lointaines.

Celles-ci sont multiples et l'on ne risque pas d'en exagérer l'importance. La principale n'est pas qu'une nouvelle minorité de mécontents se forma après la minorité des religionnaires, — celle des jansénistes persécutés. La plupart restèrent jusqu'au bout bons Français et royalistes, et l'attitude du Grand Arnauld en Belgique fut bien différente de celle de Jurien à Amsterdam. Les jansénistes ne s'en prenaient pas au roi, mais seulement aux évêques courtisans qui le flattaient, et surtout au confesseur ; leur haine, ou pour mieux dire leur indignation, allait toute à leurs premiers ennemis, les Jésuites, qu'ils accusaient de ruiner la morale, de corrompre l'Église, et d'y introduire de fausses doctrines, en faisant condamner saint Augustin, sous prétexte de faire condamner Jansénius. Et déjà c'était un danger plus grand que cette vive reprise d'hostilités contre les Jésuites, au moment où le roi abandonnait à la Compagnie la direction de sa conscience et faisait, ainsi que l'a dit Fénelon, de son confesseur jésuite un ministre.

Plus dangereuses encore étaient les conséquences des controverses qui désormais ne cessèrent plus d'agiter l'Église. Elles ne portaient pas seulement sur le dogme. Si jansénistes et jésuites n'avaient disputé que de la grâce, ils n'auraient ému qu'un petit nombre de théologiens ou de laïques pieux, dont les querelles pouvaient tout au plus embarrasser le roi dans ses relations avec Rome, et non point mettre en péril l'autorité du souverain et la sécurité de l'État. Mais les disciples de saint Augustin et ceux de Molina discutaient aussi de la direction des consciences, de la morale et de ses fondements ; et l'on sait le retentissement qu'avaient eu, dès l'origine, les *Provinciales*. Ils en vinrent même, au temps de Quesnel, lorsque les idées richéristes favorables au bas clergé eurent pénétré le jansénisme, à remettre en question la discipline et jusqu'à l'organisation de l'Église. A ce mo-

ment, ce sont la Cour et la ville qui s'intéressent aux controverses, qui en suivent avec passion les péripéties, qui prennent parti dans la querelle. Singulier péril que cet appel à l'opinion, dans un domaine où, jusqu'alors, l'autorité s'était exercée sans contrôle. Si les fidèles s'enthousiasaient jusqu'à critiquer la constitution de l'Église, les sujets pouvaient-ils s'abstenir longtemps de critiquer la constitution de l'État ?

La persécution contre les jansénistes blessa, d'ailleurs, ou inquiéta plus de consciences que ne l'avait fait la persécution contre les protestants. Je ne parle pas des violences exercées sur le petit troupeau de Port-Royal, mais du Formulaire. La signature en fut exigée de tous les clercs, réguliers ou séculiers, de tous ceux qui, de près ou de loin, dépendaient de l'Église : c'était une notable partie de la Nation. Ils ne s'en trouvaient pas seulement obligés de choisir entre des scrupules réfléchis et l'obéissance à la double autorité de leur évêque et de leur roi. Au refus de signature, la déclaration royale de 1664 avait attaché des sanctions rigoureuses : personne ne pourrait être promu aux ordres sacrés ni pourvu d'aucun bénéfice avant d'avoir signé le Formulaire ; quant aux clercs qui refuseraient de le signer, les bénéfices dont ils se trouveraient déjà pourvus seraient considérés comme vacants et conférés à d'autres. Si l'on songe qu'une partie considérable de la bourgeoisie entraît alors dans l'Église, parce que l'Église lui procurait les moyens de vivre, en même temps qu'une carrière décente et honorée, on comprendra les mécontentements et les inquiétudes qu'une pareille législation provoqua. Elle risquait de décourager bien des vocations ; elle troublait ceux même qu'elle ne frappait pas. Elle lésait ou menaçait toute une classe sociale, et remettait en question le but qu'un grand nombre d'honnêtes gens avaient assigné à leur vie, et qui satisfaisait à la fois leurs intérêts et leurs

croyances. On ne peut mieux faire que de répéter à ce propos ce qu'a dit M. Rebelliau du Formulaire : « Plus on connaîtra le détail de la vie religieuse en France au xvii^e et au xviii^e siècles, mieux on se rendra compte du mal qu'a fait à l'Église française (j'ajouterais volontiers : et à l'État monarchique) l'application de cet instrument, agnostique et brutal, de pacification. Les germes de dissocation ou de révolte qu'il jeta, surtout dans le second ordre du clergé, le plus nombreux, tout le xviii^e siècle les fit éclore ».

« Surtout dans le second ordre du clergé. » Ces quelques mots nous conduisent à signaler une dernière conséquence de la politique religieuse de Louis XIV, et non peut-être la moins grave. Jusqu'alors, la Monarchie d'Ancien régime avait lié sa fortune à celle de l'Église, mais d'une église nationale, l'Église gallicane, qui presque tout entière la servait contre les prétentions du Saint-Siège ; la dernière manifestation éclatante de cette union fut, en 1682, la fameuse *Déclaration des quatre articles*. Mais déjà la situation avait changé et elle changea davantage encore pendant la fin du règne. Depuis le Concile de Trente, la forme monarchique avait décidément prévalu dans l'organisation de l'Église universelle et les Papes s'étaient efforcés d'en tirer, à leur profit, avec l'aide de la Compagnie de Jésus, toutes les conséquences logiques. Ils affirmaient hautement la prééminence du siège de Rome sur tous les autres sièges et niaient, contrairement à la doctrine des Conciles de Constance et de Bâle, la supériorité du Concile œcuménique sur la Papauté. Ils prétendaient déjà à l'infailibilité dogmatique, qui ne sera consacrée loi de l'Église qu'en 1870, par le Concile du Vatican. C'étaient là des prétentions qui menaçaient également l'autonomie des églises nationales et l'indépendance des évêques, et c'est pourquoi Louis XIV et l'Assemblée générale du Clergé de France s'étaient

unis pour protester contre elles. Mais l'Assemblée générale du Clergé de France n'était pas tout le clergé ; de fait, à la fin du règne de Louis XIV, les simples curés en étaient exclus. A leur égard, le *premier ordre* professait une théorie toute semblable à celle du Pape envers les évêques. Ceux-ci ne voulaient pas associer le *second ordre* au gouvernement du diocèse ; ils ne réunissaient plus les synodes diocésains, où les curés auraient eu leur place, avec voix délibérative. Bien plus, ils se refusaient à admettre que les curés eussent reçu comme eux, par institution divine, le droit de prêcher, de confesser, d'administrer certains sacrements ; ils ne voyaient en eux que des délégués, auxquels l'autorisation de l'ordinaire était indispensable pour l'accomplissement de tous les actes de leur ministère sacré. Or, à la fin du xvii^e siècle, les forces de résistance commencent à s'éveiller dans le bas clergé ; les idées de Richer, condamnées jadis, et que les premiers jansénistes avaient rejetées, sont reprises par une génération nouvelle, dont le représentant le plus illustre est Quesnel. Certains passages des *Réflexions morales sur le Nouveau Testament* sont caractéristiques à cet égard ; tel celui-ci, qui invoque la tradition de l'Église primitive : « Comme leurs saints prédécesseurs, comme le bon Pasteur, qui semble vouloir prendre conseil de ses disciples, comme les Apôtres, qui, loin d'envier à leurs inférieurs la part qu'ils devaient avoir aux décisions et au gouvernement de l'Église, les y associent, les bons évêques restent unis à leurs prêtres. »

Deux tendances contraires se manifestaient donc au sein de l'Église gallicane : l'une monarchique et qui visait à concentrer fortement, dans le diocèse, tous les pouvoirs au profit de l'évêque, ainsi que le faisait, à son profit, le Pape dans l'Église universelle ; l'autre, que l'on peut appeler démocratique, qui réclamait pour le second ordre, parfois même pour le corps entier des fidèles, un certain rôle

dans le gouvernement épiscopal. De ces deux tendances, il était difficile que Louis XIV ne favorisât pas la première : elle était trop en accord avec le principe même de la Monarchie de droit divin. Bien avant la fin du règne, il avait pris parti. En 1695, quand il établit la capitation, l'Assemblée générale du Clergé consentit un abonnement annuel de 4 millions ; mais il lui accorda un « Édit portant règlement pour la juridiction ecclésiastique ». Désormais il ne sera permis à aucun prêtre, tant séculier que régulier, de prêcher, de confesser, ni d'administrer le sacrement de pénitence avant d'avoir obtenu de l'ordinaire une autorisation spéciale, que l'évêque pourra, à tout moment, et sans même en donner ses raisons, limiter ou révoquer. Bientôt après, en 1698, un autre édit permet à l'évêque d'ordonner à tout curé, sans motiver son ordre, une retraite de trois mois au plus dans un séminaire. Quand d'ailleurs cette suspension déguisée ne suffit pas, une lettre de cachet, aisément obtenue, rend toujours possible, contre un prêtre trop indépendant, une sanction plus rigoureuse. Quelques protestations se produisent, qui sont condamnées par l'Assemblée générale de 1700. Dès lors, l'autorité des évêques, soutenue par l'autorité royale, s'exerce sans ménagement jusqu'à la fin du règne. Le roi a plus que jamais lié parti avec les prélats contre le second ordre, humilié et irrité : alliance funeste, qui contribuera à séparer plus profondément le haut clergé du bas clergé et à répandre, parmi les curés et les simples prêtres, des idées démocratiques, aussi dangereuses pour la Monarchie que pour l'Épiscopat. Quelques-unes des conséquences les plus graves des querelles religieuses du XVIII^e siècle sont en germe, dès la fin du siècle précédent, dans le mécontentement profond du second ordre, et le gouvernement de Louis XIV, autant et plus que l'orgueil des évêques, en porte la responsabilité.



Le souci des querelles religieuses harcela Louis XIV jusqu'à sa dernière heure ; mais il ne crut certainement pas qu'elles pussent mettre en péril le régime même. Peut-être aperçut-il plus nettement les résultats de sa politique étrangère ? Il faut du moins retenir l'aveu qu'il fit sur son lit de mort, au moment où le Dauphin lui fut présenté : « J'ai trop aimé la guerre ; ne m'imitiez pas en cela. » A partir de 1672 surtout, les années de paix furent des années d'exception. A la guerre de Hollande, qui fut une guerre de sept ans, succéda bientôt la guerre dite « de la Ligue d'Augsbourg », qui en dura dix, puis celle de la Succession d'Espagne, qui en dura près de quatorze. La France subit ainsi, en quarante-quatre ans de règne, trente et une années de guerre ; et, de l'une à l'autre de ces guerres, le nombre et l'acharnement de ses ennemis, la diversité des théâtres d'opérations, les effectifs mis sur pied et entretenus, les dépenses nécessaires pour les équiper, les armer, les solder, les nourrir, allèrent toujours croissant. Sans doute Louis XIV parvint-il à conserver au royaume les précieuses conquêtes de sa minorité et de sa jeunesse, à lui assurer, par l'acquisition de la Franche-Comté, de la Flandre française et de Strasbourg, de meilleures frontières, que Vauban sut rendre presque inviolables ; et ce fut là, pour ses successeurs, une garantie de sécurité, dont le régime même profita. Mais les sujets de Louis XIV ne voyaient pas si loin : beaucoup sans doute eussent dit volontiers, comme l'auteur des *Soupirs de la France esclave*, que « la grandeur d'un Prince fait toujours la misère de ses sujets ». Ce qui les touchait, c'étaient les conséquences matérielles de la guerre : les levées de milice, l'iniquité des sergents recruteurs, les exactions des troupes logées chez l'habitant,

la taille plus lourde et brutalement levée, les garnisaires et les saisies, les taxes de toute nature inventées par les partisans, la misère et la disette. Dès 1672, c'en est fini, pour Colbert, de ce bel ordre qu'il était si fier, dix ans plus tôt, d'avoir établi dans les finances ; c'en est fini des allègements à la taille et des budgets à peu près équilibrés. Le temps est revenu du déficit, des expédients, des *affaires extraordinaires* qui couvrent à grand peine, au jour le jour, les dépenses imprévues. C'est, à nouveau, le triomphe des financiers, haïs du peuple ; le contraste entre le luxe criard des nouveaux riches et la gueuserie des mendiants et des meurt-de-faim ; c'est le « banquier de la Cour », Samuel Bernard, reçu par le roi lui-même à Versailles, et ce sont, à Paris, les batailles autour des distributions du « pain du roi », au Louvre.

On sait quel lourd héritage la détresse des finances et la misère des peuples, ces deux résultats directs des trop longues guerres, laissèrent au successeur de Louis XIV. Nous les connaissons bien, par des documents sûrs, nombreux et précis. La première était si complète qu'elle parut d'abord irrémédiable. En vain des impôts nouveaux, qui devaient en principe peser sur tous, la *Capitation* et le *Vingtième*, s'ajoutèrent aux impôts traditionnels : le clergé et la noblesse parvinrent à s'en affranchir, pour une large part, soit au moyen d'abonnements, soit plus simplement en ne les payant pas. L'insuffisance des recettes avait entraîné le déficit, aggravé chaque année par les *anticipations*, qui consumaient, sous forme d'avances, les recettes des années suivantes. La dette flottante s'était démesurément accrue ; à défaut de papier-monnaie (puisqu'il n'existait pas encore de banque d'émission), des billets de toute sorte circulaient : *assignments* aux prêteurs, véritables Bons du Trésor ; billets des receveurs généraux, qui les donnaient en garantie des fonds qu'ils recueillaient pour les avancer au roi ;

promesses de la Caisse des emprunts, créée dès 1673 ; *billets de monnaie*, délivrés contre les espèces que le roi faisait fondre avant d'en changer la valeur. Tous ces billets, dont beaucoup portaient intérêt, passaient de main en main, se dépréciant les uns les autres. Heureux temps pour les agioteurs, que Dancourt ou Lesage mettent en scène et que les chansonniers n'épargnent pas. Que leur importe ! Le roi ne peut se passer d'eux, même une semaine ; et le nombre est tel de ceux qui, dans la haute bourgeoisie, dans la noblesse, jusqu'à la Cour sont intéressés dans leurs affaires, qu'ils se sentent hors d'atteinte et que tout essai de réforme fiscale apparaît presque impossible. De 1715 à la Révolution, les difficultés financières ne laisseront plus que de courts répit à la Monarchie d'Ancien régime, qui ne parviendra jamais à se donner des finances saines.

Les témoignages de la misère générale abondent et il en est qu'on ne peut lire sans un sentiment d'horreur. On en trouvera quelques-uns dans le livre de M. Gaiffe, *L'envers du Grand Siècle*. Les deux publications d'Arthur de Boislisle, les *Mémoires des intendants sur l'état des Généralités* et la *Correspondance des intendants avec les contrôleurs généraux*, ainsi que le *Détail de la France* de Boisguillebert, en sont les sources inépuisables. Je n'ai pas à la décrire ici. Ce qu'il faut dire, c'est qu'elle fut sans doute, à certains moments, comme après le terrible hiver de 1709, plus affreuse qu'à d'autres ; mais qu'à partir du milieu du règne, elle ne cessa jamais ; c'est aussi qu'elle ne désola pas seulement les campagnes : même à Paris, ni La Reynie, ni d'Argenson, malgré leurs intelligentes initiatives, ne parvinrent à nettoyer la ville des mendiants et des vagabonds. La paix, à vrai dire, à condition qu'elle durât, pouvait réparer le mal fait par la guerre, et la misère n'était pas plus grande en France, à la fin du règne de Louis XIV, qu'elle ne l'avait

été, un siècle auparavant, à la fin des guerres religieuses. Mais il était grave qu'un roi tout puissant, dont rien ne gênait l'autorité, n'eût pas su l'éviter ou y porter remède ; il était grave qu'on pût voir, au contraire, dans l'état pitoyable du royaume, le résultat naturel de sa politique. La misère du peuple préparait la désaffection des sujets et fournissait d'irréfutables arguments à l'*opposition*, qui commençait à se former contre le régime.



L'histoire de l'*opposition* à la Monarchie absolue sous Louis XIV, ébauchée dans un livre de M. Henri Sée, mériterait une étude approfondie. La personnalité de ceux qui y ont pris part, la gravité et la variété de leurs griefs en font comprendre l'importance : elle a préparé, dès la fin du xvii^e siècle, la dissolution de la Monarchie absolue.

Les premières manifestations en apparaissent seulement après 1680. Est-ce à dire que toute opposition eût cessé pendant les vingt premières années du règne personnel ? C'est peu probable. Les idées de Monarchie tempérée, qui s'étaient réveillées pendant la Fronde, cheminaient sans doute à couvert, et bien des esprits leur étaient restés fidèles. Le libéralisme politique, ainsi que le libérinage religieux, se cachaient par prudence, mais n'étaient pas morts. Bien des gens peut-être et dans toutes les classes, s'ils avaient pu parler, se seraient plaints, comme d'autres le firent ouvertement plus tard, de la « tyrannie » du roi. A défaut de la presse, qui n'existait pas encore, et de la littérature, condamnée aux louanges, il est presque certain que les procédures des tribunaux royaux, s'il était possible de les explorer toutes, nous en fourniraient bien des exemples. Il est significatif que l'on en rencontre — en 1665, c'est-à-dire en pleine paix, et pendant

la plus belle période du règne — dans les *Mémoires sur les Grands Jours d'Auvergne* de Fléchier. « On jugea, écrit Fléchier, un bon curé de village, qui, par un zèle extraordinaire, s'était emporté dans ses prônes contre le roi et ses ministres. Il avait dit fort sérieusement à ses paroissiens, que la France était mal gouvernée ; que c'était un royaume tyrannique ; qu'il avait lu de si belles choses dans un vieux livre qui parlait de la République romaine, qu'il trouverait à propos de vivre sans dépendance et sans souffrir aucune imposition de tailles ; que le peuple n'avait jamais été plus tourmenté, et plusieurs autres choses de fort grande édification, qui lui semblaient, aussi bien qu'à ses auditeurs grossiers, plus agréables que l'Évangile. » Il est permis de croire que le bon curé d'Auvergne, jugé par les Grands Jours, ne fut pas le seul à prêcher ainsi ; et peut-être des prônes semblables ont-ils parfois contribué aux révoltes de « croquants » ou de « va-nu-pieds » qui se succédèrent d'un bout à l'autre du règne. Mais l'écho n'en est pas parvenu jusqu'à nous, et sans doute ne parvenait-il même pas jusqu'au roi.

A partir de 1680 environ, l'étroite censure exercée sur l'imprimerie se relâche, ou plutôt ne parvient plus à empêcher la publication, ni surtout l'introduction dans le royaume, des journaux et des pamphlets. Le *Mercurie galant*, né en 1672, n'est pas beaucoup plus dangereux que la *Muse historique* ; son fondateur, Donneau de Vizé, est logé au Louvre et pensionné ; pourtant, après 1688, et sous la direction de Dufresny, une sorte de supplément régulier, les *Affaires du temps*, commente pour le public les événements contemporains. Puis, dès 1686, *Les plaintes des protestants cruellement opprimés*, du pasteur Claude, circulent en France ; une à une s'y introduisent les *Lettres pastorales* de Jurieu. Celles-ci ne s'adressent, il est vrai, qu'aux Calvinistes. Mais c'est pour tous les sujets du roi que la *Gazette de Hollande*, dès 1663, a commencé

de paraître en français. C'est aussi en Hollande, à Amsterdam, que sont publiées (de 1684 à 1687) les *Nouvelles de la République des Lettres*, de Pierre Bayle, puis la *Bibliothèque Universelle* de Jean Le Clerc, ou les *Lettres sur les matières du temps*, de Jean Tronchin. Les quinze Mémoires, qui composent *Les Soupirs de la France esclave qui aspire à la liberté*, se succèdent au cours des années 1689 et 1690. C'est à Rotterdam enfin que Bayle rédige les articles du *Dictionnaire philosophique*, l'œuvre capitale du xvii^e siècle finissant. A ce moment, se sont ajoutées à la *Gazette de Hollande* celles de Leyde, de Rotterdam, de La Haye ; et la liste n'a pas encore été dressée des brochures, des feuilles volantes, des « lardons », auxquels la police ne réussit plus à fermer les frontières. La Monarchie absolue elle-même s'est révélée impuissante à imposer à la nation la loi du silence.

A vrai dire, c'est surtout de l'étranger, des Provinces-Unies, refuge de la pensée indépendante, que viennent les appels à la liberté. Presque toujours, les libelles ont été imprimés en Hollande, alors même que leurs auteurs les ont écrits en France, et qu'ils portent, comme indication d'origine, au lieu d'Amsterdam, de véritables pseudonymes, tels que Villefranche ou Cologne. A Paris, à Lyon, à Rouen, il est rare qu'un livre puisse paraître sans privilège et se répandre sous le manteau. Vauban, qui fit imprimer à Rouen sa *Dîme royale*, n'en put distribuer que quelques exemplaires. Elle fut condamnée par arrêt du Conseil le 14 mars 1706, en même temps que le *Détail de la France*, de Boisguillebert. S'il ne s'était pas trouvé, à cette heure sombre de la guerre de Succession d'Espagne, deux bons serviteurs de Louis XIV, qui se firent un devoir de lui désobéir ; si, d'autre part, nous n'avions pas conservé, avec la *Lettre* de Saint-Simon de 1712, les écrits politiques de Fénelon — les *Remontrances à Louis XIV sur divers points de son administration* ;

l'Examen de conscience sur les devoirs de la royauté, écrit pour le duc de Beauvillier ; le Mémoire de 1710 *Sur la situation déplorable de la France*, et les *Plans de gouvernement*, de 1711, — nous ne saurions pas ce qu'en France même et jusqu'à la Cour, certains sujets, non des moindres et peut-être plus nombreux qu'on ne le croit, pensaient du roi et du régime à la fin du règne.

Dans les œuvres les plus marquantes de ce temps (les *Soupirs* et les deux *Lettres* de Fénelon et de Saint-Simon, pour ne point parler de la *Dîme*, ni du *Détail*, dont les préoccupations sont surtout d'ordre économique), la partie critique l'emporte de beaucoup, comme il est naturel, sur la partie constructive. Ce que les auteurs reprochent à satiété à Louis XIV, c'est d'avoir transformé la Monarchie en *tyrannie* ; d'avoir rendu précaire la liberté individuelle et supprimé, en fait, non seulement la liberté d'écrire, mais aussi la liberté de la pensée et de la conscience ; c'est encore d'avoir entraîné le royaume dans des guerres sans fin, dans des guerres *injustes*, qui l'ont épuisé, qui ont eu pour inévitables conséquences l'iniquité fiscale et la misère. Ils en font porter la responsabilité d'abord aux ministres, au confesseur, mais encore au roi lui-même, dont ils condamnent durement l'orgueil. Celui d'entre eux qui donne à leurs critiques communes l'expression la plus vigoureuse, ce n'est d'ailleurs pas ainsi qu'on pourrait le croire, l'auteur anonyme des *Soupirs de la France esclave* : c'est Fénelon, qui pourtant s'adresse directement au roi. Il a des libertés de langage que seuls expliquent son caractère sacré et le sentiment qu'il a de parler, comme il le ferait en chaire, au nom de Dieu. C'est dans les *Remontrances* que se trouve cette parole célèbre : « La France entière n'est plus qu'un grand hôpital désolé et sans provision », qui fait écho, à plus d'un siècle d'intervalle, à celle de Pasquier : « Le royaume n'était plus que le cadavre de la France. » Et

quel autre qu'un évêque eût osé écrire, en s'adressant à Louis XIV, ces mots terribles : « Vous n'aimez point Dieu, vous ne le craignez même que d'une crainte d'esclave ; c'est l'enfer et non pas Dieu que vous craignez... Vous n'aimez que votre gloire et votre commodité. Vous rapportez tout à vous, comme si vous étiez le Dieu de la terre et que tout le reste n'eût été créé que pour vous être sacrifié. »

Mais, à ces critiques, des idées positives se mêlent-elles ? Quelle forme de gouvernement l'auteur des *Soupirs*, et Fénelon, et Saint-Simon, voudraient-ils substituer à ce pouvoir despotique, qui leur fait horreur ? Il semble, à première vue, qu'ils se tournent vers le passé, bien plus qu'ils ne préparent l'avenir. Ils restent monarchistes, cela va sans dire, et leur conception de la Monarchie relève, pour une large part, de traditions anciennes, que nous connaissons déjà. C'est d'abord la tradition de l'Église, qui, par delà Bellarmin, remonte à saint Thomas d'Aquin. « *Regnum est non propter regem, écrit déjà saint Thomas, sed rex propter regnum.* » — « C'est au contraire, écrit Fénelon, vous que Dieu n'a mis au monde que pour votre peuple. » Et Bossuet, dans la *Politique tirée des propres paroles de l'Écriture sainte*, n'avait pas dit autre chose. Aucun d'eux n'admet que le peuple ait des droits contre le souverain ; mais ils affirment que le souverain a des devoirs envers son peuple. L'autre tradition, qui date au moins du xvi^e siècle, est celle de la Monarchie tempérée, telle que Seyssel l'a définie dès le temps des premiers Valois-Angoulême. Après lui, du Haillan n'a guère fait que la développer, et Hotman que l'étayer de tout un appareil d'érudition. Au temps de la Fronde, Guy Joly l'a reprise. Pour celui-ci, comme pour Hotman, le despotisme n'est qu'une usurpation, contraire à la coutume de France, qui établissait une sorte d'équilibre entre la puissance person-

nelle du roi et celle de la nation, représentée par les États Généraux. Il suffirait donc, pour mettre fin au despotisme, d'en revenir à un passé presque récent. Les sentiments des ennemis de la « tyrannie » sous Louis XIV sont à peu près les mêmes. « Nous nous souviendrons de ce que nous étions autrefois », écrit en 1695 l'auteur des *Lettres d'un gentilhomme français sur l'établissement d'une capitation générale*. Celui des *Soupirs de la France esclave* adjure sa patrie de comprendre « que les privilèges des peuples ne souffrent pas de prescription et ne périssent point par l'usurpation des Princes » ; et c'est de l'histoire, comme Hotman toujours, qu'il prétend tirer ses arguments « contre la puissance arbitraire de la Cour de France ». Fénelon ne veut que soumettre le roi à la loi et corriger les abus. Enfin, c'est de même à une restauration que pense avant tout Saint-Simon, quand il veut rétablir la hiérarchie sociale et limiter l'autorité royale par la puissance d'une oligarchie de grands seigneurs, pairs et ducs.

Critiques contre les abus du régime, semble-t-il, mais non pas contre le régime lui-même. Il faut s'entendre. Si l'on ne voit dans l'absolutisme qu'un abus du principe monarchique, oui, sans doute. Mais si l'on tient la Monarchie absolue, telle que l'a pratiquée Louis XIV, pour un régime en soi et pour l'aboutissement logique du progrès continu du pouvoir royal, c'est bien contre le régime même que portent les critiques. Elles en font apparaître quelques-unes des conséquences inévitables et funestes, comme par exemple la fréquence des guerres, qui parfois n'ont pas d'autres causes que l'orgueil du Prince ou l'intérêt dynastique, et qui ruinent la nation, mais favorisent l'arbitraire. Elles en constatent la faillite, puisque le régime n'est même pas parvenu à assurer, autrement qu'en apparence, cette toute-puissance personnelle du monarque, qui devrait en être le caractère essentiel. Il

n'a créé que le despotisme ministériel et bureaucratique. Ici tous les critiques s'accordent. « Le roi veut paraître tout faire, écrit l'auteur des *Soupirs* ; si on l'en croit, il ne se laisse pas gouverner ; et jamais il n'y eut au monde prince plus esclave de ses ministres. » On sait la haine de Saint-Simon pour « ces cinq rois égaux en autorité » qu'étaient devenus les quatre Secrétaires d'État et le contrôleur général, ces « oiseaux de proie », comme il les appelle aussi ; le roi, dit-il, n'est plus que leur « prisonnier » et d'ailleurs ils dépendent eux-mêmes de leurs commis. Quant à Fénelon, il exprime en termes moins vifs une pensée toute semblable, lorsqu'il reproche aux ministres d'avoir fait « monter jusqu'au comble » l'autorité royale, « qui était devenue la leur, parce qu'elle était dans leurs mains ». Or, condamner le despotisme ministériel et la bureaucratie, ce n'est pas seulement condamner des abus, mais la forme même qu'avait prise la Monarchie à la fin du règne, c'est-à-dire le régime entier. Et il était grave que, dès 1694, Fénelon, comme le fera plus tard Saint-Simon, eût constaté que la nation s'en détachait. « Le peuple même, écrit-il (il faut tout dire) qui vous a tant aimé, qui a eu tant de confiance en vous, commence à perdre l'amitié, la confiance, et même le respect... ; il est plein d'aigreur et de désespoir. » N'était-ce pas la dure constatation d'une faillite ?

Ce qui est vrai, c'est que Fénelon, dans ses *Plans de gouvernement*, concertés avec le duc de Chevreuse, ou Saint-Simon dans ses *Projets de gouvernement du duc de Bourgogne*, cherchent à peu près uniquement dans le passé et croient y trouver les remèdes aux maux qu'ils combattent ; c'est qu'il faut quelque subtilité pour découvrir chez eux des idées neuves ; c'est qu'il est inutile de chercher dans leurs écrits les origines des théories politiques du XVIII^e siècle. La seule véritable nouveauté, dans ce domaine et à cette époque, c'est la première affir-

mation du principe de la souveraineté populaire, dans l'une des *Lettres pastorales* de Jurieu, la seizième, qui porte la date du 15 avril 1689. Encore en faut-il bien préciser le sens et la portée. Le but de Jurieu ne fait pas de doute : au lendemain de la révolution d'Angleterre, il est préoccupé surtout de légitimer le pouvoir acquis par Guillaume III et la conduite du Parlement anglais, déclarant le trône vacant après la fuite de Jacques II et disposant lui-même de la couronne. D'ailleurs Jurieu se contente de tirer logiquement une conséquence nouvelle de la vieille théorie du pouvoir divin, telle que les protestants l'enseignaient, aussi bien que les catholiques : le pouvoir est délégué au peuple par Dieu, puis abandonné au roi par le peuple. « Le peuple fait les souverains, en déduit-il, et donne la souveraineté ; donc le peuple possède la souveraineté, et la possède dans un degré plus éminent. L'exercice de la souveraineté, qui dépend d'un seul, n'empêche pas que la souveraineté ne soit dans le peuple, comme dans sa source. » Mais il ajoute, découvrant sa pensée : « Il (le peuple) se réserve si bien ses droits (quand bien même il s'en est dessaisi temporairement) que la souveraineté lui revient, aussitôt que la personne ou la famille à laquelle il l'avait donnée vient à manquer. »

C'est donc bien le couronnement de Guillaume III qui force les protestants réfugiés à reviser leurs théories politiques, et nous n'avons, dans la seizième *Lettre pastorale*, qu'une adhésion de Jurieu à la Révolution d'Angleterre. Aussi ne fait-il guère d'adeptes en France, et, même en Hollande, il est des réfugiés qui n'acceptent pas ses idées. Bayle la combat par les mêmes arguments que Bossuet. Si l'on admet, dit Bossuet, que le peuple ne se dessaisit jamais de sa souveraineté, aucun régime n'est à l'abri de ses caprices. « Il est le maître de toutes les formes de gouvernement, puisqu'il les a toutes faites également. » Et

Bayle insiste sur la nécessité sociale d'une autorité qui « soit à pur et à plein, ou entre les mains d'un seul, comme dans les Monarchies, ou entre les mains de plusieurs, comme dans les Républiques. » Sinon, il faudrait admettre que les peuples, même en république, seraient libres « d'obéir ou de ne pas obéir, selon qu'ils trouveraient de la justice ou de l'injustice dans les ordres de ceux qui commanderaient », et dès lors, il deviendrait impossible « de conserver le repos public ». Tous deux, — Bayle comme Bossuet — sentent très bien où conduit ce principe nouveau de la souveraineté populaire ; mais ils n'en peuvent admettre les conséquences, qui leur semblent contraires à la raison. Et Jurieu lui-même s'arrête, hésitant, devant elles. Il tire bien, de l'idée d'un contrat entre les rois et les sujets, cette autre idée que la révolte des sujets est légitime, lorsque le roi ne respecte pas les conditions du contrat. Mais il ne conclut pas des droits du peuple, en tant que peuple, aux droits des individus, aux droits de l'homme. « Le peuple, écrit-il, n'a droit de conserver que ce qui fait la sûreté et le salut du peuple même, c'est-à-dire la société. » En fait, la conception anglaise d'un gouvernement représentatif à base de souveraineté populaire ne devait se répandre en France qu'au XVIII^e siècle ; elle ne doit rien à Jurieu.

Les libelles des réfugiés, les écrits politiques de Fénelon, de Bayle ou de Saint-Simon nous révèlent les sentiments et la pensée de leurs auteurs ; mais la diffusion des uns fut restreinte et quelques-uns d'entre eux n'ont pas même été connus des contemporains. Pour apprécier l'étendue et la force latente de l'opposition, à la fin du règne, il faudrait être mieux informé sur l'état d'esprit de la génération qui arrivait à l'âge d'homme entre 1700 et 1715. Je ne veux pas parler seulement du petit peuple des villes ou des paysans, irrités par les impôts trop lourds et par la misère, « pleins d'aigreur et de déses-

poir », ainsi que dit Fénelon ; mais aussi, et surtout, des classes éclairées. Leurs préoccupations annonçaient-elles déjà des temps nouveaux ? Deux faits, qui mériteraient d'être étudiés de près l'un et l'autre, le font penser.

C'est d'abord la vulgarisation des sciences. On sait quelle a été l'influence de Descartes, et qu'il a suffi à Bayle, pour devenir un grand éveilleur d'idées, d'ouvrir à la critique cartésienne un domaine, — celui des croyances — que Descartes lui-même s'était interdit d'aborder. Mais les spéculations du cartésianisme n'étaient accessibles qu'à un petit nombre d'esprits d'élite ; elles étaient d'ailleurs prosrites par le Gouvernement et par l'Église. L'éveil des curiosités a été bien plutôt le résultat du progrès de l'astronomie et des sciences physiques et naturelles. Celles-ci, dès la fin du ^{xvii}e siècle, pénétrèrent jusque dans les salons. Des conférences, des expériences, que leur nouveauté fait paraître merveilleuses, les mettent à la portée de tous les gens instruits, et les femmes, cela va sans dire, y courent les premières. La lunette astronomique, perfectionnée par Huygens, étudie les satellites de Jupiter, ou l'anneau de Saturne ; le microscope découvre les infusoires ; Papin fait connaître à Paris sa « marmite ». Le Dauphin ou le duc d'Orléans ont leur « cabinet » d'expériences, et ce ne sont pas les seuls. Les recherches les plus hardies se poursuivent parfois à l'abri (et à l'insu) de la faveur royale : Thévenot est géographe du roi, ainsi que Quesnay, plus tard, sera médecin du roi. Le succès des *Entretiens sur la pluralité des mondes*, de Fontenelle, en 1686, ne s'expliquerait pas sans une large diffusion de la curiosité scientifique. On a signalé récemment le rôle des découvertes géographiques et des récits de voyageurs dans l'éveil de l'esprit critique, l'importance des recueils de voyages publiés par Thévenot en 1664, puis en 1681 ; la vogue du *Voyage en Perse* de Charadin, qui parut en 1686. Entre 1700 et 1715, une série

d'*Utopies* se succèdent, qui permettent la critique indirecte des institutions, des mœurs et des croyances. Elles ouvrent la voie aux *Lettres persanes*. Déjà y apparaît l'idée, qui plus tard fera fortune, du « bon sauvage » ou du « sage Chinois », qui conduit à séparer la morale de la religion ; déjà des doutes s'élèvent (et Thévenot ne craint pas de les exprimer librement) sur les affirmations de la Bible, sur l'âge de la Terre en particulier. Il semble bien qu'il y ait là une des sources importantes de la pensée philosophique, telle qu'elle se développera au XVIII^e siècle, et qui menace toutes les traditions, la tradition politique aussi bien que la tradition religieuse.

Et ceci nous conduit au second fait, inséparable du premier, mais sur lequel nous manquons encore de documents précis : le progrès de l'incrédulité. Il n'est pas douteux qu'il soit dû, en partie, aux interminables controverses religieuses, entre catholiques et protestants, comme entre molinistes et jansénistes. Il ne l'est pas moins que les relations de voyage y ont contribué. M. Atkinson, qui en a le premier abordé l'étude, rappelle, parmi beaucoup d'autres, les idées répandues en France par les missionnaires jésuites établis en Chine, et ce qu'il appelle « l'Affaire des Chinois », la censure, par la Faculté de théologie de Paris, des *Nouveaux Mémoires sur l'état présent de la Chine*, de P. Louis Le Comte, qui eurent trois éditions en moins de cinq ans, de 1696 à 1710. On n'y trouve pas seulement l'apologie des institutions chinoises, mais cette affirmation, qui fait le fond même du livre, que la pureté de la morale, la sainteté des mœurs, la charité la plus parfaite ont été pratiquées par les Chinois, sans le secours de la foi chrétienne et plus de deux mille ans avant Jésus-Christ. On découvrirait sans peine, dans les relations de voyages qui ont précédé ou suivi « l'Affaire des Chinois », d'autres affirmations aussi « téméraires et scandaleuses », pour reprendre les termes de la

censure, qui ont fait sans doute leur chemin dans les esprits et n'ont même pas été condamnées.

On connaît les tristesses et les deuils au milieu desquels s'achevèrent dans l'isolement de Versailles, à l'écart de la nation indifférente ou hostile, le règne et la vie de Louis XIV. Quand il mourut, le 1^{er} septembre 1715, les destinées de la Monarchie d'Ancien régime étaient accomplies. Elle lui survécut encore soixante-quinze ans ; mais son histoire, au XVIII^e siècle, n'est plus que l'histoire de sa lente dissolution, sous la poussée de forces neuves, qui préparaient une autre France, et qu'il lui était désormais impossible de se concilier. La fin de la Monarchie absolue est un autre sujet d'étude, que je n'aborderai pas.

La Monarchie d'Ancien régime est née des guerres civiles, qui avaient ruiné la France pendant la seconde moitié du XVI^e siècle. Elle a accompli une œuvre considérable, que je n'avais pas à exposer ici. Avec Henri IV, elle a pacifié le royaume et rouvert les sources de sa prospérité. Avec Louis XIII et Richelieu, elle a mis fin au dérèglement des énergies nationales, elle les a disciplinées, elle les a orientées vers un but commun. Avec Mazarin, puis avec Louis XIV, elle a conquis plusieurs provinces, vite assimilées, et a donné à la France de solides frontières ; elle a fait de notre pays une très grande puissance, grande un moment par la force de son armée, plus grande, et de façon plus durable, par le prestige d'une civilisation dont toute l'Europe fut tributaire. A la Monarchie d'Ancien régime correspond l'une des périodes les plus brillantes de notre histoire.

Mais, bien qu'elle ait accompli une œuvre nationale, elle n'a pas su donner une base nationale à son autorité : Elle est restée prisonnière du passé. Elle a gardé le carac-

tère ancien d'une Monarchie personnelle, et ne s'est développée qu'en vidant de leur substance les institutions qui auraient pu lui servir de soutiens. Elle a commis l'erreur irréparable de croire qu'il suffit à un gouvernement d'être fort. A la fin du xvii^e siècle, — pour emprunter à Lavissee l'image qu'il a lui-même empruntée à Lemontey — « les colonnes sur lesquelles la royauté s'appuie sont des colonnes creuses ». Les institutions administratives créées par Louis XIV et par Colbert n'y ont pas remédié : elles ont encore accru la force du pouvoir ; elles n'y ont pas associé la nation. En face de la société, qui se transforme, la Monarchie d'Ancien régime, isolée, est devenue incapable de se transformer avec elle. Elle est condamnée.

OUVRAGES A LIRE OU A CONSULTER

- A. DE BOISLISLE. — *Correspondance des contrôleurs généraux des finances avec les intendants des provinces* (Introduction). Paris, 1878-1881, 2 vol.
- A. DE BOISLISLE. — *Les conseils sous Louis XIV*. Paris, 1891.
- G. D'AVENEIL. — *Richelieu et la Monarchie absolue*. Paris, 1895, 4 vol.
- CAILLET. — *L'Administration en France sous le Ministère de Richelieu*. Paris, 1857.
- CHÉRUEL. — *Histoire de la France pendant la minorité de Louis XIV et sous le Ministère de Mazarin*. Paris, 1879-1883, 7 vol.
- P. CLÉMENT. — *Lettres, instructions et mémoires de Colbert* (Introductions). Paris, 1861-1865, 10 vol.
- P. CLÉMENT. — *Histoire de Colbert et de son administration*. Paris, 1874, 2 vol.
- A. DEPPING. — *Correspondance administrative sous Louis XIV* (en particulier les Introductions). Paris, 1850-1855, 4 vol.
- HANOTAUX. — *Origines de l'institution des intendants des provinces*. Paris, 1884.
- IMBART DE LA TOUR. — *Les origines de la Réforme*. Tome I^{er}, Paris, 1905.
- LAVISSE. — *Histoire de France*, Tome VI, VII et VIII. Paris, 1904-1908.
- LEMONTEY. — *Essai sur l'établissement monarchique de Louis XIV*. Paris, 1818.
- LOUIS MADELIN. — *Histoire politique* (2^e partie), dans *Histoire de la Nation française*. Tome IV. Paris.
- NOUAILLAC. — *Henri IV raconté par lui-même*. Paris, 1913.
- POIRSON. — *Histoire du règne de Henri IV*. Paris, 1856, 3 vol.
- NOËL VALOIS. — *Inventaire des arrêts du Conseil d'État sous Henri IV*, Tome 1^{er} (Introduction). Paris, 1886.
- P. VIOLLET. — *Le roi et ses ministres pendant les trois derniers siècles de la Monarchie*. Paris, 1912.
-

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER. — La Monarchie française jusqu'au milieu du xvi ^e siècle	3
CHAPITRE II. — La Monarchie française à la fin des guerres religieuses. Henri IV	19
CHAPITRE III. — La Monarchie française sous Louis XIII. La jeunesse du roi	60
CHAPITRE IV. — La Monarchie française sous Louis XIII. Richelieu	74
CHAPITRE V. — La Monarchie française pendant la jeunesse de Louis XIV	114
CHAPITRE VI. — La Monarchie française sous Louis XIV	134
CHAPITRE VII. — La déformation de la Monarchie d'Ancien régime	182
OUVRAGE A LIRE OU A CONSULTER	216





1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 26

COLLECTION ARMAND COLIN

Directeur : Paul MONTEL, Professeur à la Sorbonne

Chaque volume in-16, broché 9 fr.
Relié. 10^{fr} 50

“ Vulgariser sans abaisser ”

BUT DE LA COLLECTION

1° Fournir aux jeunes gens qui désirent s'initier à la pratique d'une profession, ou se perfectionner dans celle qu'ils ont choisie, des instruments commodes de travail, sous la forme de livres courts, et cependant complets, rédigés par des savants, par des spécialistes en chaque matière.

2° Mettre à la portée de toute personne cultivée, que les nécessités de la vie ont obligée à se spécialiser, des exposés clairs et précis des connaissances jusqu'ici acquises dans les domaines les plus variés.

La COLLECTION ARMAND COLIN répond ainsi à ce besoin qu'a tout homme intelligent de sortir de temps en temps de sa spécialité pour faire, dans les champs d'action d'autrui, une excursion qui ne peut être instructive que si elle a lieu sous la direction d'un guide sûr. *C'est ce guide que fournit la « Collection Armand Colin ».*

3° Répandre au dehors des livres exposant les idées, les méthodes et le goût français, et faire ainsi rayonner dans le monde la science et la culture françaises.

- N° 1. **Rayonnement** (Principes scientifiques de l'Éclairage), par A. BLANC, Professeur à la Faculté des Sciences de Caen (35 figures).
- N° 2. **La Construction du Vaisseau de guerre**, par E. JAMMY, Ingénieur en chef aux Forges et Chantiers de la Méditerranée (183 figures, 4 planches hors texte).
(Ouvrage couronné par la Ligue maritime et coloniale française.)
- N° 3. **Cinématique et Mécanismes**, par R. BRICARD, Professeur à l'École Centrale et au Conservatoire des Arts et Métiers (79 figures).
- N° 4. **L'École classique française : Les doctrines et les hommes (1660-1715)** (2^e édition), par A. BAILLY, Professeur au Lycée Pasteur.
- N° 5. **Éléments d'Agriculture coloniale : Plantes à huile**, par Yves HENRY, Inspecteur général de l'Agriculture aux Colonies (35 figures).
- N° 6. **Télégraphie et Téléphonie sans fil** (6^e édition), par C. GUTTON, Professeur à la Faculté des Sciences de Nancy (107 figures).
- N° 7. **Théorie cinétique des Gaz** (2^e édition), par E. BLOCH, Professeur à la Sorbonne (7 figures).
- N° 8. **Traité pratique de Géométrie descriptive**, par J. GEF-FROY, Ingénieur des Arts et Manufactures (248 figures).
- N° 9 - 10. **Statique et Dynamique** (Tomes I et II), par H. BÉGHIN, Professeur à la Faculté des Sciences de Lille (226 figures).
- N° 11. **Éléments d'Électricité** (3^e édition), par Ch. FABRY, Membre de l'Institut, Professeur à la Sorbonne (70 figures).
- N° 12. **La Fonte** (Élaboration et Travail), par le Colonel J. ROUELLE (29 figures).
- N° 13. **L'Hérédité**, par Et. RABAUD, Professeur à la Faculté des Sciences de Paris (34 figures).
- N° 14. **Principes de l'Analyse chimique**, par V. AUGER, Professeur de Chimie analytique à la Sorbonne (11 fig.).
- N° 15. **Les Pyrénées** (2^e édition), par M. SORRE, Maître de Conférences à la Faculté des Lettres de Bordeaux (3 cartes).
- N° 16. **Chimie et Fabrication des Explosifs**, par P. VEROLA, Ingénieur en chef des Poudres (9 figures).
- N° 17. **La Révolution française**, par A. MATHIEZ, Chargé du cours d'histoire de la Révolution française à l'Université de Paris. Tome I : *La Chute de la Royauté* (3^e édition).

- N° 18. **Les grands Marchés des Matières premières** (4^e édition), par F. MAURETTE, Chef de la Division Scientifique du Bureau international du Travail (S. D. N.) à Genève (8 cartes et 3 graphiques).
- N° 19. **L'Industrie du Fer en France**, par J. LEVAINVILLE, Docteur de l'Université de Bordeaux (4 cartes).
(Ouvrage couronné par la Société de Géographie de Paris.)
- N° 20. **L'Acier** (Élaboration et Travail), par le Colonel J. ROUELLE (45 figures).
- N° 21. **Le Droit ouvrier** (Tableau de la Législation française actuelle) (2^e édition), par G. SCELLE, Professeur à la Faculté de Droit de Dijon.
- N° 22. **Les Maladies dites Vénériennes**, par le D^r P. RAVAUT, Médecin de l'Hôpital Saint-Louis (22 figures).
(Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences, Prix Bérton.)
- N° 23. **La Houille blanche** (2^e édition), par H. CAVAILLES, Professeur au Lycée de Bordeaux (8 cartes et 4 figures).
- N° 24. **Propriétés générales des Sols en Agriculture**, par G. ANDRÉ, Membre de l'Institut, Professeur à l'Institut Agronomique.
- N° 25. **Vue générale de l'Histoire d'Afrique**, par G. HARDY, Directeur de l'École Coloniale.
- N° 26. **Les Instruments d'Optique** (2^e édition), par H. PARISELLE, Professeur à la Faculté des Sciences de Lille (82 figures).
- N° 27. **Le Naturalisme français**, par P. MARTINO, Doyen de la Faculté des Lettres d'Alger.
- N° 28. **Théorie du Navire** (Tome I), par M. LE BESNERAIS, Ingénieur en chef du Génie Maritime (61 figures).
- N°s 29 - 30. **Éléments de Paléontologie** (Tomes I et II), par L. JOLEAUD, Professeur à la Faculté des Sciences de Paris (93 figures).
- N° 31. **Le Ballon, l'Avion, la Route aérienne**, par M. LARROUY, Ingénieur de l'École Supérieure d'Aéronautique (25 figures).

- N° 32. **La Société Féodale** (2^e édition), par J. CALMETTE, Professeur à l'Université de Toulouse.
- N° 33. **Les Bois coloniaux**, par H. LECOMTE, Membre de l'Institut, Professeur au Muséum d'Histoire Naturelle (28 figures).
- N° 34. **Probabilités, Erreurs** (3^e édition), par Émile BOREL, Membre de l'Institut, Professeur à la Sorbonne, et R. DELTHEIL, Professeur à la Faculté des Sciences de Toulouse (10 figures).
- N° 35. **Physique du Globe** (2^e édition), par Ch. MAURAIN, Doyen de la Faculté des Sciences à l'Université de Paris (21 figures).
- N° 36. **L'Atmosphère et la prévision du Temps**, par J. ROUCH, Professeur à l'École Navale (36 figures).
- N° 37. **Les Méthodes actuelles de la Chimie** (2^e édition), par P. JOLIBOIS, Professeur à l'École Supérieure des Mines (45 figures).
- N° 38. **Les Coopératives de consommation en France**, par Bernard LAVERGNE, Professeur à la Faculté de Droit de Nancy.
- N° 39. **La Grande Guerre** (1914-1918), par le général THEVENET, ancien Gouverneur de Belfort (15 cartes).
- N° 40. **Mines et Torpilles**, par Henri STROH, Ingénieur en chef de la Marine (40 figures).
- N°s 41, 42, 43. **Chimie minérale** (3 volumes), par H. COPAUX, Professeur à l'École de Physique et de Chimie Industrielles de la Ville de Paris, et H. PERPÉROT, Sous-Chef de travaux pratiques à l'École de Physique et de Chimie.
- N° 44. **Éléments de Géométrie analytique**, par A. TRESSE, Docteur ès sciences, Inspecteur général de l'Instruction publique (91 figures).
- N° 45. **Le Félibrige**, par Émile RIPERT, Professeur à la Faculté des Lettres de l'Université d'Aix-Marseille.
- N° 46. **Le Blocus et la Guerre sous-marine**, par A. LAURENS, Capitaine de Vaisseau, Chef de la Section historique de l'État-Major de la Marine.
- N°s 47 - 48. **Alternateurs et Moteurs synchrones** (Tomes I et II), par E. ROTH, Ingénieur en chef de la Société Alsacienne de Constructions électriques de Belfort (167 figures).
(Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences, Prix Hébert.)

- N° 49. **Éléments d'Agriculture coloniale : Plantes à fibres**, par Yves HENRY, Inspecteur général de l'Agriculture aux Colonies (55 figures).
- N° 50. **Astronomie générale**, par Luc PICART, Directeur de l'Observatoire de Bordeaux (42 figures).
- N° 51. **L'Après-guerre et la Politique commerciale**, par Cl. GIGNOUX, Rédacteur en Chef de la *Journée Industrielle*, ancien chargé de Cours à la Faculté de Droit de Nancy.
- N° 52. **La Révolution française**, par A. MATHIEZ, Chargé du cours d'histoire de la Révolution française à l'Université de Paris. Tome II : *La Gironde et la Montagne* (2^e édition).
- N° 53. **L'Angleterre au XIX^e siècle, son évolution politique**, par Léon CAHEN, Professeur au Lycée Condorcet.
- N° 54. **Balistique extérieure**, par J. OTTENHEIMER, Ingénieur principal d'Artillerie navale (48 figures).
- N° 55. **Piles et Accumulateurs électriques** (2^e édition), par L. JUMAU, Ingénieur (76 figures).
- N° 56. **Les Alpes françaises** (2^e édition), par R. BLANCHARD, Professeur à l'Université de Grenoble (15 cartes).
- N° 57. **Les Courants alternatifs** (2^e édition), par Pierre SÈVE, Professeur à la Faculté des Sciences de Marseille (127 fig.).
- N° 58. **Rome et les Lettres latines**, par A. DUPOUY, Professeur au Lycée Michelet.
- N° 59. **Théorie du Navire** (Tome II), par M. LE BESNERAIS, Ingénieur en chef du Génie Maritime (33 figures).
- N° 60. **Calculs numériques et graphiques** (2^e édition), par Émile GAU, Directeur de l'Enseignement en Tunisie (33 figures et graphiques).
- N° 61. **Les Industries de la Soie en France**, par P. CLERGET, Directeur de l'École de Commerce de Lyon (10 graphiques, 15 tableaux statistiques).
- N° 62. **Les Industries de fixation de l'Azote**, par Marcel GUICHARD, Professeur à la Sorbonne (21 figures).
- N° 63. **Le Saint-Siège, l'Église catholique et la Politique mondiale**, par Maurice PERNOT, Agrégé de l'Université, ancien Membre de l'École française de Rome.

- N° 64. **La France économique et sociale au XVIII^e siècle**, par Henri SÉE, Professeur honoraire à l'Université de Rennes.
- N° 65. **Les Submersibles**, par G. RABEAU, Ingénieur du Génie Maritime, et A. LAURENS, Chef de la Section historique de l'État-Major de la Marine (44 figures).
- N° 66. **Les Doctrines économiques en France depuis 1870**, par Gaëtan PIROU, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
- N° 67. **Introduction à la Géologie (2^e édit.)**, par J. LEUBA, Docteur ès sciences (60 figures).
- N° 68. **La Renaissance des Lettres en France, de Louis XII à Henri IV**, par J. PLATTARD, Professeur à la Faculté des Lettres de Poitiers.
- N° 69. **Parnasse et Symbolisme (2^e édition)**, par P. MARTINO, Doyen de la Faculté des Lettres d'Alger.
- N° 70. **Les Moteurs à explosion**, par E. MARCOTTE, Ingénieur (I. C. F.), Professeur à l'École spéciale des Travaux publics (61 figures).
(Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences, Prix Trémond.)
- N° 71. **Le Magnétisme**, par P. WEISS, Correspondant de l'Institut, Professeur à la Faculté des Sciences de Strasbourg, et G. FOEX, Maître de Conférences à la Faculté des Sciences de Strasbourg (69 figures).
- N° 72-73. **Éléments de Calcul différentiel et de Calcul intégral (Tomes I et II)**, par Th. LECONTE, Directeur de l'Enseignement de la Seine, et R. DELTHEIL, Professeur à la Faculté des Sciences de Toulouse.
- N° 74. **Peuples et Nations des Balkans**, par Jacques ANCEL, Professeur au Collège Chaptal et à l'École des Hautes Études Commerciales (3 cartes).
(Médaille d'or de la Société de Géographie)
- N° 75. **Transport de l'Électricité**, par René COUFFON, Ingénieur des Arts et Manufactures (45 figures).
- N° 76. **Les Alpes, Géographie générale**, par Emm. DE MARTONNE, Professeur à la Sorbonne (24 cartes ou graphiques).
- N° 77. **Les Moteurs à combustion**, par E. MARCOTTE, Ingénieur (I. C. F.), Professeur à l'École Spéciale des Travaux publics (37 figures).
(Couronné par l'Académie des Sciences, Prix Trémond.)

- N° 78. **La Transformation de l'énergie électrique : I. Transformateurs**, par R. CARTON, Ingénieur E.M.I., et P. DUMARTIN, Ingénieur A. et M.I.E.G. (39 figures).
- N° 79. **Les Origines du Capitalisme moderne**, par Henri SÉE, Professeur honoraire à l'Université de Rennes.
(Recommandé par le Comité France-Amérique.)
- N° 80. **Balistique intérieure**, par J. OTTENHEIMER, Ingénieur principal d'Artillerie navale (37 figures).
- N° 81. **La Pensée française au XVIII^e siècle (2^e édition)**, par Daniel MORNET, Professeur à la Sorbonne.
- N° 82. **Mesures Électriques**, par Jean GRANIER, Ingénieur, Chargé de Cours à la Faculté des Sciences de Montpellier (85 figures).
- N° 83. **La Littérature italienne**, par Th. LAIGNEL, Professeur agrégée d'italien au Lycée de jeunes filles de Lyon.
- N° 84. **L'Organisation scientifique du Travail**, par Georges BRICARD, Ingénieur en chef du Génie Maritime (34 fig.).
- N° 85-86. **Les Courants de la Pensée philosophique française (Tomes I et II)**, par A. CRESSON, Professeur de Philosophie au Lycée Condorcet.
- N° 87. **Principes de l'Électrochimie**, par J. PONSINET, Ingénieur des Manufactures de l'État (35 figures).
- N° 88. **Syndicats et Coopératives agricoles**, par Michel AUGÉ-LARIBÉ, Secrétaire général de la Confédération nationale des Associations agricoles.
- N° 89-90. **La Tuberculose**, par le Dr Édouard RIST, Médecin de l'Hôpital Laënnec et du Dispensaire Léon Bourgeois. Un volume double (25 figures et 6 graphiques), br. 18 fr. relié 19 fr. 75
- N° 91. **Les Expériences monétaires contemporaines (2^e édlt.)**, par George-Edgar BONNET, Directeur général adjoint de la C^{ie} du Canal de Suez.
(Recommandé par le Comité France-Amérique.)
- N° 92. **Histoire de la Langue Allemande**, par E. TONNELAT, Professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Strasbourg (1 carte hors texte).
- N° 93. **La Révolution française**, par A. MATHIEZ, Chargé du cours d'histoire de la Révolution française à l'Université de Paris. Tome III : *La Terreur* (2^e édition).

- N° 94. **La Cinématographie**, par Lucien BULL, Sous-Directeur de l'Institut Marey (36 figures).
- N° 95. **La Littérature française contemporaine : Poésie, Roman, Idées** (2^e édition), par André BILLY.
- N° 96. **La Vie de la Cellule végétale. Tome I**, par R. COMBES, Maître de Conférences à la Sorbonne (16 figures).
- N° 97. **Psychologie expérimentale**, par Henri PIÉRON, Professeur au Collège de France et à l'Institut de Psychologie, Directeur du Laboratoire de Psychologie physiologique de la Sorbonne (11 figures ou graphiques).
- N° 98. **La Civilisation athénienne**, par P. CLOCHÉ, Professeur à la Faculté des Lettres de Besançon (15 fig., 1 carte).
- N° 99. **Appareils et Méthodes de Mesures mécaniques**, par le Lieutenant-Colonel J. RAIBAUD, Chef des Travaux pratiques de Mécanique à l'École Polytechnique (87 fig.).
- N° 100. **L'École romantique française : les doctrines et les hommes**, par Jean GIRAUD, Agrégé des Lettres, Directeur de la Fondation Deutsch de la Meurthe.
- N° 101. **Éléments de Thermodynamique**, par Ch. FABRY, Membre de l'Institut, Professeur à la Sorbonne (39 figures).
- N° 102. **Introduction à la Psychologie collective**, par le D^r Charles BLONDEL, Correspondant de l'Institut, Professeur à la Faculté des Lettres de Strasbourg.
- N° 103. **Nomographie**, par M. FRÉCHET, Directeur de l'Institut de Mathématiques à la Faculté des Sciences de Strasbourg, et M. ROULLET, Ingénieur, Professeur à l'École nationale technique de Strasbourg (79 figures).
- N° 104. **L'Ancien Régime et la Révolution russes**, par Boris NOLDE, ancien Professeur à la Faculté de Droit de Pétersbourg.
- N° 105. **La Monarchie d'Ancien Régime en France, de Henri IV à Louis XIV**, par Georges PAGÈS, Professeur d'histoire moderne à la Faculté des Lettres de Paris.
- N° 106. **Le Théâtre français contemporain**, par Edmond SÉE.
- N° 107. **Hygiène de l'Européen aux Colonies**, par le D^r Charles JOYEUX, Professeur agrégé à la Faculté de Médecine de Paris.
- N° 109. **La Vie de la Cellule végétale. Tome II**, par R. COMBES, Maître de Conférences à la Sorbonne (13 figures).
- N° 110. **La Formation de l'État français et l'Unité française, des Origines au milieu du XVI^e siècle**, par G. DUPONT-FERRIER, Professeur à l'École Nationale des Chartes.

DC 121 .P3 1970

Pages, Georges, 1867-

La monarchie d'ancien regime e

010101 000



0 1163 0215935 9

TRENT UNIVERSITY

Date Due

DC121 .P3 1970

Pagès, Georges

La monarchie d'Ancien
Régime en France

DATE

ISSUED TO

138573

Pagès, Georges

138573

